

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Rémunération des salariés

État et évolution comparés

2012



Pour tout renseignement concernant l'ISQ et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2012
ISBN 978-2-550-66388-1 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-66389-8 (PDF)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 1999

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Novembre 2012

La *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* prescrit que celui-ci doit informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés de l'administration québécoise et de celle des autres salariés québécois. L'objectif de ce mandat est de fournir des données actuelles, fiables et objectives sur les conditions de rémunération pour les parties patronales et syndicales à la négociation, les acteurs gouvernementaux, les employeurs et le public en général.

Tout comme l'année passée, le rapport sera de type « banque de données », c'est-à-dire que l'édition 2012 du rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés* présente, en plus des résultats, la section sur la méthodologie ainsi que celle sur les principaux résultats. Tous les résultats de la comparaison des emplois repères, les données primordiales sur l'économie et le marché du travail ainsi que les résultats sur les taux d'augmentation salariale sont présentés dans les annexes. Les données relatives à l'évolution des écarts de la rémunération globale (sur deux ans) et à celle des écarts salariaux sur une plus longue période (sur quatre ans) y sont également exposées. Ce type de rapport assure la continuité dans la diffusion des résultats de la comparaison de la rémunération des salariés, conformément à la Loi.

Cette orientation de diffusion des résultats permet de proposer de nouveaux produits en lien avec le mandat de comparaison. L'Institut donnera priorité aux travaux jugés les plus pertinents par les parties à la

négociation. Au cours des prochains mois, l'Institut présentera de nouvelles analyses approfondies sur les résultats de la comparaison pour chacune des catégories d'emplois.

Par ailleurs, la brochure des *Faits saillants* qui accompagne le rapport présente une synthèse des principaux résultats. Ce format est très utile, tant pour les représentants des parties à la négociation que pour ceux des médias et pour le public en général.

L'Institut remercie toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce rapport, notamment les participants à l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*. L'Institut réitère son engagement de protéger la confidentialité des renseignements recueillis.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

*Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est là l'engagement « **qualité** » de l'Institut de la statistique du Québec*

La coordination de ce rapport a été assurée par :

Nadège Jean

Direction des statistiques du travail
et de la rémunération :

Patrice Gauthier, directeur par intérim

Ont apporté leur précieuse collaboration :

Redouane Ait Kerrane, Mario Beaulieu, David Chapados, Francine Ducharme, Marie-Josée Dufour, Roxanne Gingras, Mélanie Grenier, Jean-Marc Kilolo, Julie Rabemananjara, Vladimir Racila, et Claude Vecerina, pour la validation et l'analyse des résultats de la comparaison

Mario Haché et Chantal Caouette pour les développements méthodologiques et les traitements statistiques des résultats de la comparaison

Pascal Michel et Dominique Sam-Pan, pour les traitements informatiques

Ann Doucet et tous les membres de l'équipe « enquêtes - rémunération », pour la collecte et la validation des données sur la rémunération globale

Elaine Baxter McLeay, pour la révision linguistique et France Lozeau et Josée Gaudreault, pour la mise en page

L'Institut remercie les maisons de prévisions et d'experts-conseils qui ont collaboré à la réalisation de ce rapport, soit la Banque Royale du Canada, la Banque de Montréal Groupe financier, le Mouvement des caisses Desjardins du Québec, le Conference Board du Canada, Aon Hewitt, Hay Group, Morneau Shepell et Mercer (Canada) Limitée.

Pour tout renseignement concernant le contenu de ce rapport, s'adresser à :

Direction des statistiques du travail et de la rémunération
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, bureau 400
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 514 876-4384
Télécopieur : 514 876-1767
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Signes conventionnels :

Ce rapport utilise les symboles suivants :

...	N'ayant pas lieu de figurer
..	Donnée non disponible
x	Donnée confidentielle
k	En milliers
n	Nombre

Avertissements :

En raison de l'arrondissement des données et des critères de confidentialité, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Dans tout le texte, les mots *salariés*, *employés*, *professionnels*, *techniciens*, etc., font indifféremment référence au masculin et au féminin.

PRINCIPAUX RÉSULTATS	9
INTRODUCTION	17
LA MÉTHODOLOGIE	19
Les orientations et les approches méthodologiques	19
Le traitement et l'analyse des données	32
Les particularités de l'administration québécoise	35
Les événements susceptibles d'affecter la comparaison	35
L'environnement économique et le marché du travail	37
Les tendances salariales	38

TABLEAUX

Méthodologie

I	Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison	19
II	Éléments et composantes de la rémunération globale	23
III	Panier d'emplois repères par catégories d'employés	29
IV	Population de référence pour la comparaison	31
V	Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise, selon les catégories d'emplois	31
VI	Mode de collecte de chacun des groupes de rotation	34
VII	Nombre de conventions en vigueur et nouvellement signées et de salariés couverts	41

FIGURE

Méthodologie

1	Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon la syndicalisation et le secteur d'activité, en 2012	27
---	--	----

Annexes

A Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et marché de comparaison, en 2012

- A-1 Autres salariés québécois
- A-2 Secteur privé
- A-3 Secteur « autre public »
- A-4 Administration municipale
- A-5 Secteur « entreprises publiques »
- A-6 Secteur universitaire
- A-7 Administration fédérale
- A-8 Autres salariés québécois syndiqués
- A-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- A-10 Secteur privé syndiqué
- A-11 Secteur privé non syndiqué

B Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et marché de comparaison, en 2012

- B-1 Autres salariés québécois
- B-2 Secteur privé
- B-3 Secteur « autre public »
- B-4 Administration municipale
- B-5 Secteur « entreprises publiques »
- B-6 Secteur universitaire
- B-7 Administration fédérale
- B-8 Autres salariés québécois syndiqués
- B-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- B-10 Secteur privé syndiqué
- B-11 Secteur privé non syndiqué

C Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et marché de comparaison, en 2012

- C-1 Autres salariés québécois
- C-2 Secteur privé
- C-3 Secteur « autre public »
- C-4 Administration municipale
- C-5 Secteur « entreprises publiques »
- C-6 Secteur universitaire
- C-7 Administration fédérale
- C-8 Autres salariés québécois syndiqués
- C-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- C-10 Secteur privé syndiqué
- C-11 Secteur privé non syndiqué

D Distribution de l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2012

- D-1 Selon le nombre d'emplois repères
- D-2 Selon le pourcentage de l'effectif

E Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et marché de comparaison, en 2012

- E-1 Autres salariés québécois
- E-2 Secteur privé
- E-3 Secteur « autre public »
- E-4 Administration municipale
- E-5 Secteur « entreprises publiques »
- E-6 Secteur universitaire
- E-7 Administration fédérale
- E-8 Autres salariés québécois syndiqués
- E-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- E-10 Secteur privé syndiqué
- E-11 Secteur privé non syndiqué

F-1 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2012 et 2011

F-2 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2012 et 2011

F-3 Comparaison des écarts salariaux, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2012 et 2008

G Principaux indicateurs économiques du Québec, de 2000 à 2012

H Principaux indicateurs du marché du travail du Québec, de 2000 à 2012

I Prévisions de divers organismes pour les principaux indicateurs économiques du Québec, pour 2012 et 2013

- J** **Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2012**
- K** **Évolution de la distribution des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2012**
- L** **Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2012**
- M** **Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2012**

Le salaire et la rémunération globale

L'ensemble des autres salariés québécois

En 2012, le salaire des employés de l'administration québécoise montre un retard de 11,2 % par rapport à celui des autres salariés québécois dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 58 emplois repères sur 76, représentant 75 % de l'effectif, affichent ce statut. Toutes les catégories d'emplois, à l'exception de celle des employés de service, accusent un retard de l'administration québécoise. Les retards varient de 11,6 % chez les employés de bureau à 28,8 % chez les ouvriers. Pour leur part, les employés de service sont à parité dans les deux secteurs.

La rémunération globale des salariés de l'administration québécoise est en retard de 6,1 % sur celle des autres salariés québécois dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 47 des 76 emplois, regroupant 53 % de l'effectif, ainsi que dans quatre des cinq catégories d'emplois étudiées. Les employés de service sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères, le retard plus faible observé sur le plan de la rémunération globale par rapport à celui noté sur le plan salarial s'explique par le nombre d'heures de présence au travail moindre dans l'administration québécoise, malgré les coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans ce secteur. Ce constat est également observé pour les catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau.

Le secteur privé

Les employés de l'administration québécoise ont un retard salarial de 7,8 % face à ceux du secteur privé dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est noté dans 48 des 74 emplois repères, regroupant 61 % de l'effectif. Quatre catégories d'emplois accusent un retard salarial de l'administration québécoise; les écarts vont de - 6,1 % à - 32,2 %. Quant aux employés de service, ils sont à parité dans les deux secteurs.

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise est en avance de 3,3 % face au secteur privé en ce qui concerne la rémunération globale. Ce statut est présent dans 23 des 74 emplois, comptant 57 % de l'effectif, ainsi que

dans la catégorie des professionnels (4,2 %) et dans celle des employés de bureau (6,2 %). Les techniciens et les employés de service affichent la parité des deux secteurs, tandis que les ouvriers accusent un retard de 29,4 %. Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan de la rémunération globale que sur le plan du salaire en raison d'heures de présence au travail moins nombreuses dans l'administration québécoise.

Le secteur « autre public »

L'administration québécoise montre un retard salarial de 19,6 % sur le secteur « autre public » dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 72 des 74 emplois repères, regroupant 99 % de l'effectif. Un retard est également noté dans toutes les catégories d'emplois les écarts varient de - 17,7 % chez les professionnels à - 29,0 % chez les ouvriers.

La rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 26,2 % sur celle du secteur « autre public » dans l'ensemble des emplois repères. Sur 74 emplois repères, 73 présentent ce statut (99 % de l'effectif). Comme dans le cas des salaires, toutes les catégories d'emplois affichent un retard de l'administration québécoise au chapitre de la rémunération globale; les écarts varient de - 21,6 % à - 42,4 %. Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau, l'augmentation du retard de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les coûts des avantages sociaux moins élevés dans ce secteur, et ce, malgré le nombre d'heures de présence au travail moindre.

L'administration municipale

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise accuse un retard salarial de 18,6 % par rapport à l'administration municipale. Ce statut est noté dans 64 des 65 emplois repères, représentant 99 % de l'effectif. Des retards sont observés dans toutes les catégories d'emplois, les écarts variant de - 14,8 % à - 30,1 %.

Dans l'ensemble des emplois repères, la rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 33,6 % sur celle de l'administration municipale. Tous les emplois repères présentent ce statut. Comme pour les salaires, toutes les catégories d'emplois affichent un retard de l'administration québécoise au chapitre de la rémunération globale; les écarts varient de - 31,3 % à - 47,9 %. Dans l'ensemble des emplois repères, l'augmentation du retard, du salaire à la rémunération globale, résulte des coûts inférieurs pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise et des heures de présence au travail plus nombreuses dans ce secteur.

Le secteur « entreprises publiques »

L'administration québécoise accuse un retard salarial de 22,7 % vis-à-vis du secteur « entreprises publiques » dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est constaté dans toutes les catégories d'emplois et dans 55 des 63 emplois repères, représentant 91 % de l'effectif total. Les retards se situent entre 18,9 % chez les professionnels et 31,5 % chez les ouvriers.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est en retard de 33,1 % sur le secteur « entreprises publiques » dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 51 des 63 emplois repères, regroupant 88 % de l'effectif, affichent ce statut. Les cinq catégories d'emplois présentent un retard de l'administration québécoise, les écarts variant de - 26,4 % à - 42,7 %. Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des professionnels et des techniciens, l'augmentation du retard, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce, malgré le nombre d'heures de présence au travail moindre.

Le secteur universitaire

Le salaire de l'administration québécoise accuse un retard de 8,9 % par rapport à celui du secteur universitaire dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 45 des 59 emplois repères, regroupant 83 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois montrent un retard de l'administration québécoise, avec des écarts variant de - 6,2 % chez les techniciens à - 11,7 % chez les employés de bureau.

La rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 9,2 % sur celle du secteur universitaire dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 46 des 59 emplois repères, comptant 88 % de l'effectif, présentent ce statut. Un retard est constaté dans les cinq catégories d'emplois; les écarts varient de - 4,5 % à - 12,9 %. Dans l'ensemble des emplois repères, la situation comparative de l'administration québécoise est comparable sur le plan des salaires et sur celui de la rémunération globale en raison de débours moins élevés pour les avantages sociaux contrebalancés par des heures de présence moins nombreuses dans ce secteur.

L'administration fédérale

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise est en retard face à l'administration fédérale tant sur le plan salarial (20,9 %) que sur celui de la rémunération globale (21,2 %). Ce statut est observé dans chaque catégorie d'emplois et pour tous les emplois repères comparés. En ce qui concerne les salaires, les retards varient de 18,4 % chez les professionnels à 31,2 % chez les ouvriers. Quant à la rémunération globale, les retards se situent entre 19,4 % et 33,2 %.

Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des professionnels, des employés de service et des ouvriers, l'accroissement du retard, du salaire à la rémunération globale, est attribuable aux coûts moins élevés des avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce, malgré le nombre d'heures de présence au travail moindre.

Les autres salariés québécois syndiqués

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire de l'administration québécoise est en retard de 17,8 % sur celui des autres salariés québécois syndiqués. Ce statut est observé dans 66 des 75 emplois repères, représentant 88 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois, à l'exception de celle des employés de service, montrent un retard salarial, variant de 17,7 % chez les professionnels à 30,3 % chez les ouvriers. Pour leur part, les employés de service sont à parité dans les deux secteurs.

La rémunération globale de l'administration québécoise affiche un retard de 21,5 % face à celle des autres salariés québécois syndiqués. Ce statut est

observé dans 62 des 75 emplois repères, représentant 84 % de l'effectif. Quatre des cinq catégories d'emplois présentent un retard; les écarts varient de - 19,6 % chez les techniciens à - 35,7 % chez les ouvriers. Pour sa part, la catégorie des employés de service est à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble et dans trois catégories d'emplois repères, l'accroissement du retard, du salaire à la rémunération globale, est attribuable aux coûts moins élevés des avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce, malgré les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur.

Les autres salariés québécois non syndiqués

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire de l'administration québécoise est en retard de 4,3 % sur celui des autres salariés québécois non syndiqués. Ce statut est noté dans 37 des 73 emplois repères, représentant 36 % de l'effectif. Un retard salarial est constaté dans quatre des cinq catégories d'emplois, avec des écarts allant de - 3,5 % à - 16,6 %. Pour leur part, les employés de service montrent une avance salariale de 11,6 %.

La rémunération globale des employés de l'administration québécoise est en avance de 7,3 % par rapport à celle des autres salariés québécois non syndiqués dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est présent dans 25 des 73 emplois repères, regroupant 59 % de l'effectif. Les techniciens, les employés de bureau et les employés de service de l'administration québécoise sont en avance, les écarts variant de 4,6 % à 20,9 %. Pour leur part, les professionnels et les ouvriers sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères et dans chacune des catégories, l'amélioration de la situation de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur. De plus, pour les employés de service, les coûts d'avantages sociaux plus élevés dans l'administration québécoise s'ajoutent à l'explication.

Le secteur privé syndiqué

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise est en retard de 16,4 % sur celui des employés du secteur privé syndiqué. Ce statut est noté dans 42 des 60 emplois

repères, regroupant 73 % de l'effectif. Des retards, variant de 20,2 % à 35,4 %, sont notés dans trois catégories d'emplois, tandis que les professionnels et les employés de service sont à parité dans les deux secteurs.

La rémunération globale des employés de l'administration québécoise montre un retard de 13 % vis-à-vis de celle du secteur privé syndiqué. Ce statut est constaté dans 35 des 60 emplois repères, regroupant 65 % de l'effectif. Trois catégories d'emplois présentent un retard, soit celles des techniciens (- 16,0 %), des employés de bureau (- 17,4 %) et des ouvriers (- 34,7 %). Les professionnels et les employés de service sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories de techniciens et des employés de bureau, le retard plus faible observé sur le plan de la rémunération globale que celui noté sur le plan salarial s'explique par les heures de présence au travail moins nombreuses dans l'administration québécoise, malgré les coûts moins élevés des avantages sociaux dans ce secteur.

Le secteur privé non syndiqué

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise est en retard de 3,4 % sur celui des employés du secteur privé non syndiqué. Ce statut est constaté dans 34 des 72 emplois repères, comptant 31 % de l'effectif. Un retard salarial est constaté dans trois des cinq catégories d'emplois, avec des écarts se situant entre - 7,9 % et - 14,2 %. Les employés de bureau sont à parité dans les deux secteurs, alors que les employés de service présentent une avance salariale de 13,4 %.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est en avance de 9,5 % sur le secteur privé non syndiqué dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 30 des 72 emplois repères, regroupant 68 % de l'effectif. Quatre des cinq catégories d'emplois affichent ce statut; les écarts varient de 4,4 % chez les professionnels à 23,8 % chez les employés de service. Les ouvriers sont à la parité dans les deux secteurs.

Dans l'ensemble des emplois repères et dans chacune des catégories, l'amélioration de la situation comparative de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur. De plus, pour les employés de service, les coûts d'avantages sociaux plus élevés dans l'administration québécoise s'ajoutent à explication.

Les échelles salariales

Les maximums normaux des échelles salariales des professionnels, des techniciens et des employés de bureau de l'administration québécoise sont moins élevés que ceux de l'ensemble des autres salariés québécois. Il s'agit du même statut comparatif que celui observé sur le plan salarial dans les trois catégories d'emplois considérées. Chez les professionnels, il n'y a pas de différence significative sur le plan du maximum normal et sur celui du salaire. En ce qui concerne les techniciens et les employés de bureau, les retards salariaux sont moins importants que ceux des maximums normaux, les employés de l'administration québécoise étant plus avancés dans leur échelle salariale que l'ensemble des autres salariés québécois.

Les maximums normaux de l'administration québécoise sont en retard vis-à-vis de ceux de tous les autres secteurs étudiés chez les professionnels, les techniciens et les employés de bureau. Dans cette dernière catégorie, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan salarial que sur celui du maximum normal dans la comparaison avec 9 des 11 secteurs. Cela s'explique par le fait que les employés de bureau de l'administration québécoise sont plus avancés dans leur échelle que ceux des secteurs concernés, sauf dans la comparaison avec le secteur « entreprises publiques ».

Dans la catégorie des techniciens, la comparaison de la situation de l'administration québécoise sur le plan du maximum normal et sur celui du salaire mène à des constats plus partagés. En effet, la situation comparative de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du salaire que sur celui du maximum normal par rapport à cinq secteurs, alors que la situation inverse est observée vis-à-vis de cinq autres secteurs. Les techniciens de l'administration québécoise

sont plus avancés dans leur échelle que leurs homologues de la plupart des secteurs comparés (7 des 11 secteurs).

Chez les professionnels, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du maximum normal que sur celui du salaire dans la comparaison avec cinq secteurs, alors que la situation inverse est observée par rapport au secteur universitaire. Les professionnels de l'administration québécoise sont, dans leur échelle salariale, à un niveau similaire à celui auquel se trouvent leurs homologues de six secteurs comparés, mais ils sont moins avancés que les professionnels de cinq secteurs.

Environ 61 % des professionnels, 39 % des techniciens et 38 % des employés de bureau du secteur privé rémunérés selon une échelle salariale bénéficient d'un maximum au mérite. Ces proportions atteignent respectivement 62 %, 49 % et 44 % chez les employés non syndiqués du secteur privé. Par contre, les échelles salariales de l'administration québécoise ne comportent pas de tels maximums.

Les avantages sociaux et les heures chômées payées

Les débours relatifs à l'ensemble des avantages sociaux et des heures chômées payées dans l'administration québécoise sont similaires à ceux observés chez l'ensemble des autres salariés québécois. Ils sont plus élevés dans l'administration québécoise (40,6 % du salaire) que dans le secteur privé, dans le secteur universitaire et chez les non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé); les coûts varient de 33,5 % à 40,0 % du salaire dans ces secteurs. Par contre, les débours totaux sont moins élevés dans l'administration québécoise que chez les autres salariés québécois syndiqués, dans le secteur privé syndiqué et dans le regroupement « autre public » et ses composantes en excluant le secteur universitaire. Les coûts varient de 43,3 % à 54,4 % du salaire dans les secteurs.

Lorsque seuls les avantages sociaux sont pris en compte, les débours de l'administration québécoise (23,6 %) sont moins élevés que ceux observés dans les secteurs suivants : autres salariés québécois, autres salariés québécois syndiqués, privé syndiqué, « autre public », administration municipale, universitaire,

administration fédérale et « entreprises publiques ». Les coûts à ce chapitre représentent de 24,2 % à 36,9 % du salaire dans ces secteurs. Cette situation s'explique par les débours supérieurs pour les régimes de retraite dans tous ces secteurs, auxquels s'ajoutent les coûts plus élevés pour les régimes d'assurance, sauf dans le secteur universitaire.

Par ailleurs, les débours de l'administration québécoise au chapitre des avantages sociaux sont similaires à ceux du secteur privé. L'administration québécoise dépense toutefois plus que les employeurs des autres salariés québécois non syndiqués et du secteur privé non syndiqué. Cette différence s'explique surtout par les débours plus élevés pour les régimes de retraite et les remboursements de congés de maladie non utilisés dans l'administration québécoise, et ce, malgré des coûts moins élevés pour les assurances dans ce secteur.

Sur le plan des heures chômées payées, l'administration québécoise débourse 17 % du salaire, soit un montant supérieur à celui dépensé dans les secteurs suivants : autres salariés québécois (syndiqués ou non), privé (syndiqué ou non), universitaire et « entreprises publiques ». Par contre, il en coûte moins à ce titre dans l'administration québécoise que dans le secteur « autre public » et deux de ses composantes, soit les administrations municipale et fédérale.

Les heures de travail

La semaine régulière de travail de l'administration québécoise est de près de 36 heures, soit une heure et demie de moins que celle des autres salariés québécois. La semaine régulière de travail des employés de l'administration québécoise est plus courte que celle de l'ensemble des syndiqués et des non-syndiqués, des secteurs privé (tant syndiqué que non syndiqué), du « autre public », de l'administration fédérale ainsi que du secteur « entreprises publiques ». Elle est toutefois plus longue que celles de l'administration municipale et du secteur universitaire.

Les heures hebdomadaires de présence au travail s'établissent à près de 30 heures dans l'administration québécoise. Elles y sont plus nombreuses que dans l'administration municipale et sont similaires à celles du secteur universitaire. Les heures de présence au travail dans l'administration québécoise sont inférieu-

res à celles de tous les autres secteurs comparés. La différence la plus marquée est observée dans la comparaison avec le secteur privé non syndiqué : elle se chiffre à environ trois heures et trois quarts de présence au travail de moins par semaine dans l'administration québécoise.

L'évolution de la comparaison

Entre 2011 et 2012, la situation comparative de l'administration québécoise est demeurée stable quant au salaire par rapport aux autres salariés québécois, dans l'ensemble des emplois repères. Le même constat est fait dans la comparaison avec le secteur privé et les non syndiqués (ASQ et privé).

La situation comparative de l'administration québécoise s'est affaiblie sur le plan salarial par rapport au secteur « autre public » (- 1,9 point de pourcentage) et ses quatre sous-secteurs, soit l'administration municipale (- 2,5 points de pourcentage), les « entreprises publiques » (- 1,7 point de pourcentage), le secteur universitaire (- 1,1 point de pourcentage) et l'administration fédérale (- 2,4 points de pourcentage). Un constat semblable est fait vis-à-vis des syndiqués, avec des différences d'écarts de - 1,8 point de pourcentage pour l'ensemble et de - 3,7 points pour ceux du secteur privé.

Sur le plan de la rémunération globale, la situation comparative de l'administration québécoise est également demeurée stable entre 2011 et 2012 face à l'ensemble des autres salariés québécois ainsi qu'à quatre autres secteurs. Dans la comparaison avec le secteur « autre public » (- 3,1 points de pourcentage), les administrations municipale (- 4,4 points de pourcentage) et fédérale (- 2,8 points de pourcentage), le secteur universitaire (- 0,9 point de pourcentage), les autres salariés québécois syndiqués (- 2,8 points de pourcentage) et le secteur privé syndiqué (- 3,6 points de pourcentage), la situation comparative de l'administration québécoise s'affaiblit.

Lorsque les années 2008 et 2012 sont considérées, la situation comparative du salaire de l'administration québécoise demeure stable face au secteur privé et au secteur privé syndiqué. Par contre, un affaiblissement est noté dans la comparaison avec les neuf autres secteurs.

Économie du Québec : faible croissance

La progression de l'économie a atteint 1,7 % en 2011. Au premier semestre de 2012, le produit intérieur brut (PIB) réel du Québec n'augmente que de 0,6 %, une croissance ralentie. En effet, l'économie s'est accrue de 0,1 % au premier trimestre 2012 et de 0,2 % au deuxième trimestre. La faible croissance des dépenses de consommation et l'augmentation du déficit du solde du commerce extérieur expliquent principalement les résultats du premier semestre 2012. Par contre, l'accroissement des stocks vient contribuer positivement à l'évolution du PIB.

La demande intérieure finale augmente à peine plus rapidement au deuxième trimestre qu'au trimestre précédent. Sa croissance est due principalement à l'investissement en construction résidentielle et non résidentielle. Pour leur part, les dépenses personnelles de consommation affichent une légère hausse, alors que les dépenses en biens et services des administrations publiques reculent faiblement. Le déficit du solde du commerce extérieur s'accroît, venant ainsi réduire la croissance économique. Les analystes s'attendent à une croissance revue à la baisse pour 2012 de même que pour 2013.

Lente progression de la demande intérieure

Les dépenses personnelles des consommateurs affichent une croissance plus faible en 2011 (+ 2,0 %) par rapport à l'année 2010 (+ 3,3 %). Au cours du premier semestre 2012, les dépenses de consommation augmentent de 1,4 % par rapport à la même période de 2011. Au deuxième trimestre de 2012, les consommateurs continuent d'accroître leurs dépenses en services (+ 0,5 %), mais restreignent celles en biens (- 0,3 %) pour un deuxième trimestre d'affilée.

L'investissement total en capital fixe des entreprises et des administrations publiques s'accroît pour un deuxième trimestre consécutif (+ 1,9 %). Les investissements des entreprises (+ 2,0 %) s'accroissent, tandis que celles des administrations publiques (+ 1,5 %) ralentissent quelque peu. Au cours du premier semestre 2012, les investissements sont en hausse de 1,8 % par rapport au premier semestre 2011. Pour l'année 2011, les investissements affichent une croissance de 4,5 % comparativement à 8,7 % en 2010.

Les dépenses publiques courantes augmentent de 0,3 % en 2011 comparativement à 2,8 % en 2010. Toutefois, au cours du premier semestre 2012, ces dépenses reculent de 0,1 % par rapport à la même période de 2011.

Le déficit du solde du compte extérieur s'accroît. Cette détérioration survient en dépit d'une augmentation des exportations; de fait, l'effet positif de celle-ci est annulé par une hausse importante des importations. Les exportations progressent de 2,1 % en 2011 et de 2,1 % au premier semestre 2012, alors que les importations haussent de 4,0 % en 2011 et de 2,1 % au premier semestre de 2012. En ce qui concerne les exportations, la croissance vient surtout des exportations internationales. Par contre, en matière d'importations, tant les importations internationales qu'interprovinciales augmentent.

Le dollar oscille autour de la parité

En 2011, le dollar canadien est légèrement au-dessus de la parité avec le dollar américain (101,14 cents). Pour les neuf premiers mois de 2012, il se situe faiblement sous la devise américaine à 99,81 cents. Il devrait, selon plusieurs analystes, clôturer l'année autour de la parité avec le dollar américain.

L'inflation pour l'année 2011 est de 3,0 % au Québec, alors que pour les neuf premiers mois de 2012 elle se situe à 2,2 % en comparaison avec la même période de 2011. Au cours des neuf premiers mois de 2012, les prix des aliments et ceux reliés à l'énergie ont crû moins fortement qu'en 2011. L'inflation se fixe à 1,1 % au premier trimestre, à 0,6 % au deuxième trimestre et à - 0,2 % au troisième trimestre 2012.

Le taux des bons du Trésor à trois mois se situe à 0,95 % pour les neuf premiers mois de 2012 comparativement à 0,91 % pour l'année 2011. Le taux passe progressivement de 0,90 % au premier trimestre 2012 à 0,95 % au deuxième et à 0,98 % au troisième.

Les analystes prévoient une inflation plus faible en 2013 qu'en 2012 et des taux d'intérêt un peu plus élevés en 2013. Le dollar devrait continuer à frôler la parité avec le dollar américain, quoique légèrement inférieur à celui-ci.

Croissance de l'emploi pour une deuxième année consécutive

En 2011, l'emploi croît au Québec (+ 38 500; + 1,0 %) pour une deuxième année consécutive après la récession de 2009. Les emplois créés sont tous à temps plein (+ 39 100; + 1,2 %); l'emploi à temps partiel est resté relativement stable (- 600; - 0,1 %). La croissance de l'emploi en 2011 provient uniquement du secteur des services (+ 39 600; + 1,3 %); celui des biens affiche une certaine stabilité (- 1 100; - 0,1 %).

Comme en 2010, plus de la moitié des emplois créés en 2011 reviennent aux hommes (+ 22 800), alors que les femmes bénéficient d'un ajout de 15 600 emplois. Les personnes de 25 à 54 ans (+ 13 100) tout comme celles de 55 ans et plus (+ 28 000) affichent des gains d'emplois, alors que celles de 15-24 ans enregistrent une perte (- 2 600).

Le taux de chômage de 2011 s'établit à 7,8 %, soit un recul de 0,2 point de pourcentage par rapport à celui de 2010; il est toutefois supérieur aux taux observés en 2008 et 2007 (7,2 %).

Le taux d'emploi a peu bougé en 2011 et se fixe à 60,1 % (- 0,1 point). Quant au taux d'activité, il diminue de 0,2 point pour se situer à 65,2 %.

L'emploi demeure stable (+ 500; 0,0 %), alors que le taux de chômage moyen s'établit à 7,9 % pour les neuf premiers mois de 2012. Pour l'ensemble de 2012, les prévisions des analystes en ce qui concerne la croissance de l'emploi se situent entre 0,3 % et 0,4 %; le taux de chômage se fixerait entre 7,8 % et 7,9 %. Pour 2013, les analystes prévoient une croissance de l'emploi plus élevée qu'en 2012 et un taux de chômage s'établissant entre 7,3 % et 8,0 %.

Les tendances salariales

Croissance réelle négative pour tous les salariés syndiqués en 2012

La croissance moyenne des échelles salariales de l'ensemble des salariés québécois syndiqués indique une perte de pouvoir d'achat de 0,9 % pour les deux premiers trimestres de 2012.

Une croissance réelle négative est observée dans tous les secteurs analysés. Les pertes de pouvoir d'achat varient de 0,1 % dans le secteur privé à 1,5 % dans l'administration québécoise. La forte croissance de l'IPC pour les six premiers mois de 2012 (2,5 %) explique en grande partie ces résultats.

Très forte proportion d'augmentations salariales inférieures au taux d'inflation

En 2012, les salariés syndiqués de l'administration québécoise reçoivent des augmentations de leur structure salariale inférieures à la croissance de l'IPC; c'était aussi le cas en 2011. Dans les autres secteurs, la proportion de salariés bénéficiant de ce type d'augmentation en 2012 varie de 41,3 % dans le secteur municipal à 91,4 % dans le secteur fédéral. En 2011, ces secteurs présentaient des pourcentages plus élevés de salariés recevant des augmentations inférieures à l'IPC; ces proportions étaient toutefois plus fortes qu'en 2012.

La proportion de salariés syndiqués recevant des augmentations de leur structure salariale égales ou supérieures à la croissance de l'IPC est faible en 2012, sauf dans les secteurs privé (30,5 %) et municipal (41,6 %). Par rapport à 2011, la situation s'est améliorée dans tous les secteurs, à l'exception de l'administration québécoise.

Moins de 2,0 % de l'ensemble des salariés syndiqués connaissent un gel ou une baisse de salaire; les salariés visés proviennent des secteurs privé, municipal et « entreprises publiques québécoises ».

Ententes dernièrement signées : taux en progression chez les autres salariés québécois

Les dernières ententes signées donnent une indication de l'évolution salariale à venir. Les conventions collectives visant l'administration québécoise ont été renouvelées en 2011. Ces conventions donnent lieu à un taux d'augmentation moyen de 1,2 % par année (durée de cinq ans).

L'analyse pour 2012 porte sur les salariés québécois syndiqués autres que ceux de l'administration québécoise. Les ententes respectives octroient un taux de croissance supérieur à celui de 2011 (2,5 % contre 2,2 %). Une hausse de la croissance est observée aussi dans tous les secteurs.

Dans les ententes de 2012, 88,7 % de l'ensemble des autres salariés québécois syndiqués reçoivent une augmentation annuelle moyenne égale ou supérieure à 1,5 %. Cette proportion est plus élevée de 9 points de pourcentage que celle notée en 2011.

Meilleures perspectives en 2013

Selon les perspectives salariales établies par l'Institut, les augmentations moyennes des échelles salariales projetées pour l'ensemble des salariés québécois (syndiqués et non syndiqués) sont de 1,8 % en 2012 et de 2,0 % en 2013.

En 2013, l'ensemble des salariés québécois syndiqués connaîtraient un taux de croissance plus élevé qu'en 2012 (1,9 % contre 1,6 %). Cette tendance est également prévue pour trois secteurs. Pour l'administration québécoise, la différence est de 0,8 point de pourcentage.

Seul le secteur privé affiche une perspective de croissance inférieure en 2013; une baisse de 0,2 point de pourcentage est en effet anticipée pour l'an prochain.

Chez les salariés non syndiqués, les augmentations moyennes des échelles salariales (1,9 % pour 2012 et 2,1 % pour 2013) seraient plus élevées que celles des syndiqués pour ces deux années.

En considérant l'inflation, les salariés de tous les secteurs devraient connaître une croissance réelle négative en 2012, sauf ceux du secteur privé. Pour 2013, les perspectives sont différentes : un gain de pouvoir d'achat est attendu pour les non-syndiqués et les syndiqués de tous les secteurs sauf celui de l'administration québécoise. Pour ce dernier, seul le paramètre fixe d'augmentation des échelles salariales est pris en compte; les paramètres liés à la croissance économique ne sont pas considérés.

L'Institut de la statistique du Québec présente l'édition 2012 du rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*. Le présent document compare la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec celle des autres salariés québécois. Les résultats de la comparaison sont présentés pour l'ensemble des autres salariés québécois, le secteur privé ainsi que les autres secteurs du marché du travail, soit l'ensemble du secteur « autre public », les administrations fédérale et municipale ainsi que les secteurs universitaire et « entreprises publiques ». Des résultats plus détaillés tenant compte du facteur de la syndicalisation sont également présentés pour les secteurs « autres salariés québécois » et privé.

Cette édition contient une présentation sommaire des résultats de même qu'une section faisant état des principales orientations, approches et sources méthodologiques utilisées par l'ISQ. Les résultats détaillés sont, quant à eux, disponibles dans les tableaux figurant tout au long de la série des annexes.

Les tableaux de résultats présentent, pour chacun des secteurs de comparaison, des données concernant les employés rémunérés selon une échelle salariale (les annexes A), les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées (les annexes B) ainsi que la rémunération selon les composantes, calculée selon la méthode des débours (les annexes C à E). Par ailleurs, les résultats de la comparaison sont fournis par emploi repère pour cinq catégories d'emplois, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers, ainsi que pour l'ensemble des emplois repères.

Les annexes F ont pour objectif de rendre compte de l'évolution des écarts de rémunération. Cette analyse prend en compte les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise et les changements dans les emplois comparés. Les résultats relatifs à l'évolution des écarts de rémunération globale sur deux ans et ceux portant sur l'évolution des écarts salariaux sur une plus longue période sont présentés (sur quatre ans).

Finalement les annexes G à M exposent la situation et les prévisions économiques pour les principaux indicateurs (les annexes G à I) et fournissent la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales pour les années récentes (les annexes J à M).

Cette partie du document explique, de façon générale, les orientations méthodologiques adoptées par l'Institut dans le cadre de sa comparaison de la rémunération globale et souligne les limites et les contraintes auxquelles il doit faire face. Des renseignements détaillés sur le traitement des données pour chacun des volets de la comparaison sont également présentés. De plus, les événements récents susceptibles d'affecter la comparaison sont exposés.

Les orientations et les approches méthodologiques

Le marché de référence

L'Institut est mandaté pour comparer la rémunération des salariés de l'administration québécoise régis par une convention collective avec la rémunération des autres salariés québécois¹.

L'administration québécoise désigne les salariés de la fonction publique, de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) ainsi que de la santé et des services sociaux, alors que les autres salariés québécois correspondent aux salariés des organisations de 200 employés et plus de la quasi-totalité des secteurs d'activité économique. Sont exclus les secteurs de l'agriculture et des services qui y sont reliés, de l'exploitation forestière et des services forestiers, de la pêche et du piégeage ainsi que de la construction. Les salariés des secteurs comparés peuvent être syndiqués ou non. Ils travaillent dans le secteur privé ou dans le secteur « autre public ». Ce dernier comprend les diverses administrations et entreprises à caractère public non incluses dans l'administration québécoise telles que l'administration municipale (villes de 25 000 habitants et plus), les entreprises publiques des trois paliers gouvernementaux, les universités et l'administration fédérale au Québec.

Le tableau I illustre la segmentation du marché du travail québécois utilisée par l'ISQ pour sa comparaison.

Tableau I
Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison

Administration québécoise	Autres salariés québécois ¹	
	Secteur privé ²	Secteur « autre public »
- Fonction publique - Ministères - Organismes gouvernementaux³ - Fonds spéciaux - Éducation - Commissions scolaires - Cégeps - Santé et services sociaux - Agences de la santé et des services sociaux - Centres hospitaliers - Centres d'hébergement (CHSLD) - Centres de réadaptation - Centres locaux de services communautaires - Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse	- Mines - Manufacturier - Transport et entreposage - Communications - Commerce de gros et de détail - Finance, assurances et immobilier - Services aux entreprises - Hébergement et restauration - Autres services	- Entreprises provinciales (sociétés d'État et autres) - Administration fédérale au Québec - Entreprises fédérales au Québec - Universités - Administrations municipales - Entreprises locales

1. La rémunération des autres salariés québécois et celle du secteur privé sont également comparées selon le statut de syndicalisation.
2. Sont exclus : l'agriculture et les services relatifs à l'agriculture, l'exploitation forestière et les services forestiers, la pêche et le piégeage ainsi que la construction.
3. Ne comprend pas les organismes gouvernementaux à caractère industriel et commercial.

1. *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec*, L.R.Q., c. I-13.011.

La source des données

Les données utilisées pour la comparaison proviennent de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG) réalisée par l'ISQ. L'Institut utilise uniquement cette source de données pour la comparaison des salaires et de la rémunération globale selon la méthode des débours.

L'univers, l'échantillon et le processus de collecte

Dans l'enquête², la population visée est constituée de l'ensemble des entreprises comptant au moins 200 employés dans les différents secteurs du marché du travail. Des données sur les organisations de moindre taille ne sont pas recueillies dans l'ERG. L'administration municipale regroupe, pour sa part, les municipalités de 25 000 habitants et plus. L'Institut utilise la Base de données du registre des entreprises (BDRE) de Statistique Canada afin de construire la base de sondage de l'enquête. En ce qui concerne les municipalités, l'information pertinente est tirée du *Répertoire des municipalités du ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire*.

La sélection de l'échantillon, de type aléatoire, est effectuée à l'intérieur de groupes formés d'entreprises d'une même famille de secteurs d'activité économique et de taille similaire (appelés « strates »). En accordant un poids à chaque entreprise tirée dans une strate en fonction de sa probabilité de sélection, l'Institut s'assure de la représentativité des résultats. L'enquête prévoit également une étape de profilage qui consiste à caractériser l'entreprise en fonction de sa structure organisationnelle et de ses diverses politiques de rémunération. Le profilage permet de découper l'entreprise en unités de collecte pour lesquelles il est logique de recueillir des données sur la rémunération. Dans les entreprises plus complexes (trois unités de collecte et plus), la charge de collecte est diminuée par l'échantillonnage d'unités de collecte.

Le plan d'échantillonnage prévoit un renouvellement des entreprises. Pour ce faire, l'univers est divisé en trois blocs de façon aléatoire. La composition des

blocs est semblable en ce qui concerne la répartition des entreprises en termes de taille et de secteurs d'activité. Lorsqu'une entreprise est introduite dans l'enquête, sa participation est requise pour une durée de trois ans³. Dans le cas des strates recensées, les entreprises recommencent un nouveau cycle de trois ans lorsque le précédent est terminé. Dans les autres strates, la sélection de l'entreprise dans l'échantillon après le cycle de trois ans dépend de la fraction de sondage. Moins la fraction de sondage est élevée, plus le renouvellement de l'échantillon sera important.

Selon le plan d'échantillonnage de l'enquête, les résultats reposent sur les données recueillies auprès de trois groupes de rotation. En ce qui concerne l'ERG 2012, un premier échantillon (groupe de rotation E) a été tiré à l'automne 2009 (pour l'ERG 2010), un deuxième l'a été à l'automne 2010 (groupe de rotation F, pour l'ERG 2011), alors que le troisième groupe de rotation (G) a été introduit à l'automne 2011 (pour l'ERG 2012).

La collecte de données est basée sur la transmission par le répondant d'un fichier complet comportant, pour chacun des employés de l'entreprise, les données sur l'emploi et la rémunération ainsi que sur ses caractéristiques personnelles (sexe, date d'embauche, statut de syndicalisation). À partir du fichier, l'analyse des emplois est réalisée. Une première étape consiste à attribuer à tous ces emplois un code selon la *Classification nationale des professions* (CNP), système de classement des emplois reconnu à l'échelle canadienne. Cela permet tout d'abord une analyse complète et une compréhension élargie de la classification des emplois dans chaque entreprise. De plus, cette codification permet de sélectionner un certain nombre d'unités-emplois susceptibles d'être appariées aux emplois repères de l'enquête. Lorsque, au sein d'une même unité de collecte, on identifie plus de 100 emplois potentiellement appariables, un échantillon est tiré.

2. Le bulletin *Coup d'œil sur l'ERG, édition 2011* présente l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*.

3. Lors de la première année d'enquête, la collecte s'effectue de façon complète (ou « standard »); c'est ce type de collecte qui est détaillé dans les paragraphes qui suivent. En deuxième année, les données sont mises à jour et en troisième année, seuls des taux d'augmentation salariale sont recueillis.

Le plan de sondage de l'enquête comporte donc trois degrés : entreprise, unité de collecte et emploi. Le poids final associé aux données recueillies pour une unité-emploi est le résultat de la multiplication des poids de ces trois degrés. Un ajustement est effectué afin de tenir compte de la non-réponse.

Par ailleurs, les données portant sur les éléments de rémunération autres que le salaire et les heures de travail sont recueillies à partir de fiches de collecte. Ainsi, pour chacun des avantages sociaux, l'Institut collige les données sur les politiques et les caractéristiques ainsi que sur les taux d'utilisation, ce qui permet de calculer les débours.

Le processus d'appariement des emplois

Sur la base des emplois sélectionnées parmi toutes les unités-emplois potentiellement appariables, un processus d'appariement des emplois est effectué. Celui-ci consiste, à partir de la description des tâches du guide des emplois repères, à identifier les éléments communs des emplois qui peuvent être appariés dans le marché selon la description des tâches qui en est faite. L'appariement s'effectue en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs. Ces critères reposent sur le sommaire ou la description générale de l'emploi, les conditions de pratique, la nature et la complexité des tâches, les niveaux de responsabilité et de surveillance exercée et reçue, le niveau de scolarité et l'expérience exigés. Le processus d'appariement des emplois est essentiel avant d'effectuer toute comparaison salariale pertinente.

Chaque corps d'emploi comporte un ou plusieurs niveaux de complexité ou de responsabilité. La combinaison du corps d'emploi et du niveau définit un emploi repère. Par exemple, le corps d'emploi « Professionnel en communication » comporte trois niveaux de complexité, soit ceux d'entrée et d'apprentissage (niveau 1), de fonctionnement autonome (niveau 2) et de complexité supérieure (niveau 3). Pour ce corps d'emploi, trois emplois repères sont donc présents.

Le cadre conceptuel de la rémunération globale

Le concept de la rémunération globale qui guide les travaux de l'Institut comprend l'ensemble des conditions contractuelles ou statutaires donnant normalement lieu à un engagement monétaire de l'employeur au bénéfice des employés en contrepartie de l'exécution d'un travail pour une période donnée et dans des conditions déterminées⁴.

Cette définition de la rémunération globale est transposée dans une équation qui précise les éléments couverts et se présente comme suit :

Rémunération globale par heure travaillée	Rémunération = directe Heures régulières	+ Rémunération indirecte - Heures chômées payées
	Rémunération = annuelle Heures de présence au travail	

La rémunération directe comprend, selon le cadre conceptuel élaboré, l'ensemble des sommes versées directement à l'employé, soit principalement le salaire, mais aussi les primes de niveau de complexité supérieure, les indemnités de vie chère, les bonis, les commissions et les divers remboursements reçus⁵.

La rémunération indirecte comporte les sommes versées généralement à des tiers au nom de l'employé pour qu'il bénéficie de certains avantages, comme une prime d'assurance-vie, ou pour satisfaire à une exigence légale, par exemple la contribution au régime d'assurance maladie du Québec. La rémunération annuelle représente la somme de la rémunération directe et de la rémunération indirecte.

4. Voir *Cadre conceptuel de la définition de la rémunération globale*, IRIR, Montréal, septembre 1988.

5. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillie dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été publiée afin de mesurer l'impact de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus de détails, voir *Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, ISQ, Montréal, 2001, 21 p.

Les heures régulières correspondent à la durée habituelle de travail. Les heures chômées payées couvrent les périodes d'absence rémunérées, soit les congés annuels, les congés fériés, les congés de maladie et les autres congés payés. Les heures de présence au travail sont ainsi déterminées en déduisant les heures chômées payées du nombre d'heures annuelles régulières⁶.

Certains éléments couverts par la définition du concept de la rémunération globale de l'ISQ ne sont pas considérés dans le cadre de la présente comparaison. La liste des éléments compris dans la définition de la rémunération globale de l'Institut, dont ceux qui sont traités par la méthode des débours, est présentée au tableau II. Il est à noter que les avantages sociaux comprennent les éléments de la rémunération indirecte et le remboursement de congés de maladie non utilisés.

Les mesures de la rémunération globale

Une fois la rémunération globale bien cernée à l'aide d'une définition et d'une équation, plusieurs méthodes peuvent être retenues pour la mesurer. L'Institut a, dans le passé, utilisé deux méthodes différentes permettant de quantifier la rémunération globale, soit celles des débours de l'employeur et des coûts simulés. Chacune de ces méthodes présente une facette distincte de la rémunération globale. De plus, l'objectif visé, l'horizon couvert et la méthodologie de l'une et de l'autre sont différents. Dans ce rapport, l'Institut a seulement recours à la méthode des débours.

La méthode des débours permet de mesurer les coûts engagés par les employeurs aux fins de rémunération pour une année financière donnée. L'application de cette méthode par l'Institut, compte tenu de son équation de rémunération globale, consiste à ajouter au salaire les débours encourus par les employeurs pour offrir à leurs employés les régimes d'avantages sociaux, tout en considérant les heures de travail et les heures chômées payées.

La méthode des débours comporte toutefois certaines limites. Ainsi, chez deux employeurs offrant à leurs employés des régimes d'assurance-vie identiques, la prime à verser peut varier sensiblement en raison, par exemple, de l'âge des employés. La mesure de la rémunération par la méthode des débours donnerait des résultats différents selon l'âge des employés de chaque employeur. Pourtant, à âge égal, ou sur l'étendue d'une carrière, l'avantage est le même. Plusieurs variables autres que le contenu des régimes peuvent en effet avoir une influence sur les frais encourus, notamment les variables démographiques (l'âge, le sexe, l'ancienneté de la main-d'œuvre, etc.) et les variables économiques (taux d'inflation et d'intérêt, rendement de la caisse de retraite, etc.). Seule la méthode des coûts simulés permet, sous certaines conditions, de limiter l'influence de ces facteurs et ainsi de refléter de façon plus précise les caractéristiques des régimes. L'Institut a d'ailleurs utilisé cette méthode dans le cadre de divers mandats.

6. L'analyse des heures de travail considère les heures régulières, les heures chômées payées et les heures de présence au travail.

Tableau II
Éléments et composantes de la rémunération globale

	Éléments traités par la comparaison (débours)	Éléments non traités par la comparaison
Rémunération directe	- Salaire¹ - Remboursement de congés de maladie non utilisés	- Bonis, commissions et montants forfaitaires² - Primes² - Rémunération pour le temps supplémentaire - Sécurité d'emploi³
Rémunération indirecte	- Régime de retraite - Assurance-salaire - Assurance-invalidité - Assurance-vie - Assurance maladie - Assurance-soins optiques - Assurances-soins dentaires - Compensation pour congés parentaux - Régimes étatiques (RRQ, RAMQ, CSST, AE, AP)	- Autres assurances - Services et gratifications - Sécurité d'emploi³
Heures rémunérées	- Heures régulières de travail	- Heures supplémentaires - Horaire d'été
Heures chômées payées (durée)	- Congés annuels - Congés fériés et mobiles - Congés parentaux - Congés de maladie utilisés - Congés sociaux (deuil, mariage, activités syndicales, etc.)	- Congés de perfectionnement - Périodes de repos et de repas payées

1. Le salaire comprend la somme versée à l'employé incluant celle correspondant aux heures chômées payées.
2. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillies dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été publiée afin de mesurer l'impact de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus de détails, voir *Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, ISQ, Montréal, 2001, 21 p. Des données sur la rémunération variable sont recueillies depuis l'ERG 2007.
3. La sécurité d'emploi peut être vue comme faisant partie de la rémunération directe ou de la rémunération indirecte selon les dispositions considérées. Des renseignements supplémentaires sur la sécurité d'emploi sont fournis dans le document *La sécurité d'emploi : mythes et réalités*, IRIR, Montréal, juin 1994, 202 p.

Les salaires et les échelles salariales⁷

La comparaison salariale s'effectue à partir des salaires annuels. Les salaires utilisés incluent les indemnités de vie chère lorsqu'elles sont intégrées aux échelles salariales de même que les primes de niveau de complexité supérieure. La comparaison des salaires s'effectue à partir de la moyenne des taux de salaire versés pour un emploi, une catégorie d'emplois ou un secteur. Les débours pour les salaires constituent un facteur important dans les décisions de rémunération d'un employeur, mais d'autres éléments méritent d'être étudiés. En effet, les résultats de la comparaison des salaires versés dépendent de variables liées à la personne, telles l'ancienneté, l'expérience ou la performance, qui déterminent la place du titulaire dans l'échelle salariale.

Afin de nuancer les résultats de la comparaison des salaires, l'Institut ajoute de l'information sur les échelles salariales des secteurs comparés⁸. Les échelles expriment une partie importante de la politique salariale de l'employeur. Elles représentent le niveau de rémunération offert pour un emploi. Pour des salaires différents, la politique salariale pourrait être similaire puisque les débours peuvent varier en raison de diverses caractéristiques. L'analyse des échelles salariales jette donc un éclairage additionnel sur les résultats de la comparaison des salaires.

Il existe différents types d'échelles salariales : celles avec un minimum et un maximum normal, celles avec un minimum, un maximum normal et un maximum au mérite et, enfin, les échelles salariales avec un minimum et un maximum au mérite. Le maximum normal est un paramètre important; ce taux, accessible à l'employé dont le rendement est satisfaisant, repré-

7. Les termes « salaire », « maximum normal », « maximum au mérite », etc. font toujours référence aux salaires moyens déboursés, aux maximums normaux moyens, etc. Afin d'alléger le texte du rapport, l'ISQ s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif « moyen ».

8. De l'information supplémentaire sur la comparaison des échelles salariales est fournie dans le document *L'analyse des échelles salariales : document d'orientation*, IRIR, Montréal, octobre 1994, 49 p.

sente le taux de comparaison du marché. Le maximum au mérite, pour sa part, ne peut être atteint que par les employés qui ont un rendement supérieur. L'Institut privilégie la comparaison des maximums normaux. Les minimums sont inclus dans la banque de données.

La comparaison entre les écarts observés pour les salaires et ceux relatifs aux échelles salariales doit tenir compte de certaines réalités. Pour une même entreprise, l'analyse des échelles porte sur un groupe d'employés qui peut différer de celui sur lequel s'effectue l'analyse des salaires moyens. En effet, les données salariales incluent les employés qui ne sont pas assujettis à une échelle. Une bonne partie des professionnels, des techniciens et des employés de bureau sont rémunérés selon une échelle salariale. Les employés de service et les ouvriers sont généralement rémunérés selon un taux fixe. Les proportions d'employés assujettis à une échelle salariale varient également selon les secteurs et les emplois.

La collecte des données sur les maximums normaux peut occasionner certaines difficultés. Par exemple, dans certains cas, le mode de rémunération apparemment privilégié pour un emploi est une échelle salariale; mais parce qu'il est difficile de déterminer le maximum normal représentatif d'une politique salariale formelle, l'emploi apparié ne sera pas considéré dans les données sur les employés rémunérés selon une échelle salariale.

À l'intérieur d'une entreprise, les emplois appariés à un même corps d'emploi sont mis en relation entre eux selon qu'il s'agit d'une progression de carrière ou d'un régime de postes. Dans le premier cas, les employés progressent d'un emploi à un autre sans changement de poste. Il s'agit d'une progression, plus ou moins automatique, basée sur l'acquisition de compétences, l'ancienneté et/ou le mérite. Dans le second cas, la progression de l'employé implique la disponibilité d'un poste et, conséquemment, un concours visant à le combler. Les deux régimes peuvent être présents dans la même entreprise. En effet, la progression dans les premiers niveaux d'un corps d'emploi est souvent de type progression de carrière, alors que l'accession aux niveaux supérieurs s'effectue selon un régime de postes. L'Institut calcule pour chaque emploi repère un minimum et un maximum reflétant

adéquatement la progression des employés dans leur structure salariale.

Le salaire d'un employé est fonction de son échelle salariale ainsi que de ses caractéristiques individuelles. Celles-ci déterminent sa position dans son échelle. Cette position est évaluée par l'Institut de la façon suivante :

$$\text{Position dans l'échelle} = \frac{\text{Salaire} - \text{Minimum}}{\text{Maximum normal} - \text{Minimum}} \times 100$$

La comparaison des positions dans l'échelle salariale et celle des maximums normaux permettent, dans certains cas, d'expliquer les résultats de la comparaison des salaires.

Par exemple, des débours plus élevés pour les salaires⁹ dans un secteur que dans un autre pourraient être attribuables principalement à un taux du maximum normal plus élevé, à une position moyenne plus élevée dans les échelles salariales ou encore à l'effet conjugué de ces deux facteurs.

Fréquemment utilisés dans la gestion des salaires, les ratios comparatifs sont également présentés dans les annexes A de la banque de données. Ces ratios représentent le salaire divisé par le maximum normal.

Le calcul de l'écart¹⁰ de rémunération entre deux secteurs

L'Institut présente la différence de rémunération entre, d'une part, l'administration québécoise et, d'autre part, les autres salariés québécois ou l'un des

9. Divers facteurs peuvent rendre plus difficile la détermination d'un lien entre la position dans l'échelle, le maximum normal et le salaire. Ces facteurs peuvent être la proportion importante d'employés non rémunérés selon une échelle salariale dans le marché ou la grande différence entre l'étendue de l'échelle salariale de l'administration québécoise et celle du marché.

10. Le terme « écart » fait presque toujours référence à l'écart estimé, c'est-à-dire celui calculé à partir des données de l'échantillon. Afin d'alléger le texte du rapport, l'ISQ s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif « estimé ». Les écarts calculés entre l'administration québécoise et l'administration fédérale ne représentent pas des estimations puisque les données sont recensées dans ces deux secteurs.

segments du marché du travail, au moyen d'un écart en pourcentage. L'ISQ exprime la formule de calcul de cet écart de la façon suivante :

$$\text{Écart (\%)} = \frac{\text{Rémunération adm. québ.} - \text{Rémunération marché}}{\text{Rémunération adm. québ.}} \times 100$$

La rémunération de l'administration québécoise est au dénominateur, car cette dernière constitue le secteur de base. Pour les catégories d'emplois et l'ensemble des emplois repères, la rémunération moyenne de chacun des secteurs est calculée en pondérant la rémunération de chaque emploi repère d'une catégorie donnée par l'effectif de l'administration québécoise¹¹. L'utilisation d'une même pondération permet ainsi de comparer, dans chaque regroupement d'emplois repères, la rémunération moyenne des employés de l'administration québécoise avec celle obtenue lorsque les taux moyens de rémunération du secteur concerné sont appliqués à la structure de l'effectif de l'administration québécoise¹². L'écart de rémunération est obtenu en soustrayant la moyenne pondérée de la rémunération du secteur comparé de celle de l'administration québécoise et en divisant le résultat par la moyenne pondérée de la rémunération de l'administration québécoise.

En principe, une valeur de l'écart égale à 0 signifie une égalité des rémunérations. Une valeur négative, par exemple - 3 %, représente pour l'administration québécoise une rémunération inférieure de 3 % à celle du secteur comparé (retard), alors qu'une valeur positive, par exemple 3 %, représente une ré-

munération supérieure de 3 % dans l'administration québécoise (avance). Dans le cas d'un retard, la valeur de l'écart représente le pourcentage qu'il faut ajouter à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir celle du secteur comparé. Dans le cas d'une avance, l'écart représente le pourcentage qu'il faut enlever à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir la rémunération du secteur comparé. Comme les données proviennent d'une enquête basée sur un échantillon, l'interprétation des résultats doit tenir compte de leur précision.

Dans le calcul et l'interprétation de l'écart de rémunération, le secteur de base est toujours l'administration québécoise. Les résultats publiés dans les rapports sur la rémunération des salariés sont tous obtenus dans l'optique d'une comparaison de différents secteurs avec cette administration. Il serait donc incorrect d'un point de vue méthodologique de comparer, par exemple, la rémunération des secteurs privé et « autre public » en ce qui concerne l'ensemble des emplois repères ou les catégories d'emplois. En effet, les écarts de rémunération présentés dans le rapport sont calculés sur la base des emplois repères communs à l'administration québécoise (qui peuvent être différents selon les secteurs de comparaison) et en utilisant la structure de l'effectif de ce même secteur.

Les résultats présentés dans ce rapport portent principalement sur les écarts de salaire, de maximum normal et de rémunération globale¹³. L'écart de salaire, tel qu'il a été défini plus haut, résulte de la comparaison des salaires déboursés. Quant à l'écart de rémunération globale, il est calculé à partir du rapport entre, d'une part, la somme des coûts associés aux salaires et aux avantages sociaux (rémunération annuelle) et, d'autre part, les heures de présence au travail.

11. Des renseignements supplémentaires sur le calcul des écarts relativement aux catégories d'emplois et à l'ensemble des emplois repères sont fournis dans le document *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Calculs des indices de rémunération et des coefficients de variation pour les catégories d'emplois et pour l'ensemble des emplois repères*, IRIR, Montréal, mars 1992, 45 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient présentées par des indices plutôt que par des écarts.

12. Les résultats sur les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées exprimés en pourcentage du salaire sont également pondérés selon cette approche, pour l'ensemble des catégories d'emplois. Ainsi, le débours moyen dans chacun des secteurs est calculé en pondérant le débours de chaque catégorie d'emplois par l'effectif de l'administration québécoise.

13. Les écarts du minimum d'échelle et de la rémunération annuelle sont également présentés dans les tableaux et figures, mais ne sont généralement pas mentionnés dans l'analyse.

La précision des résultats

Afin de déterminer la situation comparative de l'administration québécoise en regard des divers écarts de rémunération, l'Institut doit tenir compte d'un risque d'erreur inhérent à toute donnée provenant d'une enquête basée sur un échantillon. Ce risque d'erreur est obtenu à partir d'une mesure de précision appelée écart type. L'écart type est calculé à partir de la variabilité échantillonnale, dont l'utilisation est courante dans l'analyse des résultats de toute enquête basée sur un échantillon.

L'utilisation conjointe de l'écart et de la mesure de précision permet de définir un intervalle dans lequel la valeur de l'écart réel devrait se situer¹⁴. À son tour, cet intervalle permet de déterminer si l'écart est significativement différent de la valeur 0 qui symbolise la parité des deux secteurs comparés. En effet, si la valeur 0 n'est pas comprise dans l'intervalle déterminé pour un écart, l'Institut conclura à l'avance ou au retard de l'administration québécoise. À l'inverse, lorsque la valeur 0 est incluse dans l'intervalle, la parité des secteurs comparés est admise, l'avance ou le retard de l'administration québécoise ne pouvant être confirmé. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'un écart différent de 0 puisse être considéré comme marquant la parité. Cette procédure permettant de déterminer le statut de l'administration québécoise constitue un test statistique.

Certaines sources d'erreurs ne sont pas considérées dans le calcul de la variance des estimations. Il s'agit, entre autres, des sources d'erreurs liées à l'application de taux d'augmentation pour la rémunération des entreprises du groupe de rotation E et de certaines du groupe F, ainsi qu'à l'imputation partielle des avantages sociaux.

En outre, comme l'estimation de l'administration québécoise est calculée à partir d'un échantillon d'emplois (à cause de la portion probabiliste du panier), une erreur d'échantillonnage devrait en principe y être associée. Cependant, le fait d'avoir deux

échantillons à comparer, l'un dans l'administration québécoise et l'autre dans le marché de comparaison, oblige à combiner deux variances, ce qui complexifie les calculs. De plus, il est nécessaire d'avoir au moins deux emplois probabilistes dans la catégorie afin de calculer une erreur d'échantillonnage. Or, dans plusieurs catégories et secteurs de comparaison, cette condition n'est pas remplie. Les résultats du rapport de comparaison ne tiennent donc pas compte de la variance due à la portion probabiliste du panier d'emplois repères.

Compte tenu de ces diverses situations, la variance estimée est plus petite que la variance véritable et les intervalles de confiance sont plus courts que ce qu'ils devraient normalement être. Pour atténuer cette situation, l'Institut fixe le seuil de confiance du « test de parité » à 5 %.

En plus de servir à déterminer le statut de l'administration québécoise par rapport au secteur comparé, les mesures de précision interviennent lorsque l'Institut tente d'établir s'il y a des différences significatives entre deux écarts de rémunération présentés dans les sections sur la rémunération globale selon la méthode des débours. En effet, en utilisant les mesures de précision, un test statistique¹⁵ a été développé afin de déterminer si les différences observées entre deux écarts sont significatives et donc attribuables aux éléments de rémunération qui les distinguent. Par exemple, une différence jugée significative entre l'écart salarial et celui de la rémunération annuelle s'explique par des avantages sociaux plus ou moins coûteux dans l'administration québécoise selon le cas. À l'inverse, une différence non significative entre ces mêmes écarts résulte de débours pour les avantages sociaux équivalents dans les deux secteurs de comparaison.

14. Les annexes E de la banque de données fournissent pour chacun des secteurs comparés les intervalles de confiance associés aux écarts salariaux et de rémunération globale.

15. De l'information additionnelle sur le test statistique utilisé par l'Institut est fournie dans le document *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Test statistique sur la différence d'indices de rémunération*, IRIR, Montréal, mars 1992, 12 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient exprimées par des indices plutôt que par des écarts.

Le test permettant de vérifier s'il y a une différence significative entre deux écarts repose sur une autre base que celui permettant de déterminer le statut de chacun des écarts. Ainsi, d'une composante à l'autre, le statut de parité peut être constaté pour deux écarts alors qu'il existe une différence significative entre eux; inversement, un changement de statut peut être observé sans qu'il y ait pour autant de différence significative entre les écarts.

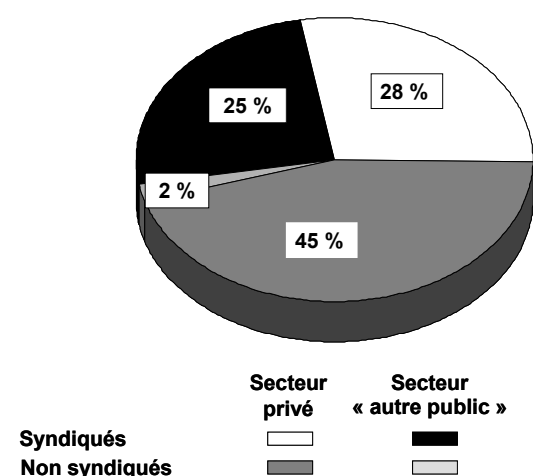
Les secteurs analysés

La comparaison de la rémunération globale effectuée par l'Institut porte sur l'ensemble des secteurs et sous-secteurs du marché du travail. Les résultats de la comparaison 2012 reposent sur les données des entreprises des trois groupes de rotation (E, F et G).

Par ailleurs, tous les emplois repères faisant partie d'une catégorie d'emplois donnée ne se retrouvent pas nécessairement dans chacun des segments du marché du travail. Par exemple, 12 des 15 emplois comparés constituant la catégorie des techniciens ont été appariés dans l'administration municipale.

Figure 1

Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon la syndicalisation et le secteur d'activité, 2012



Les emplois et les employés couverts par la comparaison

Le processus de sélection des emplois repères

Le projet de sélection des emplois repères a donné naissance au panier d'emplois repères à partir duquel la comparaison de la rémunération des salariés de l'administration québécoise est effectuée¹⁶.

Un groupe de travail formé de représentants des parties patronales et syndicales a eu pour mandat de guider l'Institut dans les choix et les analyses prévus dans son plan d'action. Tous les représentants des parties ont également été consultés sur les principaux choix et orientations recommandés par l'Institut.

Plus précisément, le but visé par la sélection des emplois repères est que la rémunération obtenue à partir du panier d'emplois repères soit la plus proche possible de celle qui aurait été constatée pour l'ensemble des emplois de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison. Un panier d'emplois repères peut être qualifié de pertinent s'il satisfait aux deux conditions suivantes : il est *comparable*, c'est-à-dire qu'il est composé d'emplois avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois, et il est *représentatif*, c'est-à-dire que l'utilisation conjointe d'un emploi repère avec d'autres emplois repères du même regroupement (catégorie d'emplois et sous-secteur de l'administration québécoise) donne un bon portrait de la rémunération de ce groupe.

16. Pour plus de renseignements sur le processus de sélection des emplois repères, le lecteur peut consulter les documents *La sélection des emplois repères : nouvelle classification, enjeux et plan d'action* (paru en octobre 2003) et *La sélection des emplois repères : présentation de la structure d'emplois de l'administration québécoise et analyse du panier actuel d'emplois repères avec des critères de représentativité d'ensemble* (paru en décembre 2005), ainsi que les cinq articles parus dans le *Flash-info* (septembre 2003, 2004, 2005, 2006 et février 2007). Toutes ces publications sont disponibles sur le site Web de l'Institut (www.stat.gouv.qc.ca).

Pour satisfaire au premier critère de sélection, soit la comparabilité, tous les emplois de l'administration québécoise ont été étudiés afin de déterminer leur admissibilité à titre d'emploi avec une contrepartie directe et pertinente dans le marché de comparaison. Par exemple, les emplois dont le gouvernement est l'employeur majoritaire et les emplois non facilement identifiables ont été exclus de la population de référence pour la sélection des emplois repères.

Pour satisfaire au second critère de sélection, soit la représentativité, des cibles concernant le nombre d'emplois à retenir ont été établies pour chaque groupe formé d'une catégorie et d'un sous-secteur. Les cibles ont été calculées à partir de la distribution en pourcentage des unités de sélection¹⁷ de l'administration québécoise par catégorie et sous-secteur.

Une fois les cibles définies, l'analyse de représentativité spécifique a permis de déterminer quels emplois devaient faire partie du panier pour chaque catégorie et sous-secteur. À cette fin, l'Institut a retenu une approche hybride. Elle consiste, dans un premier temps, à choisir une portion importante du panier à partir de critères définis au préalable (approche déterministe) et, dans un deuxième temps, à choisir des emplois de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (approche probabiliste). L'approche hybride mise de l'avant par l'Institut garantit la présence d'emplois très populeux couvrant l'ensemble de la courbe salariale, tout en permettant d'inférer les résultats à la population de référence.

Les emplois couverts par la comparaison

Le tableau III présente le panier d'emplois repères. Les emplois choisis y sont listés selon la catégorie à laquelle ils appartiennent; l'information sur l'étape du choix (déterministe ou probabiliste) est également fournie. Le panier d'emplois est composé de 46 emplois comparés, comportant chacun de un à trois niveaux de complexité¹⁸.

La majorité des corps d'emploi sont présents dans les trois sous-secteurs de l'administration québécoise, alors que les autres sont propres à seulement un ou deux de ces sous-secteurs.

17. La notion de « corps d'emploi » présente dans l'administration québécoise mais qui diffère d'un sous-secteur à l'autre a été remplacée par la notion d'« unité de sélection ». Cette nouvelle notion a permis de regrouper dans chacun des sous-secteurs les corps d'emploi d'une même catégorie dont la nature des tâches, le niveau de complexité, le domaine d'activité professionnelle et la rémunération sont similaires.

18. L'emploi « Professionnel en ressources humaines » n'a pas été sélectionné à l'étape de la représentativité spécifique, les emplois non syndicaux de l'administration québécoise étant exclus de l'univers des emplois visés par la comparaison. Cependant, sans être inclus dans les résultats de la comparaison, il demeure enquêté, étant donné l'intérêt suscité par cet emploi auprès des répondants à l'ERG.

Tableau III

Panier des emplois repères par catégorie d'employés

Catégorie	Nom du corps d'emploi	Code d'emplois	Étape du choix ¹
Professionnels	Professionnel en gestion financière	FI	D
	Professionnel en communication	PC	D
	Analyste des procédés administratifs et informaticien	PI	D
	Avocat ou notaire	AN	D
	Biologiste	BI	P
	Ingénieur	IN	D
	Professionnel en sciences physiques	SP	P
Techniciens	Technicien en documentation	TD	D
	Pilote d'aéronefs – avion d'affaires	AV	D
	Pilote d'aéronefs – hélicoptère	PH	D
	Technicien de laboratoire	TL	D
	Technicien en génie	TG	D
	Technicien en administration	TA	D
	Technicien en informatique	TI	D
	Technicien en droit	DR	P
	Technicien en loisir	LO	P
	Technicien en hygiène du travail	TH	P
Assistants-techniciens ² (bureau et paratechnique)	Préposé aux télécommunications	PT	D
	Opérateur de duplicateur offset	OD	D
Personnel de bureau	Personnel de soutien en administration	PS	D
	Personnel de secrétariat	SE	D
	Préposé à la photocopie	PP	P
	Magasinier	MG	D
	Préposé aux renseignements	PR	P
	Téléphoniste-réceptionniste	TR	P
	Acheteur	AC	P
	Préposé à l'admission ³	PA	D
Ouvriers	Menuisier d'entretien	ME	D
	Peintre d'entretien	PE	D
	Ouvrier certifié d'entretien	OCE	D
	Machiniste	MA	P
	Électricien d'entretien	EL	D
	Mécanicien de véhicules motorisés	MV	P
	Ouvrier de voirie	VO	D
	Conducteur de véhicules légers	CR	D
	Conducteur de véhicules lourds	CD	D
	Conducteur d'équipements lourds (introduit en 2009)	CE	D
	Mécanicien d'entretien (millwright)	MI	P
Personnel d'entretien et service	Cuisinier	CU	D
	Préposé à la cuisine et à la cafétéria	CC	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux légers	PER	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux lourds	PED	D
	Gardien	GA	P
	Journalier ou préposé aux terrains	JP	D
	Concierge	CO	D
	Ouvrier d'entretien – maintenance	OM	P
	Préposé à la buanderie	BU	P
	Opérateur de machine à laver la vaisselle ³	OV	P

1. Selon l'approche retenue, une portion importante du panier a été choisie selon l'approche déterministe (emplois identifiés par la lettre D), alors que les autres emplois ont été choisis de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (emplois identifiés par la lettre P).

2. Dans le rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*, les emplois de la catégorie « Assistants-techniciens (bureau et paratechnique) » sont reclassés dans la catégorie « Personnel de bureau » aux fins de la comparaison, étant donné la faible proportion d'unités de sélection représentées par cette catégorie.

3. En raison des changements à la classification des emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux, cet emploi ne génère plus d'appariements dans l'administration québécoise puisqu'il a été regroupé avec d'autres emplois.

Le panier d'emplois repères permet d'atteindre les trois objectifs du projet de sélection : obtenir une meilleure adéquation entre le panier d'emplois repères et l'administration québécoise en termes de répartition des emplois entre les catégories et les sous-secteurs; améliorer quantitativement la couverture en ce qui concerne les corps d'emploi et l'effectif; améliorer la comparabilité du panier d'emplois repères¹⁹.

L'approche déterministe de la sélection des emplois repères a permis d'atteindre le premier objectif. En effet, la distribution observée par catégorie et sous-secteur des emplois repères choisis de façon déterministe et la distribution visée concordent pour chaque regroupement à un emploi repère près. Le panier d'emplois repères remplit également la seconde condition, soit d'améliorer la couverture. En effet, grâce à l'introduction de la partie probabiliste, les résultats de la comparaison portent sur tous les emplois réguliers à temps plein ayant une contrepartie directe et pertinente et non plus exclusivement sur les emplois repères enquêtés. Le nombre d'employés de l'administration québécoise pris en compte est ainsi augmenté. Finalement, l'amélioration de la comparabilité du panier a été obtenue au moyen d'une analyse méticuleuse de tous les emplois de l'administration québécoise et de leur admissibilité à titre d'emploi avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois.

En ce qui concerne les emplois peu présents dans le marché de comparaison, les approches possibles afin d'augmenter les appariements exigent un effort substantiel, alors que ces emplois contribuent très peu à l'estimation d'ensemble. Pour cette raison, l'Institut a recommandé aux représentants des parties d'accepter le fait que certains emplois génèrent moins d'appariements, ce qui a été approuvé.

19. Pour plus de détails, le lecteur peut consulter l'article « Le nouveau panier d'emplois repères », paru dans le *Flash-info* de février 2007. Cet article inclut une comparaison entre les cibles d'emplois repères par regroupement (catégorie/sous-secteur) déterminées à l'étape de la représentativité d'ensemble et le nombre d'emplois du nouveau panier choisis à l'étape déterministe, ainsi qu'entre le nouveau panier d'emplois repères et l'ensemble des emplois de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison.

Comme cela a été mentionné, une portion probabiliste a été incorporée lors de la sélection des emplois. Une nouvelle approche est donc introduite pour le calcul des moyennes de catégories et de l'ensemble. À chaque emploi repère est associé le salaire réel correspondant. Dans le cas des emplois choisis dans la partie déterministe, le poids de l'emploi correspond à son propre effectif. Si l'emploi a été choisi à l'étape probabiliste, son poids correspond à son effectif divisé par sa probabilité de sélection. En fait, les emplois choisis à l'étape probabiliste représentent tous les autres emplois non sélectionnés de la catégorie. Leur poids est donc supérieur à leur propre effectif.

L'Institut présente les résultats de sa comparaison de la rémunération pour 76 emplois regroupés en cinq catégories d'emplois, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers. La différence entre le nombre d'emplois repères couverts par l'enquête (soit 101) et le nombre d'emplois comparés s'explique par le fait que plusieurs emplois repères sont fusionnés avec un autre emploi pour la comparaison (par exemple les niveaux 1 et 2 des emplois de techniciens). De plus, certains emplois n'ont pu être pris en compte puisqu'aucun appariement n'a été réalisé sur le marché du travail.

L'effectif couvert par la comparaison

La population de référence pour la comparaison est constituée des emplois réguliers à temps plein de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché du travail québécois. Le tableau IV montre que ces emplois couvrent 73 886 employés de l'administration québécoise, soit 17,9 % de l'effectif total de ce secteur (excluant les cadres).

Le tableau présente l'effectif exclu de l'univers visé. L'Institut est tenu d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération des salariés régis par une convention collective; le personnel d'encadrement n'est donc pas visé par le mandat de comparaison. Les emplois non syndiqués et les emplois occasionnels ou à temps partiel sont aussi exclus de l'univers visé par la comparaison. En outre, un appariement de qualité implique l'existence d'un point de comparaison direct et pertinent dans le mar-

ché des autres salariés québécois. Par conséquent, les emplois dits sans contrepartie, c'est-à-dire qui ne répondent pas à ce critère, ne peuvent être enquêtés.

Tableau IV
Population de référence pour la comparaison¹

	Effectif n	Proportion de l'effectif total %
Administration québécoise (excluant les cadres)	413 789	100,0
Emplois non syndiqués ²	- 2 153	0,5
Emplois occasionnels	- 103 951	25,1
Emplois réguliers à temps partiel	- 66 661	16,1
Emplois réguliers à temps plein	241 024	58,2
Emplois sans contrepartie ³	- 167 138	40,4
Emplois réguliers à temps plein avec contrepartie directe et pertinente (visés par la comparaison)	73 886	17,9
Emplois avec contrepartie dans les secteurs non enquêtés ⁴	- 143	0,0
Emplois pouvant faire partie de la comparaison	73 743	17,8

1. Période du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011.
2. Les emplois non syndiqués qui font l'objet d'une exclusion sont : conseiller en gestion des ressources humaines, agent du vérificateur général, secrétaire principale, aumônier, médiateur et conciliateur, procureur aux poursuites criminelles et pénales, tous de la fonction publique, et agent de la gestion du personnel, de la santé et services sociaux.
3. Les emplois sans contrepartie sont des emplois qui n'ont pas de comparables directs et pertinents dans le marché des autres salariés québécois ou qui ne sont pas facilement identifiables.
4. Le secteur de l'agriculture et les services qui y sont reliés, le secteur de l'exploitation forestière et des services forestiers, celui de la pêche et du piégeage ainsi que celui de la construction ne sont pas enquêtés dans le cadre de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG).

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, système d'information sur la rémunération.

Par ailleurs, les emplois se retrouvant presque exclusivement dans les secteurs non enquêtés ne sont pas couverts par la comparaison. En excluant ces derniers emplois, le nombre total d'employés se retrouvant dans des emplois pouvant faire partie de la comparaison est de 73 743.

Le tableau V montre que les emplois repères retenus (73 743 salariés de l'administration québécoise), couvrent 31 % de l'effectif régulier à temps plein de l'administration québécoise. Lorsque seul l'effectif des emplois réguliers à temps plein de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché est pris en compte, l'effectif des emplois repères représente 100 %.

Comme l'indique le tableau V, cette couverture varie selon les catégories d'emplois. Les emplois repères de la catégorie des employés de bureau, des ouvriers et des employés de service représentent une plus grande part de l'effectif total de ces catégories dans l'administration québécoise (au moins 80 %). Les catégories des professionnels et des techniciens ont une couverture moins importante. En effet, l'effectif rattaché aux emplois repères de ces deux catégories couvre respectivement 27 % et 42 % de l'effectif total de ces mêmes catégories dans l'administration québécoise. Un pourcentage élevé indique que la catégorie contient en majorité des emplois avec une contrepartie directe et pertinente. En revanche, un pourcentage faible indique que la catégorie contient des emplois sans comparables sur le marché des autres salariés québécois.

Tableau V
Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise¹, selon les catégories d'emplois

Catégories d'emplois	Effectif emplois repères n	Effectif total adm. québ. n	Effectif couvert par la comparaison %
Professionnels	9 936	36 907	26,9
Techniciens	17 365	40 946	42,4
Employés de bureau ²	29 445	36 998	79,6
Ouvriers	3 750	3 787	99,0
Employés de service	13 247	15 919	83,2
Autres employés ³	...	106 467	...
Total	73 743	241 024	30,5
Emplois sans contrepartie de toutes catégories	...	167 281	...
Emplois pouvant être comparés	73 743	73 743	100,0

1. L'effectif couvre les employés réguliers à temps plein (période du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011).
2. Lorsqu'ils sont appariés à des emplois repères, les corps d'emploi de la catégorie « Assistants techniciens » de l'administration québécoise sont considérés comme faisant partie de la catégorie « Employés de bureau ».
3. Les autres employés comprennent les enseignants, les agents de la paix et toutes les catégories d'infirmières.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, système d'information sur la rémunération

L'évolution de la rémunération

La comparaison des écarts de l'année en cours par rapport à ceux de l'année précédente est une information intéressante, mais, assez souvent, elle statue à la stabilité des écarts. Cette situation s'explique, d'une part, par le fait que les différences dans les mouvements de rémunération ne sont pas très marquées d'une année à l'autre et, d'autre part, parce que la méthodologie tient compte de la variabilité des résultats.

L'Institut analyse également l'évolution des écarts sur une période un peu plus longue. Cette analyse compare les écarts de 2012 avec ceux de 2008 et utilise la même méthodologie que celle développée pour l'analyse sur deux ans. L'ERG a été remanié et une nouvelle série de données s'est amorcée avec le rapport 2007. L'univers visé est remanié, les méthodologies à la base de l'enquête ont subi des modifications et un nouveau panier d'emplois repères a été introduit : il est donc impossible de mettre en parallèle les données de la nouvelle enquête avec celle de l'ancienne. Par ailleurs, les résultats sont présentés à partir de 2008, pour permettre la diffusion de tous les secteurs de la comparaison. En effet, en 2007, les résultats de la comparaison reposaient sur les deux tiers de l'échantillon total et la diffusion des résultats n'était possible que pour les grands secteurs de comparaison, soit l'ensemble des autres salariés québécois (ASQ) et les secteurs privés et « autre public », ainsi que selon la syndicalisation pour l'ensemble des ASQ.

La comparaison entre les écarts de 2012 et de 2011 porte sur les salaires et la rémunération globale. Par ailleurs, l'analyse sur une plus longue période porte uniquement sur les salaires. En effet, en ce qui concerne la rémunération globale, les données pour les avantages sociaux étaient visées par l'imputation partielle dans les résultats du rapport 2008.

Les changements entre les écarts salariaux de deux années différentes sont dus à plusieurs facteurs, notamment : les changements dans la population visée par l'enquête, les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise, les changements en termes d'emplois comparés et l'évolution des salaires. Dans le contexte de l'enquête, l'Institut cherche à isoler principalement l'effet de l'évolution

des salaires. Pour ce faire, la méthodologie utilisée consiste à comparer les écarts salariaux de deux années après avoir éliminé les variations résultant des changements en termes d'emplois comparés et les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise. Les résultats ainsi obtenus sont soumis à un test statistique qui prend en compte la variabilité échantillonnale. Le seuil de signification du test sur la différence des écarts est de 5 %.

Lorsque le test statistique appliqué dans l'analyse de l'évolution ne permet pas de détecter de différence entre les deux années de comparaison, un dièse est ajouté à la valeur de la différence brute. On ne peut alors conclure ni à une amélioration ni à un affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise, sur le plan des salaires. L'Institut parlera donc de stabilité des écarts. Par ailleurs, il pourrait arriver que chacun des écarts des deux années comparées indique la parité, mais que le test statistique appliqué dans l'analyse de l'évolution conclut à une différence significative; dans ces cas, l'Institut parlera de stabilité de la situation comparative.

La rotation de l'échantillon qu'effectue l'Institut permet d'augmenter la précision de l'estimation du changement d'une année à l'autre, par opposition à une estimation qui serait basée sur deux échantillons tirés de manière complètement indépendante. Les calculs menant à la détermination de la variance du changement et à l'application du test statistique tiennent compte du chevauchement des échantillons de 2011 et de 2012 et intègrent leur covariance.

Le traitement et l'analyse des données

La rémunération globale d'un emploi repère peut être calculée pour chacune des entreprises à partir des données brutes de l'ERG. L'Institut dispose ainsi de données confidentielles. Il peut les introduire dans ses calculs, tout en respectant les règles de confidentialité dans la présentation des résultats ou dans leur transmission à des tiers.

Les précisions sur les données et périodes de référence

L'édition 2012 de l'ERG prend en compte les données de 265 entreprises, qui correspondent à 361 unités de collecte²⁰. En ce qui concerne les municipalités, 27 municipalités de 25 000 habitants et plus sont prises en compte.

Les taux pondérés d'admissibilité à l'enquête sont supérieurs à 91,0 % dans chacun des secteurs. Quant au taux de réponse, il est excellent, se situant à 91,2 % pour les entreprises du secteur privé et à 98,5 % dans le secteur « autre public ». Une non-réponse totale au volet sur les avantages sociaux est observée pour moins de 0,5 % des unités de collecte. Pour les unités de collecte répondantes, le taux de réponse varie, selon l'avantage, de 76,0 % à 99,6 %.

Modes de collecte et approche adoptée pour le traitement des données selon le groupe de rotation

Le tableau VI présente les modes de collecte utilisés selon le groupe de rotation. Les données disponibles dans toutes les unités de collecte sont premièrement celles colligées en première année d'enquête. À ce moment, les données recueillies selon le mode de collecte « standard » sont les suivantes : de l'information sur tous les emplois de l'entreprise permettant à l'Institut de les coder selon le système de la CNP; de l'information sur tous les employés de l'entreprise, peu importe leur statut (régulier, temps partiel, etc.); les appariements des emplois de l'entreprise aux emplois repères définis dans l'enquête et servant à la comparaison de la rémunération; les taux de salaire; la présence ou non de tous les avantages sociaux ainsi que les caractéristiques et politiques pour les avantages sociaux colligés.

Les unités de collecte du groupe de rotation G (en première année du cycle de collecte) ont été introduites dans l'enquête en 2012. Pour ces unités, l'analyse complète du dossier a été réalisée selon les processus du mode de collecte « standard ».

Dans le cas des unités de collecte du groupe de rotation F (en deuxième année du cycle de collecte), l'enquête prévoit une mise à jour des taux de salaire pour certaines unités de collecte. Selon l'orientation de l'enquête, cela consiste à recevoir un nouveau fichier électronique et à mettre à jour les appariements. Comme la présence ou non des avantages sociaux ainsi que les caractéristiques et politiques relatives à ces derniers ont été recueillies en première année d'enquête, aucune nouvelle information n'est demandée à ce sujet. Le calcul des coûts est réalisé à partir des nouveaux taux de salaire.

Parmi les 119 unités du groupe, un nouveau fichier de données a été demandé auprès de 30 unités de collecte. Parmi les 30 unités sollicitées, 28 ont fourni un nouveau fichier de rémunération pour lequel il était possible d'effectuer une mise à jour des données. Ainsi, pour ces unités, les données mises à jour ont été utilisées. Dans les unités de collecte n'ayant pas fourni un nouveau fichier, l'Institut a obtenu des entreprises visées les taux d'augmentation des salaires et des échelles afin de mettre à jour les données.

Les unités de collecte du groupe de rotation E (troisième année du cycle de collecte) ainsi que les unités de collecte du groupe de rotation F non visées par le processus de réception d'un fichier ont fait l'objet d'une collecte en mode « allégé ». Pour ces unités de collecte, les taux d'augmentation des salaires et des échelles ont été recueillis pour chacun des modèles d'emplois présents dans l'unité. Ces taux d'augmentation ont été utilisés afin d'ajuster la rémunération des emplois de chacun des modèles. Pour toutes ces unités de collecte, les appariements, l'effectif et les heures de travail ne sont pas mis à jour.

Par ailleurs, dans toutes les unités de collecte (groupes E, F et G), la non-réponse totale et partielle a fait l'objet d'une imputation.

20. Le groupe de rotation E compte 90 entreprises répondantes (127 unités de collecte), le groupe F en contient 85 (119 unités de collecte), et 90 entreprises répondantes sont dans le groupe de rotation G (115 unités de collecte).

Tableau VI

Mode de collecte de chacun des groupes de rotation

Groupe de rotation	ERG 2006 (33,3 % de l'échantillon)	ERG 2007 (66,6 % de l'échantillon)	ERG 2008 (100 % de l'échantillon)	ERG 2009 (100 % de l'échantillon)	ERG 2010 (100 % de l'échantillon)	ERG 2011 (100 % de l'échantillon)	ERG 2012 (100 % de l'échantillon)
Groupe A (Bloc 1)	Standard	Mise à jour/allégé	Allégé				
Groupe B (Bloc 2)		Standard	Mise à jour/allégé	Allégé			
Groupe C (Bloc 3)			Standard	Mise à jour/allégé	Allégé		
Groupe D (Bloc 1)				Standard	Mise à jour/allégé	Allégé	
Groupe E (Bloc 2)					Standard	Mise à jour/allégé	Allégé
Groupe F (Bloc 3)						Standard	Mise à jour/allégé
Groupe G (Bloc 1)							Standard

Collecte et approche d'imputation des avantages sociaux

Comme cela a été mentionné précédemment, la collecte relative aux avantages sociaux est réalisée en première année d'enquête. Les renseignements ont donc été colligés selon le groupe de rotation à l'ERG 2010, 2011 ou 2012. Les coûts sont calculés à partir des fichiers de rémunération de 2012. Les coûts de tous les avantages sociaux couverts par l'ERG ont pu être recueillis en totalité dans chaque groupe de rotation. En ce qui concerne l'imputation, l'Institut a utilisé une méthode basée sur les moyennes observées dans les secteurs privé ou public, selon le secteur d'appartenance de l'entreprise.

Les autres périodes de référence

Les salaires recueillis dans l'ERG 2012 pour tous les secteurs sont ceux en vigueur en 2012, la période de validité des taux devant inclure le 1^{er} avril 2012. Pour l'administration québécoise, les données sur les taux de salaire sont celles en vigueur au 1^{er} avril 2012.

Dans l'administration québécoise, les coûts des assurances collectives, des régimes de retraite ainsi que les débours liés aux heures chômées payées sont calculés pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010.

Il est à noter que les débours relatifs aux régimes étatiques sont ajustés selon les dispositions en vigueur pour la période de référence des avantages sociaux. Ainsi, dans l'ERG 2012, des ajustements sur les régimes étatiques ont été effectués sur la base des dispositions en vigueur en 2011 pour les entreprises des groupes de rotation E et F.

En ce qui concerne les heures régulières hebdomadaires de travail pour chacun des emplois repères, les données de l'administration québécoise et des autres secteurs sont celles en vigueur en 2012. Le calcul des heures de présence au travail se base sur les heures régulières de travail spécifiques à chacun des emplois repères.

Les données relatives à l'effectif sont celles en vigueur en 2010, 2011 ou 2012 pour tous les secteurs, sauf pour l'administration québécoise. Dans l'administration québécoise, l'effectif des emplois repères fait référence à la période du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011.

Pour ce qui est des autres salariés québécois, les données concernent les employés réguliers à temps plein. Quant aux administrations fédérale et québécoise, ce sont également les employés réguliers à temps plein qui sont pris en compte, mesurés toutefois sous forme d'équivalents à temps complet.

Les poids associés aux emplois repères²¹ sont basés sur l'effectif de l'administration québécoise le plus récent disponible, soit celui de la période de juillet 2010 à juin 2011. Cependant, le choix des emplois repères pour la partie déterministe comme pour la partie probabiliste est basé sur l'effectif de 2003. Comme une probabilité de sélection inversement proportionnelle à l'effectif a été attribuée aux emplois dans la partie probabiliste, le poids dépend de l'effectif de 2003.

Par ailleurs, en 2003, au moment de la sélection des emplois pour la partie probabiliste, l'effectif correspondant à chaque emploi repère était disponible. Or, en 2007, il y a eu des regroupements d'emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux. Du coup, l'effectif de certains emplois repères est maintenant dissout à travers celui des regroupements desquels ils font désormais partie. Compte tenu de cette situation, un ajustement a été appliqué aux poids. Les emplois échantillonnés dans les catégories des professionnels, des techniciens et des ouvriers ont subi des modifications mineures alors que, dans les catégories des employés de bureau et de service, ils ont été affectés par des changements importants.

Les particularités de l'administration québécoise

Les salaires et les échelles salariales

En ce qui concerne la catégorie des professionnels de l'administration québécoise, les données salariales couvrent les trois sous-secteurs pour les niveaux 1 et 2 de l'enquête. Quant au niveau 3, seules les données relatives à la fonction publique sont disponibles. Les données utilisées pour les professionnels tiennent compte des primes versées pour les emplois de niveaux de complexité « expert » et « émérite »²².

Par ailleurs, les maximums des échelles indiqués pour les emplois professionnels de niveau 1 de l'administration québécoise constituent uniquement des maximums d'appariement. Pour l'enquête, les em-

ploi rémunérés selon les échelons 1 à 7 des échelles salariales sont appariés au niveau 1. L'échelon 7 de chacune des échelles fait donc office de maximum pour le niveau 1 de la catégorie. Le 8^e échelon représente le minimum des échelles pour le niveau 2, et le salaire du 18^e échelon correspond au maximum pour ce niveau. Le maximum du niveau 3 correspond, pour l'administration québécoise, au maximum de l'échelle (18^e échelon) majoré de la prime « émérite » (15 %). Le minimum du niveau 3 est déterminé en considérant la restriction du minimum de cinq ans d'expérience pour accéder à une fonction de complexité supérieure. L'échelon qui correspond à ces cinq années est l'échelon 10; le minimum du niveau 3 est donc à l'échelon 10 majoré de la prime de 10 % (« expert »).

Les événements susceptibles d'affecter la comparaison

L'état des conventions collectives dans l'administration québécoise

Les conventions collectives de l'administration québécoise sont d'une durée de cinq ans. Ces conventions prévoient des augmentations salariales constituées de paramètres fixes et de paramètres variant en fonction de la progression de l'économie et de l'inflation. Cette année, l'augmentation salariale fixe prise en compte dans les données du rapport est de 1,0 %, en vigueur au 1^{er} avril. Le paramètre d'augmentation lié à la croissance économique au 1^{er} avril n'est pas pris en compte, puisqu'au moment de la production du rapport, aucune augmentation n'a été versée. Selon les estimations du deuxième trimestre de 2012, le taux de variation annuel du PIB en dollars courants au prix du marché s'établit à 4,8 % pour l'année 2010 et à 5,2 % pour l'année 2011²³, soit des valeurs supérieures aux balises de référence établies dans les conventions de l'administration québécoise. Si les PIB finaux, diffusés en novembre, restent stables ou sont plus élevés, il est possible qu'une majoration de 0,5 % soient versée selon les conditions prévues dans les conventions collectives.

21. Voir page 30 pour plus de détails sur cette question.

22. Voir la section « La classification des emplois de la fonction publique » à la page suivante concernant les emplois de complexité supérieure.

23. Voir le tableau Principaux indicateurs économiques désaisonnalisés sur le site Web de l'Institut (<http://www.stat.gouv.qc.ca>, section « statistiques-conjoncture économique »)

Certains groupes couvrant des emplois repères présentent des situations particulières. Il s'agit de l'entente intervenue entre le gouvernement et l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec ainsi que de celle conclue avec l'Association des juristes de l'État. En ce qui concerne la rémunération des ingénieurs du gouvernement, dans l'édition 2011 du rapport, l'Institut n'a pas ajusté les taux des échelles et les salaires inclus au fichier en fonction des paramètres d'augmentation négociés en raison de la difficulté de tenir compte de l'intégration des ingénieurs dans les nouvelles classes de rémunération. Dans l'édition 2012, les taux de salaire prévus dans la présente convention collective ainsi que les augmentations à la suite de l'intégration de la nouvelle échelle salariale sont pris en compte.

Pour ce qui est des juristes de l'État, l'entente de principe a été entérinée, mais les conventions ne sont toujours pas signées au moment de la production du rapport. Le rapport de cette année porte sur les taux de salaire en vigueur au 1^{er} avril dernier. Ces taux intègrent les augmentations prévues par la loi adoptée en hiver 2011 et forçant le retour au travail des juristes. La loi spéciale prévoit des hausses salariales de l'ordre de 6 % sur cinq ans pour les procureurs et les juristes, une augmentation équivalente à celle consentie aux autres employés du gouvernement. Ainsi, le paramètre d'augmentation pris en compte est de 1,0 % au 1^{er} avril 2012.

La classification des emplois de la fonction publique

Le 31 juillet 2006, le Conseil du trésor a adopté la *Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois professionnels et la gestion des emplois de complexité supérieure* qui s'applique aux emplois de conseillers en gestion des ressources humaines, ainsi qu'aux emplois de la catégorie du personnel professionnel, à l'exclusion des ingénieurs, des juristes, des dentistes, des médecins, des médiateurs et conciliateurs.

Depuis 2008, les données sur l'effectif fournies par le Conseil du trésor incluent les primes des niveaux « expert » et « émérite », qui s'établissent respectivement à 10 % et 15 %. La directive prévoit qu'un employé désigné pour occuper un emploi de complexité

« expert » doit posséder cinq années d'expérience, alors que la désignation à un emploi de complexité « émérite » exige au moins huit années d'expérience.

Une nouvelle classification a été établie pour les ingénieurs. Avant la signature de la présente convention collective, la classification des ingénieurs était composée de quatre classes d'emplois, soit les classes 81, 82, 91 et 96. Chacune des classes possédait une échelle salariale distincte constituée de 18 échelons.

La nouvelle convention collective prévoit maintenant une classe d'emplois composée de deux grades, soit le grade stagiaire (classe 4) qui compte 6 échelons et le grade I (classe 0) qui compte 14 échelons. Les ingénieurs non stagiaires ont intégré le grade I sans perte de salaire. Quant aux ingénieurs qui appartenaient aux anciennes classes 91 et 96, ils ont été désignés à des emplois de complexité supérieure et reçoivent respectivement une majoration de 10 % ou de 15 % de l'échelle du grade I.

La progression salariale dans l'échelle du grade stagiaire se fait aux six mois pour les 6 échelons, alors que pour les emplois du grade I, les ingénieurs progressent dans leur échelle salariale aux six mois jusqu'au 4^e échelon. Par la suite, pour les échelons 5 à 14, la progression de salaire est annuelle.

Afin de représenter les niveaux de complexité des emplois repères « Ingénieur 1 » et « Ingénieur 2 », l'Institut a, d'une part, englobé les six échelons du grade de stagiaire au niveau d'entrée et apprentissage (niveau 1) et, d'autre part, coupé l'échelle du grade I entre le quatrième et le cinquième échelon. Les quatre premiers échelons de l'échelle représentent le niveau 1, alors que les échelons 5 à 14 correspondent au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Après avoir analysé la *Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois d'ingénieurs et la gestion des emplois de complexité supérieure*, l'Institut a associé les ingénieurs désignés à des emplois de complexité supérieure (anciennes classes 91 et 96) à l'emploi repère de chef d'équipe ou d'expert (Ingénieur 3).

L'environnement économique et le marché du travail

Les données historiques relatives aux principaux indicateurs économiques du Québec proviennent de l'Institut de la statistique du Québec, de Statistique Canada, de la Banque du Canada et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les prévisions économiques proviennent de quatre organismes : la Banque Royale du Canada (BRC), la Banque de Montréal Groupe financier (BMO), le Mouvement des caisses Desjardins du Québec (Desjardins) et le Conference Board du Canada (CBC).

L'analyse porte essentiellement sur l'environnement économique du Québec, bien qu'elle tienne compte des contextes canadien et international. Les prévisions complètent l'analyse de la situation économique courante en dégagant les principales tendances pour l'année qui se termine et celle qui suit.

Les données trimestrielles de 2012 du produit intérieur brut (PIB) québécois en dollars constants et de ses composantes ainsi que les données des années 2009 à 2011 proviennent des *Comptes économiques du Québec* publiés par l'Institut de la statistique du Québec. Quant aux données annuelles du PIB réel antérieures à 2009, elles proviennent généralement de Statistique Canada, de même que certaines autres données.

L'analyse se base la plupart du temps sur les taux de croissance des indicateurs. Pour l'année en cours, les taux de croissance des données trimestrielles sont calculés par rapport au trimestre précédent. L'analyse qui en découle est donc effectuée sur une courte période mettant en évidence les changements conjoncturels récents. Un élément d'analyse de long terme est également présenté pour l'année en cours : les taux de croissance cumulatifs depuis le début de l'année calculés par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Ces taux de croissance portent généralement sur le cumul de six, huit ou neuf mois selon la disponibilité des données.

Dans ce rapport, les données du PIB et de ses composantes sont exprimées en termes réels par la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher dont l'année de référence est 2002. Pour chacune des années sauf l'année de base, la somme des composantes diffère des totaux partiels et des totaux, parce que l'enchaînement a lieu chaque année et non plus seulement dans l'année de base.

La méthode des indices en chaîne est, depuis l'automne 2002, la méthode officielle de déflation adoptée par Statistique Canada pour les *Comptes économiques provinciaux*, et les valeurs obtenues par cette méthode constituent les données officielles du PIB réel et de ses composantes. Antérieurement, l'estimation du PIB et de ses composantes en dollars constants était obtenue par la méthode des indices de prix à pondération fixe.

L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services est utilisé pour obtenir le revenu personnel disponible en termes réels; 2002 est l'année de base. L'indice des prix à la consommation (IPC), année de base 2002, est utilisé pour obtenir la rémunération hebdomadaire moyenne en termes réels. La croissance réelle de la rémunération horaire moyenne, calculée à partir de l'indice à pondération fixe de la rémunération horaire moyenne, est calculée selon l'équation de Fisher et l'IPC est le déflateur.

Les tendances salariales

Les sources de données

Les données relatives aux tendances salariales sont dégagées à partir d'une banque de conventions collectives pour ce qui est des salariés syndiqués et à partir des enquêtes de planification salariale pour ce qui est des salariés non syndiqués.

Dans le premier cas, les données proviennent des dépôts de conventions collectives au ministère du Travail. Ces conventions couvrent les salariés syndiqués appartenant à des unités de négociation de plus de 100 cols bleus, de plus de 50 cols blancs ou à des unités où ces deux critères sont pris en compte simultanément pour les conventions collectives dites « mixtes ». Les conventions de compétence provinciale et fédérale sont considérées.

Les conventions collectives analysées couvrent l'administration québécoise, le secteur privé et le secteur « autre public ». L'administration québécoise fait référence à la fonction publique ainsi qu'aux réseaux de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) et de la santé et des services sociaux²⁴. Le secteur « autre public » comprend les secteurs municipal et fédéral ainsi que les entreprises publiques québécoises et les universités. Le secteur municipal inclut les municipalités et les entreprises locales. Pour sa part, le secteur fédéral comprend l'administration fédérale ainsi que les entreprises fédérales au Québec. Un autre regroupement couvre aussi l'ensemble des salariés québécois autres que ceux de l'administration québécoise, soit les « autres salariés québécois ».

Les enquêtes de planification salariale disponibles à l'Institut au moment de la rédaction de ce rapport

proviennent de Aon Hewitt, du Conference Board du Canada, de Morneau Shepell, de Mercer (Canada) Limitée et du Hay Group. Les résultats de ces enquêtes touchent principalement les salariés québécois non syndiqués du secteur privé, et les répondants sont surtout des moyennes et grandes entreprises. Pour les besoins de ce rapport, les données utilisées ont trait aux augmentations des échelles versées et projetées pour l'ensemble des catégories d'emplois faisant l'objet des travaux de comparaison de l'Institut.

Les mesures de croissance salariale utilisées

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur représente, pour une année précise, l'augmentation des taux de salaire pour les employés syndiqués²⁵. Cet indicateur mesure les taux d'augmentation attribués aux échelles salariales dans les conventions collectives en vigueur sans égard au moment où ces dernières ont été signées. Ainsi, toutes les conventions collectives en vigueur, peu importe l'année de signature, sont prises en compte.

Pour l'année en cours, les résultats sont toujours préliminaires puisqu'ils couvrent les deux premiers trimestres. Ils se rapportent aux conventions collectives déposées au ministère du Travail, enregistrées dans la banque de données, et ayant une clause salariale en vigueur au 15 décembre. Toutefois, certaines conventions collectives, bien qu'ayant été signées, ne font pas partie de la banque puisqu'elles n'ont pas encore été saisies. Par ailleurs, certaines conventions collectives ne font plus partie de la banque de données du Ministère, ayant expiré avant le 15 décembre²⁶. Dans certains cas, la durée de la clause n'est pas équivalente à celle de la convention. C'est le cas notamment de certaines conventions pour lesquelles les augmentations salariales sont négociées chaque année (il n'y a pas de réouverture des clauses normatives, seulement des clauses pécuniaires). Pour éviter d'alourdir

24. Pour que le secteur « administration québécoise » soit conforme à la définition de la *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans le secteur public et parapublic* (L.R.Q., chapitre R-8.2), l'Institut a dû ajuster certaines données du ministère du Travail. Tous les organismes gouvernementaux qui ne font pas partie des régimes de négociation des trois sous-secteurs de l'administration québécoise ont été inclus dans le secteur « entreprises publiques québécoises ». À titre d'exemple, le ministère du Travail considère l'organisme Héma Québec comme faisant partie de l'administration québécoise, alors que l'Institut l'inclut plutôt dans les entreprises publiques québécoises.

25. Il s'agit de la mesure qui se rapproche le plus des augmentations d'échelles relevées par les enquêtes de planification salariale.

26. Les conventions dont la date d'expiration précède le 15 décembre de l'année analysée ne sont pas prises en compte, même si, sur le plan légal, l'employeur doit maintenir les conditions de travail qui y sont prévues (*Code du travail*, L.R.Q., c. C-27, a. 59).

le texte, les termes « durée de la clause salariale » et « durée de la convention » sont utilisés en tant que synonymes et réfèrent à la durée de la clause salariale.

Les taux d'augmentation présentés à partir des données des firmes d'experts-conseils sont des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des échelles salariales et des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des salaires versés. Ils donnent une mesure des augmentations salariales octroyées aux salariés non syndiqués.

Le taux de croissance réelle est utilisé pour mesurer les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés, sur la base des augmentations aux structures salariales seulement. La croissance réelle est obtenue à l'aide de l'équation de Fisher :

$\text{Taux de croissance réelle} = \frac{\text{Taux de croissance nominale} + 1}{\text{Taux d'inflation} + 1} - 1$

Cette équation élimine l'effet de l'inflation, et la croissance réelle ainsi obtenue reflète les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés. Par exemple, si la croissance des échelles salariales est supérieure à celle de l'inflation, cela se traduit généralement par un taux réel de croissance positif reflétant le fait que le pouvoir d'achat des salariés québécois augmente. À l'opposé, si le taux réel de croissance des échelles salariales est négatif, les salariés peuvent s'attendre à une perte de leur pouvoir d'achat et s'appauvrir (s'ils ne bénéficient d'aucun autre ajustement salarial ou versement monétaire). En ce qui concerne l'année 2012, la croissance de l'IPC utilisée est celle calculée pour le Québec relativement aux six premiers mois de 2012 par rapport à la même période de l'année précédente. Les données sur l'IPC proviennent de Statistique Canada.

L'Institut a recours à deux indicateurs pour évaluer les taux d'augmentation annuelle moyens des conventions nouvellement signées. Il s'agit de l'indicateur des taux et de celui des gains. Ces indicateurs sont compilés à l'égard des conventions collectives signées durant l'année, et un taux d'augmentation annuelle moyen est calculé pour la durée de la convention. Ces indicateurs tiennent compte de la durée d'application des augmentations. En général, les clauses salariales des conventions collectives consentent des augmenta-

tions différentes pour chaque année d'application; c'est pourquoi deux méthodes de calcul sont utilisées.

L'indicateur des taux, en ne comparant que le salaire obtenu à la fin de la convention collective nouvellement signée avec celui de la fin de la convention collective précédente, reflète l'évolution des structures salariales. Par contre, l'indicateur des gains permet de considérer dans le calcul des taux d'augmentation le moment où les hausses salariales sont consenties. Il est appelé « croissance des gains » parce qu'il se rapproche plus du gain réalisé par les salariés syndiqués que l'indicateur des taux. L'Institut privilégie la méthode des gains dans ses constats. Les résultats relatifs à la méthode des taux sont présentés en annexe.

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, celui des gains et celui des taux pour les conventions nouvellement signées sont calculés à partir de la classe modale, soit celle qui regroupe le plus grand nombre de salariés. Tous les trois tiennent compte des montants forfaitaires et des divers ajustements salariaux. Le calcul de ces trois indicateurs se fait à partir du maximum des échelles salariales, lorsqu'elles existent, ou du taux unique. Le calcul de ces taux ne prend pas en compte les coûts de système, c'est-à-dire l'augmentation salariale résultant d'une progression dans l'échelle. Il est important de souligner que, pour chacun de ces trois indicateurs, les résultats des années les plus récentes ne sont pas définitives puisque d'autres ententes peuvent s'ajouter au fichier du ministère du Travail. Cela est particulièrement vrai pour l'année en cours.

Dans le calcul des moyennes des taux d'augmentation des conventions en vigueur, chaque convention se voit attribuer un poids en fonction du nombre de salariés couverts. Le poids accordé correspond au nombre de salariés de l'entente en vigueur pour l'année considérée.

Les perspectives salariales sont établies en utilisant les taux de croissance salariale observés dans les conventions en vigueur pour chacun des secteurs analysés (données préliminaires). Les perspectives pour l'ensemble des salariés syndiqués sont calculées en pondérant le résultat de chaque secteur par son poids estimé en effectif. Le nombre de salariés utilisé dans le calcul du poids représente une moyenne du

nombre observé durant les cinq années les plus récentes pour lesquelles les données sont suffisamment représentatives. Dans le cas des employés non syndiqués, l'Institut utilise les taux d'augmentation prévus dans les enquêtes de planification pour l'ensemble de l'année en cours et pour l'année suivante. En ce qui concerne l'ensemble des salariés québécois, lorsque les données disponibles permettent de l'estimer, le taux d'augmentation est obtenu en pondérant les taux pour les syndiqués et les non-syndiqués par leur poids respectif en effectif sur le marché du travail. À cet effet, le taux de syndicalisation d'assujettissement le plus à jour pour l'ensemble des salariés québécois est celui fourni par Statistique Canada, soit 39,6 % (octobre 2011).

La couverture de l'analyse des conventions

Le tableau VII donne un aperçu du nombre de conventions collectives ainsi que du nombre de salariés syndiqués couverts par la banque du ministère du Travail à la fin du deuxième trimestre de 2012. Il présente, tout d'abord, l'information sur les conventions en vigueur en 2011 et en 2012. Il fournit également la représentativité du nombre de salariés sur lequel sont basés les résultats. Cette donnée est exprimée en pourcentage du nombre moyen de salariés syndiqués des cinq dernières années. D'autres renseignements sont également présentés au tableau VII quant aux ententes nouvellement signées au cours de l'année 2011 et celles signées au cours des six premiers mois de 2012.

Par ailleurs, les conventions de l'administration québécoise prévoient des augmentations salariales constituées de paramètres fixes et de paramètres variables. Les paramètres fixes sont les suivants : augmentations de 0,5 % le 1^{er} avril 2010, de 0,75 % le 1^{er} avril 2011, de 1,0 % le 1^{er} avril 2012, de 1,75 % le 1^{er} avril 2013 et de 2,0 % le 1^{er} avril 2014. En ce qui concerne les paramètres variables, leur application se ferait en fonction du produit intérieur brut (PIB) nominal du Québec²⁷ et de l'inflation. En 2012 et 2013, les paramètres d'augmentation liés à la croissance économique ne sont pas pris en compte. Selon les paramètres négociés entre le gouvernement et les syndicats

de l'administration québécoise, le taux d'augmentation de 2012 sera majoré de 1,25 fois la différence entre la croissance cumulative (somme des variations annuelles) du produit intérieur brut (PIB) nominal du Québec selon les données de Statistique Canada pour les années 2010 et 2011 et les prévisions de la croissance cumulative (somme des variations annuelles) du PIB nominal du Québec pour les mêmes années, établies à 3,8 % pour l'année 2010 et à 4,5 % pour l'année 2011. La majoration ainsi calculée ne peut toutefois être supérieure à 0,5 %. Selon les estimations du deuxième trimestre de 2012, le taux de variation annuel du PIB en dollars courants au prix du marché s'établit à 4,8 % pour l'année 2010 et à 5,2 % pour l'année 2011²⁸, soient des valeurs supérieures aux balises de référence établies dans les conventions de l'administration québécoise.

Les données enregistrées au cours de l'année 2012 ne couvrent pas l'ensemble des conventions collectives signées dans l'administration québécoise; 39 conventions de l'administration québécoise ont été déposées et enregistrées jusqu'à maintenant dans la banque du Ministère. Ces conventions regroupent 514 718 salariés, ce qui ne représente pas la totalité des salariés syndiqués dans ce secteur. L'Institut a, d'une part, utilisé dans ses traitements statistiques, pour 2010 à 2013 inclusivement, 517 502 salariés pour le secteur de l'administration québécoise et, d'autre part, appliqué à l'ensemble de ces salariés les paramètres salariaux accordés aux employés de l'administration québécoise. Le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et usuellement présentes dans la banque et dont la taille correspond aux critères définis par le ministère du Travail.

Pour le secteur fédéral, trois sources ont permis le calcul des taux d'augmentation : le site du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, la banque de conventions collectives du ministère du Travail du Québec ainsi que l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG). *Collecte 2012*. En effet, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions collectives auprès du ministère du

27. Produit intérieur brut, en termes de dépenses, pour le Québec, aux prix courants.

28. Voir le tableau Principaux indicateurs économiques désaisonnalisés sur le site Web de l'Institut (<http://www.stat.gouv.qc.ca>, section « statistiques-conjoncture économique »)

Travail du Québec et les données disponibles auprès de ce dernier sont incomplètes : selon la banque, cinq conventions collectives seraient en vigueur en 2011 et quatre en 2012. Or, le site du SCTC et les données recueillies dans le cadre de l'ERG 2012 montrent que dans l'administration fédérale, huit conventions collectives sont en vigueur au 15 décembre 2011 et au 15 décembre 2012. L'Institut a pu reconstituer le portrait des conventions collectives de l'administration fédérale à l'aide de ces sources de renseignements. Le fichier de rémunération transmis dans le cadre de l'ERG a permis de déterminer l'emploi modal ainsi que l'effectif total de chacune des conventions, et les augmentations ont été calculées à partir des taux applicables aux échelles salariales, récupérés dans les conventions déposées sur le site du SCTC. Même si l'ISQ dispose de certaines données auxiliai-

res relativement aux croissances salariales dans l'administration fédérale, il n'a pas été possible de les utiliser pour le calcul des taux d'augmentation annuelle moyens des conventions nouvellement signées, compte tenu de la complexité des calculs et des délais impartis.

Quant aux perspectives salariales, elles se calculent à partir de la moyenne des salariés couverts entre 2007 et 2011, sauf pour l'administration québécoise. Dans ce secteur, pour les années 2010 et 2011, le nombre de salariés est établi à partir de ceux couverts par la présente convention collective (517 502), alors que le nombre de salariés couverts entre 2007 et 2009 est établi à partir de ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43).

Tableau VII

Nombre de conventions en vigueur et nouvellement signées¹ et de salariés couverts²

Type de croissance	Élément	Unité	Administration québécoise ³	Privé	Ent. publ. québ.	Universitaire	Municipal	Fédéral ⁴	« Autre public »	Ensemble ASQ	Ensemble Québec
2011											
En vigueur	Conventions	n	...	775	48	31	95	13	187	963	...
	Salariés	n	517 502	370 669	36 515	12 036	47 569	27 131	123 251	493 920	1 011 422
	Représentativité ⁵	%	...	117,2 ⁶	101,4 ⁶	79,3	88,5	73,8	87,0	107,8 ⁶	104,3 ⁶
Selon la date de signature	Conventions	n	...	147	8	5	18	..	31	178	...
	Salariés	n	517 502	33 621	993	1 800	9 342	..	12 135	45 756	563 258
2012											
En vigueur	Conventions	n	...	635	37	13	67	12	129	764	...
	Salariés	n	517 502	334 367	33 668	7 168	34 200	25 494	100 530	434 897	952 399
	Représentativité ⁵	%	...	105,7 ⁶	93,5	47,2	63,6	69,4	70,9	95,0	98,2
Selon la date de signature	Conventions	n	0	76	3	1	8	..	12	88	88
	Salariés	n	0	15 952	1 233	100	12 146	..	13 479	29 431	29 431

1. Les données se rapportant aux conventions collectives selon la date de signature excluent les ententes signées pour une première fois puisque aucun taux de croissance salariale ne peut être calculé.

2. Nombre total de salariés couverts par des certificats d'accréditation, sans égard au statut d'emploi et sans référence à la notion d'équivalent à temps complet.

3. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par les conventions collectives signées en 2011. Afin d'établir ce nombre, l'Institut a retenu les conventions usuellement présentes dans la banque et dont la taille correspond aux critères définis par le ministère du Travail, soit les conventions de plus de 100 cols bleus, de plus de 50 cols blancs ou celles où ces deux critères sont pris en compte simultanément pour les conventions dites « mixtes ».

4. Le nombre de salariés du secteur fédéral est calculé à partir de trois sources : la banque de conventions collectives du ministère du Travail, l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec. Collecte 2012* et le site du Conseil du Trésor du Canada.

5. Ce pourcentage représente la proportion de salariés couverts par les conventions en vigueur pour une année donnée par rapport au nombre de salariés potentiellement couverts par la banque de conventions collectives du ministère du Travail pour la période. Ce dernier nombre représente la moyenne de salariés couverts par une convention en vigueur au cours des cinq années précédant 2011 ou 2012 selon le cas, sauf pour l'administration québécoise. Pour ce dernier secteur, les données en 2011 et 2012 couvrent la totalité de ce secteur.

6. Le pourcentage supérieur à 100 % s'explique par le fait que le nombre de salariés en 2011 et 2012 est supérieur au nombre moyen de salariés couverts entre 2006 et 2010 pour l'année 2010 et entre 2007 et 2011 pour l'année 2012.

Source : Ministère du Travail

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par
emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2012
[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
63,9	70,2	92,8 *	93,5 *	Professionnels
65,4 *	64,5 *	89,7	92,2	Professionnel communic. 1
81,2	88,0	95,5	97,8	Professionnel communic. 2
53,4	64,1	91,4 *	90,8 *	Professionnel communic. 3
61,3	73,2	88,4	92,8	Professionnel gest. fin. 1
85,4 *	82,9 *	96,8 *	95,5 *	Professionnel gest. fin. 2
60,8	68,7	92,2 *	92,0 *	Professionnel gest. fin. 3
66,8 *	71,3 *	90,5	92,3	Analyste proc. adm./inform. 1
89,0	71,0	97,4	92,5	Analyste proc. adm./inform. 2
48,2	65,8	90,0 *	92,1 *	Analyste proc. adm./inform. 3
78,0 *	74,0 *	93,4 *	93,6 *	Ingénieur 1
95,8 *	91,3 *	98,4 *	98,2 *	Ingénieur 2
67,4 *	61,9 *	93,4 *	92,1 *	Ingénieur 3
75,4 *	83,8 *	92,9	96,8	Professionnel sc. phys. 1
87,2 *	93,8 *	97,1 *	98,9 *	Professionnel sc. phys. 2
50,7	78,3	89,2	93,9	Professionnel sc. phys. 3
73,8	86,4	89,1	95,3	Avocat et notaire 1
56,4	99,8	91,2	100,0	Avocat et notaire 2
67,3	80,6	90,4	95,0	Biologiste 1
82,5	89,0	96,0	97,8	Biologiste 2
71,1 *	74,7 *	91,9	93,5	Biologiste 3
				Moyenne
100,0	8,6	100,0	85,1	Techniciens
86,5	75,7	95,5 *	95,1 *	Pilote d'aéronefs-avion 2
91,2 *	85,1 *	99,4 *	97,0 *	Technicien en administration 1-2
83,9 *	82,2 *	94,7 *	95,7 *	Technicien en administration 3
87,5	78,0	96,1 *	95,3 *	Techn. documentation 1-2
93,9 *	86,3 *	98,2 *	96,9 *	Techn. laboratoire 1-2
77,8 *	75,1 *	92,6	95,4	Techn. laboratoire 3
80,5	86,2	94,4 *	96,0 *	Technicien en droit 1-2
94,2 *	91,6 *	99,6 *	97,9 *	Technicien génie 1-2
78,4	64,3	93,5	89,8	Technicien génie 3
89,1	67,9	97,2	89,8	Techn. informatique 1-2
86,4 *	85,3 *	95,9 *	95,8 *	Techn. informatique 3
81,1 *	89,3 *	94,9 *	97,4 *	Technicien en loisir 1-2
85,0	76,7	95,4 *	94,5 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
				Moyenne
100,0 *	129,0 *	100,0 *	104,7 *	Employés de bureau
95,5	83,9	99,7	96,0	Préposé photocopie 2
92,3 *	90,2 *	99,0 *	97,8 *	Magasinier 1
77,4	39,0	96,0	87,5	Magasinier 2
94,8 *	97,6 *	99,1 *	99,4 *	Magasinier 3
94,0	47,8	99,3	87,1	Op. duplicateur 1-2
93,5	78,0	99,0	95,5	Personnel soutien adm. 1
85,8 *	81,5 *	98,0 *	97,7 *	Personnel soutien adm. 2
92,7	72,3	99,0	93,3	Personnel soutien adm. 3
94,2 *	89,8 *	99,4	97,7	Personnel secrétariat 1
75,4	56,8	94,8	88,9	Personnel secrétariat 2
90,1 *	82,3 *	98,0 *	95,8 *	Préposé aux renseign. 2
100,0	58,4	100,0	89,7	Préposé aux renseign. 3
97,2	84,0	99,8	96,1	Préposé télécomm. 1-2
90,0 *	78,9 *	98,6	94,8	Téléphoniste-récept. 2
92,4	76,6	98,9	94,9	Acheteur 2
				Moyenne

Annexe A-2

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché		Écarts	Adm. québ.		Écarts
			%			\$		
Professionnels								
Professionnel communic. 1	80	85,7	47 545	53 461	-12,4	38 094	41 492	-8,9 *
Professionnel communic. 2	702	94,3	71 118	70 399	1,0 *	50 043	53 378	-6,7
Professionnel communic. 3	110	91,2	79 663	107 242	-34,6	60 743	80 809	-33,0
Professionnel gest. fin. 1	159	49,2	46 023	56 126	-22,0	37 567	42 620	-13,4
Professionnel gest. fin. 2	789	66,1	69 162	73 970	-7,0	48 470	54 968	-13,4
Professionnel gest. fin. 3	152	85,3	77 128	98 704	-28,0	60 072	72 490	-20,7
Analyste proc. adm./inform. 1	383	92,8	48 470	60 162	-24,1	38 882	43 530	-12,0
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	69,3	71 810	79 506	-10,7	51 191	57 704	-12,7
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	85,2	79 041	99 802	-26,3	60 512	72 771	-20,3
Ingénieur 1	130	90,1	52 470	62 351	-18,8	42 307	47 683	-12,7
Ingénieur 2	391	84,7	78 013	85 404	-9,5	54 435	64 821	-19,1
Ingénieur 3	364	89,7	86 895	106 116	-22,1	52 584	81 125	-54,3
Professionnel sc. phys. 1	29	67,8	47 867	60 563	-26,5	38 206	48 457	-26,8
Professionnel sc. phys. 2	369	90,9	75 848	66 993	11,7	53 965	53 288	1,3 *
Professionnel sc. phys. 3	98	100,0	79 995	86 818	-8,5	61 729	69 303	-12,3
Avocat et notaire 1	53	85,6	57 839	72 624	-25,6	45 164	56 605	-25,3
Avocat et notaire 2	599	84,1	102 906	95 825	6,9	60 254	71 966	-19,4
Biologiste 2	108	100,0	72 431	66 476	8,2	51 100	52 871	-3,5 *
Moyenne	...	80,0	73 511	80 381	-9,3	52 202	59 899	-14,7
Techniciens								
Pilote d'aéronefs-avion 2	2	48,6	64 450	49 299	23,5	56 049	41 258	26,4
Technicien en administration 1-2	7 589	63,1	47 800	51 122	-6,9	31 869	37 901	-18,9
Technicien en administration 3	194	73,7	52 159	64 742	-24,1	48 342	49 558	-2,5 *
Techn. documentation 1-2	740	54,6	47 831	61 166	-27,9 *	32 195	48 455	-50,5
Techn. laboratoire 1-2	1 899	56,5	53 785	51 863	3,6 *	36 877	42 003	-13,9
Techn. laboratoire 3	462	98,0	56 576	65 391	-15,6 *	40 236	47 146	-17,2 *
Technicien en droit 1-2	366	78,7	46 625	58 795	-26,1	31 102	45 911	-47,6
Technicien génie 1-2	1 274	67,5	47 596	66 899	-40,6	33 952	47 806	-40,8
Technicien génie 3	264	76,8	52 197	79 145	-51,6	48 541	59 849	-23,3
Techn. informatique 1-2	2 243	71,7	50 114	60 233	-20,2	35 138	42 519	-21,0
Techn. informatique 3	813	67,0	54 052	75 036	-38,8	39 947	49 647	-24,3
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	74,4	47 045	70 092	-49,0	34 371	54 079	-57,3
Moyenne	...	66,2	49 313	57 557	-16,7	34 200	42 239	-23,5
Employés de bureau								
Magasinier 1	173	31,9	30 864	37 431	-21,3	28 782	27 558	4,3 *
Magasinier 2	901	66,3	35 823	47 607	-32,9	31 295	34 466	-10,1 *
Magasinier 3	35	48,5	43 772	63 766	-45,7	36 022	51 056	-41,7
Personnel soutien adm. 1	4 225	82,2	34 442	34 202	0,7 *	30 200	25 831	14,5
Personnel soutien adm. 2	10 508	65,2	37 595	41 888	-11,4	31 997	31 171	2,6 *
Personnel soutien adm. 3	3 835	65,2	42 114	47 362	-12,5	36 092	35 211	2,4 *
Personnel secrétariat 1	1 427	65,1	36 001	43 726	-21,5	31 118	30 368	2,4 *
Personnel secrétariat 2	5 540	73,4	39 553	48 168	-21,8	35 461	36 827	-3,9
Préposé aux renseign. 2	740	60,6	41 877	40 002	4,5 *	33 111	29 237	11,7
Préposé aux renseign. 3	92	31,9	45 694	53 885	-17,9 *	36 416	38 359	-5,3 *
Préposé télécomm. 1-2	2	55,9	33 069	41 825	-26,5	30 838	33 271	-7,9 *
Téléphoniste-récept. 2	1 009	52,5	32 490	36 984	-13,8	30 086	27 129	9,8
Acheteur 2	57	62,4	41 877	54 410	-29,9	36 033	40 897	-13,5
Moyenne	...	67,5	37 817	42 759	-13,1	32 811	31 895	2,8

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
63,9 *	59,6 *	92,8 *	91,0 *	Professionnels
65,4	48,0	89,7	87,4	Professionnel communic. 1
81,2 *	83,7 *	95,5 *	96,0 *	Professionnel communic. 2
53,4	66,8	91,4 *	92,0 *	Professionnel communic. 3
61,3	69,7	88,4	92,2	Professionnel gest. fin. 1
85,4 *	81,0 *	96,8 *	95,0 *	Professionnel gest. fin. 2
60,8 *	63,8 *	92,2 *	90,0 *	Professionnel gest. fin. 3
66,8 *	66,5 *	90,5 *	90,8 *	Analyste proc. adm./inform. 1
89,0	62,8	97,4	89,9	Analyste proc. adm./inform. 2
48,2	66,4	90,0 *	92,1 *	Analyste proc. adm./inform. 3
78,0 *	70,5 *	93,4 *	92,9 *	Ingénieur 1
95,8 *	91,9 *	98,4 *	98,1 *	Ingénieur 2
67,4 *	50,1 *	93,4 *	90,0 *	Ingénieur 3
75,4	90,1	92,9	98,0	Professionnel sc. phys. 1
87,2 *	100,6 *	97,1 *	100,1 *	Professionnel sc. phys. 2
50,7 *	117,7 *	89,2 *	103,9 *	Professionnel sc. phys. 3
73,8	95,1	89,1	98,8	Avocat et notaire 1
67,3 *	59,9 *	90,4 *	91,8 *	Avocat et notaire 2
71,1 *	70,3 *	91,9 *	92,3 *	Biologiste 2
				Moyenne
100,0	8,6	100,0	85,1	Techniciens
86,5	69,2	95,5	92,0	Pilote d'aéronefs-avion 2
91,2 *	83,9 *	99,4 *	96,2 *	Technicien en administration 1-2
83,9 *	84,3 *	94,7 *	96,7 *	Technicien en administration 3
87,5 *	81,7 *	96,1 *	96,5 *	Techn. documentation 1-2
93,9 *	78,2 *	98,2 *	93,9 *	Techn. laboratoire 1-2
77,8 *	66,3 *	92,6 *	92,6 *	Techn. laboratoire 3
80,5 *	84,5 *	94,4 *	95,6 *	Technicien en droit 1-2
94,2 *	92,3 *	99,6 *	98,1 *	Technicien génie 1-2
78,4	60,5	93,5	88,5	Technicien génie 3
89,1	66,2	97,2	88,6	Techn. informatique 1-2
81,1 *	90,9 *	94,9 *	97,9 *	Techn. informatique 3
85,0	75,0	95,4	93,6	Techn. hygiène du trav. 1-2
				Moyenne
95,5	83,3	99,7	95,6	Employés de bureau
92,3 *	88,8 *	99,0 *	96,9 *	Magasinier 1
77,4	28,1	96,0	85,7	Magasinier 2
94,0	38,9	99,3	85,0	Magasinier 3
93,5	72,8	99,0	93,0	Personnel soutien adm. 1
85,8	71,3	98,0	92,7	Personnel soutien adm. 2
92,7	77,8	99,0	93,2	Personnel soutien adm. 3
94,2 *	92,8 *	99,4 *	98,3 *	Personnel secrétariat 1
75,4	52,6	94,8	87,3	Personnel secrétariat 2
90,1 *	77,6 *	98,0 *	93,5 *	Préposé aux renseign. 2
100,0	61,8	100,0	92,2	Préposé aux renseign. 3
97,2	81,5	99,8	95,1	Préposé télécomm. 1-2
90,0 *	76,7 *	98,6	94,2	Téléphoniste-récept. 2
92,4	72,8	98,9	93,1	Acheteur 2
				Moyenne

Annexe A-3

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2012
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	80	98,2	47 545	62 159	-30,7	38 094	48 744	-28,0
Professionnel communic. 2	702	97,2	71 118	76 138	-7,1	50 043	60 589	-21,1
Professionnel communic. 3	110	100,0	79 663	90 427	-13,5	60 743	76 207	-25,5
Professionnel gest. fin. 1	159	100,0	46 023	64 650	-40,5	37 567	47 238	-25,7
Professionnel gest. fin. 2	789	99,3	69 162	79 494	-14,9	48 470	56 079	-15,7
Professionnel gest. fin. 3	152	99,0	77 128	95 932	-24,4	60 072	71 294	-18,7
Analyste proc. adm./inform. 1	383	100,0	48 470	63 974	-32,0	38 882	49 278	-26,7
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	98,9	71 810	78 897	-9,9	51 191	58 277	-13,8
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	100,0	79 041	92 716	-17,3	60 512	70 980	-17,3
Ingénieur 1	130	100,0	52 470	65 435	-24,7	42 307	52 494	-24,1
Ingénieur 2	391	99,8	78 013	91 948	-17,9	54 435	67 422	-23,9
Ingénieur 3	364	100,0	86 895	107 209	-23,4	52 584	90 812	-72,7
Professionnel sc. phys. 2	369	99,8	75 848	82 974	-9,4	53 965	67 178	-24,5
Professionnel sc. phys. 3	98	100,0	79 995	101 067	-26,3	61 729	85 077	-37,8
Avocat et notaire 1	53	100,0	57 839	84 200	-45,6	45 164	59 281	-31,3
Avocat et notaire 2	599	90,5	102 906	108 466	-5,4	60 254	66 972	-11,2
Biologiste 2	108	100,0	72 431	77 262	-6,7	51 100	56 499	-10,6
Biologiste 3	44	100,0	79 910	99 353	-24,3	61 475	79 180	-28,8
Moyenne	...	98,7	73 511	83 481	-13,6	52 202	62 412	-19,6
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 589	97,4	47 800	55 046	-15,2	31 869	46 557	-46,1
Technicien en administration 3	194	93,5	52 159	58 402	-12,0	48 342	49 812	-3,0 *
Techn. documentation 1-2	740	90,9	47 831	50 795	-6,2	32 195	38 353	-19,1
Techn. laboratoire 1-2	1 899	98,3	53 785	56 522	-5,1	36 877	41 859	-13,5
Techn. laboratoire 3	462	98,5	56 576	65 750	-16,2	40 236	53 907	-34,0
Technicien en droit 1-2	366	90,2	46 625	57 221	-22,7	31 102	47 709	-53,4
Technicien génie 1-2	1 274	88,5	47 596	68 210	-43,3	33 952	47 132	-38,8
Technicien génie 3	264	99,6	52 197	79 980	-53,2	48 541	59 938	-23,5
Techn. informatique 1-2	2 243	96,3	50 114	58 852	-17,4	35 138	42 837	-21,9
Techn. informatique 3	813	100,0	54 052	58 811	-8,8	39 947	50 470	-26,3
Technicien en loisir 1-2	460	45,5	47 429	52 599	-10,9	33 152	40 589	-22,4
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	100,0	47 045	69 052	-46,8	34 371	47 385	-37,9
Moyenne	...	94,5	49 312	57 906	-17,4	34 186	45 713	-33,7
Employés de bureau								
Préposé photocopie 2	18	86,5	31 102	35 908	-15,5	28 910	32 601	-12,8
Magasinier 1	173	58,5	30 864	48 338	-56,6	28 782	37 732	-31,1
Magasinier 2	901	58,8	35 823	48 741	-36,1	31 295	39 439	-26,0
Magasinier 3	35	67,9	43 772	66 242	-51,3	36 022	50 299	-39,6
Op. duplicateur 1-2	97	85,0	34 735	45 228	-30,2	28 782	33 519	-16,5
Personnel soutien adm. 1	4 225	91,6	34 442	40 735	-18,3	30 200	30 407	-0,7 *
Personnel soutien adm. 2	10 508	94,4	37 595	46 814	-24,5	31 997	39 492	-23,4
Personnel soutien adm. 3	3 835	96,3	42 114	50 731	-20,5	36 092	45 905	-27,2
Personnel secrétariat 1	1 427	89,9	36 001	44 443	-23,4	31 118	35 048	-12,6
Personnel secrétariat 2	5 540	93,6	39 553	48 523	-22,7	35 461	37 847	-6,7
Préposé aux renseign. 2	740	90,8	41 877	45 172	-7,9	33 111	36 398	-9,9
Préposé aux renseign. 3	92	87,3	45 694	47 792	-4,6 *	36 416	40 327	-10,7
Préposé télécomm. 1-2	2	57,8	33 069	48 588	-46,9	30 838	35 179	-14,1
Téléphoniste-récept. 2	1 009	89,7	32 490	39 069	-20,2	30 086	32 215	-7,1
Acheteur 2	57	54,7	41 877	50 932	-21,6	36 033	38 524	-6,9
Moyenne	...	91,9	37 817	46 376	-22,6	32 811	38 044	-15,9

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
63,9	78,9	92,8	95,4	Professionnels
65,4	80,7	89,7	96,1	Professionnel communic. 1
81,2	91,4	95,5	98,6	Professionnel communic. 2
53,4	61,8	91,4	89,7	Professionnel communic. 3
61,3	78,7	88,4	93,7	Professionnel gest. fin. 1
85,4 *	84,3 *	96,8	96,0	Professionnel gest. fin. 2
60,8	76,4	92,2	94,6	Professionnel gest. fin. 3
66,8	80,8	90,5	95,0	Analyste proc. adm./inform. 1
89,0 *	87,2 *	97,4	97,0	Analyste proc. adm./inform. 2
48,2	57,5	90,0	91,6	Analyste proc. adm./inform. 3
78,0	81,7	93,4	95,1	Ingénieur 1
95,8	89,1	98,4 *	98,3 *	Ingénieur 2
75,4	77,1	92,9	95,6	Ingénieur 3
87,2	82,1	97,1 *	97,2 *	Professionnel sc. phys. 1
50,7	72,4	89,2	91,8	Professionnel sc. phys. 2
73,8	84,0	89,1	93,9	Professionnel sc. phys. 3
67,3	84,7	90,4	95,9	Avocat et notaire 1
82,5	89,9	96,0	97,9	Avocat et notaire 2
71,1	81,5	91,9	95,3	Biologiste 2
				Moyenne
86,5 *	84,6 *	95,5	97,6	Techniciens
91,2 *	88,8 *	99,4	98,4	Pilote d'aéronefs-avion 2
83,9 *	82,1 *	94,7 *	95,6 *	Technicien en administration 1-2
87,5	72,6	96,1	92,9	Technicien en administration 3
93,9	95,9	98,2	99,3	Techn. documentation 1-2
77,8 *	80,9 *	92,6	96,8	Techn. laboratoire 1-2
80,5	90,3	94,4	97,0	Techn. laboratoire 3
94,2	91,2	99,6	97,8	Technicien en droit 1-2
78,4 *	77,0 *	93,5 *	93,7 *	Technicien génie 1-2
89,1 *	100,4 *	97,2	100,1	Technicien génie 3
86,4	48,6	95,9	88,3	Techn. informatique 1-2
81,1 *	84,1 *	94,9 *	95,0 *	Techn. informatique 3
85,0	82,3	95,4	96,2	Techn. hygiène du trav. 1-2
				Moyenne
100,0 *	95,0 *	100,0 *	99,5 *	Employés de bureau
95,5	86,1	99,7	96,9	Magasinier 1
92,3 *	91,9 *	99,0 *	98,5 *	Magasinier 2
77,4	95,7	96,0	99,0	Magasinier 3
94,8	77,5	99,1	94,2	Personnel soutien adm. 1
94,0	86,2	99,3	96,5	Personnel soutien adm. 2
93,5	85,7	99,0	97,8	Personnel soutien adm. 3
85,8	87,8	98,0	98,8	Personnel secrétariat 1
92,7	68,4	99,0	93,3	Personnel secrétariat 2
94,2	87,0	99,4	97,1	Préposé aux renseign. 2
75,4	87,6	94,8	97,6	Personnel secrétariat 2
90,1	95,7	98,0	99,3	Préposé aux renseign. 2
100,0	56,6	100,0	88,0	Préposé aux renseign. 3
97,2 *	93,0 *	99,8 *	98,8 *	Préposé télécomm. 1-2
90,0	82,6	98,6	95,8	Téléphoniste-récept. 2
92,4	86,1	98,9	97,4	Acheteur 2
				Moyenne

Annexe A-4

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 2	702	91,1	71 118	72 974	-2,6	50 043	50 563	-1,0 *
Professionnel communic. 3	110	100,0	79 663	84 484	-6,1	60 743	62 794	-3,4
Professionnel gest. fin. 2	789	97,3	69 162	79 845	-15,4	48 470	52 547	-8,4
Professionnel gest. fin. 3	152	100,0	77 128	91 116	-18,1	60 072	77 045	-28,3
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	93,8	71 810	79 584	-10,8	51 191	52 686	-2,9 *
Ingénieur 2	391	98,2	78 013	83 500	-7,0	54 435	55 205	-1,4 *
Ingénieur 3	364	100,0	86 895	92 991	-7,0	52 584	76 459	-45,4
Avocat et notaire 2	599	66,7	102 906	98 321	4,5	60 254	52 971	12,1
Moyenne	...	94,3	73 495	81 693	-11,2	52 082	55 257	-6,1
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 589	89,0	47 800	55 427	-16,0	31 869	41 974	-31,7
Technicien en administration 3	194	92,4	52 159	66 395	-27,3	48 342	46 352	4,1
Techn. documentation 1-2	740	82,1	47 831	51 593	-7,9	32 195	37 778	-17,3
Techn. laboratoire 1-2	1 899	92,6	53 785	54 892	-2,1	36 877	40 278	-9,2
Technicien en droit 1-2	366	67,1	46 625	51 079	-9,6	31 102	38 854	-24,9
Technicien génie 1-2	1 274	62,4	47 596	63 600	-33,6	33 952	46 849	-38,0
Technicien génie 3	264	76,8	52 197	65 663	-25,8	48 541	52 000	-7,1 *
Techn. informatique 1-2	2 243	93,9	50 114	61 333	-22,4	35 138	43 768	-24,6
Technicien en loisir 1-2	460	41,1	47 429	53 971	-13,8	33 152	42 031	-26,8
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	100,0	47 045	70 495	-49,8	34 371	48 476	-41,0
Moyenne	...	83,7	49 307	57 378	-16,4	34 179	42 709	-25,0
Employés de bureau								
Magasinier 1	173	82,5	30 864	48 543	-57,3	28 782	37 826	-31,4
Magasinier 2	901	72,4	35 823	49 944	-39,4	31 295	39 594	-26,5
Personnel soutien adm. 1	4 225	89,5	34 442	40 559	-17,8	30 200	29 582	2,0
Personnel soutien adm. 2	10 508	81,1	37 595	46 642	-24,1	31 997	33 610	-5,0
Personnel soutien adm. 3	3 835	48,2	42 114	52 154	-23,8	36 092	39 791	-10,3
Personnel secrétariat 1	1 427	67,7	36 001	44 858	-24,6	31 118	32 769	-5,3
Personnel secrétariat 2	5 540	88,0	39 553	46 633	-17,9	35 461	34 967	1,4 *
Préposé aux renseign. 2	740	92,7	41 877	51 350	-22,6	33 111	38 780	-17,1
Préposé télécomm. 1-2	2	74,5	33 069	51 369	-55,3	30 838	35 759	-16,0
Téléphoniste-récept. 2	1 009	88,4	32 490	38 885	-19,7	30 086	30 453	-1,2 *
Acheteur 2	57	19,8	41 877	51 992	-24,2	36 033	36 141	-0,3 *
Moyenne	...	78,8	37 817	46 372	-22,6	32 811	34 357	-4,7

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
65,4	80,4	89,7	94,0	Professionnels
81,2	98,7	95,5	99,7	Professionnel communic. 2
61,3	86,4	88,4	95,4	Professionnel communic. 3
85,4	84,2	96,8	97,6	Professionnel gest. fin. 2
66,8	84,6	90,5	94,8	Professionnel gest. fin. 3
78,0	80,7	93,4 *	93,5 *	Analyste proc. adm./inform. 2
95,8	87,2	98,4	97,7	Ingénieur 2
73,8	x	89,1	x	Ingénieur 3
				Avocat et notaire 2
70,9	85,7	91,8	95,2	Moyenne
				Techniciens
86,5	90,8	95,5	97,8	Technicien en administration 1-2
91,2	99,6	99,4 *	99,9 *	Technicien en administration 3
83,9 *	89,8 *	94,7 *	97,3 *	Techn. documentation 1-2
87,5 *	85,8 *	96,1 *	96,2 *	Techn. laboratoire 1-2
77,8 *	75,5 *	92,6	94,1	Technicien en droit 1-2
80,5	76,4	94,4 *	93,8 *	Technicien génie 1-2
94,2 *	90,2 *	99,6	98,0	Technicien génie 3
78,4	91,1	93,5	97,4	Techn. informatique 1-2
86,4	52,3	95,9	89,5	Technicien en loisir 1-2
81,1 *	82,8 *	94,9 *	94,6 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,0	87,4	95,4	96,8	Moyenne
				Employés de bureau
95,5	85,9	99,7	96,9	Magasinier 1
92,3 *	88,0 *	99,0	97,5	Magasinier 2
94,0	85,2	99,3	96,0	Personnel soutien adm. 1
93,5	87,1	99,0	96,4	Personnel soutien adm. 2
85,8	91,2	98,0 *	97,9 *	Personnel soutien adm. 3
92,7	75,4	99,0	93,4	Personnel secrétariat 1
94,2 *	92,3 *	99,4	98,1	Personnel secrétariat 2
75,4	84,5	94,8	96,2	Préposé aux renseign. 2
100,0	52,0	100,0	85,4	Préposé télécomm. 1-2
97,2 *	67,7 *	99,8 *	93,0 *	Téléphoniste-récept. 2
90,0 *	87,1 *	98,6	96,1	Acheteur 2
92,4	87,1	98,9	96,7	Moyenne

Annexe A-5

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux				Minimums		
					Écarts				Écarts
			Marché	Adm. québ.			Adm. québ.	Marché	
			%	\$	%		\$		%
Professionnels									
Professionnel communic. 1	80	100,0	47 545	62 013	-30,4		38 094	50 252	-31,9
Professionnel communic. 2	702	93,2	71 118	81 340	-14,4		50 043	56 837	-13,6
Professionnel communic. 3	110	100,0	79 663	96 177	-20,7		60 743	66 430	-9,4
Professionnel gest. fin. 1	159	100,0	46 023	55 291	-20,1		37 567	44 808	-19,3
Professionnel gest. fin. 2	789	99,5	69 162	78 736	-13,8		48 470	55 922	-15,4
Professionnel gest. fin. 3	152	97,8	77 128	95 996	-24,5		60 072	67 170	-11,8
Analyste proc. adm./inform. 1	383	100,0	48 470	63 387	-30,8		38 882	48 592	-25,0
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	99,0	71 810	80 814	-12,5		51 191	58 386	-14,1
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	100,0	79 041	95 131	-20,4		60 512	68 256	-12,8
Ingénieur 1	130	100,0	52 470	64 244	-22,4		42 307	50 354	-19,0
Ingénieur 2	391	100,0	78 013	91 221	-16,9		54 435	63 619	-16,9
Ingénieur 3	364	100,0	86 895	104 193	-19,9		52 584	87 763	-66,9
Professionnel sc. phys. 2	369	100,0	75 848	90 647	-19,5		53 965	64 041	-18,7
Avocat et notaire 2	599	98,6	102 906	98 877	3,9		60 254	51 698	14,2
Moyenne	...	99,0	73 838	84 152	-14,0		52 380	59 853	-14,3
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 589	94,7	47 800	57 310	-19,9		31 869	41 582	-30,5
Technicien en administration 3	194	83,9	52 159	56 094	-7,5 *		48 342	47 664	1,4 *
Techn. documentation 1-2	740	100,0	47 831	51 103	-6,8		32 195	39 158	-21,6
Techn. laboratoire 1-2	1 899	100,0	53 785	59 709	-11,0		36 877	38 208	-3,6
Techn. laboratoire 3	462	100,0	56 576	73 012	-29,1		40 236	63 691	-58,3
Technicien en droit 1-2	366	100,0	46 625	49 875	-7,0		31 102	36 337	-16,8
Technicien génie 1-2	1 274	96,2	47 596	72 998	-53,4		33 952	45 557	-34,2
Technicien génie 3	264	100,0	52 197	83 087	-59,2		48 541	58 282	-20,1
Techn. informatique 1-2	2 243	97,8	50 114	62 886	-25,5		35 138	47 249	-34,5
Techn. informatique 3	813	100,0	54 052	58 613	-8,4		39 947	44 999	-12,6
Moyenne	...	96,8	49 403	59 332	-20,1		34 171	42 728	-25,0
Employés de bureau									
Magasinier 2	901	82,8	35 823	49 085	-37,0		31 295	39 653	-26,7
Personnel soutien adm. 1	4 225	92,8	34 442	42 669	-23,9		30 200	32 323	-7,0
Personnel soutien adm. 2	10 508	91,5	37 595	49 960	-32,9		31 997	39 196	-22,5
Personnel soutien adm. 3	3 835	94,2	42 114	49 794	-18,2		36 092	40 622	-12,6
Personnel secrétariat 1	1 427	96,1	36 001	46 350	-28,7		31 118	38 835	-24,8
Personnel secrétariat 2	5 540	98,6	39 553	50 599	-27,9		35 461	40 653	-14,6
Préposé aux renseign. 2	740	86,8	41 877	43 398	-3,6 *		33 111	36 043	-8,9 *
Préposé aux renseign. 3	92	87,3	45 694	44 681	2,2 *		36 416	39 363	-8,1
Téléphoniste-récept. 2	1 009	93,0	32 490	34 743	-6,9 *		30 086	29 195	3,0 *
Moyenne	...	92,5	37 816	47 835	-26,5		32 807	38 049	-16,0

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
63,9	44,2	92,8	89,4	Professionnels
65,4	81,2	89,7	94,3	Professionnel communic. 1
81,2	95,5	95,5	98,6	Professionnel communic. 2
53,4	90,4	91,4	98,2	Professionnel communic. 3
61,3	85,2	88,4	95,7	Professionnel gest. fin. 1
85,4	92,4	96,8	97,7	Professionnel gest. fin. 2
60,8	81,6	92,2	95,7	Professionnel gest. fin. 3
66,8	86,2	90,5	96,2	Analyste proc. adm./inform. 1
89,0	92,2	97,4 *	97,8 *	Analyste proc. adm./inform. 2
48,2	62,1	90,0 *	91,8 *	Analyste proc. adm./inform. 3
78,0	83,4	93,4	95,0	Ingénieur 1
95,8 *	93,6 *	98,4 *	99,0 *	Ingénieur 2
75,4 *	81,7 *	92,9	94,6	Ingénieur 3
73,8	85,0	89,1	92,8	Professionnel sc. phys. 2
				Avocat et notaire 2
71,2	85,5	91,9	95,9	Moyenne
Techniciens				
86,5 *	85,1 *	95,5 *	95,9 *	Technicien en administration 1-2
91,2	75,0	99,4	96,2	Technicien en administration 3
83,9 *	78,1 *	94,7 *	94,9 *	Techn. documentation 1-2
87,5 *	89,2 *	96,1 *	96,1 *	Techn. laboratoire 1-2
93,9	x	98,2	x	Techn. laboratoire 3
77,8	112,4	92,6	103,4	Technicien en droit 1-2
80,5	93,1	94,4	97,4	Technicien génie 1-2
94,2	91,2	99,6	97,4	Technicien génie 3
78,4 *	80,5 *	93,5	95,2	Techn. informatique 1-2
89,1	110,8	97,2	102,5	Techn. informatique 3
85,2 *	86,4 *	95,4	96,3	Moyenne
Employés de bureau				
92,3 *	92,3 *	99,0 *	98,5 *	Magasinier 2
94,0	99,0	99,3 *	99,8 *	Personnel soutien adm. 1
93,5	87,5	99,0	97,3	Personnel soutien adm. 2
85,8	99,1	98,0	99,8	Personnel soutien adm. 3
92,7 *	88,2 *	99,0 *	98,1 *	Personnel secrétariat 1
94,2 *	87,7 *	99,4 *	97,6 *	Personnel secrétariat 2
75,4	88,7	94,8	98,1	Préposé aux renseign. 2
90,1 *	88,7 *	98,0	98,7	Préposé aux renseign. 3
97,2 *	100,2 *	99,8 *	100,0 *	Téléphoniste-récept. 2
92,3 *	91,8 *	98,9 *	98,3 *	Moyenne

Annexe A-6

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$	%		
Professionnels									
Professionnel communic. 1	80	100,0	47 545	60 805	-27,9	38 094	40 938	-7,5	
Professionnel communic. 2	702	100,0	71 118	75 746	-6,5	50 043	50 501	-0,9 *	
Professionnel communic. 3	110	100,0	79 663	91 532	-14,9 *	60 743	66 757	-9,9	
Professionnel gest. fin. 1	159	100,0	46 023	62 262	-35,3	37 567	42 697	-13,7	
Professionnel gest. fin. 2	789	100,0	69 162	81 438	-17,7	48 470	53 700	-10,8	
Analyste proc. adm./inform. 1	383	100,0	48 470	57 801	-19,3	38 882	43 710	-12,4	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	100,0	71 810	80 417	-12,0	51 191	53 544	-4,6	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	100,0	79 041	96 144	-21,6	60 512	63 433	-4,8 *	
Ingénieur 2	391	100,0	78 013	76 581	1,8	54 435	52 908	2,8 *	
Professionnel sc. phys. 2	369	100,0	75 848	74 715	1,5 *	53 965	54 194	-0,4 *	
Avocat et notaire 2	599	100,0	102 906	108 649	-5,6 *	60 254	65 639	-8,9 *	
Moyenne	...	100,0	73 991	81 149	-9,7	52 320	54 802	-4,7	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 589	97,6	47 800	51 973	-8,7	31 869	38 454	-20,7	
Technicien en administration 3	194	100,0	52 159	57 677	-10,6	48 342	51 833	-7,2	
Techn. documentation 1-2	740	94,2	47 831	49 948	-4,4	32 195	36 956	-14,8	
Techn. laboratoire 1-2	1 899	98,1	53 785	55 580	-3,3	36 877	41 413	-12,3	
Technicien génie 1-2	1 274	99,5	47 596	51 574	-8,4	33 952	39 290	-15,7	
Technicien génie 3	264	100,0	52 197	56 910	-9,0	48 541	52 378	-7,9	
Techn. informatique 1-2	2 243	97,2	50 114	55 165	-10,1	35 138	40 007	-13,9	
Moyenne	...	98,1	49 307	53 543	-8,6	34 179	40 238	-17,7	
Employés de bureau									
Préposé photocopie 2	18	94,2	31 102	35 802	-15,1	28 910	32 606	-12,8	
Magasinier 2	901	100,0	35 823	41 583	-16,1	31 295	36 061	-15,2	
Personnel soutien adm. 1	4 225	100,0	34 442	39 582	-14,9	30 200	31 939	-5,8	
Personnel soutien adm. 2	10 508	96,6	37 595	43 597	-16,0	31 997	35 154	-9,9	
Personnel soutien adm. 3	3 835	93,9	42 114	43 515	-3,3	36 092	35 515	1,6 *	
Personnel secrétariat 1	1 427	99,6	36 001	44 010	-22,2	31 118	35 092	-12,8	
Personnel secrétariat 2	5 540	91,9	39 553	47 225	-19,4	35 461	36 235	-2,2	
Préposé aux renseign. 2	740	96,9	41 877	40 585	3,1	33 111	33 975	-2,6 *	
Téléphoniste-récept. 2	1 009	89,9	32 490	40 224	-23,8	30 086	34 106	-13,4	
Moyenne	...	95,1	37 799	43 357	-14,7	32 790	34 866	-6,3	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
63,9	95,8	92,8	98,6	Professionnels
65,4	79,3	89,7	93,1	Professionnel communic. 1
81,2 *	63,0 *	95,5 *	90,0 *	Professionnel communic. 2
53,4	81,3	91,4	94,1	Professionnel communic. 3
61,3 *	68,0 *	88,4 *	89,1 *	Professionnel gest. fin. 1
60,8 *	72,9 *	92,2 *	93,4 *	Professionnel gest. fin. 2
66,8 *	68,2 *	90,5 *	89,4 *	Analyste proc. adm./inform. 1
89,0	61,3	97,4	86,8	Analyste proc. adm./inform. 2
78,0 *	80,2 *	93,4 *	93,9 *	Analyste proc. adm./inform. 3
75,4	91,1	92,9	97,6	Ingénieur 2
73,8	51,7	89,1 *	80,9 *	Professionnel sc. phys. 2
				Avocat et notaire 2
71,4 *	71,8 *	91,8 *	90,5 *	Moyenne
Techniciens				
86,5	75,4	95,5	93,6	Technicien en administration 1-2
91,2 *	90,5 *	99,4 *	99,0 *	Technicien en administration 3
83,9	76,9	94,7 *	94,0 *	Techn. documentation 1-2
87,5	62,1	96,1	90,3	Techn. laboratoire 1-2
80,5 *	92,9 *	94,4	98,3	Technicien génie 1-2
94,2 *	82,1 *	99,6	98,6	Technicien génie 3
78,4	64,2	93,5 *	90,2 *	Techn. informatique 1-2
85,0	72,8	95,4	93,1	Moyenne
Employés de bureau				
100,0 *	94,1 *	100,0 *	99,5 *	Préposé photocopie 2
92,3 *	94,1 *	99,0 *	99,2 *	Magasinier 2
94,0	74,6	99,3	95,1	Personnel soutien adm. 1
93,5	76,2	99,0	95,4	Personnel soutien adm. 2
85,8	90,7	98,0 *	98,3 *	Personnel soutien adm. 3
92,7	62,4	99,0	92,4	Personnel secrétariat 1
94,2	80,6	99,4	95,5	Personnel secrétariat 2
75,4	92,6	94,8	98,8	Préposé aux renseign. 2
97,2 *	114,6 *	99,8 *	102,2 *	Téléphoniste-récept. 2
92,3	81,1	98,9	96,2	Moyenne

Annexe A-7

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ²	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$	%	%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	80	100,0	47 545	56 499	-18,8	38 094	52 394	-37,5
Professionnel communic. 2	702	100,0	71 118	73 897	-3,9	50 043	68 371	-36,6
Professionnel communic. 3	110	100,0	79 663	88 210	-10,7	60 743	81 773	-34,6
Professionnel gest. fin. 1	159	100,0	46 023	67 938	-47,6	37 567	48 430	-28,9
Professionnel gest. fin. 2	789	100,0	69 162	80 054	-15,7	48 470	59 187	-22,1
Professionnel gest. fin. 3	152	100,0	77 128	96 095	-24,6	60 072	74 956	-24,8
Analyste proc. adm./inform. 1	383	100,0	48 470	63 007	-30,0	38 882	50 148	-29,0
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	100,0	71 810	75 917	-5,7	51 191	62 050	-21,2
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	100,0	79 041	90 930	-15,0	60 512	73 261	-21,1
Ingénieur 1	130	100,0	52 470	69 602	-32,7	42 307	60 874	-43,9
Ingénieur 2	391	100,0	78 013	99 248	-27,2	54 435	84 377	-55,0
Ingénieur 3	364	100,0	86 895	116 759	-34,4	52 584	100 264	-90,7
Professionnel sc. phys. 1	29	100,0	47 867	63 516	-32,7	38 206	52 284	-36,8
Professionnel sc. phys. 2	369	100,0	75 848	82 587	-8,9	53 965	68 311	-26,6
Professionnel sc. phys. 3	98	100,0	79 995	101 801	-27,3	61 729	86 720	-40,5
Avocat et notaire 1	53	100,0	57 839	85 373	-47,6	45 164	59 837	-32,5
Avocat et notaire 2	599	100,0	102 906	118 990	-15,6	60 254	82 907	-37,6
Biologiste 1	20	100,0	47 867	61 422	-28,3	38 206	50 425	-32,0
Biologiste 2	108	100,0	72 431	80 932	-11,7	51 100	60 241	-17,9
Biologiste 3	44	100,0	79 910	94 687	-18,5	61 475	82 399	-34,0
Moyenne	...	100,0	73 511	83 422	-13,5	52 202	67 433	-29,2
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 589	100,0	47 800	54 956	-15,0	31 869	50 250	-57,7
Techn. documentation 1-2	740	100,0	47 831	51 580	-7,8	32 195	44 360	-37,8
Techn. laboratoire 1-2	1 899	100,0	53 785	57 672	-7,2	36 877	47 410	-28,6
Technicien en droit 1-2	366	100,0	46 625	62 049	-33,1	31 102	55 102	-77,2
Technicien génie 1-2	1 274	100,0	47 596	67 405	-41,6	33 952	55 391	-63,1
Technicien génie 3	264	100,0	52 197	77 257	-48,0	48 541	63 711	-31,3
Pilote d'aéronefs-hélic. 2	5	100,0	66 477	86 469	-30,1	58 569	77 605	-32,5
Moyenne	...	100,0	48 766	57 236	-17,4	33 223	50 477	-51,9
Employés de bureau								
Personnel soutien adm. 1	4 225	100,0	34 442	37 120	-7,8	30 200	34 732	-15,0
Personnel soutien adm. 2	10 508	100,0	37 595	46 173	-22,8	31 997	42 782	-33,7
Personnel soutien adm. 3	3 835	100,0	42 114	51 657	-22,7	36 092	47 723	-32,2
Personnel secrétariat 1	1 427	100,0	36 001	44 019	-22,3	31 118	40 839	-31,2
Personnel secrétariat 2	5 540	100,0	39 553	46 414	-17,3	35 461	42 735	-20,5
Acheteur 2	57	100,0	41 877	50 758	-21,2	36 033	39 272	-9,0
Moyenne	...	95,7	37 976	45 448	-19,7	32 942	42 041	-27,6

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
63,9	77,1	92,8	98,3	Professionnels
65,4	81,9	89,7	98,7	Professionnel communic. 1
81,2	87,0	95,5	99,0	Professionnel communic. 2
53,4	54,8	91,4	87,0	Professionnel communic. 3
61,3	64,4	88,4	90,7	Professionnel gest. fin. 1
85,4	76,8	96,8	94,9	Professionnel gest. fin. 2
60,8	71,7	92,2	94,2	Professionnel gest. fin. 3
66,8	80,5	90,5	96,4	Analyste proc. adm./inform. 1
89,0	82,0	97,4	96,5	Analyste proc. adm./inform. 2
48,2	30,6	90,0	91,3	Analyste proc. adm./inform. 3
78,0	74,2	93,4	96,1	Ingénieur 1
95,8	80,8	98,4	97,3	Ingénieur 2
67,4	65,3	93,4	93,9	Ingénieur 3
75,4	76,2	92,9	95,9	Professionnel sc. phys. 1
87,2	80,3	97,1	97,1	Professionnel sc. phys. 2
50,7	72,6	89,2	91,8	Professionnel sc. phys. 3
73,8	88,1	89,1	96,4	Avocat et notaire 1
56,4	81,8	91,2	96,7	Avocat et notaire 2
67,3	85,9	90,4	96,4	Biologiste 1
82,5	89,9	96,0	98,7	Biologiste 2
71,1	78,4	91,9	95,9	Biologiste 3
				Moyenne
				Techniciens
86,5	85,8	95,5	98,8	Technicien en administration 1-2
83,9	82,4	94,7	97,5	Techn. documentation 1-2
87,5	86,2	96,1	97,5	Techn. laboratoire 1-2
77,8	65,4	92,6	96,1	Technicien en droit 1-2
80,5	89,7	94,4	98,2	Technicien génie 1-2
94,2	91,4	99,6	98,5	Technicien génie 3
100,0	85,8	100,0	98,5	Pilote d'aéronefs-Hélic. 2
85,7	85,4	95,4	98,3	Moyenne
				Employés de bureau
94,0	99,9	99,3	100,0	Personnel soutien adm. 1
93,5	88,9	99,0	99,2	Personnel soutien adm. 2
85,8	85,2	98,0	98,9	Personnel soutien adm. 3
92,7	94,8	99,0	99,6	Personnel secrétariat 1
94,2	90,2	99,4	99,2	Personnel secrétariat 2
90,0	80,7	98,6	95,6	Acheteur 2
92,5	90,7	99,0	99,3	Moyenne

Annexe A-8

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	80	97,9	47 545	62 377	-31,2	38 094	49 683	-30,4	
Professionnel communic. 2	702	99,2	71 118	75 348	-5,9	50 043	61 219	-22,3	
Professionnel communic. 3	110	100,0	79 663	89 696	-12,6	60 743	77 253	-27,2	
Professionnel gest. fin. 1	159	100,0	46 023	67 094	-45,8	37 567	47 862	-27,4	
Professionnel gest. fin. 2	789	100,0	69 162	79 736	-15,3	48 470	56 307	-16,2	
Professionnel gest. fin. 3	152	100,0	77 128	95 986	-24,5	60 072	71 766	-19,5	
Analyste proc. adm./inform. 1	383	98,0	48 470	64 770	-33,6	38 882	49 591	-27,5	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	99,3	71 810	77 955	-8,6	51 191	57 926	-13,2	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	100,0	79 041	92 886	-17,5	60 512	71 027	-17,4	
Ingénieur 1	130	100,0	52 470	66 629	-27,0	42 307	53 350	-26,1	
Ingénieur 2	391	100,0	78 013	93 310	-19,6	54 435	68 091	-25,1	
Ingénieur 3	364	100,0	86 895	108 214	-24,5	52 584	91 941	-74,8	
Professionnel sc. phys. 2	369	100,0	75 848	81 062	-6,9	53 965	65 794	-21,9	
Professionnel sc. phys. 3	98	100,0	79 995	101 420	-26,8	61 729	85 618	-38,7	
Avocat et notaire 2	599	89,7	102 906	111 357	-8,2	60 254	67 166	-11,5 *	
Biologiste 2	108	100,0	72 431	77 486	-7,0	51 100	56 702	-11,0	
Moyenne	...	99,0	73 511	83 384	-13,4	52 202	62 450	-19,6	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 589	89,3	47 800	54 761	-14,6	31 869	46 139	-44,8	
Technicien en administration 3	194	96,8	52 159	57 948	-11,1	48 342	49 351	-2,1	
Techn. documentation 1-2	740	90,4	47 831	50 551	-5,7	32 195	37 904	-17,7	
Techn. laboratoire 1-2	1 899	47,4	53 785	56 716	-5,4	36 877	43 728	-18,6	
Techn. laboratoire 3	462	98,5	56 576	65 750	-16,2	40 236	53 907	-34,0	
Technicien en droit 1-2	366	89,8	46 625	58 486	-25,4	31 102	49 145	-58,0	
Technicien génie 1-2	1 274	62,7	47 596	70 802	-48,8	33 952	46 239	-36,2	
Technicien génie 3	264	91,4	52 197	80 035	-53,3	48 541	60 057	-23,7	
Techn. informatique 1-2	2 243	85,8	50 114	58 195	-16,1	35 138	43 604	-24,1	
Techn. informatique 3	813	100,0	54 052	58 280	-7,8	39 947	50 164	-25,6	
Technicien en loisir 1-2	460	43,9	47 429	51 458	-8,5	33 152	39 131	-18,0	
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	74,8	47 045	69 125	-46,9	34 371	52 571	-53,0	
Moyenne	...	80,9	49 314	57 859	-17,3	34 188	45 923	-34,3	
Employés de bureau									
Préposé photocopie 2	18	86,2	31 102	35 762	-15,0	28 910	32 592	-12,7	
Magasinier 1	173	30,1	30 864	41 921	-35,8	28 782	31 325	-8,8 *	
Magasinier 2	901	61,9	35 823	48 304	-34,8	31 295	37 402	-19,5	
Op. duplicateur 1-2	97	58,6	34 735	45 228	-30,2	28 782	33 519	-16,5	
Personnel soutien adm. 1	4 225	77,9	34 442	42 102	-22,2	30 200	31 326	-3,7	
Personnel soutien adm. 2	10 508	86,2	37 595	46 804	-24,5	31 997	38 811	-21,3	
Personnel soutien adm. 3	3 835	94,0	42 114	50 479	-19,9	36 092	45 561	-26,2	
Personnel secrétariat 1	1 427	86,3	36 001	44 701	-24,2	31 118	34 969	-12,4	
Personnel secrétariat 2	5 540	91,1	39 553	47 573	-20,3	35 461	37 109	-4,6	
Préposé aux renseign. 2	740	51,7	41 877	51 058	-21,9	33 111	36 420	-10,0	
Préposé aux renseign. 3	92	19,5	45 694	59 363	-29,9	36 416	37 649	-3,4 *	
Préposé télécomm. 1-2	2	50,1	33 069	47 043	-42,3	30 838	34 341	-11,4	
Téléphoniste-récept. 2	1 009	81,2	32 490	39 691	-22,2	30 086	32 044	-6,5	
Acheteur 2	57	59,1	41 877	52 270	-24,8	36 033	38 281	-6,2	
Moyenne	...	84,3	37 817	46 528	-23,0	32 811	37 620	-14,7	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
63,9	80,1	92,8	95,9	Professionnel communic. 1
65,4	82,5	89,7	96,7	Professionnel communic. 2
81,2	92,1	95,5	98,9	Professionnel communic. 3
53,4	56,2	91,4	87,4	Professionnel gest. fin. 1
61,3	78,4	88,4	93,6	Professionnel gest. fin. 2
85,4 *	83,1 *	96,8	95,7	Professionnel gest. fin. 3
60,8	76,3	92,2	94,4	Analyste proc. adm./inform. 1
66,8	82,7	90,5	95,5	Analyste proc. adm./inform. 2
89,0 *	87,7 *	97,4 *	97,1 *	Analyste proc. adm./inform. 3
48,2	55,5	90,0	91,1	Ingénieur 1
78,0	81,0	93,4	94,9	Ingénieur 2
95,8	88,7	98,4 *	98,3 *	Ingénieur 3
75,4	78,0	92,9	95,8	Professionnel sc. phys. 2
87,2	81,7	97,1 *	97,2 *	Professionnel sc. phys. 3
73,8	84,6	89,1	93,9	Avocat et notaire 2
67,3	84,9	90,4	95,9	Biologiste 2
71,1	82,2	91,9	95,5	Moyenne
Techniciens				
86,5	84,5	95,5	97,6	Technicien en administration 1-2
91,2 *	92,0 *	99,4 *	98,8 *	Technicien en administration 3
83,9 *	81,9 *	94,7 *	95,5 *	Techn. documentation 1-2
87,5 *	85,2 *	96,1 *	96,6 *	Techn. laboratoire 1-2
93,9	95,9	98,2	99,3	Techn. laboratoire 3
77,8 *	72,9 *	92,6	95,7	Technicien en droit 1-2
80,5	88,7	94,4	96,1	Technicien génie 1-2
94,2	91,1	99,6	97,8	Technicien génie 3
78,4 *	75,2 *	93,5 *	93,8 *	Techn. informatique 1-2
89,1 *	100,5 *	97,2	100,1	Techn. informatique 3
86,4 *	57,4 *	95,9 *	89,8 *	Technicien en loisir 1-2
81,1 *	82,6 *	94,9 *	95,8 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,0 *	83,4 *	95,4	96,5	Moyenne
Employés de bureau				
100,0 *	94,6 *	100,0 *	99,5 *	Préposé photocopie 2
95,5	83,1	99,7	95,7	Magasinier 1
92,3 *	89,3 *	99,0 *	97,6 *	Magasinier 2
94,8	77,5	99,1	94,2	Op. duplicateur 1-2
94,0	80,9	99,3	95,1	Personnel soutien adm. 1
93,5	85,3	99,0	97,5	Personnel soutien adm. 2
85,8	87,2	98,0	98,8	Personnel soutien adm. 3
92,7	68,3	99,0	93,1	Personnel secrétariat 1
94,2	92,2	99,4	98,3	Personnel secrétariat 2
75,4	61,5	94,8	89,0	Préposé aux renseign. 2
90,1	98,2	98,0	99,4	Préposé aux renseign. 3
100,0	60,8	100,0	89,4	Préposé télécomm. 1-2
97,2 *	99,0 *	99,8 *	99,8 *	Téléphoniste-récept. 2
90,0 *	88,9 *	98,6	97,0	Acheteur 2
92,4	85,6	98,9	97,1	Moyenne

Annexe A-9

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2012
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	80	87,3	47 545	54 397	-14,4	38 094	41 648	-9,3
Professionnel communic. 2	702	93,3	71 118	71 907	-1,1 *	50 043	53 984	-7,9
Professionnel communic. 3	110	93,0	79 663	104 760	-31,5	60 743	78 048	-28,5
Professionnel gest. fin. 1	159	54,1	46 023	56 253	-22,2	37 567	43 088	-14,7
Professionnel gest. fin. 2	789	68,1	69 162	74 402	-7,6	48 470	54 988	-13,4
Professionnel gest. fin. 3	152	86,4	77 128	98 234	-27,4	60 072	71 861	-19,6
Analyste proc. adm./inform. 1	383	94,0	48 470	59 440	-22,6	38 882	43 124	-10,9
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	70,5	71 810	79 890	-11,3	51 191	57 896	-13,1
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	85,9	79 041	99 315	-25,6	60 512	72 646	-20,1
Ingénieur 1	130	90,2	52 470	62 301	-18,7	42 307	47 670	-12,7
Ingénieur 2	391	85,0	78 013	85 094	-9,1	54 435	64 655	-18,8
Ingénieur 3	364	89,9	86 895	105 776	-21,7	52 584	80 954	-54,0
Professionnel sc. phys. 1	29	70,1	47 867	60 815	-27,0	38 206	48 003	-25,6
Professionnel sc. phys. 2	369	90,3	75 848	67 863	10,5	53 965	53 768	0,4 *
Professionnel sc. phys. 3	98	100,0	79 995	86 781	-8,5	61 729	69 173	-12,1
Avocat et notaire 1	53	87,2	57 839	71 277	-23,2	45 164	55 663	-23,2
Avocat et notaire 2	599	86,7	102 906	95 733	7,0	60 254	70 364	-16,8
Biologiste 2	108	100,0	72 431	66 935	7,6	51 100	52 663	-3,1 *
Moyenne	...	81,0	73 511	80 733	-9,8	52 202	59 967	-14,9
Techniciens								
Pilote d'aéronefs-avion 2	2	58,5	64 450	110 622	-71,6	56 049	86 903	-55,0
Technicien en administration 1-2	7 589	67,5	47 800	51 432	-7,6	31 869	38 336	-20,3
Technicien en administration 3	194	75,6	52 159	63 869	-22,4	48 342	49 759	-2,9 *
Techn. documentation 1-2	740	71,2	47 831	58 067	-21,4	32 195	47 355	-47,1
Techn. laboratoire 1-2	1 899	90,2	53 785	50 831	5,5 *	36 877	40 656	-10,2
Techn. laboratoire 3	462	98,1	56 576	65 391	-15,6 *	40 236	47 146	-17,2 *
Technicien en droit 1-2	366	80,2	46 625	56 394	-21,0	31 102	43 523	-39,9
Technicien génie 1-2	1 274	82,4	47 596	64 183	-34,8	33 952	48 824	-43,8
Technicien génie 3	264	84,8	52 197	79 068	-51,5	48 541	59 686	-23,0
Techn. informatique 1-2	2 243	71,9	50 114	60 890	-21,5	35 138	42 012	-19,6
Techn. informatique 3	813	67,2	54 052	74 938	-38,6	39 947	49 699	-24,4
Technicien en loisir 1-2	460	77,2	47 429	64 526	-36,0	33 152	40 409	-21,9
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	79,4	47 045	70 207	-49,2	34 371	52 972	-54,1
Moyenne	...	74,2	49 313	57 296	-16,2	34 200	42 293	-23,7
Employés de bureau								
Préposé photocopie 2	18	21,1	31 102	43 732	-40,6	28 910	32 514	-12,5 *
Magasinier 1	173	77,2	30 864	33 847	-9,7	28 782	25 466	11,5
Magasinier 2	901	62,2	35 823	47 868	-33,6	31 295	36 212	-15,7
Magasinier 3	35	49,3	43 772	63 903	-46,0	36 022	51 021	-41,6
Personnel soutien adm. 1	4 225	85,4	34 442	33 150	3,8 *	30 200	25 106	16,9
Personnel soutien adm. 2	10 508	68,8	37 595	41 517	-10,4	31 997	31 307	2,2 *
Personnel soutien adm. 3	3 835	67,2	42 114	48 065	-14,1	36 092	35 245	2,3 *
Personnel secrétariat 1	1 427	68,0	36 001	43 064	-19,6	31 118	30 096	3,3 *
Personnel secrétariat 2	5 540	78,0	39 553	48 877	-23,6	35 461	37 528	-5,8
Préposé aux renseign. 2	740	73,7	41 877	34 562	17,5	33 111	26 559	19,8
Préposé aux renseign. 3	92	67,7	45 694	48 983	-7,2 *	36 416	39 634	-8,8 *
Préposé télécomm. 1-2	2	76,2	33 069	42 893	-29,7	30 838	34 313	-11,3 *
Téléphoniste-récept. 2	1 009	53,3	32 490	36 664	-12,8	30 086	27 067	10,0
Acheteur 2	57	59,2	41 877	53 736	-28,3	36 033	41 453	-15,0
Moyenne	...	71,2	37 817	42 476	-12,3	32 811	31 936	2,7

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
63,9 *	62,1 *	92,8 *	91,1 *	Professionnel communic. 1
65,4	53,2	89,7	88,3	Professionnel communic. 2
81,2 *	84,9 *	95,5 *	96,1 *	Professionnel communic. 3
53,4	70,7	91,4 *	93,1 *	Professionnel gest. fin. 1
61,3	70,9	88,4	92,4	Professionnel gest. fin. 2
85,4 *	82,6 *	96,8 *	95,4 *	Professionnel gest. fin. 3
60,8 *	63,3 *	92,2 *	89,9 *	Analyste proc. adm./inform. 1
66,8 *	66,7 *	90,5 *	90,8 *	Analyste proc. adm./inform. 2
89,0	63,6	97,4	90,2	Analyste proc. adm./inform. 3
48,2	66,4	90,0 *	92,1 *	Ingénieur 1
78,0 *	71,0 *	93,4 *	93,1 *	Ingénieur 2
95,8 *	91,9 *	98,4 *	98,1 *	Ingénieur 3
67,4 *	61,6 *	93,4 *	91,9 *	Professionnel sc. phys. 1
75,4 *	89,6 *	92,9	97,8	Professionnel sc. phys. 2
87,2 *	100,5 *	97,1 *	100,1 *	Professionnel sc. phys. 3
50,7 *	111,6 *	89,2 *	102,5 *	Avocat et notaire 1
73,8	90,4	89,1	97,5	Avocat et notaire 2
67,3 *	62,8 *	90,4 *	92,1 *	Biologiste 2
71,1 *	70,6 *	91,9 *	92,4 *	Moyenne
Techniciens				
100,0	80,4	100,0	61,3	Pilote d'aéronefs-avion 2
86,5	69,1	95,5	92,1	Technicien en administration 1-2
91,2 *	83,7 *	99,4 *	96,4 *	Technicien en administration 3
83,9 *	85,6 *	94,7 *	97,3 *	Techn. documentation 1-2
87,5	71,3	96,1 *	94,3 *	Techn. laboratoire 1-2
93,9 *	78,2 *	98,2 *	93,9 *	Techn. laboratoire 3
77,8 *	78,0 *	92,6 *	95,0 *	Technicien en droit 1-2
80,5 *	82,6 *	94,4 *	95,8 *	Technicien génie 1-2
94,2 *	92,4 *	99,6 *	98,1 *	Technicien génie 3
78,4	59,3	93,5	87,5	Techn. informatique 1-2
89,1	66,4	97,2	88,7	Techn. informatique 3
86,4	116,9	95,9	106,3	Technicien en loisir 1-2
81,1 *	91,8 *	94,9 *	98,0 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,0	73,4	95,4	93,1	Moyenne
Employés de bureau				
100,0 *	144,0 *	100,0 *	111,3 *	Préposé photocopie 2
95,5 *	87,2 *	99,7 *	96,8 *	Magasinier 1
92,3 *	94,4 *	99,0 *	98,6 *	Magasinier 2
77,4	32,1	96,0	86,3	Magasinier 3
94,0	34,3	99,3	84,1	Personnel soutien adm. 1
93,5	71,4	99,0	93,0	Personnel soutien adm. 2
85,8	70,8	98,0	92,2	Personnel soutien adm. 3
92,7 *	79,2 *	99,0	93,7	Personnel secrétariat 1
94,2 *	88,4 *	99,4	97,3	Personnel secrétariat 2
75,4 *	51,6 *	94,8 *	88,8 *	Préposé aux renseign. 2
90,1 *	71,5 *	98,0 *	94,6 *	Préposé aux renseign. 3
100,0	51,9	100,0	90,4	Préposé télécomm. 1-2
97,2	78,9	99,8	94,4	Téléphoniste-récept. 2
90,0	68,9	98,6	92,9	Acheteur 2
92,4	70,8	98,9	92,8	Moyenne

Annexe A-10

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2012

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$	%	
Professionnels								
Professionnel gest. fin. 2	789	100,0	69 162	73 874	-6,8	48 470	54 230	-11,9
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	98,9	71 810	74 629	-3,9 *	51 191	52 160	-1,9 *
Ingénieur 2	391	100,0	78 013	84 044	-7,7 *	54 435	62 455	-14,7
Moyenne	...	98,5	70 528	74 078	-5,0	50 156	53 301	-6,3
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 589	57,6	47 800	55 533	-16,2	31 869	38 291	-20,2
Techn. laboratoire 1-2	1 899	24,7	53 785	57 785	-7,4 *	36 877	47 332	-28,4
Technicien génie 1-2	1 274	47,4	47 596	73 025	-53,4	33 952	45 231	-33,2
Techn. informatique 1-2	2 243	75,0	50 114	57 506	-14,8	35 138	44 615	-27,0
Moyenne	...	58,1	49 076	58 105	-18,4	33 898	42 331	-24,9
Employés de bureau								
Magasinier 1	173	24,9	30 864	39 155	-26,9	28 782	28 580	0,7 *
Magasinier 2	901	68,5	35 823	46 688	-30,3	31 295	33 211	-6,1 *
Personnel soutien adm. 1	4 225	61,5	34 442	44 849	-30,2	30 200	32 858	-8,8 *
Personnel soutien adm. 2	10 508	47,1	37 595	46 055	-22,5	31 997	30 951	3,3 *
Personnel soutien adm. 3	3 835	61,3	42 114	45 041	-6,9 *	36 092	36 489	-1,1 *
Personnel secrétariat 1	1 427	60,9	36 001	46 760	-29,9 *	31 118	33 263	-6,9 *
Personnel secrétariat 2	5 540	82,3	39 553	46 358	-17,2	35 461	32 375	8,7
Préposé aux renseign. 2	740	41,6	41 877	54 488	-30,1	33 111	36 448	-10,1
Téléphoniste-récept. 2	1 009	67,3	32 490	39 799	-22,5 *	30 086	29 899	0,6 *
Acheteur 2	57	100,0	41 877	59 068	-41,1	36 033	37 049	-2,8 *
Moyenne	...	59,8	37 837	45 891	-21,3	32 812	32 536	0,8 *

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
61,3 *	68,6 *	88,4 *	91,7 *	Professionnels
66,8 *	63,4 *	90,5 *	89,0 *	Professionnel gest. fin. 2
78,0 *	73,9 *	93,4 *	93,3 *	Analyste proc. adm./inform. 2
				Ingénieur 2
68,1 *	70,9 *	91,2 *	91,6 *	Moyenne
86,5 *	81,6 *	95,5 *	94,3 *	Techniciens
87,5	97,2	96,1	99,5	Technicien en administration 1-2
80,5 *	87,4 *	94,4 *	95,2 *	Techn. laboratoire 1-2
78,4	66,3	93,5	92,4	Technicien génie 1-2
				Techn. informatique 1-2
84,8 *	82,4 *	95,3 *	95,6 *	Moyenne
95,5	81,8	99,7	95,1	Employés de bureau
92,3 *	89,0 *	99,0 *	96,8 *	Magasinier 1
94,0	75,1	99,3	93,4	Magasinier 2
93,5	84,1	99,0	94,8	Personnel soutien adm. 1
85,8 *	84,1 *	98,0 *	97,0 *	Personnel soutien adm. 2
92,7 *	74,0 *	99,0 *	92,5 *	Personnel soutien adm. 3
94,2 *	101,4 *	99,4 *	100,4 *	Personnel secrétariat 1
75,4	53,8	94,8	84,7	Personnel secrétariat 2
97,2 *	111,7 *	99,8 *	102,9 *	Préposé aux renseign. 2
90,0 *	106,6 *	98,6 *	102,5 *	Téléphoniste-récept. 2
				Acheteur 2
92,3 *	86,4 *	98,9	96,1	Moyenne

Annexe A-11

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	80	85,6	47 545	53 360	-12,2	38 094	41 429	-8,8 *
Professionnel communic. 2	702	94,1	71 118	70 366	1,1 *	50 043	53 408	-6,7
Professionnel gest. fin. 1	159	48,9	46 023	56 240	-22,2	37 567	42 759	-13,8
Professionnel gest. fin. 2	789	65,6	69 162	73 972	-7,0	48 470	54 984	-13,4
Professionnel gest. fin. 3	152	84,9	77 128	98 731	-28,0	60 072	72 515	-20,7
Analyste proc. adm./inform. 1	383	93,7	48 470	59 427	-22,6	38 882	42 887	-10,3
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	68,6	71 810	79 656	-10,9	51 191	57 874	-13,1
Ingénieur 1	130	90,1	52 470	62 327	-18,8	42 307	47 667	-12,7
Ingénieur 2	391	84,6	78 013	85 414	-9,5	54 435	64 838	-19,1
Ingénieur 3	364	89,6	86 895	106 177	-22,2	52 584	81 224	-54,5
Professionnel sc. phys. 2	369	90,3	75 848	67 779	10,6	53 965	53 771	0,4 *
Moyenne	...	79,8	73 511	80 449	-9,4	52 202	59 970	-14,9
Techniciens								
Pilote d'aéronefs-avion 2	2	58,5	64 450	110 622	-71,6	56 049	86 903	-55,0
Technicien en administration 1-2	7 589	64,2	47 800	50 324	-5,3 *	31 869	37 831	-18,7
Technicien en administration 3	194	73,6	52 159	64 766	-24,2	48 342	49 583	-2,6 *
Techn. documentation 1-2	740	49,2	47 831	64 590	-35,0	32 195	52 398	-62,8
Techn. laboratoire 1-2	1 899	89,7	53 785	50 157	6,7	36 877	40 468	-9,7
Technicien en droit 1-2	366	76,9	46 625	58 197	-24,8	31 102	44 930	-44,5
Technicien génie 1-2	1 274	82,1	47 596	64 334	-35,2	33 952	48 883	-44,0
Technicien génie 3	264	84,6	52 197	79 228	-51,8	48 541	59 722	-23,0
Techn. informatique 1-2	2 243	70,8	50 114	60 967	-21,7	35 138	41 964	-19,4
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	78,8	47 045	70 385	-49,6	34 371	53 206	-54,8
Moyenne	...	71,1	49 313	57 291	-16,2	34 200	42 197	-23,4
Employés de bureau								
Magasinier 1	173	77,1	30 864	33 813	-9,6	28 782	25 412	11,7
Magasinier 2	901	61,9	35 823	49 638	-38,6	31 295	37 240	-19,0
Personnel soutien adm. 1	4 225	85,4	34 442	33 009	4,2 *	30 200	25 044	17,1
Personnel soutien adm. 2	10 508	68,2	37 595	41 416	-10,2	31 997	31 196	2,5 *
Personnel soutien adm. 3	3 835	66,1	42 114	47 859	-13,6	36 092	34 944	3,2 *
Personnel secrétariat 1	1 427	66,0	36 001	43 120	-19,8	31 118	29 790	4,3 *
Personnel secrétariat 2	5 540	72,9	39 553	48 283	-22,1	35 461	37 110	-4,6
Préposé aux renseign. 2	740	73,5	41 877	34 434	17,8	33 111	26 465	20,1
Préposé aux renseign. 3	92	58,8	45 694	50 321	-10,1 *	36 416	39 488	-8,4 *
Préposé télécomm. 1-2	2	76,2	33 069	42 893	-29,7	30 838	34 313	-11,3 *
Téléphoniste-récept. 2	1 009	51,1	32 490	36 623	-12,7	30 086	26 779	11,0
Acheteur 2	57	59,2	41 877	53 736	-28,3	36 033	41 453	-15,0
Moyenne	...	69,7	37 817	42 337	-12,0	32 811	31 769	3,2

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
63,9 *	59,4 *	92,8 *	90,9 *	Professionnels
65,4	47,0	89,7	87,2	Professionnel communic. 1
53,4	66,9	91,4 *	92,1 *	Professionnel communic. 2
61,3	69,8	88,4	92,2	Professionnel gest. fin. 1
85,4 *	81,8 *	96,8 *	95,2 *	Professionnel gest. fin. 2
60,8 *	63,0 *	92,2 *	89,7 *	Professionnel gest. fin. 3
66,8 *	66,6 *	90,5 *	90,9 *	Analyste proc. adm./inform. 1
48,2	66,3	90,0 *	92,1 *	Analyste proc. adm./inform. 2
78,0 *	70,5 *	93,4 *	92,9 *	Ingénieur 1
95,8 *	91,8 *	98,4 *	98,1 *	Ingénieur 2
75,4 *	89,6 *	92,9	97,8	Ingénieur 3
71,1 *	70,2 *	91,9 *	92,3 *	Professionnel sc. phys. 2
				Moyenne
100,0	80,4	100,0	61,3	Techniciens
86,5	66,2	95,5	91,6	Pilote d'aéronefs-avion 2
91,2 *	84,6 *	99,4 *	96,4 *	Technicien en administration 1-2
83,9 *	81,4 *	94,7 *	96,5 *	Technicien en administration 3
87,5	76,9	96,1 *	95,5 *	Techn. documentation 1-2
77,8 *	69,3 *	92,6 *	93,0 *	Techn. laboratoire 1-2
80,5 *	82,4 *	94,4 *	95,8 *	Technicien en droit 1-2
94,2 *	92,4 *	99,6 *	98,1 *	Technicien génie 1-2
78,4	59,4	93,5	87,5	Technicien génie 3
81,1 *	92,6 *	94,9 *	98,2 *	Techn. informatique 1-2
85,0	72,8	95,4	93,2	Techn. hygiène du trav. 1-2
				Moyenne
95,5 *	87,2 *	99,7 *	96,8 *	Employés de bureau
92,3 *	88,4 *	99,0 *	97,1 *	Magasinier 1
94,0	32,8	99,3	83,8	Magasinier 2
93,5	70,9	99,0	92,8	Personnel soutien adm. 1
85,8	69,5	98,0	91,8	Personnel soutien adm. 2
92,7 *	78,5 *	99,0	93,4	Personnel soutien adm. 3
94,2 *	92,1 *	99,4 *	98,2 *	Personnel secrétariat 1
75,4 *	51,6 *	94,8 *	88,8 *	Personnel secrétariat 2
90,1 *	62,5 *	98,0 *	91,9 *	Préposé aux renseign. 2
100,0	51,9	100,0	90,4	Préposé aux renseign. 3
97,2	77,6	99,8	94,0	Préposé télécomm. 1-2
90,0	68,9	98,6	92,9	Téléphoniste-récept. 2
92,4	70,6	98,9	92,7	Acheteur 2
				Moyenne

Annexe B-1

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2012

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,10	1,05	0,21	1,04	0,20	1,15	0,43	0,80	0,45	0,98	0,24
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,61	10,81	6,60	9,83	6,60	10,34	6,60 *	6,29 *	6,60	14,00	6,60	9,74
Assurance-vie	0,08	0,23	0,03	0,25	0,03	0,23	0,03	0,20	0,03	0,29	0,04	0,23
Assurance maladie	0,12	1,55	0,10	1,73	0,17	1,69	0,22	1,54	0,17	1,75	0,16	1,66
Assurance-soins dentaires	0,00	1,08	0,00	1,04	0,00	1,07	0,00	0,76	0,00	0,82	0,00	0,99
Assurance-soins optiques	0,00	0,15	0,00	0,16	0,00	0,13	0,00	0,10	0,00	0,17	0,00	0,14
Assurance-salaire	1,68	0,68	2,87	0,91	3,58	0,87	4,63	0,70	3,20	1,32	3,32	0,85
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,85	0,09	0,88	0,18	0,95	0,35 *	0,39 *	0,26	0,80	0,17	0,81
Total partiel des assurances ¹	1,89	4,53	3,10	4,97	3,97	4,94	5,23	3,69	3,65	5,15	3,69	4,68
Compensation pour congés parentaux	0,36 *	0,38 *	0,35	0,42	0,18	0,43	0,05 *	0,06 *	0,02	0,04	0,21	0,34
Assurance parentale du Québec	0,68	0,62	0,75	0,73	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,73	0,74	0,73
Régime de rentes du Québec	3,33	2,91	4,47	3,77	4,48	4,28	4,46	4,06	4,54	3,78	4,32	3,91
Assurance-emploi	1,04	0,98	1,43	1,34	1,55 *	1,56 *	1,55	1,68	1,55	1,33	1,46 *	1,44 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,94	0,82	1,31 *	1,24 *	1,35	1,20	1,58	2,20	1,37	2,26	1,33	1,39
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,25	9,60	12,23	11,34	12,40	12,05	12,60 *	12,95 *	12,47 *	12,37 *	12,11	11,73
Total rémunération indirecte ¹	19,11	25,32	22,28	26,56	23,14	27,77	24,48 *	22,99 *	22,74	31,56	22,61	26,49
Total des avantages sociaux¹	19,60	25,42	23,33	26,77	24,18	27,97	25,63	23,43	23,54	32,01	23,59	26,73
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,33	7,31	8,50	7,61	8,58	7,44	8,88	7,52	8,64 *	8,36 *	8,59	7,52
Congés fériés et mobiles	4,91 *	4,86 *	4,91 *	4,85 *	4,90 *	4,78 *	4,92	4,51	4,91 *	4,84 *	4,91	4,76
Congés de maladie utilisés	4,43	1,81	3,18	1,57	2,75	1,74	1,93	1,29	2,91	1,63	2,94	1,63
Congés parentaux	0,02	0,03	0,01	0,04	0,00	0,02	0,01	0,06	0,01 *	0,12 *	0,01	0,04
Congés sociaux	0,23	0,55	0,52 *	0,53 *	0,46 *	0,49 *	0,91	0,33	0,73	0,52	0,54	0,48
Total des heures chômées payées¹	17,91	14,55	17,12	14,61	16,69	14,48	16,65	13,72	17,19	15,48	16,98	14,43
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,51	39,97	40,45 *	41,37 *	40,87	42,45	42,27	37,15	40,74	47,49	40,57 *	41,16 *

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-2

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé, en 2012

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,04	1,05	0,17	1,04	0,14	1,15	0,36	0,85	0,16	0,98	0,18
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,61 *	6,56 *	6,60 *	7,04 *	6,60 *	6,15 *	6,60 *	5,93 *	6,60	10,68	6,60 *	6,59 *
Assurance-vie	0,08	0,30	0,03	0,29	0,03	0,28	0,03	0,21	0,03	0,33	0,04	0,28
Assurance maladie	0,12	1,53	0,10	1,74	0,17	1,75	0,22	1,55	0,17	1,88	0,16	1,69
Assurance-soins dentaires	0,00	1,03	0,00	1,08	0,00	1,09	0,00	0,87	0,00	0,99	0,00	1,04
Assurance-soins optiques	0,00	0,21	0,00	0,21	0,00	0,20	0,00	0,12	0,00	0,25	0,00	0,19
Assurance-salaire	1,68	0,87	2,87	0,99	3,58	0,95	4,63	0,61	3,29	1,27	3,33	0,90
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,67	0,09	0,63	0,18	0,75	0,35	0,28	0,28	0,52	0,17	0,62
Total partiel des assurances ¹	1,89	4,61	3,10	4,94	3,97	5,02	5,23	3,63	3,77	5,24	3,70	4,71
Compensation pour congés parentaux	0,36	0,10	0,35	0,13	0,18	0,11	0,05	0,00	0,02	0,00	0,21	0,09
Assurance parentale du Québec	0,68	0,63	0,75	0,73	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,72	0,74	0,73
Régime de rentes du Québec	3,33	3,02	4,47	3,74	4,48	4,22	4,46	4,04	4,54	3,52	4,32	3,88
Assurance-emploi	1,04 *	1,02 *	1,43	1,35	1,55 *	1,59 *	1,55	1,69	1,55	1,32	1,46 *	1,46 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,94	0,83	1,31 *	1,34 *	1,35 *	1,31 *	1,58	2,33	1,38	2,38	1,33	1,49
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,25	9,76	12,23	11,42	12,40	12,13	12,60	13,07	12,48 *	12,20 *	12,11	11,81
Total rémunération indirecte ¹	19,11	21,03	22,28	23,53	23,14 *	23,41 *	24,48	22,64	22,88	28,12	22,62 *	23,20 *
Total des avantages sociaux¹	19,60	21,07	23,33 *	23,70 *	24,18 *	23,56 *	25,63	23,00	23,73	28,28	23,60 *	23,38 *
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,33	6,88	8,50	7,22	8,58	7,07	8,88	7,48	8,65 *	8,36 *	8,59	7,22
Congés fériés et mobiles	4,91	4,64	4,91	4,63	4,90	4,44	4,92	4,35	4,91	4,66	4,91	4,50
Congés de maladie utilisés	4,43	0,90	3,18	0,90	2,75	0,80	1,93	1,06	2,57	0,78	2,92	0,88
Congés parentaux	0,02	0,03	0,01	0,06	0,00	0,03	0,01	0,07	0,01	0,20	0,01	0,05
Congés sociaux	0,23 *	0,22 *	0,52	0,27	0,46	0,22	0,91	0,24	0,75	0,43	0,54	0,25
Total des heures chômées payées¹	17,91	12,67	17,12	13,07	16,69	12,56	16,65	13,20	16,88	14,43	16,96	12,90
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,51	33,74	40,45	36,77	40,87	36,11	42,27	36,20	40,61 *	42,71 *	40,56	36,28

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-3

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « autre public », en 2012
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,20	1,05	0,30	1,04	0,32	1,15	0,63	0,80 *	0,72 *	0,98	0,38
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,61	17,80	6,60	13,63	6,60	16,47	6,60	9,62	6,60	19,50	6,60	14,91
Assurance-vie	0,08	0,14	0,03	0,16	0,03	0,18	0,03	0,19	0,03	0,21	0,04	0,17
Assurance maladie	0,12	1,56	0,10	1,59	0,17	1,54	0,22	1,64	0,17	1,55	0,16	1,57
Assurance-soins dentaires	0,00	1,10	0,00	0,83	0,00	0,82	0,00	0,82	0,00	0,68	0,00	0,85
Assurance-soins optiques	0,00	0,04	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,05	0,00	0,04	0,00	0,04
Assurance-salaire	1,68	0,41	2,87	0,67	3,58	0,95	4,63	1,35	3,20	1,31	3,32	0,90
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,02	0,09	1,13	0,18	1,16	0,35	0,90	0,26	1,09	0,17	1,09
Total partiel des assurances ¹	1,89	4,27	3,10	4,41	3,97	4,69	5,23	4,95	3,65	4,87	3,69	4,63
Compensation pour congés parentaux	0,36	0,74	0,35	0,81	0,18	0,73	0,05	0,50	0,02	0,08	0,21	0,67
Assurance parentale du Québec	0,68	0,61	0,75	0,74	0,75	0,75	0,75 *	0,75 *	0,75 *	0,75 *	0,74	0,73
Régime de rentes du Québec	3,33	2,77	4,47	3,85	4,48	4,35	4,46	4,21	4,54	3,89	4,32	3,97
Assurance-emploi	1,04	0,93	1,43	1,29	1,55	1,53	1,55 *	1,53 *	1,55	1,33	1,46	1,38
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,94	0,82	1,31	1,08	1,35	1,19	1,58	1,14	1,37	1,69	1,33	1,13
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,25	9,39	12,23	11,21	12,40	12,08	12,60	11,89	12,47	11,92	12,11	11,47
Total rémunération indirecte ¹	19,11	32,21	22,28	30,06	23,14	33,97	24,48	26,96	22,74	36,37	22,61	31,68
Total des avantages sociaux¹	19,60	32,41	23,33	30,36	24,18	34,29	25,63	27,58	23,54	37,09	23,59	32,05
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,33	7,97	8,50	8,11	8,58	8,24	8,88	8,33	8,64 *	8,55 *	8,59	8,20
Congés fériés et mobiles	4,91	5,18	4,91	5,26	4,90	5,35	4,92	5,32	4,91 *	5,01 *	4,91	5,28
Congés de maladie utilisés	4,43	3,14	3,17	2,64	2,75 *	2,80 *	1,93	2,63	2,91 *	2,98 *	2,93	2,79
Congés parentaux	0,02	0,02	0,01	0,02	0,00	0,02	0,01	0,05	0,01	0,03	0,01	0,03
Congés sociaux	0,23	0,99	0,52	0,81	0,46	0,73	0,91 *	0,94 *	0,73 *	0,75 *	0,54	0,83
Total des heures chômées payées¹	17,91	17,30	17,12	16,85	16,69	17,14	16,65	17,27	17,19 *	17,31 *	16,98	17,12
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,51	49,71	40,45	47,21	40,87	51,44	42,27	44,85	40,74	54,40	40,57	49,18

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-4

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration municipale, en 2012

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	1,28	1,05	0,72	1,04	0,74	0,94 *	0,95 *	0,80 *	0,92 *	0,94	0,84
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,61	21,04	6,60	19,56	6,60	18,57	6,59	14,40	6,60	23,90	6,60	19,10
Assurance-vie	0,08	0,31	0,03	0,17	0,03	0,19	0,03	0,26	0,03	0,16	0,04	0,21
Assurance maladie	0,12	1,47	0,10	1,06	0,17	1,30	0,17	1,68	0,17	1,02	0,15	1,28
Assurance-soins dentaires	0,00	0,63	0,00	0,19	0,00	0,28	0,00	0,23	0,00	0,15	0,00	0,30
Assurance-soins optiques	0,00	0,07	0,00	0,02	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,02	0,00	0,04
Assurance-salaire	1,69	1,06	2,87	1,39	3,58	1,69	4,53	1,22	3,20	1,49	3,18	1,46
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,31	0,09	1,27	0,18	1,22	0,42	1,34	0,26	1,58	0,16	1,28
Total partiel des assurances ¹	1,89	4,85	3,10	4,10	3,97	4,72	5,15 *	4,76 *	3,65	4,41	3,53	4,56
Compensation pour congés parentaux	0,37	0,08	0,35	0,09	0,18	0,11	0,03 *	0,06 *	0,02	0,03	0,23	0,09
Assurance parentale du Québec	0,68	0,61	0,75	0,74	0,75	0,75	0,75 *	0,75 *	0,75	0,75	0,74	0,73
Régime de rentes du Québec	3,34	2,86	4,47	3,90	4,48	4,35	4,45 *	4,10 *	4,54	4,02	4,31	3,98
Assurance-emploi	1,04	0,90	1,43	1,34	1,55	1,51	1,55 *	1,47 *	1,55	1,40	1,45	1,37
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,94	1,98	1,31	1,98	1,35	2,04	1,34	1,92	1,37	1,98	1,28	2,00
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,26	10,62	12,23 *	12,22 *	12,40	12,92	12,36 *	12,50 *	12,47 *	12,41 *	12,04	12,33
Total rémunération indirecte ¹	19,12	36,59	22,28	35,96	23,14	36,33	24,13	31,71	22,74	40,75	22,40	36,09
Total des avantages sociaux¹	19,62	37,87	23,33	36,68	24,18	37,07	25,07	32,67	23,54	41,67	23,34	36,93
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,33	8,90	8,50	8,95	8,58	9,18	8,63	9,14	8,64	8,87	8,53	9,06
Congés fériés et mobiles	4,91	6,39	4,91	5,97	4,90	5,89	4,86	5,81	4,91	5,59	4,90	5,96
Congés de maladie utilisés	4,41	1,62	3,17	2,12	2,75	1,98	1,81	2,16	2,91 *	2,99 *	3,02	2,04
Congés parentaux	0,02	0,00	0,01 *	0,01 *	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Congés sociaux	0,23	0,26	0,52	0,36	0,46	0,36	0,73	0,51	0,73	0,65	0,49	0,38
Total des heures chômées payées¹	17,90	17,18	17,12	17,41	16,69	17,42	16,04	17,63	17,19	18,10	16,95	17,44
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,52	55,04	40,45	54,09	40,87	54,49	41,11	50,29	40,74	59,77	40,29	54,37

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-5

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2012 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,25	1,01	0,49	1,05	0,48	1,14	0,91	0,88	0,54	0,97	0,53
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,61	24,25	6,60	17,00	6,60	21,82	6,60	8,85	6,60	18,57	6,60	18,60
Assurance-vie	0,08	0,27	0,03	0,26	0,03	0,30	0,03	0,47	0,03	0,28	0,04	0,31
Assurance maladie	0,12	1,30	0,10	1,59	0,17	1,70	0,22	1,96	0,18	1,79	0,16	1,67
Assurance-soins dentaires	0,00	0,36	0,00	0,61	0,00	0,70	0,00	0,60	0,00	0,79	0,00	0,62
Assurance-soins optiques	0,00	0,01	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,04
Assurance-salaire	1,68	0,72	2,83	0,97	3,58	1,23	4,61	1,69	3,34	1,39	3,31	1,19
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,35	0,09	0,48	0,18	0,47	0,35	0,58	0,29	0,46	0,17	0,47
Total partiel des assurances ¹	1,89	3,02	3,06	3,94	3,97	4,42	5,22 *	5,35 *	3,83	4,77	3,68	4,30
Compensation pour congés parentaux	0,36	0,51	0,36	0,52	0,18	0,34	0,05 *	0,35 *	0,02	0,08	0,21	0,39
Assurance parentale du Québec	0,68	0,60	0,75	0,73	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75 *	0,75 *	0,74	0,72
Régime de rentes du Québec	3,32	2,61	4,47	3,39	4,48	4,00	4,46	4,16	4,54	3,79	4,32	3,69
Assurance-emploi	1,03	0,89	1,43	1,23	1,55	1,46	1,55	1,48	1,55	1,29	1,45	1,32
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,94	0,82	1,30	1,13	1,35 *	1,31 *	1,57	1,18	1,39	1,64	1,32	1,19
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,23	9,18	12,20	10,74	12,40	11,77	12,59	11,83	12,49	11,73	12,09	11,18
Total rémunération indirecte ¹	19,09	36,97	22,22	32,20	23,14	38,35	24,45	26,38	22,94	35,15	22,59	34,48
Total des avantages sociaux¹	19,58	37,22	23,24	32,69	24,19	38,83	25,60 *	27,29 *	23,82	35,68	23,57	35,01
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,33	7,84	8,49	7,88	8,59	8,13	8,87	7,72	8,65	9,02	8,58	8,00
Congés fériés et mobiles	4,91	5,01	4,91 *	4,91 *	4,90 *	4,86 *	4,92	5,28	4,91	4,42	4,91	4,94
Congés de maladie utilisés	4,42	2,67	3,25	2,67	2,73	3,16	1,92	2,37	2,41 *	2,78 *	2,93 *	2,82 *
Congés parentaux	0,02	0,04	0,01	0,04	0,00	0,03	0,01	0,08	0,01	0,04	0,01	0,04
Congés sociaux	0,23	0,46	0,51	0,45	0,47	0,51	0,90 *	0,84 *	0,76	0,54	0,53 *	0,55 *
Total des heures chômées payées¹	17,91	16,01	17,17	15,94	16,69 *	16,68 *	16,62	16,29	16,74 *	16,80 *	16,96	16,36
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,49	53,23	40,40	48,63	40,88	55,52	42,22 *	43,58 *	40,56	52,48	40,52	51,37

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-6

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur universitaire, en 2012
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,51	0,00	1,05	0,11	1,05	0,15	1,22	0,33	0,88	0,12	0,99	0,14
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,61	9,18	6,60	8,80	6,60	8,73	6,60	8,66	6,60	9,26	6,60	8,83
Assurance-vie	0,08	0,23	0,03	0,24	0,03	0,25	0,03	0,36	0,03	0,25	0,04	0,26
Assurance maladie	0,12	1,34	0,10	1,50	0,17	1,52	0,24	1,63	0,18	1,40	0,16	1,50
Assurance-soins dentaires	0,00	0,34	0,00	0,19	0,00	0,20	0,00	0,31	0,00	0,13	0,00	0,23
Assurance-soins optiques	0,00	0,03	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,03	0,00	0,01	0,00	0,02
Assurance-salaire	1,70	0,48	2,87	0,55	3,58	0,57	4,65	0,96	3,35	0,97	3,25	0,62
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,39	0,09	0,92	0,19	1,07	0,33	2,23	0,28	1,32	0,16	1,08
Total partiel des assurances ¹	1,90	2,80	3,10	3,42	3,97	3,63	5,25 *	5,51 *	3,83 *	4,08 *	3,60 *	3,70 *
Compensation pour congés parentaux	0,36 *	0,41 *	0,35	0,31	0,18	0,43	0,05	0,10	0,02	0,09	0,23	0,34
Assurance parentale du Québec	0,68	0,65	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75 *	0,75 *	0,75 *	0,75 *	0,74	0,74
Régime de rentes du Québec	3,31	3,04	4,47	4,22	4,48 *	4,48 *	4,45 *	4,44 *	4,54	4,44	4,31	4,20
Assurance-emploi	1,03	0,96	1,43	1,33	1,55	1,50	1,55	1,52	1,55	1,36	1,45	1,37
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,94	0,52	1,31	0,61	1,35	0,61	1,65	0,60	1,40	0,57	1,32	0,59
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,22	9,43	12,23	11,16	12,40	11,60	12,66	11,57	12,50	11,38	12,08	11,17
Total rémunération indirecte ¹	19,10	21,82	22,28	23,70	23,14	24,39	24,56	25,83	22,95	24,80	22,51	24,03
Total des avantages sociaux¹	19,60	21,82	23,33	23,80	24,19 *	24,54 *	25,78 *	26,17 *	23,83	24,92	23,49	24,17
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,33	8,93	8,50	8,68	8,59 *	8,70 *	8,96	8,47	8,67 *	8,50 *	8,58	8,69
Congés fériés et mobiles	4,91	5,66	4,91	5,60	4,90	5,58	4,94	5,69	4,91	5,59	4,91	5,61
Congés de maladie utilisés	4,39	1,34	3,17	1,12	2,73	1,21	1,98	1,45	2,47	1,16	2,98	1,23
Congés parentaux	0,02 *	0,02 *	0,01	0,02	0,00	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23	0,21	0,52	0,25	0,47	0,26	0,96	0,20	0,77	0,30	0,52	0,25
Total des heures chômées payées¹	17,88	16,16	17,12	15,67	16,68	15,76	16,86	15,82	16,82	15,57	16,99	15,79
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,48	37,98	40,45	39,47	40,87	40,30	42,63	41,99	40,65 *	40,49 *	40,48	39,97

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-7

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2012
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,00	1,03	0,00	1,06	0,00	1,14	0,00	0,81	0,00	0,97	0,00
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,61	12,58	6,61	11,44	6,60	10,84	6,60	10,86	6,60	11,44	6,60	11,25
Assurance-vie	0,08	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,04	0,00
Assurance maladie	0,12	1,82	0,10	1,82	0,17	1,82	0,22	1,82	0,17	1,82	0,16	1,82
Assurance-soins dentaires	0,00	1,91	0,00	1,91	0,00	1,91	0,00	1,91	0,00	1,91	0,00	1,91
Assurance-soins optiques	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,05
Assurance-salaire	1,68	0,00	2,85	0,00	3,55	0,00	4,64	0,00	3,26	0,00	3,32	0,00
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,64	0,08	1,64	0,19	1,64	0,36	1,64	0,27	1,64	0,18	1,64
Total partiel des assurances ²	1,89	5,43	3,07	5,43	3,95	5,43	5,24	5,43	3,72	5,43	3,70	5,43
Compensation pour congés parentaux	0,36	1,03	0,41	1,80	0,18	2,13	0,05	1,35	0,02	0,09	0,22	1,68
Assurance parentale du Québec	0,68	0,61	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,74	0,73
Régime de rentes du Québec	3,33	2,85	4,50	3,96	4,49	4,52	4,45	4,49	4,54	3,96	4,30	4,12
Assurance-emploi	1,04	0,97	1,45	1,35	1,55	1,62	1,55	1,64	1,54	1,37	1,45	1,46
Assurance maladie du Québec	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26
CSST	0,94	0,67	1,32	0,67	1,34	0,67	1,57	0,67	1,36	0,67	1,32	0,67
Total partiel des régimes étatiques ²	10,25	9,36	12,28	10,98	12,40	11,82	12,59	11,81	12,46	11,01	12,07	11,24
Total rémunération indirecte ²	19,11	28,41	22,36	29,66	23,12	30,22	24,48	29,44	22,80	27,97	22,60	29,61
Total des avantages sociaux²	19,60	28,41	23,39	29,66	24,18	30,22	25,62	29,44	23,61	27,97	23,57	29,61
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,33	7,66	8,51	7,49	8,58	7,43	8,87	7,30	8,62	7,30	8,59	7,45
Congés fériés et mobiles	4,91	4,98	4,91	4,98	4,90	4,98	4,92	4,98	4,90	4,98	4,91	4,98
Congés de maladie utilisés	4,43	4,09	3,40	4,11	2,62	4,11	1,92	4,11	2,82	4,11	2,93	4,10
Congés parentaux	0,02	0,02	0,01	0,02	0,00	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23	1,67	0,51	1,67	0,47	1,67	0,90	1,67	0,73	1,67	0,53	1,67
Total des heures chômées payées²	17,91	18,41	17,34	18,27	16,58	18,20	16,61	18,08	17,07	18,08	16,96	18,22
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées²	37,51	46,82	40,73	47,93	40,76	48,42	42,22	47,52	40,68	46,05	40,52	47,83

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

Annexe B-8

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2012

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,19	1,05	0,24	1,04	0,30	1,15	0,40	0,80	0,45	0,98	0,30
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,61	18,21	6,60	13,30	6,60	14,83	6,60 *	6,90 *	6,60	15,14	6,60	13,52
Assurance-vie	0,08	0,12	0,03	0,20	0,03	0,21	0,03	0,21	0,03	0,29	0,04	0,20
Assurance maladie	0,12	1,59	0,10	1,90	0,17	1,69	0,22	1,57	0,17	1,79	0,16	1,71
Assurance-soins dentaires	0,00	1,17	0,00	0,96	0,00	0,89	0,00	0,74	0,00	0,87	0,00	0,92
Assurance-soins optiques	0,00	0,05	0,00	0,11	0,00	0,10	0,00	0,10	0,00	0,16	0,00	0,10
Assurance-salaire	1,68	0,44	2,87	0,89	3,58	1,03	4,63	0,73	3,20	1,35	3,32	0,88
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,11	0,09	1,10	0,18	1,11	0,35 *	0,35 *	0,26	0,77	0,17	0,95
Total partiel des assurances ¹	1,89	4,48	3,10	5,16	3,97	5,03	5,23	3,70	3,65	5,23	3,69	4,76
Compensation pour congés parentaux	0,36	0,78	0,35	0,69	0,18	0,65	0,05	0,10	0,02	0,04	0,21	0,55
Assurance parentale du Québec	0,68	0,61	0,75	0,74	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,73	0,74	0,73
Régime de rentes du Québec	3,33	2,74	4,47	3,83	4,48	4,28	4,46	3,99	4,54	3,76	4,32	3,89
Assurance-emploi	1,04	0,94	1,43	1,30	1,55	1,51	1,55	1,66	1,55	1,32	1,46	1,40
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,94	0,84	1,31	1,18	1,35	1,19	1,58	2,17	1,37	2,20	1,33 *	1,37 *
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,25	9,38	12,23	11,30	12,40	11,99	12,60 *	12,83 *	12,47 *	12,27 *	12,11	11,64
Total rémunération indirecte ¹	19,11	32,85	22,28	30,46	23,14	32,50	24,48 *	23,53 *	22,74	32,69	22,61	30,47
Total des avantages sociaux¹	19,60	33,05	23,33	30,69	24,18	32,80	25,63	23,92	23,54	33,14	23,59	30,76
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,33	7,88	8,50 *	8,40 *	8,58	8,14	8,88	7,80	8,64 *	8,67 *	8,59	8,13
Congés fériés et mobiles	4,91	5,16	4,91	5,08	4,90	5,22	4,92	4,66	4,91 *	4,86 *	4,91	5,06
Congés de maladie utilisés	4,43	3,34	3,17	2,28	2,75	2,54	1,93	1,38	2,91	1,73	2,94	2,34
Congés parentaux	0,02	0,02	0,01	0,06	0,00	0,02	0,01	0,07	0,01 *	0,14 *	0,01	0,05
Congés sociaux	0,23	1,09	0,52	0,79	0,46	0,70	0,91	0,41	0,73	0,56	0,54	0,71
Total des heures chômées payées¹	17,91	17,50	17,12	16,61	16,69 *	16,62 *	16,65	14,32	17,19	15,95	16,98	16,29
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,51	50,54	40,45	47,30	40,87	49,42	42,27	38,24	40,74	49,08	40,57	47,05

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-9

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2012 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,08	1,05	0,19	1,04	0,15	1,15	0,60	0,85	0,40	0,98	0,24
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,61 *	7,23 *	6,60 *	6,43 *	6,60 *	6,03 *	6,60	3,20	6,60 *	5,11 *	6,60	5,73
Assurance-vie	0,08	0,29	0,03	0,27	0,03	0,27	0,03	0,17	0,03	0,24	0,04	0,26
Assurance maladie	0,12	1,51	0,10	1,55	0,17	1,66	0,22	1,45	0,17	1,54	0,16	1,57
Assurance-soins dentaires	0,00	0,98	0,00	1,11	0,00	1,08	0,00	0,90	0,00	0,69	0,00	1,02
Assurance-soins optiques	0,00	0,20	0,00	0,19	0,00	0,17	0,00	0,12	0,00	0,27	0,00	0,18
Assurance-salaire	1,68	0,83	2,87	0,88	3,58	0,83	4,63	0,58	3,29	1,10	3,33	0,81
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,65	0,09	0,60	0,18	0,76	0,35	0,58	0,28	0,96	0,17	0,68
Total partiel des assurances ¹	1,89	4,46	3,10	4,61	3,97	4,77	5,23	3,79	3,77	4,81	3,70	4,52
Compensation pour congés parentaux	0,36	0,12	0,35	0,15	0,18	0,11	0,05 *	0,04 *	0,02 *	0,01 *	0,21	0,10
Assurance parentale du Québec	0,68	0,63	0,75	0,73	0,75	0,75	0,75 *	0,75 *	0,75	0,73	0,74	0,73
Régime de rentes du Québec	3,33	3,01	4,47	3,75	4,48	4,22	4,46	4,28	4,54	3,96	4,32	3,94
Assurance-emploi	1,04	1,01	1,43	1,37	1,55	1,61	1,55	1,75	1,55 *	1,48 *	1,46	1,49
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,94	0,84	1,31 *	1,29 *	1,35 *	1,28 *	1,58	2,09	1,38	2,55	1,33	1,43
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,25	9,75	12,23	11,40	12,40	12,12	12,60	13,13	12,48 *	12,99 *	12,11	11,85
Total rémunération indirecte ¹	19,11	21,56	22,28 *	22,59 *	23,14 *	23,04 *	24,48	20,16	22,87 *	22,92 *	22,62 *	22,21 *
Total des avantages sociaux¹	19,60	21,63	23,33 *	22,78 *	24,18	23,19	25,63	20,75	23,71 *	23,32 *	23,60	22,45
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,33	7,01	8,50	6,82	8,58	6,90	8,88	6,31	8,64	6,85	8,59	6,79
Congés fériés et mobiles	4,91	4,71	4,91	4,68	4,90	4,40	4,92	4,14	4,91	4,67	4,91	4,47
Congés de maladie utilisés	4,43	0,95	3,18	0,89	2,75	0,80	1,93	1,10	2,56	0,78	2,92	0,90
Congés parentaux	0,02	0,03	0,01	0,03	0,00	0,02	0,01	0,01	0,01	0,02	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23 *	0,22 *	0,52	0,22	0,46	0,18	0,91	0,12	0,75	0,19	0,54	0,19
Total des heures chômées payées¹	17,91	12,91	17,12	12,64	16,69	12,30	16,65	11,68	16,86	12,51	16,96	12,36
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,51	34,55	40,45	35,42	40,87	35,49	42,27	32,43	40,57	35,83	40,56	34,81

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-10

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2012

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,58	0,06	1,05	0,27	1,05	0,32	1,15	0,32	0,85	0,18	1,01	0,27
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,61	16,44	6,60	12,94	6,60	10,01	6,60 *	6,44 *	6,60	12,09	6,60	10,80
Assurance-vie	0,08	0,15	0,03	0,31	0,03	0,32	0,03	0,22	0,03	0,34	0,04	0,28
Assurance maladie	0,12	2,28	0,10	2,34	0,18	2,35	0,22	1,59	0,17	1,95	0,16	2,18
Assurance-soins dentaires	0,00	1,30	0,00	0,95	0,00	1,00	0,00	0,84	0,00	1,08	0,00	0,99
Assurance-soins optiques	0,00	0,28	0,00	0,24	0,00	0,26	0,00	0,12	0,00	0,25	0,00	0,23
Assurance-salaire	1,78	1,12	2,88	1,36	3,58	1,53	4,63	0,63	3,29	1,34	3,41	1,26
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,18	0,09	0,80	0,19	0,79	0,35	0,21	0,28	0,48	0,18	0,71
Total partiel des assurances ¹	1,99	6,31	3,10	6,00	3,97	6,25	5,23	3,61	3,77	5,44	3,79	5,66
Compensation pour congés parentaux	0,36	0,15	0,36	0,27	0,18 *	0,16 *	0,05	0,00	0,02	0,00	0,21	0,15
Assurance parentale du Québec	0,70	0,67	0,75	0,73	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,72	0,75	0,74
Régime de rentes du Québec	3,47	2,58	4,48	3,80	4,48	4,15	4,46	3,92	4,54	3,44	4,38	3,82
Assurance-emploi	1,08	1,19	1,44	1,29	1,55	1,48	1,55	1,67	1,55	1,28	1,48	1,43
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,96	0,71	1,32 *	1,30 *	1,35 *	1,44 *	1,58	2,36	1,38	2,35	1,35	1,55
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,48	9,42	12,25	11,38	12,40	12,08	12,60 *	12,96 *	12,48 *	12,05 *	12,21	11,80
Total rémunération indirecte ¹	19,43	32,32	22,32	30,59	23,15	28,51	24,48	23,01	22,88	29,58	22,80	28,41
Total des avantages sociaux¹	20,01	32,38	23,37	30,86	24,20	28,82	25,63	23,33	23,73	29,77	23,82	28,68
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,33	6,46	8,51 *	8,92 *	8,59 *	8,37 *	8,88	7,77	8,65 *	8,80 *	8,60	8,21
Congés fériés et mobiles	4,91 *	5,03 *	4,91 *	4,82 *	4,90 *	4,90 *	4,92	4,48	4,91	4,69	4,91 *	4,81 *
Congés de maladie utilisés	4,19	1,64	3,22	1,21	2,72	1,09	1,93	1,04	2,57	0,81	2,83	1,15
Congés parentaux	0,01	0,02	0,01 *	0,17 *	0,00	0,05	0,01	0,08	0,01	0,24	0,01	0,09
Congés sociaux	0,25	0,50	0,52 *	0,51 *	0,47	0,38	0,91	0,28	0,75	0,48	0,56	0,41
Total des heures chômées payées¹	17,69	13,66	17,17	15,64	16,67	14,79	16,65	13,65	16,88	15,01	16,90	14,67
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,70	46,04	40,54	46,49	40,87	43,61	42,27	36,98	40,61	44,78	40,72	43,34

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-11

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2012 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,04	1,05	0,15	1,04	0,12	1,15	0,43	0,87	0,13	0,98	0,17
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,61 *	6,40 *	6,60	5,35	6,60	5,33	6,60	2,29	6,59	3,70	6,60	4,86
Assurance-vie	0,08	0,30	0,03	0,27	0,03	0,28	0,03	0,18	0,03	0,26	0,04	0,26
Assurance maladie	0,12	1,52	0,10	1,55	0,17	1,63	0,22	1,37	0,17	1,47	0,16	1,54
Assurance-soins dentaires	0,00	1,03	0,00	1,16	0,00	1,09	0,00	0,93	0,00	0,70	0,00	1,05
Assurance-soins optiques	0,00	0,21	0,00	0,20	0,00	0,18	0,00	0,12	0,00	0,28	0,00	0,18
Assurance-salaire	1,68	0,87	2,87	0,87	3,58	0,84	4,63	0,48	3,34	0,94	3,33	0,79
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,66	0,09	0,59	0,18	0,75	0,35 *	0,48 *	0,29	0,81	0,17	0,66
Total partiel des assurances ¹	1,89	4,58	3,10	4,65	3,97	4,77	5,23	3,58	3,83	4,47	3,70	4,49
Compensation pour congés parentaux	0,36	0,10	0,35	0,10	0,18	0,10	0,05	0,00	0,02	0,00	0,21	0,08
Assurance parentale du Québec	0,68	0,63	0,75	0,73	0,75	0,75	0,75 *	0,75 *	0,75	0,73	0,74	0,73
Régime de rentes du Québec	3,33	3,03	4,47	3,75	4,48	4,21	4,46	4,26	4,54	3,96	4,32	3,94
Assurance-emploi	1,04 *	1,02 *	1,43	1,38	1,55	1,62	1,55	1,76	1,55 *	1,52 *	1,46	1,50
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,94	0,83	1,31 *	1,32 *	1,35 *	1,27 *	1,58	2,11	1,38	2,59	1,33 *	1,44 *
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,25	9,77	12,23	11,44	12,40	12,11	12,60	13,15	12,49 *	13,06 *	12,11	11,86
Total rémunération indirecte ¹	19,11	20,86	22,28 *	21,53 *	23,14 *	22,31 *	24,48	19,02	22,93	21,23	22,62	21,28
Total des avantages sociaux¹	19,60	20,90	23,33	21,68	24,18	22,43	25,63	19,45	23,80	21,37	23,60	21,46
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,33	6,88	8,50	6,67	8,58	6,80	8,88	5,98	8,64	6,50	8,59	6,62
Congés fériés et mobiles	4,91	4,64	4,91	4,61	4,90	4,35	4,92	3,99	4,91	4,46	4,91	4,39
Congés de maladie utilisés	4,43	0,89	3,18	0,82	2,75	0,75	1,93	1,07	2,40	0,75	2,91	0,84
Congés parentaux	0,02	0,03	0,01	0,03	0,00	0,02	0,01	0,01	0,01	0,02	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23 *	0,22 *	0,52	0,22	0,46	0,18	0,91	0,08	0,76	0,14	0,54	0,18
Total des heures chômées payées¹	17,91	12,66	17,12	12,34	16,69	12,11	16,65	11,14	16,72	11,87	16,95	12,05
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,51	33,55	40,45	34,02	40,87	34,54	42,27	30,59	40,52	33,24	40,56	33,51

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)			
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.
		\$		%	\$		\$		%	\$
Professionnels										
Professionnel communic. 1	80	44 131	52 955	-20,0	203	193	44 334	53 148	-19,9	9 448
Professionnel communic. 2	702	63 816	67 368	-5,6 *	455	43	64 271	67 411	-4,9 *	12 690
Professionnel communic. 3	110	76 115	92 999	-22,2	99	64	76 214	93 063	-22,1	13 880
Professionnel gest. fin. 1	159	42 082	51 118	-21,5	139	1	42 221	51 119	-21,1	8 835
Professionnel gest. fin. 2	789	61 148	68 575	-12,1	628	102	61 776	68 677	-11,2	12 432
Professionnel gest. fin. 3	152	74 646	92 152	-23,5	97	53	74 743	92 205	-23,4	13 504
Analyste proc. adm./inform. 1	383	44 709	56 600	-26,6	109	55	44 819	56 655	-26,4	9 256
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	64 958	70 620	-8,7	344	65	65 302	70 684	-8,2	12 510
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	77 002	90 351	-17,3	147	40	77 150	90 391	-17,2	13 876
Ingénieur 1	130	47 201	57 722	-22,3	61	10	47 262	57 733	-22,2	9 536
Ingénieur 2	391	72 834	81 499	-11,9	116	58	72 950	81 556	-11,8	13 224
Ingénieur 3	364	85 469	105 343	-23,3	111	100	85 580	105 442	-23,2	14 872
Professionnel sc. phys. 1	29	44 715	53 456	-19,6	315	54	45 030	53 511	-18,8	9 669
Professionnel sc. phys. 2	369	70 457	71 258	-1,1 *	941	59	71 399	71 318	0,1 *	13 737
Professionnel sc. phys. 3	98	77 663	91 105	-17,3	101	135	77 764	91 241	-17,3	13 928
Avocat et notaire 1	53	51 592	76 062	-47,4	87	21	51 678	76 084	-47,2	10 480
Avocat et notaire 2	599	91 737	98 523	-7,4	426	153	92 163	98 676	-7,1	16 225
Biologiste 1	20	43 658	46 718	-7,0	57	125	43 715	46 842	-7,2	9 056
Biologiste 2	108	65 465	71 024	-8,5	85	104	65 550	71 128	-8,5	12 300
Biologiste 3	44	76 682	95 840	-25,0	100	193	76 782	96 033	-25,1	13 736
Moyenne	...	67 601	75 647	-11,9	325	74	67 926	75 721	-11,5	12 825
Techniciens										
Technicien en administration 1-2	7 589	45 642	49 351	-8,1	449	85	46 091	49 436	-7,3	10 270
Technicien en administration 3	194	51 824	59 348	-14,5	57	81	51 881	59 429	-14,5	10 828
Techn. documentation 1-2	740	45 315	48 265	-6,5	329	166	45 644	48 431	-6,1	10 081
Techn. laboratoire 1-2	1 899	51 669	53 071	-2,7 *	969	84	52 638	53 155	-1,0 *	11 747
Techn. laboratoire 3	462	55 578	63 700	-14,6	1 043	414	56 621	64 115	-13,2	12 343
Technicien en droit 1-2	366	43 177	53 562	-24,1	47	91	43 224	53 652	-24,1	9 238
Technicien génie 1-2	1 274	44 932	64 153	-42,8	320	146	45 252	64 300	-42,1	9 781
Technicien génie 3	264	51 986	77 685	-49,4	57	73	52 044	77 758	-49,4	10 703
Techn. informatique 1-2	2 243	46 878	50 631	-8,0	352	50	47 230	50 682	-7,3	10 185
Techn. informatique 3	813	52 520	62 104	-18,2	574	9	53 094	62 113	-17,0	11 228
Technicien en loisir 1-2	460	45 491	52 516	-15,4	570	435	46 062	52 952	-15,0	10 351
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	44 655	64 558	-44,6	875	181	45 530	64 738	-42,2	10 553
Moyenne	...	47 050	53 380	-13,5	501	111	47 550	53 491	-12,5	10 478
Employés de bureau										
Préposé photocopie 2	18	31 102	34 448	-10,8 *	19	20	31 121	34 468	-10,8 *	6 938
Magasinier 1	221	32 084	44 338	-38,2	314	81	32 398	44 419	-37,1	7 432
Magasinier 2	901	35 472	47 348	-33,5	444	141	35 916	47 489	-32,2	8 252
Magasinier 3	35	42 018	47 648	-13,4 *	227	13	42 245	47 660	-12,8 *	9 324
Op. duplicateur 1-2	97	34 424	42 593	-23,7	217	300	34 641	42 894	-23,8	8 091
Personnel soutien adm. 1	4 276	34 138	31 265	8,4 *	512	69	34 650	31 334	9,6 *	8 160
Personnel soutien adm. 2	10 508	37 228	41 613	-11,8	458	55	37 686	41 668	-10,6	8 679
Personnel soutien adm. 3	3 835	41 258	48 411	-17,3	525	64	41 783	48 475	-16,0	9 479
Personnel secrétariat 1	1 427	35 646	40 570	-13,8	204	141	35 850	40 711	-13,6	8 100
Personnel secrétariat 2	5 540	39 316	46 267	-17,7	141	130	39 458	46 397	-17,6	8 791
Préposé aux renseign. 2	740	39 716	38 881	2,1 *	36	80	39 752	38 961	2,0 *	8 792
Préposé aux renseign. 3	92	44 779	55 510	-24,0	40	51	44 819	55 561	-24,0	9 918
Téléphoniste-récept. 2	1 009	32 423	34 151	-5,3 *	522	114	32 945	34 265	-4,0 *	7 870
Acheteur 2	57	41 291	49 201	-19,2	248	179	41 539	49 380	-18,9	9 230
Moyenne	...	37 401	41 728	-11,6	385	84	37 786	41 812	-10,7	8 643

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 782	68 358	-27,1	1 496,1	1 630,4	-9,0	35,95	41,93	-16,6	Professionnels
76 961	85 274	-10,8	1 511,8	1 609,8	-6,5	50,91	52,97	-4,1 *	Professionnel communic. 1
90 093	122 681	-36,2	1 484,6	1 598,8	-7,7	60,68	76,73	-26,5	Professionnel communic. 2
51 057	64 252	-25,8	1 491,3	1 720,8	-15,4	34,24	37,34	-9,1 *	Professionnel communic. 3
74 208	85 342	-15,0	1 518,9	1 679,1	-10,5	48,86	50,83	-4,0 *	Professionnel gest. fin. 1
88 247	120 521	-36,6	1 484,6	1 626,5	-9,6	59,44	74,10	-24,7	Professionnel gest. fin. 2
54 074	71 878	-32,9	1 489,9	1 642,5	-10,2	36,29	43,76	-20,6	Professionnel gest. fin. 3
77 812	87 569	-12,5	1 501,5	1 673,9	-11,5	51,82	52,32	-1,0 *	Analyste proc. adm./inform. 1
91 026	112 800	-23,9	1 486,7	1 644,3	-10,6	61,23	68,60	-12,0	Analyste proc. adm./inform. 2
56 798	72 136	-27,0	1 484,6	1 758,6	-18,5	38,26	41,02	-7,2	Analyste proc. adm./inform. 3
86 175	104 524	-21,3	1 489,0	1 710,1	-14,9	57,88	61,12	-5,6	Ingénieur 1
100 453	133 446	-32,8	1 484,6	1 695,0	-14,2	67,66	78,73	-16,4	Ingénieur 2
54 699	66 571	-21,7	1 502,9	1 781,9	-18,6	36,40	37,36	-2,6 *	Ingénieur 3
85 135	89 088	-4,6 *	1 523,0	1 671,3	-9,7	55,90	53,30	4,6 *	Professionnel sc. phys. 1
91 692	111 717	-21,8	1 484,6	1 648,1	-11,0	61,76	67,79	-9,8	Professionnel sc. phys. 2
62 158	97 093	-56,2	1 485,9	1 619,1	-9,0	41,83	59,97	-43,4	Professionnel sc. phys. 3
108 388	124 745	-15,1	1 495,5	1 602,9	-7,2	72,47	77,82	-7,4	Avocat et notaire 1
52 772	55 670	-5,5 *	1 484,6	1 716,1	-15,6	35,54	32,44	8,7	Avocat et notaire 2
77 850	90 083	-15,7	1 484,6	1 618,9	-9,0	52,44	55,64	-6,1	Biologiste 1
90 518	126 837	-40,1	1 484,6	1 583,4	-6,7	60,97	80,10	-31,4	Biologiste 2
									Biologiste 3
80 751	94 970	-17,6	1 498,9	1 659,1	-10,7	53,89	57,35	-6,4	Moyenne
									Techniciens
56 361	62 751	-11,3	1 506,6	1 660,4	-10,2	37,41	37,79	-1,0 *	Technicien en administration 1-2
62 709	72 657	-15,9	1 469,0	1 673,1	-13,9	42,69	43,43	-1,7 *	Technicien en administration 3
55 725	62 066	-11,4	1 534,4	1 534,2	0,0 *	36,32	40,46	-11,4	Techn. documentation 1-2
64 385	67 710	-5,2 *	1 530,1	1 698,1	-11,0	42,08	39,87	5,2 *	Techn. laboratoire 1-2
68 964	79 950	-15,9	1 530,5	1 612,5	-5,4	45,06	49,58	-10,0	Techn. laboratoire 3
52 463	68 932	-31,4	1 469,0	1 612,2	-9,7	35,71	42,76	-19,7	Technicien en droit 1-2
55 033	83 724	-52,1	1 523,8	1 720,6	-12,9	36,12	48,66	-34,7	Technicien génie 1-2
62 747	103 948	-65,7	1 469,0	1 643,2	-11,9	42,71	63,26	-48,1	Technicien génie 3
57 415	62 354	-8,6	1 514,6	1 694,2	-11,9	37,91	36,80	2,9 *	Techn. informatique 1-2
64 322	73 719	-14,6	1 530,8	1 722,7	-12,5	42,02	42,79	-1,8 *	Techn. informatique 3
56 413	67 213	-19,1	1 542,4	1 605,5	-4,1	36,57	41,86	-14,5	Technicien en loisir 1-2
56 083	83 548	-49,0	1 533,6	1 703,2	-11,1	36,57	49,05	-34,1	Techn. hygiène du trav. 1-2
58 028	67 699	-16,7	1 514,8	1 667,7	-10,1	38,30	40,59	-6,0	Moyenne
									Employés de bureau
38 059	42 789	-12,4 *	1 483,4	1 612,1	-8,7	25,66	26,54	-3,5 *	Préposé photocopie 2
39 830	57 285	-43,8	1 549,9	1 760,0	-13,6	25,70	32,55	-26,7	Magasinier 1
44 168	61 839	-40,0	1 536,5	1 691,8	-10,1	28,75	36,55	-27,2	Magasinier 2
51 569	57 682	-11,9 *	1 549,0	1 811,7	-17,0	33,29	31,84	4,4 *	Magasinier 3
42 732	54 458	-27,4	1 541,4	1 678,1	-8,9	27,72	32,45	-17,1 *	Op. duplicateur 1-2
42 810	39 487	7,8 *	1 528,5	1 729,3	-13,1	28,01	22,83	18,5 *	Personnel soutien adm. 1
46 366	53 722	-15,9	1 523,1	1 637,6	-7,5	30,44	32,80	-7,8	Personnel soutien adm. 2
51 262	61 724	-20,4	1 531,4	1 618,8	-5,7	33,47	38,13	-13,9	Personnel soutien adm. 3
43 950	50 988	-16,0	1 547,4	1 583,5	-2,3	28,40	32,20	-13,4	Personnel secrétariat 1
48 248	59 839	-24,0	1 507,5	1 604,6	-6,4	32,01	37,29	-16,5	Personnel secrétariat 2
48 544	49 073	-1,1 *	1 455,3	1 767,7	-21,5	33,36	27,76	16,8	Préposé aux renseign. 2
54 737	71 334	-30,3	1 455,3	1 735,1	-19,2	37,61	41,11	-9,3	Préposé aux renseign. 3
40 815	42 104	-3,2 *	1 528,0	1 706,5	-11,7	26,71	24,67	7,6 *	Téléphoniste-récept. 2
50 769	62 338	-22,8	1 554,3	1 701,7	-9,5	32,66	36,63	-12,2	Acheteur 2
46 430	53 451	-15,1	1 523,0	1 650,8	-8,4	30,50	32,50	-6,6	Moyenne

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché
		québ.			québ.		québ.			québ.	
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	654	33 749	26 777	20,7	459	102	34 207	26 878	21,4	8 451	5 553
Concierge	2 156	36 830	47 100	-27,9	228	179	37 059	47 279	-27,6	8 691	17 540
Cuisinier 1	15	38 984	30 235	22,4	242	100	39 226	30 335	22,7	9 052	5 205
Cuisinier 2	932	40 803	38 876	4,7 *	524	225	41 327	39 101	5,4 *	9 801	7 620
Cuisinier 3	23	42 421	43 908	-3,5 *	184	325	42 605	44 233	-3,8 *	9 386	8 167
Gardien 2	329	33 394	32 106	3,9	369	294	33 764	32 400	4,0	8 075	5 104
Journalier/préposé terr. 2	1 463	33 362	42 671	-27,9	240	122	33 602	42 793	-27,4	7 861	10 688
Préposé cuisine/café. 2	2 471	35 072	26 156	25,4	471	73	35 543	26 229	26,2	8 710	5 207
Préposé entretien lourd 2	1 536	32 635	30 664	6,0	444	142	33 079	30 807	6,9	8 220	5 071
Ouvrier entret. mainten. 2	402	36 845	48 041	-30,4	501	214	37 346	48 255	-29,2	9 061	14 546
Préposé entretien léger 2	2 931	34 252	28 962	15,4	464	165	34 716	29 127	16,1	8 548	5 238
Moyenne	...	35 117	34 858	0,7 *	403	150	35 520	35 009	1,4 *	8 590	8 520
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	141	35 805	45 726	-27,7	379	99	36 185	45 825	-26,6	8 550	14 246
Conducteur véh. lourds 2	262	38 966	45 712	-17,3	210	119	39 175	45 831	-17,0	8 723	10 749
Électricien entretien 2	342	44 990	62 997	-40,0	349	104	45 340	63 101	-39,2	10 144	21 219
Électricien entretien 3	84	47 152	62 940	-33,5	577	67	47 729	63 007	-32,0	10 954	19 387
Mécanicien véh. motor. 1	22	41 835	45 335	-8,4 *	162	315	41 997	45 650	-8,7 *	9 134	11 257
Mécanicien véh. motor. 2	71	44 362	56 770	-28,0	95	296	44 457	57 066	-28,4	9 448	16 605
Mécanicien entret. Millwright 2	235	44 407	57 914	-30,4	596	65	45 003	57 978	-28,8	10 549	18 560
Menuisier entretien 2	318	42 860	52 279	-22,0	483	469	43 343	52 748	-21,7	10 065	16 945
Ouvrier de voirie 2	100	36 530	47 220	-29,3	29	608	36 559	47 828	-30,8	7 569	19 459
Ouvrier de voirie 3	243	44 362	51 677	-16,5	35	459	44 397	52 135	-17,4	9 220	21 221
Ouvrier cert. entretien 2	902	42 404	58 378	-37,7	326	331	42 731	58 709	-37,4	9 656	19 180
Peintre entretien 2	128	39 348	51 069	-29,8	399	346	39 747	51 414	-29,4	9 295	13 569
Machiniste 2	46	44 362	53 453	-20,5	395	97	44 757	53 551	-19,6	10 207	13 839
Conducteur d'équip. lourds 2	45	40 803	51 468	-26,1	33	498	40 836	51 966	-27,3	8 469	20 889
Moyenne	...	42 732	55 059	-28,8	346	244	43 078	55 303	-28,4	9 718	17 433
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 603	48 486	-11,2	405	109	44 009	48 595	-10,4	9 684	13 004

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
Employés de service									
42 658	32 431	24,0	1 674,9	1 857,5	-10,9	25,47	17,46	31,4	Préposé buanderie 2
45 749	64 820	-41,7	1 716,8	1 708,9	0,5 *	26,65	37,93	-42,3	Concierge
48 279	35 540	26,4	1 716,1	1 824,8	-6,3	28,13	19,48	30,8	Cuisinier 1
51 128	46 721	8,6	1 672,1	1 758,5	-5,2	30,58	26,57	13,1	Cuisinier 2
51 991	52 400	-0,8 *	1 669,4	1 804,4	-8,1	31,14	29,04	6,8 *	Cuisinier 3
41 839	37 504	10,4	1 677,6	1 846,6	-10,1	24,94	20,31	18,6	Gardien 2
41 463	53 480	-29,0	1 707,0	1 753,5	-2,7	24,29	30,50	-25,6	Journalier/préposé terr. 2
44 253	31 436	29,0	1 674,5	1 831,3	-9,4	26,43	17,17	35,0	Préposé cuisine/café. 2
41 299	35 878	13,1	1 674,9	1 683,7	-0,5 *	24,66	21,31	13,6	Préposé entretien lourd 2
46 407	62 801	-35,3	1 674,9	1 748,0	-4,4	27,71	35,93	-29,7	Ouvrier entret. mainten. 2
43 264	34 366	20,6	1 675,2	1 681,7	-0,4 *	25,83	20,43	20,9	Préposé entretien léger 2
44 110	43 528	1,3 *	1 685,2	1 744,4	-3,5	26,18	25,04	4,3 *	Moyenne
Ouvriers									
44 735	60 071	-34,3	1 681,3	1 759,8	-4,7	26,61	34,14	-28,3	Conducteur véh. légers 2
47 898	56 580	-18,1	1 648,2	2 046,9	-24,2	29,06	27,64	4,9 *	Conducteur véh. lourds 2
55 483	84 320	-52,0	1 696,9	1 754,4	-3,4	32,70	48,06	-47,0	Électricien entretien 2
58 683	82 394	-40,4	1 665,1	1 721,9	-3,4	35,24	47,85	-35,8	Électricien entretien 3
51 131	56 907	-11,3 *	1 646,1	1 853,9	-12,6	31,06	30,70	1,2 *	Mécanicien véh. motor. 1
53 905	73 670	-36,7	1 632,0	1 789,3	-9,6	33,03	41,17	-24,7	Mécanicien véh. motor. 2
55 551	76 539	-37,8	1 675,6	1 769,0	-5,6	33,15	43,27	-30,5	Mécanicien entret. Millwright 2
53 408	69 693	-30,5	1 685,2	1 740,3	-3,3	31,69	40,05	-26,4	Menuisier entretien 2
44 128	67 287	-52,5	1 583,4	1 631,2	-3,0	27,87	41,25	-48,0	Ouvrier de voirie 2
53 617	73 356	-36,8	1 583,4	1 598,6	-1,0 *	33,86	45,89	-35,5	Ouvrier de voirie 3
52 387	77 889	-48,7	1 702,9	1 715,2	-0,7 *	30,76	45,41	-47,6	Ouvrier cert. entretien 2
49 042	64 983	-32,5	1 692,6	1 724,2	-1,9	28,97	37,69	-30,1	Peintre entretien 2
54 964	67 390	-22,6	1 699,2	1 764,0	-3,8	32,35	38,20	-18,1	Machiniste 2
49 304	72 854	-47,8	1 583,4	1 629,3	-2,9	31,14	44,72	-43,6	Conducteur d'équip. lourds 2
52 796	72 737	-37,8	1 674,3	1 753,9	-4,8	31,54	41,69	-32,2	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
53 693	61 599	-14,7	1 554,6	1 678,0	-7,9	34,76	36,88	-6,1	Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	80	44 131	47 197	-6,9 *	203	15	44 334	47 212	-6,5 *	9 448	10 658
Professionnel communic. 2	702	63 816	61 287	4,0 *	455	3	64 271	61 291	4,6 *	12 690	13 206
Professionnel communic. 3	110	76 115	101 410	-33,2	99	66	76 214	101 476	-33,1	13 880	29 692
Professionnel gest. fin. 1	159	42 082	48 034	-14,1	139	0	42 221	48 034	-13,8	8 835	11 218
Professionnel gest. fin. 2	789	61 148	66 518	-8,8	628	11	61 776	66 530	-7,7	12 432	14 295
Professionnel gest. fin. 3	152	74 646	92 352	-23,7	97	0	74 743	92 352	-23,6	13 504	21 917
Analyste proc. adm./inform. 1	383	44 709	53 982	-20,7	109	0	44 819	53 982	-20,4	9 256	12 576
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	64 958	69 011	-6,2	344	17	65 302	69 028	-5,7	12 510	14 323
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	77 002	90 571	-17,6	147	19	77 150	90 589	-17,4	13 876	17 977
Ingénieur 1	130	47 201	57 572	-22,0	61	10	47 262	57 581	-21,8	9 536	13 705
Ingénieur 2	391	72 834	79 545	-9,2	116	37	72 950	79 582	-9,1	13 224	19 115
Ingénieur 3	364	85 469	105 317	-23,2	111	114	85 580	105 431	-23,2	14 872	23 244
Professionnel sc. phys. 1	29	44 715	51 870	-16,0	315	63	45 030	51 933	-15,3	9 669	12 493
Professionnel sc. phys. 2	369	70 457	65 202	7,5	941	84	71 399	65 286	8,6	13 737	13 394
Professionnel sc. phys. 3	98	77 663	86 715	-11,7	101	214	77 764	86 928	-11,8	13 928	15 481
Avocat et notaire 1	53	51 592	71 487	-38,6	87	0	51 678	71 487	-38,3	10 480	15 634
Avocat et notaire 2	599	91 737	93 770	-2,2 *	426	3	92 163	93 773	-1,7 *	16 225	20 853
Biologiste 2	108	65 465	61 018	6,8 *	85	55	65 550	61 073	6,8 *	12 300	10 619
Moyenne	...	67 601	72 937	-7,9	325	30	67 926	72 967	-7,4	12 825	15 358
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 589	45 642	46 190	-1,2 *	449	71	46 091	46 261	-0,4 *	10 270	10 904
Technicien en administration 3	194	51 824	59 862	-15,5	57	13	51 881	59 875	-15,4	10 828	12 531
Techn. laboratoire 1-2	1 899	51 669	53 203	-3,0 *	969	81	52 638	53 285	-1,2 *	11 747	14 465
Techn. laboratoire 3	462	55 578	61 745	-11,1 *	1 043	871	56 621	62 616	-10,6 *	12 343	13 189
Technicien en droit 1-2	366	43 177	51 990	-20,4	47	29	43 224	52 019	-20,3	9 238	12 860
Technicien génie 1-2	1 274	44 932	63 863	-42,1	320	125	45 252	63 988	-41,4	9 781	17 821
Technicien génie 3	264	51 986	77 181	-48,5	57	127	52 044	77 309	-48,5	10 703	18 866
Techn. informatique 1-2	2 243	46 878	49 569	-5,7	352	30	47 230	49 599	-5,0	10 185	10 878
Techn. informatique 3	813	52 520	62 436	-18,9	574	2	53 094	62 437	-17,6	11 228	11 414
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	44 655	64 384	-44,2	875	34	45 530	64 418	-41,5	10 553	19 089
Moyenne	...	47 044	52 223	-11,0	501	93	47 545	52 316	-10,0	10 477	12 326
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	18	31 102	33 648	-8,2 *	19	2	31 121	33 651	-8,1 *	6 938	8 017
Magasinier 1	221	32 084	44 077	-37,4	314	42	32 398	44 119	-36,2	7 432	12 942
Magasinier 2	901	35 472	45 334	-27,8	444	90	35 916	45 424	-26,5	8 252	10 716
Magasinier 3	35	42 018	46 001	-9,5 *	227	6	42 245	46 007	-8,9 *	9 324	9 344
Op. duplicateur 1-2	97	34 424	43 087	-25,2	217	453	34 641	43 540	-25,7	8 091	11 046
Personnel soutien adm. 1	4 276	34 138	29 933	12,3 *	512	43	34 650	29 976	13,5 *	8 160	6 813
Personnel soutien adm. 2	10 508	37 228	38 853	-4,4	458	47	37 686	38 900	-3,2	8 679	9 498
Personnel soutien adm. 3	3 835	41 258	44 323	-7,4	525	81	41 783	44 404	-6,3 *	9 479	9 119
Personnel secrétariat 1	1 427	35 646	39 328	-10,3	204	55	35 850	39 382	-9,9	8 100	8 921
Personnel secrétariat 2	5 540	39 316	45 605	-16,0	141	51	39 458	45 656	-15,7	8 791	10 976
Préposé aux renseign. 2	740	39 716	38 331	3,5 *	36	63	39 752	38 394	3,4 *	8 792	9 642
Préposé aux renseign. 3	92	44 779	57 563	-28,6	40	4	44 819	57 567	-28,4	9 918	15 461
Téléphoniste-récept. 2	1 009	32 423	33 198	-2,4 *	522	103	32 945	33 301	-1,1 *	7 870	7 186
Acheteur 2	57	41 291	48 803	-18,2	248	57	41 539	48 860	-17,6	9 230	12 269
Moyenne	...	37 401	39 697	-6,1	385	57	37 786	39 754	-5,2	8 643	9 299

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 782	57 870	-7,6 *	1 496,1	1 685,0	-12,6	35,95	34,34	4,5 *	Professionnels
76 961	74 497	3,2 *	1 511,8	1 649,8	-9,1	50,91	45,16	11,3	Professionnel communic. 1
90 093	131 168	-45,6	1 484,6	1 645,5	-10,8	60,68	79,71	-31,4 *	Professionnel communic. 2
51 057	59 252	-16,1	1 491,3	1 778,1	-19,2	34,24	33,32	2,7 *	Professionnel communic. 3
74 208	80 825	-8,9	1 518,9	1 721,0	-13,3	48,86	46,96	3,9 *	Professionnel gest. fin. 1
88 247	114 269	-29,5	1 484,6	1 692,3	-14,0	59,44	67,52	-13,6	Professionnel gest. fin. 2
54 074	66 558	-23,1	1 489,9	1 683,9	-13,0	36,29	39,53	-8,9 *	Professionnel gest. fin. 3
77 812	83 351	-7,1	1 501,5	1 721,6	-14,7	51,82	48,42	6,6	Analyste proc. adm./inform. 1
91 026	108 567	-19,3	1 486,7	1 686,9	-13,5	61,23	64,36	-5,1	Analyste proc. adm./inform. 2
56 798	71 287	-25,5	1 484,6	1 772,4	-19,4	38,26	40,22	-5,1	Analyste proc. adm./inform. 3
86 175	98 698	-14,5	1 489,0	1 765,1	-18,5	57,88	55,92	3,4	Ingénieur 1
100 453	128 675	-28,1	1 484,6	1 745,2	-17,6	67,66	73,73	-9,0	Ingénieur 2
54 699	64 426	-17,8	1 502,9	1 815,5	-20,8	36,40	35,49	2,5 *	Ingénieur 3
85 135	78 681	7,6	1 523,0	1 731,0	-13,7	55,90	45,45	18,7	Professionnel sc. phys. 1
91 692	102 409	-11,7	1 484,6	1 681,3	-13,2	61,76	60,91	1,4 *	Professionnel sc. phys. 2
62 158	87 121	-40,2	1 485,9	1 706,5	-14,8	41,83	51,05	-22,0	Professionnel sc. phys. 3
108 388	114 626	-5,8	1 495,5	1 689,0	-12,9	72,47	67,87	6,4	Avocat et notaire 1
77 850	71 693	7,9 *	1 484,6	1 728,7	-16,4	52,44	41,47	20,9	Avocat et notaire 2
									Biologiste 2
80 751	88 325	-9,4	1 498,9	1 712,7	-14,3	53,89	51,61	4,2	Moyenne
									Techniciens
56 361	57 164	-1,4 *	1 506,6	1 722,1	-14,3	37,41	33,19	11,3	Technicien en administration 1-2
62 709	72 405	-15,5	1 469,0	1 732,2	-17,9	42,69	41,80	2,1 *	Technicien en administration 3
64 385	67 750	-5,2 *	1 530,1	1 732,6	-13,2	42,08	39,10	7,1 *	Techn. laboratoire 1-2
68 964	75 804	-9,9 *	1 530,5	1 624,3	-6,1 *	45,06	46,67	-3,6 *	Techn. laboratoire 3
52 463	64 879	-23,7	1 469,0	1 706,5	-16,2	35,71	38,02	-6,5 *	Technicien en droit 1-2
55 033	81 810	-48,7	1 523,8	1 765,0	-15,8	36,12	46,35	-28,3	Technicien génie 1-2
62 747	96 175	-53,3	1 469,0	1 750,3	-19,1	42,71	54,95	-28,6	Technicien génie 3
57 415	60 477	-5,3 *	1 514,6	1 731,0	-14,3	37,91	34,94	7,8	Techn. informatique 1-2
64 322	73 851	-14,8	1 530,8	1 739,9	-13,7	42,02	42,45	-1,0 *	Techn. informatique 3
56 083	83 507	-48,9	1 533,6	1 741,0	-13,5	36,57	47,97	-31,2	Techn. hygiène du trav. 1-2
58 022	64 642	-11,4	1 514,9	1 725,7	-13,9	38,30	37,45	2,2 *	Moyenne
									Employés de bureau
38 059	41 668	-9,5 *	1 483,4	1 634,6	-10,2	25,66	25,49	0,6 *	Préposé photocopie 2
39 830	57 061	-43,3	1 549,9	1 777,7	-14,7	25,70	32,10	-24,9	Magasinier 1
44 168	56 140	-27,1	1 536,5	1 775,7	-15,6	28,75	31,62	-10,0 *	Magasinier 2
51 569	55 351	-7,3 *	1 549,0	1 831,4	-18,2	33,29	30,22	9,2 *	Magasinier 3
42 732	54 586	-27,7 *	1 541,4	1 712,9	-11,1	27,72	31,87	-15,0 *	Op. duplicateur 1-2
42 810	36 789	14,1 *	1 528,5	1 769,3	-15,8	28,01	20,79	25,8	Personnel soutien adm. 1
46 366	48 398	-4,4	1 523,1	1 705,4	-12,0	30,44	28,38	6,8	Personnel soutien adm. 2
51 262	53 523	-4,4 *	1 531,4	1 713,8	-11,9	33,47	31,23	6,7 *	Personnel soutien adm. 3
43 950	48 303	-9,9	1 547,4	1 695,6	-9,6	28,40	28,49	-0,3 *	Personnel secrétariat 1
48 248	56 632	-17,4	1 507,5	1 680,0	-11,4	32,01	33,71	-5,3 *	Personnel secrétariat 2
48 544	48 036	1,0 *	1 455,3	1 789,4	-23,0	33,36	26,84	19,5	Préposé aux renseign. 2
54 737	73 028	-33,4	1 455,3	1 775,3	-22,0	37,61	41,14	-9,4 *	Préposé aux renseign. 3
40 815	40 487	0,8 *	1 528,0	1 741,4	-14,0	26,71	23,25	13,0	Téléphoniste-récept. 2
50 769	61 129	-20,4	1 554,3	1 742,0	-12,1	32,66	35,09	-7,4 *	Acheteur 2
46 430	49 050	-5,6	1 523,0	1 718,7	-12,8	30,50	28,59	6,2	Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	654	33 749	26 651	21,0	459	102	34 207	26 753	21,8	8 451	5 505
Concierge	2 156	36 830	47 507	-29,0	228	15	37 059	47 522	-28,2	8 691	19 024
Cuisinier 1	15	38 984	29 257	25,0	242	101	39 226	29 358	25,2	9 052	4 702
Cuisinier 2	932	40 803	37 332	8,5 *	524	242	41 327	37 574	9,1 *	9 801	6 844
Cuisinier 3	23	42 421	41 629	1,9 *	184	380	42 605	42 009	1,4 *	9 386	6 796
Gardien 2	329	33 394	31 437	5,9	369	292	33 764	31 729	6,0	8 075	4 718
Journalier/préposé terr. 2	1 463	33 362	42 661	-27,9	240	58	33 602	42 718	-27,1	7 861	9 669
Préposé cuisine/café. 2	2 471	35 072	25 089	28,5	471	71	35 543	25 160	29,2	8 710	4 724
Préposé entretien lourd 2	1 536	32 635	29 914	8,3	444	137	33 079	30 051	9,2	8 220	4 609
Ouvrier entret. mainten. 2	402	36 845	48 181	-30,8	501	188	37 346	48 369	-29,5	9 061	14 422
Préposé entretien léger 2	2 931	34 252	28 357	17,2	464	159	34 716	28 516	17,9	8 548	5 031
Moyenne	...	35 117	34 375	2,1 *	403	114	35 520	34 489	2,9 *	8 590	8 383
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	141	35 805	43 916	-22,7	379	82	36 185	43 998	-21,6	8 550	10 928
Conducteur véh. lourds 2	262	38 966	45 432	-16,6	210	96	39 175	45 528	-16,2	8 723	10 404
Électricien entretien 2	342	44 990	64 194	-42,7	349	34	45 340	64 228	-41,7	10 144	21 274
Électricien entretien 3	84	47 152	66 182	-40,4	577	71	47 729	66 253	-38,8	10 954	22 305
Mécanicien véh. motor. 1	22	41 835	43 238	-3,4 *	162	253	41 997	43 491	-3,6 *	9 134	10 118
Mécanicien véh. motor. 2	71	44 362	55 466	-25,0	95	67	44 457	55 532	-24,9	9 448	13 890
Mécanicien entret. Millwright 2	235	44 407	57 927	-30,4	596	59	45 003	57 986	-28,9	10 549	18 389
Menuisier entretien 2	318	42 860	49 963	-16,6 *	483	262	43 343	50 225	-15,9 *	10 065	13 748
Ouvrier cert. entretien 2	902	42 404	60 215	-42,0	326	43	42 731	60 257	-41,0	9 656	16 357
Peintre entretien 2	128	39 348	46 899	-19,2 *	399	110	39 747	47 009	-18,3 *	9 295	8 700
Machiniste 2	46	44 362	53 407	-20,4	395	99	44 757	53 506	-19,5	10 207	13 773
Conducteur d'équip. lourds 2	45	40 803	57 375	-40,6	33	5	40 836	57 380	-40,5	8 469	17 195
Moyenne	...	42 619	56 351	-32,2	367	83	42 986	56 433	-31,3	9 753	16 117
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 599	46 985	-7,8	407	73	44 006	47 059	-6,9	9 685	10 992

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
42 658	32 259	24,4	1 674,9	1 858,2	-10,9	25,47	17,36	31,8	Employés de service
45 749	66 546	-45,5	1 716,8	1 723,1	-0,4 *	26,65	38,62	-44,9	Préposé buanderie 2
48 279	34 060	29,5	1 716,1	1 832,9	-6,8	28,13	18,58	33,9	Concierge
51 128	44 418	13,1	1 672,1	1 790,3	-7,1	30,58	24,81	18,9	Cuisinier 1
51 991	48 805	6,1 *	1 669,4	1 823,1	-9,2	31,14	26,77	14,0	Cuisinier 2
41 839	36 446	12,9	1 677,6	1 852,5	-10,4	24,94	19,67	21,1	Cuisinier 3
41 463	52 387	-26,3	1 707,0	1 775,7	-4,0	24,29	29,50	-21,5	Gardien 2
44 253	29 884	32,5	1 674,5	1 846,6	-10,3	26,43	16,18	38,8	Journalier/préposé terr. 2
41 299	34 660	16,1	1 674,9	1 684,2	-0,6 *	24,66	20,58	16,5	Préposé cuisine/café. 2
46 407	62 791	-35,3	1 674,9	1 777,4	-6,1	27,71	35,33	-27,5 *	Préposé entretien lourd 2
43 264	33 547	22,5	1 675,2	1 691,4	-1,0 *	25,83	19,83	23,2	Ouvrier entret. mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
44 110	42 872	2,8 *	1 685,2	1 758,4	-4,3	26,18	24,46	6,6 *	Moyenne
									Ouvriers
44 735	54 926	-22,8	1 681,3	1 819,8	-8,2	26,61	30,18	-13,4	Conducteur véh. légers 2
47 898	55 932	-16,8	1 648,2	2 078,9	-26,1	29,06	26,90	7,4 *	Conducteur véh. lourds 2
55 483	85 502	-54,1	1 696,9	1 769,0	-4,3	32,70	48,33	-47,8	Électricien entretien 2
58 683	88 558	-50,9	1 665,1	1 723,1	-3,5	35,24	51,40	-45,8	Électricien entretien 3
51 131	53 609	-4,8 *	1 646,1	1 858,8	-12,9	31,06	28,84	7,2 *	Mécanicien véh. motor. 1
53 905	69 422	-28,8	1 632,0	1 856,4	-13,7	33,03	37,40	-13,2	Mécanicien véh. motor. 2
55 551	76 375	-37,5	1 675,6	1 771,7	-5,7	33,15	43,11	-30,0	Mécanicien entret. Millwright 2
53 408	63 973	-19,8 *	1 685,2	1 800,4	-6,8	31,69	35,53	-12,1 *	Menuisier entretien 2
52 387	76 614	-46,2	1 702,9	1 762,0	-3,5	30,76	43,48	-41,3	Ouvrier cert. entretien 2
49 042	55 709	-13,6 *	1 692,6	1 705,0	-0,7 *	28,97	32,67	-12,8 *	Peintre entretien 2
54 964	67 280	-22,4	1 699,2	1 765,1	-3,9	32,35	38,12	-17,8	Machiniste 2
49 304	74 575	-51,3	1 583,4	1 804,9	-14,0	31,14	41,32	-32,7	Conducteur d'équip. lourds 2
52 739	72 550	-37,6	1 680,7	1 796,6	-6,9	31,37	40,61	-29,4	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
53 691	58 051	-8,1	1 554,6	1 730,4	-11,3	34,77	33,63	3,3	Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	80	44 131	58 993	-33,7	203	380	44 334	59 373	-33,9	9 448	19 983
Professionnel communic. 2	702	63 816	72 972	-14,3	455	80	64 271	73 052	-13,7	12 690	22 154
Professionnel communic. 3	110	76 115	89 198	-17,2	99	63	76 214	89 261	-17,1	13 880	29 585
Professionnel gest. fin. 1	159	42 082	57 998	-37,8	139	4	42 221	58 002	-37,4	8 835	17 406
Professionnel gest. fin. 2	789	61 148	74 617	-22,0	628	367	61 776	74 984	-21,4	12 432	23 627
Professionnel gest. fin. 3	152	74 646	91 973	-23,2	97	100	74 743	92 073	-23,2	13 504	34 043
Analyste proc. adm./inform. 1	383	44 709	60 507	-35,3	109	137	44 819	60 644	-35,3	9 256	19 176
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	64 958	74 857	-15,2	344	190	65 302	75 048	-14,9	12 510	23 633
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	77 002	89 943	-16,8	147	78	77 150	90 021	-16,7	13 876	30 650
Ingénieur 1	130	47 201	59 932	-27,0	61	18	47 262	59 950	-26,8	9 536	24 645
Ingénieur 2	391	72 834	87 468	-20,1	116	119	72 950	87 587	-20,1	13 224	34 740
Ingénieur 3	364	85 469	105 414	-23,3	111	59	85 580	105 473	-23,2	14 872	41 292
Professionnel sc. phys. 2	369	70 457	79 322	-12,6	941	27	71 399	79 349	-11,1	13 737	23 598
Professionnel sc. phys. 3	98	77 663	98 209	-26,5	101	9	77 764	98 218	-26,3	13 928	28 561
Avocat et notaire 1	53	51 592	77 316	-49,9	87	27	51 678	77 343	-49,7	10 480	22 482
Avocat et notaire 2	599	91 737	101 000	-10,1	426	231	92 163	101 231	-9,8	16 225	28 789
Biologiste 2	108	65 465	74 091	-13,2	85	119	65 550	74 209	-13,2	12 300	21 511
Biologiste 3	44	76 682	97 310	-26,9	100	193	76 782	97 503	-27,0	13 736	33 174
Moyenne	...	67 601	79 568	-17,7	325	158	67 926	79 726	-17,4	12 825	25 711
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 589	45 642	53 668	-17,6	449	104	46 091	53 773	-16,7	10 270	16 608
Technicien en administration 3	194	51 824	58 273	-12,4	57	224	51 881	58 497	-12,8	10 828	14 686
Techn. documentation 1-2	740	45 315	48 233	-6,4	329	172	45 644	48 405	-6,0	10 081	14 146
Techn. laboratoire 1-2	1 899	51 669	52 566	-1,7	969	95	52 638	52 661	0,0 *	11 747	14 896
Techn. laboratoire 3	462	55 578	65 219	-17,3	1 043	60	56 621	65 279	-15,3	12 343	17 892
Technicien en droit 1-2	366	43 177	54 446	-26,1	47	125	43 224	54 571	-26,3	9 238	16 641
Technicien génie 1-2	1 274	44 932	65 236	-45,2	320	228	45 252	65 464	-44,7	9 781	25 409
Technicien génie 3	264	51 986	78 161	-50,3	57	22	52 044	78 183	-50,2	10 703	33 130
Techn. informatique 1-2	2 243	46 878	54 987	-17,3	352	134	47 230	55 121	-16,7	10 185	14 932
Techn. informatique 3	813	52 520	58 846	-12,0	574	81	53 094	58 927	-11,0	11 228	13 499
Technicien en loisir 1-2	460	45 491	49 993	-9,9	570	480	46 062	50 473	-9,6	10 351	14 734
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	44 655	65 606	-46,9	875	1 064	45 530	66 670	-46,4	10 553	17 126
Moyenne	...	47 042	55 683	-18,4	501	171	47 543	55 854	-17,5	10 477	16 814
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	18	31 102	36 493	-17,3	19	66	31 121	36 559	-17,5	6 938	9 097
Magasinier 1	221	32 084	45 984	-43,3	314	325	32 398	46 309	-42,9	7 432	12 383
Magasinier 2	901	35 472	48 804	-37,6	444	178	35 916	48 982	-36,4	8 252	16 975
Magasinier 3	35	42 018	62 777	-49,4	227	75	42 245	62 852	-48,8	9 324	16 250
Op. duplicateur 1-2	97	34 424	41 847	-21,6	217	70	34 641	41 917	-21,0	8 091	12 348
Personnel soutien adm. 1	4 276	34 138	39 164	-14,7	512	224	34 650	39 388	-13,7	8 160	16 088
Personnel soutien adm. 2	10 508	37 228	45 652	-22,6	458	68	37 686	45 719	-21,3	8 679	15 793
Personnel soutien adm. 3	3 835	41 258	49 932	-21,0	525	57	41 783	49 989	-19,6	9 479	14 785
Personnel secrétariat 1	1 427	35 646	41 426	-16,2	204	200	35 850	41 626	-16,1	8 100	11 212
Personnel secrétariat 2	5 540	39 316	47 036	-19,6	141	221	39 458	47 258	-19,8	8 791	16 309
Préposé aux renseign. 2	740	39 716	43 891	-10,5	36	236	39 752	44 127	-11,0	8 792	14 396
Préposé aux renseign. 3	92	44 779	47 765	-6,7	40	228	44 819	47 993	-7,1	9 918	16 950
Téléphoniste-récept. 2	1 009	32 423	38 401	-18,4	522	165	32 945	38 566	-17,1	7 870	10 754
Acheteur 2	57	41 291	49 746	-20,5	248	345	41 539	50 091	-20,6	9 230	13 900
Moyenne	...	37 401	45 107	-20,6	385	142	37 786	45 249	-19,7	8 643	15 263

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
Professionnels									
53 782	79 357	-47,6	1 496,1	1 573,2	-5,2	35,95	50,44	-40,3	Professionnel communic. 1
76 961	95 206	-23,7	1 511,8	1 572,9	-4,0	50,91	60,53	-18,9	Professionnel communic. 2
90 093	118 846	-31,9	1 484,6	1 577,7	-6,3	60,68	75,33	-24,1	Professionnel communic. 3
51 057	75 408	-47,7	1 491,3	1 593,0	-6,8	34,24	47,34	-38,3	Professionnel gest. fin. 1
74 208	98 611	-32,9	1 518,9	1 555,8	-2,4	48,86	63,38	-29,7	Professionnel gest. fin. 2
88 247	126 116	-42,9	1 484,6	1 567,5	-5,6	59,44	80,46	-35,4	Professionnel gest. fin. 3
54 074	79 820	-47,6	1 489,9	1 580,9	-6,1	36,29	50,49	-39,1	Analyste proc. adm./inform. 1
77 812	98 681	-26,8	1 501,5	1 548,2	-3,1	51,82	63,74	-23,0	Analyste proc. adm./inform. 2
91 026	120 671	-32,6	1 486,7	1 565,3	-5,3	61,23	77,09	-25,9	Analyste proc. adm./inform. 3
56 798	84 595	-48,9	1 484,6	1 556,2	-4,8	38,26	54,36	-42,1	Ingénieur 1
86 175	122 326	-42,0	1 489,0	1 541,9	-3,6	57,88	79,33	-37,1	Ingénieur 2
100 453	146 766	-46,1	1 484,6	1 554,6	-4,7	67,66	94,41	-39,5	Ingénieur 3
85 135	102 947	-20,9	1 523,0	1 591,8	-4,5	55,90	64,67	-15,7	Professionnel sc. phys. 2
91 692	126 778	-38,3	1 484,6	1 594,3	-7,4	61,76	79,52	-28,8	Professionnel sc. phys. 3
62 158	99 825	-60,6	1 485,9	1 595,2	-7,4	41,83	62,58	-49,6	Avocat et notaire 1
108 388	130 020	-20,0	1 495,5	1 558,0	-4,2	72,47	83,45	-15,1	Avocat et notaire 2
77 850	95 720	-23,0	1 484,6	1 585,3	-6,8	52,44	60,38	-15,2	Biologiste 2
90 518	130 677	-44,4	1 484,6	1 565,7	-5,5	60,97	83,46	-36,9	Biologiste 3
80 751	105 437	-30,6	1 498,9	1 561,1	-4,2	53,89	67,56	-25,4	Moyenne
Techniciens									
56 361	70 381	-24,9	1 506,6	1 576,0	-4,6	37,41	44,66	-19,4	Technicien en administration 1-2
62 709	73 183	-16,7	1 469,0	1 549,6	-5,5	42,69	47,23	-10,6	Technicien en administration 3
55 725	62 551	-12,2	1 534,4	1 518,6	1,0	36,32	41,19	-13,4	Techn. documentation 1-2
64 385	67 557	-4,9	1 530,1	1 566,6	-2,4	42,08	43,12	-2,5	Techn. laboratoire 1-2
68 964	83 171	-20,6	1 530,5	1 603,4	-4,8	45,06	51,87	-15,1	Techn. laboratoire 3
52 463	71 212	-35,7	1 469,0	1 559,1	-6,1	35,71	45,67	-27,9	Technicien en droit 1-2
55 033	90 873	-65,1	1 523,8	1 554,7	-2,0	36,12	58,45	-61,8	Technicien génie 1-2
62 747	111 313	-77,4	1 469,0	1 541,8	-5,0	42,71	72,20	-69,0	Technicien génie 3
57 415	70 053	-22,0	1 514,6	1 543,4	-1,9	37,91	45,39	-19,7	Techn. informatique 1-2
64 322	72 426	-12,6	1 530,8	1 553,2	-1,5	42,02	46,63	-11,0	Techn. informatique 3
56 413	65 208	-15,6	1 542,4	1 584,3	-2,7 *	36,57	41,16	-12,5	Technicien en loisir 1-2
56 083	83 796	-49,4	1 533,6	1 475,6	3,8	36,57	56,79	-55,3	Techn. hygiène du trav. 1-2
58 020	72 668	-25,2	1 514,9	1 561,4	-3,1	38,30	46,57	-21,6	Moyenne
Employés de bureau									
38 059	45 656	-20,0	1 483,4	1 554,6	-4,8	25,66	29,37	-14,5	Préposé photocopie 2
39 830	58 692	-47,4	1 549,9	1 648,7	-6,4	25,70	35,60	-38,5	Magasinier 1
44 168	65 957	-49,3	1 536,5	1 631,1	-6,2	28,75	40,44	-40,7	Magasinier 2
51 569	79 102	-53,4	1 549,0	1 630,7	-5,3	33,29	48,51	-45,7	Magasinier 3
42 732	54 265	-27,0	1 541,4	1 625,6	-5,5	27,72	33,38	-20,4	Op. duplicateur 1-2
42 810	55 476	-29,6	1 528,5	1 491,9	2,4	28,01	37,18	-32,8	Personnel soutien adm. 1
46 366	61 512	-32,7	1 523,1	1 538,5	-1,0	30,44	39,98	-31,3	Personnel soutien adm. 2
51 262	64 774	-26,4	1 531,4	1 583,4	-3,4	33,47	40,91	-22,2	Personnel soutien adm. 3
43 950	52 838	-20,2	1 547,4	1 506,3	2,7	28,40	35,08	-23,5	Personnel secrétariat 1
48 248	63 567	-31,7	1 507,5	1 517,0	-0,6 *	32,01	41,90	-30,9	Personnel secrétariat 2
48 544	58 523	-20,6	1 455,3	1 569,7	-7,9	33,36	37,28	-11,8	Préposé aux renseign. 2
54 737	64 943	-18,6	1 455,3	1 583,4	-8,8	37,61	41,02	-9,0	Préposé aux renseign. 3
40 815	49 321	-20,8	1 528,0	1 551,0	-1,5 *	26,71	31,80	-19,1	Téléphoniste-récept. 2
50 769	63 991	-26,0	1 554,3	1 646,5	-5,9	32,66	38,87	-19,0	Acheteur 2
46 430	60 512	-30,3	1 523,0	1 539,2	-1,1	30,50	39,31	-28,9	Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge	2 156	36 830	45 977	-24,8	228	633	37 059	46 610	-25,8	8 691	13 449
Cuisinier 2	932	40 803	43 604	-6,9 *	524	171	41 327	43 776	-5,9 *	9 801	9 997
Cuisinier 3	23	42 421	56 638	-33,5	184	20	42 605	56 658	-33,0	9 386	15 827
Gardien 2	329	33 394	50 076	-50,0	369	357	33 764	50 433	-49,4	8 075	15 487
Journalier/préposé terr. 2	1 463	33 362	42 688	-28,0	240	234	33 602	42 922	-27,7	7 861	12 452
Préposé cuisine/cafét. 2	2 471	35 072	38 402	-9,5	471	104	35 543	38 506	-8,3	8 710	10 754
Préposé entretien lourd 2	1 536	32 635	43 523	-33,4	444	244	33 079	43 767	-32,3	8 220	12 997
Ouvrier entret. mainten. 2	402	36 845	47 429	-28,7	501	330	37 346	47 759	-27,9	9 061	15 086
Préposé entretien léger 2	2 931	34 252	35 187	-2,7	464	227	34 716	35 414	-2,0	8 548	7 374
Moyenne	...	35 117	41 830	-19,1	403	266	35 520	42 096	-18,5	8 590	11 408
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	141	35 805	48 959	-36,7	379	130	36 185	49 089	-35,7	8 550	20 173
Conducteur véh. lourds 2	262	38 966	48 587	-24,7	210	349	39 175	48 937	-24,9	8 723	14 288
Électricien entretien 2	342	44 990	57 832	-28,5	349	405	45 340	58 237	-28,4	10 144	20 982
Électricien entretien 3	84	47 152	61 472	-30,4	577	65	47 729	61 536	-28,9	10 954	18 065
Mécanicien véh. motor. 1	22	41 835	53 581	-28,1	162	557	41 997	54 138	-28,9	9 134	15 736
Mécanicien véh. motor. 2	71	44 362	58 125	-31,0	95	533	44 457	58 658	-31,9	9 448	19 424
Mécanicien entret. Millwright 2	235	44 407	57 485	-29,5	596	251	45 003	57 737	-28,3	10 549	24 027
Menuisier entretien 2	318	42 860	54 286	-26,7	483	648	43 343	54 934	-26,7	10 065	19 714
Ouvrier de voirie 2	100	36 530	46 900	-28,4	29	615	36 559	47 515	-30,0	7 569	19 292
Ouvrier de voirie 3	243	44 362	51 677	-16,5	35	459	44 397	52 135	-17,4	9 220	21 221
Ouvrier cert. entretien 2	902	42 404	56 884	-34,1	326	565	42 731	57 449	-34,4	9 656	21 477
Peintre entretien 2	128	39 348	52 051	-32,3	399	401	39 747	52 452	-32,0	9 295	14 716
Machiniste 2	46	44 362	55 996	-26,2	395	0	44 757	55 996	-25,1	10 207	17 460
Conducteur d'équip. lourds 2	45	40 803	50 397	-23,5	33	587	40 836	50 984	-24,9	8 469	21 558
Moyenne	...	42 732	55 119	-29,0	346	393	43 078	55 511	-28,9	9 718	20 057
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 600	52 160	-19,6	406	186	44 006	52 346	-19,0	9 683	16 588

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Employés de service									
45 749	60 059	-31,3	1 716,8	1 669,9	2,7	26,65	35,97	-35,0	Concierge
51 128	53 772	-5,2 *	1 672,1	1 661,4	0,6 *	30,58	32,37	-5,9 *	Cuisinier 2
51 991	72 484	-39,4	1 669,4	1 699,9	-1,8	31,14	42,64	-36,9	Cuisinier 3
41 839	65 921	-57,6	1 677,6	1 689,8	-0,7 *	24,94	39,01	-56,4	Gardien 2
41 463	55 374	-33,6	1 707,0	1 714,9	-0,5 *	24,29	32,29	-32,9	Journalier/préposé terr. 2
44 253	49 261	-11,3	1 674,5	1 655,0	1,2 *	26,43	29,76	-12,6	Préposé cuisine/cafét. 2
41 299	56 764	-37,4	1 674,9	1 673,7	0,1 *	24,66	33,91	-37,5	Préposé entretien lourd 2
46 407	62 844	-35,4	1 674,9	1 620,4	3,3	27,71	38,78	-40,0	Ouvrier entret. mainten. 2
43 264	42 788	1,1 *	1 675,2	1 582,0	5,6	25,83	27,05	-4,7	Préposé entretien léger 2
44 110	53 504	-21,3	1 685,2	1 652,3	1,9	26,18	32,32	-23,4	Moyenne
Ouvriers									
44 735	69 262	-54,8	1 681,3	1 652,5	1,7	26,61	41,91	-57,5	Conducteur véh. légers 2
47 898	63 225	-32,0	1 648,2	1 718,0	-4,2	29,06	36,80	-26,6	Conducteur véh. lourds 2
55 483	79 219	-42,8	1 696,9	1 691,1	0,3 *	32,70	46,84	-43,3	Électricien entretien 2
58 683	79 601	-35,6	1 665,1	1 721,4	-3,4	35,24	46,24	-31,2	Électricien entretien 3
51 131	69 874	-36,7	1 646,1	1 834,3	-11,4	31,06	38,09	-22,6	Mécanicien véh. motor. 1
53 905	78 082	-44,9	1 632,0	1 719,7	-5,4	33,03	45,40	-37,5	Mécanicien véh. motor. 2
55 551	81 764	-47,2	1 675,6	1 681,4	-0,3 *	33,15	48,63	-46,7	Mécanicien entret. Millwright 2
53 408	74 648	-39,8	1 685,2	1 688,2	-0,2 *	31,69	44,22	-39,5	Menuisier entretien 2
44 128	66 807	-51,4	1 583,4	1 630,3	-3,0	27,87	40,98	-47,0	Ouvrier de voirie 2
53 617	73 356	-36,8	1 583,4	1 598,6	-1,0 *	33,86	45,89	-35,5	Ouvrier de voirie 3
52 387	78 926	-50,7	1 702,9	1 677,1	1,5 *	30,76	47,06	-53,0	Ouvrier cert. entretien 2
49 042	67 168	-37,0	1 692,6	1 728,7	-2,1	28,97	38,86	-34,1	Peintre entretien 2
54 964	73 455	-33,6	1 699,2	1 700,7	-0,1 *	32,35	43,19	-33,5	Machiniste 2
49 304	72 542	-47,1	1 583,4	1 597,4	-0,9	31,14	45,41	-45,8	Conducteur d'équip. lourds 2
52 796	75 569	-43,1	1 674,3	1 684,3	-0,6 *	31,54	44,89	-42,4	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
53 689	68 934	-28,4	1 554,7	1 575,1	-1,3	34,76	43,85	-26,2	Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 2	702	63 816	67 903	-6,4	455	488	64 271	68 392	-6,4	12 690	20 662
Professionnel communic. 3	110	76 115	84 207	-10,6	99	1 559	76 214	85 766	-12,5	13 880	28 984
Professionnel gest. fin. 2	789	61 148	76 849	-25,7	628	1 144	61 776	77 992	-26,3	12 432	29 190
Professionnel gest. fin. 3	152	74 646	88 899	-19,1	97	1 792	74 743	90 691	-21,3	13 504	40 145
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	64 958	74 867	-15,3	344	984	65 302	75 851	-16,2	12 510	26 214
Ingénieur 2	391	72 834	78 390	-7,6	116	907	72 950	79 297	-8,7	13 224	30 408
Ingénieur 3	364	85 469	90 867	-6,3	111	957	85 580	91 824	-7,3	14 872	36 959
Professionnel sc. phys. 2	369	70 457	72 239	-2,5	941	1 054	71 399	73 293	-2,7	13 737	31 380
Avocat et notaire 2	599	91 737	89 511	2,4	426	764	92 163	90 275	2,0	16 225	32 073
Moyenne	...	67 522	77 528	-14,8	329	986	67 851	78 514	-15,7	12 821	28 330
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 589	45 642	53 609	-17,5	449	291	46 091	53 900	-16,9	10 270	20 285
Technicien en administration 3	194	51 824	65 728	-26,8	57	246	51 881	65 974	-27,2	10 828	18 371
Techn. documentation 1-2	740	45 315	48 845	-7,8	329	376	45 644	49 221	-7,8	10 081	16 726
Techn. laboratoire 1-2	1 899	51 669	53 117	-2,8	969	277	52 638	53 394	-1,4	11 747	23 441
Technicien en droit 1-2	366	43 177	47 268	-9,5	47	360	43 224	47 628	-10,2	9 238	17 526
Technicien génie 1-2	1 274	44 932	58 773	-30,8	320	364	45 252	59 136	-30,7	9 781	21 935
Technicien génie 3	264	51 986	64 887	-24,8	57	262	52 044	65 148	-25,2	10 703	18 966
Techn. informatique 1-2	2 243	46 878	59 081	-26,0	352	212	47 230	59 293	-25,5	10 185	18 870
Technicien en loisir 1-2	460	45 491	51 044	-12,2	570	511	46 062	51 555	-11,9	10 351	15 330
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	44 655	66 700	-49,4	875	1 181	45 530	67 881	-49,1	10 553	17 704
Moyenne	...	47 036	55 351	-17,7	501	406	47 537	55 758	-17,3	10 476	19 799
Employés de bureau											
Magasinier 1	221	32 084	46 997	-46,5	314	467	32 398	47 464	-46,5	7 432	12 464
Magasinier 2	901	35 472	49 237	-38,8	444	515	35 916	49 753	-38,5	8 252	14 376
Personnel soutien adm. 1	4 276	34 138	38 751	-13,5	512	252	34 650	39 003	-12,6	8 160	17 553
Personnel soutien adm. 2	10 508	37 228	44 460	-19,4	458	351	37 686	44 810	-18,9	8 679	14 504
Personnel soutien adm. 3	3 835	41 258	47 490	-15,1	525	445	41 783	47 935	-14,7	9 479	16 161
Personnel secrétariat 1	1 427	35 646	41 569	-16,6	204	496	35 850	42 065	-17,3	8 100	13 270
Personnel secrétariat 2	5 540	39 316	45 666	-16,1	141	194	39 458	45 860	-16,2	8 791	18 378
Préposé aux renseign. 2	740	39 716	48 913	-23,2	36	211	39 752	49 124	-23,6	8 792	24 648
Téléphoniste-récept. 2	1 009	32 423	35 915	-10,8	522	307	32 945	36 222	-9,9	7 870	11 748
Acheteur 2	57	41 291	50 740	-22,9	248	628	41 539	51 368	-23,7	9 230	13 760
Moyenne	...	37 401	44 157	-18,1	385	327	37 786	44 484	-17,7	8 643	15 975

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
76 961	89 054	-15,7	1 511,8	1 518,7	-0,5	50,91	58,64	-15,2	Professionnels
90 093	114 750	-27,4	1 484,6	1 508,2	-1,6	60,68	76,08	-25,4	Professionnel communic. 2
74 208	107 182	-44,4	1 518,9	1 506,7	0,8 *	48,86	71,14	-45,6	Professionnel communic. 3
88 247	130 836	-48,3	1 484,6	1 516,5	-2,1	59,44	86,28	-45,1	Professionnel gest. fin. 2
77 812	102 065	-31,2	1 501,5	1 488,9	0,8 *	51,82	68,55	-32,3	Professionnel gest. fin. 3
86 175	109 706	-27,3	1 489,0	1 543,5	-3,7	57,88	71,07	-22,8	Analyste proc. adm./inform. 2
100 453	128 783	-28,2	1 484,6	1 526,5	-2,8	67,66	84,36	-24,7	Ingénieur 2
85 135	104 673	-22,9	1 523,0	1 525,4	-0,2	55,90	68,62	-22,8	Ingénieur 3
108 388	122 348	-12,9	1 495,5	1 502,2	-0,4	72,47	81,45	-12,4	Professionnel sc. phys. 2
									Avocat et notaire 2
80 672	106 844	-32,4	1 499,1	1 500,2	-0,1 *	53,83	71,30	-32,5	Moyenne
									Techniciens
56 361	74 185	-31,6	1 506,6	1 480,2	1,7	37,41	50,12	-34,0	Technicien en administration 1-2
62 709	84 345	-34,5	1 469,0	1 465,1	0,3 *	42,69	57,57	-34,9	Technicien en administration 3
55 725	65 946	-18,3	1 534,4	1 469,4	4,2	36,32	44,88	-23,6	Techn. documentation 1-2
64 385	76 835	-19,3	1 530,1	1 539,6	-0,6 *	42,08	49,91	-18,6	Techn. laboratoire 1-2
52 463	65 154	-24,2	1 469,0	1 496,0	-1,8	35,71	43,55	-22,0	Technicien en droit 1-2
55 033	81 071	-47,3	1 523,8	1 548,6	-1,6	36,12	52,35	-45,0	Technicien génie 1-2
62 747	84 115	-34,1	1 469,0	1 573,0	-7,1	42,71	53,47	-25,2	Technicien génie 3
57 415	78 162	-36,1	1 514,6	1 501,7	0,8 *	37,91	52,05	-37,3	Techn. informatique 1-2
56 413	66 885	-18,6	1 542,4	1 584,5	-2,7 *	36,57	42,21	-15,4	Technicien en loisir 1-2
56 083	85 585	-52,6	1 533,6	1 468,4	4,3	36,57	58,28	-59,4	Techn. hygiène du trav. 1-2
58 014	75 557	-30,2	1 514,9	1 504,3	0,7	38,29	50,26	-31,3	Moyenne
									Employés de bureau
39 830	59 928	-50,5	1 549,9	1 623,3	-4,7 *	25,70	36,92	-43,7	Magasinier 1
44 168	64 129	-45,2	1 536,5	1 649,7	-7,4	28,75	38,87	-35,2	Magasinier 2
42 810	56 556	-32,1	1 528,5	1 470,8	3,8	28,01	38,45	-37,3	Personnel soutien adm. 1
46 366	59 314	-27,9	1 523,1	1 486,8	2,4	30,44	39,89	-31,1	Personnel soutien adm. 2
51 262	64 095	-25,0	1 531,4	1 479,0	3,4	33,47	43,34	-29,5	Personnel soutien adm. 3
43 950	55 335	-25,9	1 547,4	1 458,4	5,7	28,40	37,94	-33,6	Personnel secrétariat 1
48 248	64 237	-33,1	1 507,5	1 478,5	1,9	32,01	43,45	-35,7	Personnel secrétariat 2
48 544	73 772	-52,0	1 455,3	1 479,6	-1,7	33,36	49,86	-49,5	Préposé aux renseign. 2
40 815	47 970	-17,5	1 528,0	1 516,5	0,8 *	26,71	31,63	-18,4	Téléphoniste-récept. 2
50 769	65 128	-28,3	1 554,3	1 692,2	-8,9	32,66	38,49	-17,8	Acheteur 2
46 430	60 458	-30,2	1 523,0	1 490,2	2,2	30,50	40,59	-33,1	Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge	2 156	36 830	46 043	-25,0	228	648	37 059	46 690	-26,0	8 691	13 494
Journalier/préposé terr. 2	1 463	33 362	44 839	-34,4	240	192	33 602	45 031	-34,0	7 861	13 573
Préposé entretien lourd 2	1 536	32 635	42 553	-30,4	444	272	33 079	42 824	-29,5	8 220	13 777
Ouvrier entret. mainten. 2	402	36 845	49 804	-35,2	501	489	37 346	50 293	-34,7	9 061	16 039
Moyenne	...	34 799	45 287	-30,1	324	435	35 123	45 722	-30,2	8 391	14 353
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	262	38 966	49 843	-27,9	210	560	39 175	50 403	-28,7	8 723	15 902
Électricien entretien 2	342	44 990	57 923	-28,7	349	594	45 340	58 516	-29,1	10 144	27 301
Mécanicien véh. motor. 2	71	44 362	55 341	-24,7	95	707	44 457	56 048	-26,1	9 448	21 896
Mécanicien entret. Millwright 2	235	44 407	55 834	-25,7	596	538	45 003	56 372	-25,3	10 549	23 314
Menuisier entretien 2	318	42 860	54 206	-26,5	483	891	43 343	55 096	-27,1	10 065	21 940
Ouvrier de voirie 2	100	36 530	46 900	-28,4	29	615	36 559	47 515	-30,0	7 569	19 292
Ouvrier de voirie 3	243	44 362	51 677	-16,5	35	459	44 397	52 135	-17,4	9 220	21 221
Ouvrier cert. entretien 2	902	42 404	54 993	-29,7	326	441	42 731	55 434	-29,7	9 656	23 526
Peintre entretien 2	128	39 348	51 839	-31,7	399	343	39 747	52 182	-31,3	9 295	15 080
Conducteur d'équip. lourds 2	45	40 803	50 385	-23,5	33	607	40 836	50 993	-24,9	8 469	21 655
Moyenne	...	42 732	54 249	-27,0	346	500	43 078	54 749	-27,1	9 718	22 156
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	44 372	52 628	-18,6	399	464	44 772	53 092	-18,6	9 769	18 974

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
45 749	60 184	-31,6	1 716,8	1 665,3	3,0	26,65	36,14	-35,6	Employés de service
41 463	58 605	-41,3	1 707,0	1 702,8	0,2 *	24,29	34,42	-41,7	Concierge
41 299	56 601	-37,1	1 674,9	1 726,6	-3,1	24,66	32,78	-32,9	Journalier/préposé terr. 2
46 407	66 332	-42,9	1 674,9	1 658,3	1,0 *	27,71	40,00	-44,4	Préposé entretien lourd 2
									Ouvrier entret. mainten. 2
43 514	60 075	-38,1	1 697,1	1 684,0	0,8 *	25,64	35,73	-39,4	Moyenne
									Ouvriers
47 898	66 306	-38,4	1 648,2	1 719,7	-4,3	29,06	38,56	-32,7	Conducteur véh. lourds 2
55 483	85 817	-54,7	1 696,9	1 616,7	4,7	32,70	53,08	-62,3	Électricien entretien 2
53 905	77 943	-44,6	1 632,0	1 649,5	-1,1	33,03	47,25	-43,1	Mécanicien véh. motor. 2
55 551	79 686	-43,4	1 675,6	1 651,5	1,4 *	33,15	48,25	-45,5	Mécanicien entret. Millwright 2
53 408	77 037	-44,2	1 685,2	1 681,6	0,2 *	31,69	45,81	-44,6	Menuisier entretien 2
44 128	66 807	-51,4	1 583,4	1 630,3	-3,0	27,87	40,98	-47,0	Ouvrier de voirie 2
53 617	73 356	-36,8	1 583,4	1 598,6	-1,0 *	33,86	45,89	-35,5	Ouvrier de voirie 3
52 387	78 960	-50,7	1 702,9	1 625,9	4,5	30,76	48,56	-57,9	Ouvrier cert. entretien 2
49 042	67 262	-37,2	1 692,6	1 720,2	-1,6	28,97	39,10	-34,9	Peintre entretien 2
49 304	72 648	-47,3	1 583,4	1 595,9	-0,8 *	31,14	45,52	-46,2	Conducteur d'équip. lourds 2
52 796	76 905	-45,7	1 674,3	1 652,2	1,3 *	31,54	46,64	-47,9	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
54 540	72 066	-32,1	1 542,2	1 522,6	1,3	35,54	47,48	-33,6	Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	80	44 131	55 453	-25,7	203	521	44 334	55 974	-26,3	9 448	15 561
Professionnel communic. 2	702	63 816	76 273	-19,5	455	117	64 271	76 390	-18,9	12 690	28 083
Professionnel communic. 3	110	76 115	94 837	-24,6	99	10	76 214	94 847	-24,4	13 880	40 852
Professionnel gest. fin. 1	159	42 082	54 288	-29,0	139	0	42 221	54 288	-28,6	8 835	17 732
Professionnel gest. fin. 2	789	61 148	75 339	-23,2	628	383	61 776	75 722	-22,6	12 432	24 626
Professionnel gest. fin. 3	152	74 646	93 559	-25,3	97	2	74 743	93 561	-25,2	13 504	42 424
Analyste proc. adm./inform. 1	383	44 709	60 665	-35,7	109	24	44 819	60 688	-35,4	9 256	24 557
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	64 958	77 648	-19,5	344	212	65 302	77 861	-19,2	12 510	29 094
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	77 002	93 048	-20,8	147	172	77 150	93 220	-20,8	13 876	39 169
Ingénieur 1	130	47 201	58 978	-25,0	61	6	47 262	58 985	-24,8	9 536	26 168
Ingénieur 2	391	72 834	86 647	-19,0	116	21	72 950	86 668	-18,8	13 224	39 472
Ingénieur 3	364	85 469	103 143	-20,7	111	1	85 580	103 144	-20,5	14 872	48 291
Professionnel sc. phys. 2	369	70 457	85 780	-21,7	941	10	71 399	85 789	-20,2	13 737	34 149
Avocat et notaire 2	599	91 737	92 521	-0,9 *	426	82	92 163	92 603	-0,5 *	16 225	20 690
Moyenne	...	67 902	80 708	-18,9	327	192	68 229	80 900	-18,6	12 870	30 066
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 589	45 642	54 922	-20,3	449	366	46 091	55 288	-20,0	10 270	17 907
Technicien en administration 3	194	51 824	56 973	-9,9	57	287	51 881	57 260	-10,4	10 828	14 998
Techn. documentation 1-2	740	45 315	48 487	-7,0 *	329	43	45 644	48 530	-6,3 *	10 081	14 494
Techn. laboratoire 1-2	1 899	51 669	57 381	-11,1	969	332	52 638	57 712	-9,6	11 747	20 632
Techn. laboratoire 3	462	55 578	72 345	-30,2	1 043	22	56 621	72 367	-27,8	12 343	23 506
Technicien en droit 1-2	366	43 177	51 558	-19,4	47	109	43 224	51 667	-19,5	9 238	12 962
Technicien génie 1-2	1 274	44 932	70 753	-57,5	320	262	45 252	71 015	-56,9	9 781	31 999
Technicien génie 3	264	51 986	80 897	-55,6	57	24	52 044	80 921	-55,5	10 703	41 728
Techn. informatique 1-2	2 243	46 878	59 463	-26,8	352	201	47 230	59 664	-26,3	10 185	16 463
Techn. informatique 3	813	52 520	60 087	-14,4	574	59	53 094	60 146	-13,3	11 228	14 311
Moyenne	...	47 137	57 126	-21,2	486	273	47 623	57 399	-20,5	10 473	18 699
Employés de bureau											
Magasinier 2	901	35 472	49 184	-38,7	444	222	35 916	49 405	-37,6	8 252	19 161
Personnel soutien adm. 1	4 276	34 138	42 414	-24,2	512	258	34 650	42 672	-23,2	8 160	16 215
Personnel soutien adm. 2	10 508	37 228	48 397	-30,0	458	46	37 686	48 443	-28,5	8 679	23 049
Personnel soutien adm. 3	3 835	41 258	49 200	-19,2	525	463	41 783	49 663	-18,9	9 479	14 058
Personnel secrétariat 1	1 427	35 646	45 371	-27,3	204	394	35 850	45 765	-27,7	8 100	11 934
Personnel secrétariat 2	5 540	39 316	49 383	-25,6	141	317	39 458	49 700	-26,0	8 791	18 568
Préposé aux renseign. 2	740	39 716	42 443	-6,9 *	36	300	39 752	42 743	-7,5	8 792	9 899
Préposé aux renseign. 3	92	44 779	45 044	-0,6 *	40	244	44 819	45 289	-1,0 *	9 918	18 066
Téléphoniste-récept. 2	1 009	32 423	35 215	-8,6	522	221	32 945	35 436	-7,6 *	7 870	9 180
Moyenne	...	37 397	46 761	-25,0	387	224	37 785	46 985	-24,3	8 643	18 070

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 782	71 535	-33,0	1 496,1	1 636,7	-9,4	35,95	43,71	-21,6	Professionnels
76 961	104 474	-35,7	1 511,8	1 577,2	-4,3	50,91	66,24	-30,1	Professionnel communic. 1
90 093	135 699	-50,6	1 484,6	1 539,2	-3,7	60,68	88,16	-45,3	Professionnel communic. 2
51 057	72 020	-41,1	1 491,3	1 592,1	-6,8	34,24	45,24	-32,1	Professionnel communic. 3
74 208	100 348	-35,2	1 518,9	1 557,3	-2,5	48,86	64,44	-31,9	Professionnel gest. fin. 1
88 247	135 984	-54,1	1 484,6	1 545,1	-4,1	59,44	88,01	-48,1	Professionnel gest. fin. 2
54 074	85 245	-57,6	1 489,9	1 576,6	-5,8	36,29	54,07	-49,0	Professionnel gest. fin. 3
77 812	106 955	-37,5	1 501,5	1 544,1	-2,8	51,82	69,27	-33,7	Analyste proc. adm./inform. 1
91 026	132 390	-45,4	1 486,7	1 533,6	-3,2	61,23	86,33	-41,0	Analyste proc. adm./inform. 2
56 798	85 153	-49,9	1 484,6	1 541,6	-3,8	38,26	55,24	-44,4	Analyste proc. adm./inform. 3
86 175	126 140	-46,4	1 489,0	1 517,0	-1,9 *	57,88	83,15	-43,7	Ingénieur 1
100 453	151 434	-50,8	1 484,6	1 529,5	-3,0	67,66	99,01	-46,3	Ingénieur 2
85 135	119 939	-40,9	1 523,0	1 525,9	-0,2	55,90	78,60	-40,6	Ingénieur 3
108 388	113 293	-4,5	1 495,5	1 558,2	-4,2	72,47	72,71	-0,3 *	Professionnel sc. phys. 2
									Avocat et notaire 2
81 099	110 966	-36,8	1 499,0	1 546,5	-3,2	54,12	71,85	-32,8	Moyenne
56 361	73 195	-29,9	1 506,6	1 598,8	-6,1	37,41	45,78	-22,4	Techniciens
62 709	72 258	-15,2	1 469,0	1 632,3	-11,1	42,69	44,27	-3,7 *	Technicien en administration 1-2
55 725	63 024	-13,1 *	1 534,4	1 549,1	-1,0 *	36,32	40,68	-12,0 *	Technicien en administration 3
64 385	78 345	-21,7	1 530,1	1 522,0	0,5	42,08	51,48	-22,3	Techn. documentation 1-2
68 964	95 873	-39,0	1 530,5	1 503,4	1,8	45,06	63,77	-41,5	Techn. laboratoire 1-2
52 463	64 629	-23,2	1 469,0	1 531,4	-4,2	35,71	42,20	-18,2	Techn. laboratoire 3
55 033	103 014	-87,2	1 523,8	1 540,3	-1,1 *	36,12	66,88	-85,2	Technicien en droit 1-2
62 747	122 649	-95,5	1 469,0	1 507,0	-2,6	42,71	81,39	-90,5	Technicien génie 1-2
57 415	76 127	-32,6	1 514,6	1 566,8	-3,4	37,91	48,59	-28,2	Technicien génie 3
64 322	74 457	-15,8	1 530,8	1 588,7	-3,8	42,02	46,87	-11,5	Techn. informatique 1-2
									Techn. informatique 3
58 096	76 098	-31,0	1 514,1	1 573,7	-3,9	38,36	48,47	-26,4	Moyenne
44 168	68 567	-55,2	1 536,5	1 593,3	-3,7 *	28,75	43,04	-49,7	Employés de bureau
42 810	58 887	-37,6	1 528,5	1 553,0	-1,6	28,01	37,92	-35,4	Magasinier 2
46 366	71 492	-54,2	1 523,1	1 476,9	3,0	30,44	48,41	-59,0	Personnel soutien adm. 1
51 262	63 721	-24,3	1 531,4	1 539,7	-0,5 *	33,47	41,39	-23,6	Personnel soutien adm. 2
43 950	57 699	-31,3	1 547,4	1 559,9	-0,8	28,40	36,99	-30,2	Personnel soutien adm. 3
48 248	68 268	-41,5	1 507,5	1 554,3	-3,1 *	32,01	43,92	-37,2	Personnel secrétariat 1
48 544	52 642	-8,4	1 455,3	1 646,1	-13,1	33,36	31,98	4,1 *	Personnel secrétariat 2
54 737	63 354	-15,7	1 455,3	1 658,1	-13,9	37,61	38,21	-1,6 *	Préposé aux renseign. 2
40 815	44 616	-9,3 *	1 528,0	1 688,4	-10,5	26,71	26,43	1,1 *	Préposé aux renseign. 3
									Téléphoniste-récept. 2
46 428	65 055	-40,1	1 522,1	1 535,9	-0,9	30,51	42,56	-39,5	Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Employés de service											
Cuisinier 2	932	40 803	39 027	4,4 *	524	292	41 327	39 319	4,9 *	9 801	7 551
Gardien 2	329	33 394	51 133	-53,1	369	327	33 764	51 461	-52,4	8 075	15 182
Journalier/préposé terr. 2	1 463	33 362	39 596	-18,7	240	411	33 602	40 008	-19,1	7 861	11 368
Ouvrier entret. mainten. 2	402	36 845	50 062	-35,9	501	311	37 346	50 372	-34,9	9 061	17 804
Préposé entretien léger 2	2 931	34 252	34 927	-2,0	464	249	34 716	35 176	-1,3	8 548	6 988
Moyenne	...	35 171	43 037	-22,4	401	441	35 571	43 478	-22,2	8 595	11 846
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	141	35 805	50 182	-40,2	379	14	36 185	50 196	-38,7	8 550	19 247
Conducteur véh. lourds 2	262	38 966	48 495	-24,5	210	328	39 175	48 823	-24,6	8 723	14 045
Électricien entretien 2	342	44 990	59 575	-32,4	349	354	45 340	59 929	-32,2	10 144	15 813
Mécanicien véh. motor. 1	22	41 835	50 995	-21,9	162	556	41 997	51 551	-22,8	9 134	14 300
Mécanicien véh. motor. 2	71	44 362	59 439	-34,0	95	514	44 457	59 953	-34,9	9 448	18 619
Mécanicien entret. Millwright 2	235	44 407	60 510	-36,3	596	5	45 003	60 515	-34,5	10 549	26 740
Ouvrier cert. entretien 2	902	42 404	57 703	-36,1	326	614	42 731	58 316	-36,5	9 656	21 361
Moyenne	...	42 798	56 277	-31,5	377	304	43 175	56 581	-31,0	9 817	20 045
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 706	53 620	-22,7	404	273	44 109	53 892	-22,2	9 695	18 862

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
51 128	46 871	8,3 *	1 672,1	1 630,1	2,5 *	30,58	28,75	6,0	Employés de service
41 839	66 642	-59,3	1 677,6	1 698,4	-1,2 *	24,94	39,24	-57,3	Cuisinier 2
41 463	51 376	-23,9	1 707,0	1 743,7	-2,1	24,29	29,46	-21,3	Gardien 2
46 407	68 176	-46,9	1 674,9	1 611,9	3,8	27,71	42,30	-52,7	Journalier/préposé terr. 2
43 264	42 164	2,5	1 675,2	1 570,8	6,2	25,83	26,84	-3,9	Ouvrier entret. mainten. 2
44 166	55 323	-25,3	1 685,7	1 665,3	1,2	26,20	33,17	-26,6	Préposé entretien léger 2
44 735	69 443	-55,2	1 681,3	1 695,4	-0,8	26,61	40,96	-53,9	Moyenne
47 898	62 868	-31,3	1 648,2	1 719,0	-4,3	29,06	36,57	-25,8	Ouvriers
55 483	75 742	-36,5	1 696,9	1 799,5	-6,0	32,70	42,09	-28,7	Conducteur véh. légers 2
51 131	65 851	-28,8	1 646,1	1 870,2	-13,6	31,06	35,21	-13,4	Conducteur véh. lourds 2
53 905	78 572	-45,8	1 632,0	1 754,9	-7,5	33,03	44,77	-35,6	Électricien entretien 2
55 551	87 255	-57,1	1 675,6	1 714,2	-2,3 *	33,15	50,90	-53,5	Mécanicien véh. motor. 1
52 387	79 677	-52,1	1 702,9	1 688,3	0,9 *	30,76	47,19	-53,4	Mécanicien véh. motor. 2
52 992	76 625	-44,6	1 683,5	1 710,0	-1,6 *	31,48	44,92	-42,7	Mécanicien entret. Millwright 2
53 804	72 755	-35,2	1 553,4	1 577,1	-1,5	34,86	46,41	-33,1	Ouvrier cert. entretien 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	80	44 131	59 979	-35,9	203	0	44 334	59 979	-35,3	9 448	13 711
Professionnel communic. 2	702	63 816	70 526	-10,5	455	0	64 271	70 526	-9,7	12 690	15 386
Professionnel communic. 3	110	76 115	82 377	-8,2 *	99	0	76 214	82 377	-8,1 *	13 880	17 841
Professionnel gest. fin. 1	159	42 082	58 595	-39,2	139	0	42 221	58 595	-38,8	8 835	13 802
Professionnel gest. fin. 2	789	61 148	72 556	-18,7	628	0	61 776	72 556	-17,5	12 432	16 104
Analyste proc. adm./inform. 1	383	44 709	53 984	-20,7	109	0	44 819	53 984	-20,5	9 256	13 206
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	64 958	71 859	-10,6	344	0	65 302	71 859	-10,0	12 510	15 463
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	77 002	83 475	-8,4	147	0	77 150	83 475	-8,2	13 876	17 796
Ingénieur 2	391	72 834	71 903	1,3 *	116	0	72 950	71 903	1,4 *	13 224	15 012
Professionnel sc. phys. 2	369	70 457	72 888	-3,4 *	941	0	71 399	72 888	-2,1 *	13 737	16 896
Avocat et notaire 2	599	91 737	87 893	4,2 *	426	0	92 163	87 893	4,6 *	16 225	18 329
Moyenne	...	68 006	73 067	-7,4	337	0	68 342	73 067	-6,9	12 899	15 900
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 589	45 642	48 694	-6,7	449	62	46 091	48 756	-5,8	10 270	12 009
Technicien en administration 3	194	51 824	57 119	-10,2	57	177	51 881	57 296	-10,4	10 828	13 498
Techn. documentation 1-2	740	45 315	47 141	-4,0	329	70	45 644	47 211	-3,4	10 081	11 703
Techn. laboratoire 1-2	1 899	51 669	50 311	2,6	969	41	52 638	50 353	4,3	11 747	12 091
Technicien génie 1-2	1 274	44 932	50 658	-12,7	320	85	45 252	50 743	-12,1	9 781	11 114
Technicien génie 3	264	51 986	56 099	-7,9	57	85	52 044	56 184	-8,0	10 703	12 359
Techn. informatique 1-2	2 243	46 878	49 911	-6,5 *	352	46	47 230	49 957	-5,8 *	10 185	11 425
Moyenne	...	47 036	49 938	-6,2	501	53	47 537	49 992	-5,2	10 476	11 832
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	18	31 102	36 098	-16,1	19	41	31 121	36 139	-16,1	6 938	9 365
Magasinier 2	901	35 472	41 255	-16,3	444	76	35 916	41 331	-15,1	8 252	10 938
Personnel soutien adm. 1	4 276	34 138	37 638	-10,3	512	56	34 650	37 695	-8,8	8 160	9 075
Personnel soutien adm. 2	10 508	37 228	41 581	-11,7	458	28	37 686	41 609	-10,4	8 679	9 906
Personnel soutien adm. 3	3 835	41 258	43 023	-4,3	525	108	41 783	43 131	-3,2	9 479	10 713
Personnel secrétariat 1	1 427	35 646	40 658	-14,1	204	27	35 850	40 685	-13,5	8 100	10 037
Personnel secrétariat 2	5 540	39 316	45 109	-14,7	141	118	39 458	45 226	-14,6	8 791	11 116
Préposé aux renseign. 2	740	39 716	40 207	-1,2 *	36	130	39 752	40 337	-1,5 *	8 792	10 294
Téléphoniste-récept. 2	1 009	32 423	40 814	-25,9	522	56	32 945	40 870	-24,1	7 870	10 448
Moyenne	...	37 382	41 753	-11,7	387	65	37 770	41 818	-10,7	8 641	10 184

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
53 782	73 690	-37,0	1 496,1	1 494,3	0,1 *	35,95	49,31	-37,2	Professionnels
76 961	85 912	-11,6	1 511,8	1 521,6	-0,6	50,91	56,46	-10,9	Professionnel communic. 1
90 093	100 218	-11,2 *	1 484,6	1 542,1	-3,9	60,68	64,99	-7,1 *	Professionnel communic. 2
51 057	72 397	-41,8	1 491,3	1 522,6	-2,1	34,24	47,55	-38,9	Professionnel communic. 3
74 208	88 660	-19,5	1 518,9	1 504,7	0,9 *	48,86	58,92	-20,6	Professionnel gest. fin. 1
54 074	67 190	-24,3	1 489,9	1 536,4	-3,1	36,29	43,73	-20,5	Professionnel gest. fin. 2
77 812	87 322	-12,2	1 501,5	1 504,1	-0,2 *	51,82	58,05	-12,0	Analyste proc. adm./inform. 1
91 026	101 271	-11,3	1 486,7	1 503,0	-1,1	61,23	67,38	-10,1	Analyste proc. adm./inform. 2
86 175	86 915	-0,9 *	1 489,0	1 538,8	-3,3	57,88	56,48	2,4 *	Analyste proc. adm./inform. 3
85 135	89 784	-5,5	1 523,0	1 525,6	-0,2 *	55,90	58,85	-5,3	Ingénieur 2
108 388	106 222	2,0 *	1 495,5	1 529,8	-2,3	72,47	69,43	4,2 *	Professionnel sc. phys. 2
									Avocat et notaire 2
81 241	88 967	-9,5	1 499,5	1 515,3	-1,1	54,20	58,73	-8,4	Moyenne
									Techniciens
56 361	60 765	-7,8	1 506,6	1 525,2	-1,2	37,41	39,84	-6,5	Technicien en administration 1-2
62 709	70 794	-12,9	1 469,0	1 518,7	-3,4	42,69	46,61	-9,2	Technicien en administration 3
55 725	58 914	-5,7	1 534,4	1 531,4	0,2 *	36,32	38,47	-5,9	Techn. documentation 1-2
64 385	62 443	3,0	1 530,1	1 573,4	-2,8	42,08	39,69	5,7	Techn. laboratoire 1-2
55 033	61 858	-12,4	1 523,8	1 573,6	-3,3	36,12	39,31	-8,8	Technicien génie 1-2
62 747	68 543	-9,2	1 469,0	1 560,6	-6,2	42,71	43,92	-2,8	Technicien génie 3
57 415	61 383	-6,9 *	1 514,6	1 561,0	-3,1	37,91	39,32	-3,7 *	Techn. informatique 1-2
58 014	61 824	-6,6	1 514,9	1 544,7	-2,0	38,29	40,02	-4,5	Moyenne
									Employés de bureau
38 059	45 504	-19,6	1 483,4	1 558,5	-5,1	25,66	29,20	-13,8	Préposé photocopie 2
44 168	52 269	-18,3	1 536,5	1 586,6	-3,3 *	28,75	32,94	-14,6	Magasinier 2
42 810	46 769	-9,2	1 528,5	1 524,7	0,2 *	28,01	30,68	-9,5	Personnel soutien adm. 1
46 366	51 515	-11,1	1 523,1	1 521,9	0,1 *	30,44	33,85	-11,2	Personnel soutien adm. 2
51 262	53 844	-5,0	1 531,4	1 528,0	0,2 *	33,47	35,24	-5,3	Personnel soutien adm. 3
43 950	50 722	-15,4	1 547,4	1 519,2	1,8	28,40	33,39	-17,5	Personnel secrétariat 1
48 248	56 342	-16,8	1 507,5	1 501,0	0,4 *	32,01	37,54	-17,3	Personnel secrétariat 2
48 544	50 630	-4,3	1 455,3	1 523,8	-4,7	33,36	33,23	0,4 *	Préposé aux renseign. 2
40 815	51 318	-25,7	1 528,0	1 542,5	-0,9	26,71	33,27	-24,6	Téléphoniste-récept. 2
46 410	52 002	-12,0	1 522,1	1 522,8	0,0 *	30,50	34,16	-12,0	Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Gardien 2	329	33 394	46 723	-39,9	369	206	33 764	46 930	-39,0	8 075	11 479
Journalier/préposé terr. 2	1 463	33 362	40 766	-22,2	240	116	33 602	40 883	-21,7	7 861	9 316
Préposé entretien lourd 2	1 536	32 635	38 727	-18,7	444	153	33 079	38 880	-17,5	8 220	10 586
Ouvrier entret. mainten. 2	402	36 845	38 303	-4,0	501	38	37 346	38 340	-2,7	9 061	8 706
Moyenne	...	34 780	37 947	-9,1	424	122	35 204	38 069	-8,1	8 537	9 715
Ouvriers											
Électricien entretien 2	342	44 990	48 799	-8,5	349	0	45 340	48 799	-7,6 *	10 144	10 912
Menuisier entretien 2	318	42 860	49 694	-15,9	483	207	43 343	49 902	-15,1	10 065	13 013
Ouvrier cert. entretien 2	902	42 404	47 042	-10,9	326	43	42 731	47 084	-10,2	9 656	12 109
Peintre entretien 2	128	39 348	44 176	-12,3	399	52	39 747	44 227	-11,3	9 295	10 211
Moyenne	...	42 581	46 663	-9,6	378	55	42 959	46 718	-8,8	9 771	11 582
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	44 135	48 068	-8,9	414	59	44 549	48 127	-8,0	9 756	11 425

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Employés de service
41 839	58 409	-39,6	1 677,6	1 725,2	-2,8	24,94	33,86	-35,8	Gardien 2
41 463	50 199	-21,1	1 707,0	1 673,9	1,9	24,29	29,99	-23,5	Journalier/préposé terr. 2
41 299	49 467	-19,8	1 674,9	1 677,4	-0,2 *	24,66	29,49	-19,6	Préposé entretien lourd 2
46 407	47 046	-1,4	1 674,9	1 557,6	7,0	27,71	30,20	-9,0	Ouvrier entret. mainten. 2
43 741	47 784	-9,2	1 680,7	1 622,5	3,5	26,03	29,40	-12,9	Moyenne
									Ouvriers
55 483	59 711	-7,6 *	1 696,9	1 677,3	1,2 *	32,70	35,60	-8,9	Électricien entretien 2
53 408	62 915	-17,8	1 685,2	1 694,0	-0,5 *	31,69	37,14	-17,2	Menuisier entretien 2
52 387	59 194	-13,0	1 702,9	1 696,7	0,4 *	30,76	34,89	-13,4	Ouvrier cert. entretien 2
49 042	54 438	-11,0	1 692,6	1 692,8	0,0 *	28,97	32,16	-11,0	Peintre entretien 2
52 730	58 300	-10,6	1 681,8	1 667,3	0,9	31,35	34,91	-11,3	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
54 304	59 552	-9,7	1 542,9	1 545,6	-0,2 *	35,38	38,62	-9,2	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	80	44 131	55 558	-25,9	203	0	44 334	55 558	-25,3	9 448	16 370
Professionnel communic. 2	702	63 816	72 900	-14,2	455	0	64 271	72 900	-13,4	12 690	21 301
Professionnel communic. 3	110	76 115	87 372	-14,8	99	0	76 214	87 372	-14,6	13 880	25 278
Professionnel gest. fin. 1	159	42 082	59 121	-40,5	139	0	42 221	59 121	-40,0	8 835	17 513
Professionnel gest. fin. 2	789	61 148	72 634	-18,8	628	0	61 776	72 634	-17,6	12 432	20 957
Professionnel gest. fin. 3	152	74 646	91 198	-22,2	97	0	74 743	91 198	-22,0	13 504	26 124
Analyste proc. adm./inform. 1	383	44 709	59 373	-32,8	109	0	44 819	59 373	-32,5	9 256	16 889
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	64 958	73 214	-12,7	344	0	65 302	73 214	-12,1	12 510	20 668
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	77 002	87 753	-14,0	147	0	77 150	87 753	-13,7	13 876	24 529
Ingénieur 1	130	47 201	63 543	-34,6	61	0	47 262	63 543	-34,4	9 536	18 053
Ingénieur 2	391	72 834	95 410	-31,0	116	0	72 950	95 410	-30,8	13 224	26 428
Ingénieur 3	364	85 469	113 587	-32,9	111	0	85 580	113 587	-32,7	14 872	31 020
Professionnel sc. phys. 1	29	44 715	59 614	-33,3	315	0	45 030	59 614	-32,4	9 669	17 258
Professionnel sc. phys. 2	369	70 457	79 185	-12,4	941	0	71 399	79 185	-10,9	13 737	22 692
Professionnel sc. phys. 3	98	77 663	98 822	-27,2	101	0	77 764	98 822	-27,1	13 928	27 893
Avocat et notaire 1	53	51 592	78 382	-51,9	87	0	51 678	78 382	-51,7	10 480	22 921
Avocat et notaire 2	599	91 737	114 704	-25,0	426	0	92 163	114 704	-24,5	16 225	32 600
Biologiste 2	108	65 465	78 006	-19,2	85	0	65 550	78 006	-19,0	12 300	22 409
Biologiste 3	44	76 682	93 452	-21,9	100	0	76 782	93 452	-21,7	13 736	26 451
Moyenne	...	67 601	80 038	-18,4	325	0	67 926	80 038	-17,8	12 825	22 702
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 589	45 642	54 285	-18,9	449	0	46 091	54 285	-17,8	10 270	16 323
Techn. documentation 1-2	740	45 315	50 308	-11,0	329	0	45 644	50 308	-10,2	10 081	15 100
Techn. laboratoire 1-2	1 899	51 669	56 251	-8,9	969	0	52 638	56 251	-6,9	11 747	16 353
Technicien en droit 1-2	366	43 177	59 644	-38,1	47	0	43 224	59 644	-38,0	9 238	17 483
Technicien génie 1-2	1 274	44 932	66 163	-47,3	320	0	45 252	66 163	-46,2	9 781	18 819
Technicien génie 3	264	51 986	76 098	-46,4	57	0	52 044	76 098	-46,2	10 703	21 050
Pilote d'aéronefs-Hélic. 2	5	66 477	85 211	-28,2	73	0	66 550	85 211	-28,0	12 815	23 504
Moyenne	...	46 534	56 275	-20,9	485	0	47 019	56 275	-19,7	10 407	16 663
Employés de bureau											
Magasinier 1	221	32 084	45 097	-40,6	314	0	32 398	45 097	-39,2	7 432	12 893
Magasinier 2	901	35 472	48 783	-37,5	444	0	35 916	48 783	-35,8	8 252	13 919
Magasinier 3	35	42 018	56 874	-35,4	227	0	42 245	56 874	-34,6	9 324	15 868
Personnel soutien adm. 2	10 508	37 228	45 798	-23,0	458	0	37 686	45 798	-21,5	8 679	13 796
Personnel soutien adm. 3	3 835	41 258	51 073	-23,8	525	0	41 783	51 073	-22,2	9 479	15 289
Personnel secrétariat 1	1 427	35 646	43 854	-23,0	204	0	35 850	43 854	-22,3	8 100	13 467
Personnel secrétariat 2	5 540	39 316	46 052	-17,1	141	0	39 458	46 052	-16,7	8 791	14 055
Acheteur 2	57	41 291	48 538	-17,6	248	0	41 539	48 538	-16,8	9 230	14 323
Moyenne	...	37 587	45 245	-20,4	394	0	37 982	45 245	-19,1	8 683	13 663

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ² / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Professionnels									
53 782	71 928	-33,7	1 496,1	1 600,5	-7,0	35,95	44,94	-25,0	Professionnel communic. 1
76 961	94 201	-22,4	1 511,8	1 600,5	-5,9	50,91	58,86	-15,6	Professionnel communic. 2
90 093	112 649	-25,0	1 484,6	1 600,5	-7,8	60,68	70,38	-16,0	Professionnel communic. 3
51 057	76 634	-50,1	1 491,3	1 599,0	-7,2	34,24	47,93	-40,0	Professionnel gest. fin. 1
74 208	93 591	-26,1	1 518,9	1 598,9	-5,3	48,86	58,53	-19,8	Professionnel gest. fin. 2
88 247	117 322	-32,9	1 484,6	1 598,7	-7,7	59,44	73,38	-23,5	Professionnel gest. fin. 3
54 074	76 262	-41,0	1 489,9	1 592,2	-6,9	36,29	47,90	-32,0	Analyste proc. adm./inform. 1
77 812	93 882	-20,7	1 501,5	1 592,2	-6,0	51,82	58,96	-13,8	Analyste proc. adm./inform. 2
91 026	112 282	-23,4	1 486,7	1 592,1	-7,1	61,23	70,52	-15,2	Analyste proc. adm./inform. 3
56 798	81 596	-43,7	1 484,6	1 605,7	-8,2	38,26	50,82	-32,8	Ingénieur 1
86 175	121 838	-41,4	1 489,0	1 605,7	-7,8	57,88	75,88	-31,1	Ingénieur 2
100 453	144 607	-44,0	1 484,6	1 605,7	-8,2	67,66	90,06	-33,1	Ingénieur 3
54 699	76 872	-40,5	1 502,9	1 601,8	-6,6	36,40	47,99	-31,9	Professionnel sc. phys. 1
85 135	101 877	-19,7	1 523,0	1 601,8	-5,2	55,90	63,60	-13,8	Professionnel sc. phys. 2
91 692	126 715	-38,2	1 484,6	1 601,8	-7,9	61,76	79,11	-28,1	Professionnel sc. phys. 3
62 158	101 303	-63,0	1 485,9	1 595,5	-7,4	41,83	63,49	-51,8	Avocat et notaire 1
108 388	147 304	-35,9	1 495,5	1 595,5	-6,7	72,47	92,33	-27,4	Avocat et notaire 2
77 850	100 415	-29,0	1 484,6	1 601,8	-7,9	52,44	62,69	-19,5	Biologiste 2
90 518	119 903	-32,5	1 484,6	1 601,8	-7,9	60,97	74,85	-22,8	Biologiste 3
80 751	102 739	-27,2	1 498,9	1 596,5	-6,5	53,89	64,35	-19,4	Moyenne
Techniciens									
56 361	70 608	-25,3	1 506,6	1 600,5	-6,2	37,41	44,12	-17,9	Technicien en administration 1-2
55 725	65 408	-17,4	1 534,4	1 605,1	-4,6	36,32	40,75	-12,2	Techn. documentation 1-2
64 385	72 604	-12,8	1 530,1	1 593,8	-4,2	42,08	45,55	-8,3	Techn. laboratoire 1-2
52 463	77 128	-47,0	1 469,0	1 605,1	-9,3	35,71	48,05	-34,6	Technicien en droit 1-2
55 033	84 982	-54,4	1 523,8	1 595,2	-4,7	36,12	53,27	-47,5	Technicien génie 1-2
62 747	97 148	-54,8	1 469,0	1 597,6	-8,8	42,71	60,81	-42,4	Technicien génie 3
79 365	108 715	-37,0	1 469,0	1 593,6	-8,5	54,03	68,22	-26,3	Pilote d'avions-Hélic. 2
57 426	72 938	-27,0	1 511,4	1 599,3	-5,8	37,99	45,61	-20,1	Moyenne
Employés de bureau									
39 830	57 990	-45,6	1 549,9	1 709,8	-10,3	25,70	33,92	-32,0	Magasinier 1
44 168	62 702	-42,0	1 536,5	1 709,4	-11,3	28,75	36,68	-27,6	Magasinier 2
51 569	72 742	-41,1	1 549,0	1 709,8	-10,4	33,29	42,54	-27,8	Magasinier 3
46 366	59 594	-28,5	1 523,1	1 600,5	-5,1	30,44	37,23	-22,3	Personnel soutien adm. 2
51 262	66 363	-29,5	1 531,4	1 600,5	-4,5	33,47	41,46	-23,9	Personnel soutien adm. 3
43 950	57 321	-30,4	1 547,4	1 600,5	-3,4	28,40	35,81	-26,1	Personnel secrétariat 1
48 248	60 107	-24,6	1 507,5	1 600,5	-6,2	32,01	37,56	-17,3	Personnel secrétariat 2
50 769	62 861	-23,8	1 554,3	1 594,1	-2,6	32,66	39,43	-20,7	Acheteur 2
46 664	58 907	-26,2	1 524,1	1 605,1	-5,3	30,62	36,70	-19,8	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Employés de service											
Préposé buanderie 2	654	33 749	51 402	-52,3	459	0	34 207	51 402	-50,3	8 451	14 789
Cuisinier 1	15	38 984	52 734	-35,3	242	0	39 226	52 734	-34,4	9 052	15 090
Cuisinier 2	932	40 803	53 232	-30,5	524	0	41 327	53 232	-28,8	9 801	15 233
Cuisinier 3	23	42 421	57 732	-36,1	184	0	42 605	57 732	-35,5	9 386	16 297
Journalier/préposé terr. 2	1 463	33 362	42 607	-27,7	240	0	33 602	42 607	-26,8	7 861	12 045
Préposé cuisine/café. 2	2 471	35 072	39 410	-12,4	471	0	35 543	39 410	-10,9	8 710	11 804
Préposé entretien lourd 2	1 536	32 635	48 893	-49,8	444	0	33 079	48 893	-47,8	8 220	14 356
Préposé entretien léger 2	2 931	34 252	38 347	-12,0	464	0	34 716	38 347	-10,5	8 548	11 179
Moyenne	...	35 059	43 490	-24,0	398	0	35 457	43 490	-22,7	8 575	12 800
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	141	35 805	45 113	-26,0	379	0	36 185	45 113	-24,7	8 550	12 885
Conducteur véh. lourds 2	262	38 966	46 789	-20,1	210	0	39 175	46 789	-19,4	8 723	13 175
Électricien entretien 2	342	44 990	61 544	-36,8	349	0	45 340	61 544	-35,7	10 144	17 113
Électricien entretien 3	84	47 152	63 777	-35,3	577	0	47 729	63 777	-33,6	10 954	17 756
Mécanicien véh. motor. 1	22	41 835	56 130	-34,2	162	0	41 997	56 130	-33,7	9 134	15 764
Mécanicien véh. motor. 2	71	44 362	58 592	-32,1	95	0	44 457	58 592	-31,8	9 448	16 338
Menuisier entretien 2	318	42 860	59 037	-37,7	483	0	43 343	59 037	-36,2	10 065	16 445
Machiniste 2	46	44 362	55 907	-26,0	395	0	44 757	55 907	-24,9	10 207	15 610
Conducteur d'équip. lourds 2	45	40 803	48 953	-20,0	33	0	40 836	48 953	-19,9	8 469	13 756
Moyenne	...	42 555	55 827	-31,2	343	0	42 898	55 827	-30,1	9 698	15 605
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 703	52 840	-20,9	400	0	44 103	52 840	-19,8	9 678	15 558

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
4. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
5. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ² / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
42 658	66 191	-55,2	1 674,9	1 709,8	-2,1	25,47	38,71	-52,0	Employés de service
48 279	67 824	-40,5	1 716,1	1 709,8	0,4	28,13	39,67	-41,0	Préposé buanderie 2
51 128	68 465	-33,9	1 672,1	1 709,8	-2,3	30,58	40,04	-31,0	Cuisinier 1
51 991	74 029	-42,4	1 669,4	1 709,8	-2,4	31,14	43,30	-39,0	Cuisinier 2
41 463	54 652	-31,8	1 707,0	1 709,8	-0,2	24,29	31,96	-31,6	Cuisinier 3
44 253	51 214	-15,7	1 674,5	1 709,8	-2,1	26,43	29,95	-13,3	Journalier/préposé terr. 2
41 299	63 249	-53,1	1 674,9	1 603,0	4,3	24,66	39,46	-60,0	Préposé cuisine/café. 2
43 264	49 527	-14,5	1 675,2	1 709,8	-2,1	25,83	28,97	-12,2	Préposé entretien lourd 2
44 032	56 290	-27,8	1 686,0	1 696,4	-0,6	26,12	33,23	-27,2	Préposé entretien léger 2
44 735	57 998	-29,6	1 681,3	1 709,8	-1,7	26,61	33,92	-27,5	Moyenne
47 898	59 964	-25,2	1 648,2	1 709,8	-3,7	29,06	35,07	-20,7	Ouvriers
55 483	78 657	-41,8	1 696,9	1 709,8	-0,8	32,70	46,00	-40,7	Conducteur véh. légers 2
58 683	81 533	-38,9	1 665,1	1 709,8	-2,7	35,24	47,68	-35,3	Conducteur véh. lourds 2
51 131	71 894	-40,6	1 646,1	1 709,8	-3,9	31,06	42,05	-35,4	Électricien entretien 2
53 905	74 930	-39,0	1 632,0	1 709,8	-4,8	33,03	43,82	-32,7	Électricien entretien 3
53 408	75 481	-41,3	1 685,2	1 709,8	-1,5	31,69	44,15	-39,3	Mécanicien véh. motor. 1
54 964	71 517	-30,1	1 699,2	1 709,8	-0,6	32,35	41,83	-29,3	Mécanicien véh. motor. 2
49 304	62 709	-27,2	1 583,4	1 709,8	-8,0	31,14	36,68	-17,8	Menuisier entretien 2
52 596	71 432	-35,8	1 676,8	1 709,8	-2,0	31,36	41,78	-33,2	Machiniste 2
53 781	68 398	-27,2	1 553,7	1 623,5	-4,5	34,86	42,26	-21,2	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	80	44 131	59 453	-34,7	203	416	44 334	59 870	-35,0	9 448	21 004
Professionnel communic. 2	702	63 816	72 745	-14,0	455	45	64 271	72 791	-13,3	12 690	22 167
Professionnel communic. 3	110	76 115	88 709	-16,5	99	28	76 214	88 736	-16,4	13 880	29 224
Professionnel gest. fin. 1	159	42 082	58 666	-39,4	139	6	42 221	58 671	-39,0	8 835	17 704
Professionnel gest. fin. 2	789	61 148	74 666	-22,1	628	361	61 776	75 027	-21,4	12 432	24 691
Professionnel gest. fin. 3	152	74 646	91 895	-23,1	97	111	74 743	92 006	-23,1	13 504	34 484
Analyste proc. adm./inform. 1	383	44 709	60 987	-36,4	109	128	44 819	61 115	-36,4	9 256	18 870
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	64 958	74 410	-14,6	344	194	65 302	74 604	-14,2	12 510	23 990
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	77 002	90 201	-17,1	147	82	77 150	90 283	-17,0	13 876	31 715
Ingénieur 1	130	47 201	60 723	-28,6	61	6	47 262	60 728	-28,5	9 536	26 679
Ingénieur 2	391	72 834	88 519	-21,5	116	103	72 950	88 622	-21,5	13 224	36 290
Ingénieur 3	364	85 469	106 381	-24,5	111	60	85 580	106 441	-24,4	14 872	43 142
Professionnel sc. phys. 2	369	70 457	77 697	-10,3	941	25	71 399	77 722	-8,9	13 737	22 887
Professionnel sc. phys. 3	98	77 663	98 531	-26,9	101	9	77 764	98 539	-26,7	13 928	28 755
Avocat et notaire 2	599	91 737	103 107	-12,4	426	194	92 163	103 301	-12,1	16 225	29 130
Biologiste 2	108	65 465	74 342	-13,6	85	97	65 550	74 439	-13,6	12 300	21 737
Moyenne	...	67 601	79 599	-17,7	325	149	67 926	79 748	-17,4	12 825	26 251
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 589	45 642	53 416	-17,0	449	96	46 091	53 512	-16,1	10 270	16 604
Technicien en administration 3	194	51 824	57 197	-10,4	57	140	51 881	57 337	-10,5	10 828	14 653
Techn. documentation 1-2	740	45 315	47 938	-5,8	329	172	45 644	48 111	-5,4	10 081	13 656
Techn. laboratoire 1-2	1 899	51 669	56 830	-10,0	969	54	52 638	56 885	-8,1	11 747	17 247
Techn. laboratoire 3	462	55 578	65 473	-17,8	1 043	32	56 621	65 505	-15,7	12 343	17 907
Technicien en droit 1-2	366	43 177	54 898	-27,1	47	130	43 224	55 028	-27,3	9 238	17 189
Technicien génie 1-2	1 274	44 932	67 202	-49,6	320	201	45 252	67 404	-49,0	9 781	23 527
Technicien génie 3	264	51 986	77 586	-49,2	57	17	52 044	77 603	-49,1	10 703	32 456
Techn. informatique 1-2	2 243	46 878	53 478	-14,1	352	101	47 230	53 579	-13,4	10 185	15 520
Techn. informatique 3	813	52 520	58 322	-11,0	574	63	53 094	58 385	-10,0	11 228	13 434
Technicien en loisir 1-2	460	45 491	50 004	-9,9	570	483	46 062	50 488	-9,6	10 351	14 828
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	44 655	67 118	-50,3	875	520	45 530	67 637	-48,6	10 553	20 318
Moyenne	...	47 044	56 012	-19,1	501	133	47 545	56 145	-18,1	10 477	17 122
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	18	31 102	36 382	-17,0	19	61	31 121	36 443	-17,1	6 938	8 952
Magasinier 1	221	32 084	45 782	-42,7	314	80	32 398	45 862	-41,6	7 432	13 694
Magasinier 2	901	35 472	47 749	-34,6	444	148	35 916	47 896	-33,4	8 252	15 043
Op. duplicateur 1-2	97	34 424	45 885	-33,3	217	48	34 641	45 933	-32,6	8 091	15 142
Personnel soutien adm. 1	4 276	34 138	40 425	-18,4	512	175	34 650	40 601	-17,2	8 160	14 397
Personnel soutien adm. 2	10 508	37 228	45 836	-23,1	458	77	37 686	45 913	-21,8	8 679	15 396
Personnel soutien adm. 3	3 835	41 258	49 864	-20,9	525	49	41 783	49 914	-19,5	9 479	14 630
Personnel secrétariat 1	1 427	35 646	41 569	-16,6	204	198	35 850	41 767	-16,5	8 100	11 383
Personnel secrétariat 2	5 540	39 316	46 543	-18,4	141	235	39 458	46 778	-18,6	8 791	15 982
Préposé aux renseign. 2	740	39 716	46 597	-17,3	36	151	39 752	46 748	-17,6	8 792	13 746
Préposé aux renseign. 3	92	44 779	60 034	-34,1	40	58	44 819	60 092	-34,1	9 918	17 283
Téléphoniste-récept. 2	1 009	32 423	40 064	-23,6	522	155	32 945	40 220	-22,1	7 870	10 674
Acheteur 2	57	41 291	50 795	-23,0	248	331	41 539	51 126	-23,1	9 230	14 128
Moyenne	...	37 401	45 424	-21,4	385	133	37 786	45 557	-20,6	8 643	14 743

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 782	80 873	-50,4	1 496,1	1 578,9	-5,5	35,95	51,22	-42,5	Professionnels
76 961	94 957	-23,4	1 511,8	1 573,4	-4,1	50,91	60,35	-18,6	Professionnel communic. 1
90 093	117 960	-30,9	1 484,6	1 580,9	-6,5	60,68	74,61	-23,0	Professionnel communic. 2
51 057	76 375	-49,6	1 491,3	1 594,1	-6,9	34,24	47,91	-39,9	Professionnel communic. 3
74 208	99 718	-34,4	1 518,9	1 558,8	-2,6	48,86	63,97	-30,9	Professionnel gest. fin. 1
88 247	126 490	-43,3	1 484,6	1 564,5	-5,4	59,44	80,85	-36,0	Professionnel gest. fin. 2
54 074	79 985	-47,9	1 489,9	1 597,1	-7,2	36,29	50,08	-38,0	Professionnel gest. fin. 3
77 812	98 594	-26,7	1 501,5	1 559,7	-3,9	51,82	63,21	-22,0	Analyste proc. adm./inform. 1
91 026	121 997	-34,0	1 486,7	1 565,9	-5,3	61,23	77,91	-27,2	Analyste proc. adm./inform. 2
56 798	87 408	-53,9	1 484,6	1 533,2	-3,3	38,26	57,01	-49,0	Analyste proc. adm./inform. 3
86 175	124 912	-45,0	1 489,0	1 535,1	-3,1	57,88	81,37	-40,6	Ingénieur 1
100 453	149 583	-48,9	1 484,6	1 546,2	-4,1	67,66	96,74	-43,0	Ingénieur 2
85 135	100 609	-18,2	1 523,0	1 600,7	-5,1	55,90	62,85	-12,4	Ingénieur 3
91 692	127 294	-38,8	1 484,6	1 595,4	-7,5	61,76	79,79	-29,2	Professionnel sc. phys. 2
108 388	132 431	-22,2	1 495,5	1 558,7	-4,2	72,47	84,96	-17,2	Professionnel sc. phys. 3
77 850	96 176	-23,5	1 484,6	1 587,1	-6,9	52,44	60,60	-15,6	Avocat et notaire 2
									Biologiste 2
80 751	105 999	-31,3	1 498,9	1 566,3	-4,5	53,89	67,72	-25,7	Moyenne
									Techniciens
56 361	70 117	-24,4	1 506,6	1 588,8	-5,5	37,41	44,13	-18,0	Technicien en administration 1-2
62 709	71 990	-14,8	1 469,0	1 523,3	-3,7	42,69	47,26	-10,7	Technicien en administration 3
55 725	61 767	-10,8	1 534,4	1 516,5	1,2	36,32	40,73	-12,2	Techn. documentation 1-2
64 385	74 131	-15,1	1 530,1	1 690,0	-10,5	42,08	43,86	-4,2 *	Techn. laboratoire 1-2
68 964	83 412	-21,0	1 530,5	1 597,8	-4,4	45,06	52,20	-15,9	Techn. laboratoire 3
52 463	72 216	-37,7	1 469,0	1 563,8	-6,5	35,71	46,18	-29,3	Technicien en droit 1-2
55 033	90 930	-65,2	1 523,8	1 674,4	-9,9	36,12	54,31	-50,4	Technicien génie 1-2
62 747	110 059	-75,4	1 469,0	1 561,4	-6,3	42,71	70,49	-65,0	Technicien génie 3
57 415	69 099	-20,4	1 514,6	1 608,1	-6,2	37,91	42,97	-13,3	Techn. informatique 1-2
64 322	71 818	-11,7	1 530,8	1 547,6	-1,1	42,02	46,41	-10,4	Techn. informatique 3
56 413	65 316	-15,8	1 542,4	1 592,0	-3,2	36,57	41,03	-12,2	Technicien en loisir 1-2
56 083	87 955	-56,8	1 533,6	1 538,7	-0,3 *	36,57	57,16	-56,3	Techn. hygiène du trav. 1-2
58 022	73 267	-26,3	1 514,9	1 600,2	-5,6	38,30	45,78	-19,6	Moyenne
									Employés de bureau
38 059	45 394	-19,3	1 483,4	1 555,1	-4,8	25,66	29,19	-13,8	Préposé photocopie 2
39 830	59 556	-49,5	1 549,9	1 750,7	-13,0	25,70	34,02	-32,4	Magasinier 1
44 168	62 939	-42,5	1 536,5	1 673,7	-8,9	28,75	37,60	-30,8	Magasinier 2
42 732	61 075	-42,9	1 541,4	1 648,7	-7,0	27,72	37,04	-33,6	Op. duplicateur 1-2
42 810	54 998	-28,5	1 528,5	1 556,4	-1,8	28,01	35,34	-26,2	Personnel soutien adm. 1
46 366	61 309	-32,2	1 523,1	1 560,5	-2,4	30,44	39,29	-29,1	Personnel soutien adm. 2
51 262	64 544	-25,9	1 531,4	1 585,9	-3,6	33,47	40,70	-21,6	Personnel soutien adm. 3
43 950	53 150	-20,9	1 547,4	1 516,7	2,0	28,40	35,04	-23,4	Personnel secrétariat 1
48 248	62 759	-30,1	1 507,5	1 500,3	0,5 *	32,01	41,83	-30,7	Personnel secrétariat 2
48 544	60 494	-24,6	1 455,3	1 748,8	-20,2	33,36	34,59	-3,7 *	Préposé aux renseign. 2
54 737	77 375	-41,4	1 455,3	1 811,8	-24,5	37,61	42,71	-13,5	Préposé aux renseign. 3
40 815	50 893	-24,7	1 528,0	1 575,9	-3,1	26,71	32,29	-20,9	Téléphoniste-récept. 2
50 769	65 254	-28,5	1 554,3	1 653,0	-6,3	32,66	39,48	-20,9	Acheteur 2
46 430	60 300	-29,9	1 523,0	1 562,6	-2,6	30,50	38,62	-26,6	Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	654	33 749	26 773	20,7	459	128	34 207	26 901	21,4	8 451	5 741
Concierge	2 156	36 830	49 736	-35,0	228	157	37 059	49 893	-34,6	8 691	19 369
Cuisinier 1	15	38 984	31 277	19,8	242	90	39 226	31 367	20,0	9 052	5 303
Cuisinier 2	932	40 803	41 588	-1,9 *	524	177	41 327	41 765	-1,1 *	9 801	8 470
Cuisinier 3	23	42 421	45 239	-6,6 *	184	272	42 605	45 511	-6,8 *	9 386	9 741
Gardien 2	329	33 394	32 145	3,7	369	304	33 764	32 449	3,9	8 075	5 108
Journalier/préposé terr. 2	1 463	33 362	43 252	-29,6	240	109	33 602	43 361	-29,0	7 861	11 268
Préposé cuisine/café. 2	2 471	35 072	26 770	23,7	471	55	35 543	26 825	24,5	8 710	5 284
Préposé entretien lourd 2	1 536	32 635	30 344	7,0	444	137	33 079	30 481	7,9	8 220	4 875
Ouvrier entret. mainten. 2	402	36 845	53 715	-45,8	501	263	37 346	53 978	-44,5	9 061	18 341
Préposé entretien léger 2	2 931	34 252	29 426	14,1	464	161	34 716	29 587	14,8	8 548	5 220
Moyenne	...	35 117	36 043	-2,6 *	403	141	35 520	36 183	-1,9 *	8 590	9 152
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	141	35 805	45 570	-27,3	379	128	36 185	45 698	-26,3	8 550	16 819
Conducteur véh. lourds 2	262	38 966	45 419	-16,6	210	146	39 175	45 565	-16,3	8 723	11 252
Électricien entretien 2	342	44 990	62 088	-38,0	349	112	45 340	62 201	-37,2	10 144	21 447
Mécanicien véh. motor. 1	22	41 835	49 870	-19,2	162	469	41 997	50 340	-19,9	9 134	14 286
Mécanicien véh. motor. 2	71	44 362	58 593	-32,1	95	362	44 457	58 956	-32,6	9 448	18 454
Mécanicien entret. Millwright 2	235	44 407	59 063	-33,0	596	67	45 003	59 130	-31,4	10 549	19 732
Menuisier entretien 2	318	42 860	54 773	-27,8	483	364	43 343	55 137	-27,2	10 065	18 541
Ouvrier de voirie 2	100	36 530	47 210	-29,2	29	587	36 559	47 796	-30,7	7 569	19 495
Ouvrier cert. entretien 2	902	42 404	58 938	-39,0	326	341	42 731	59 279	-38,7	9 656	19 594
Peintre entretien 2	128	39 348	51 867	-31,8	399	360	39 747	52 227	-31,4	9 295	14 005
Machiniste 2	46	44 362	53 878	-21,5	395	102	44 757	53 980	-20,6	10 207	14 689
Conducteur d'équip. lourds 2	45	40 803	51 681	-26,7	33	471	40 836	52 152	-27,7	8 469	21 222
Moyenne	...	42 732	55 684	-30,3	346	248	43 078	55 931	-29,8	9 718	18 231
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 601	51 357	-17,8	406	142	44 006	51 500	-17,0	9 683	16 027

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
42 658	32 641	23,5	1 674,9	1 851,6	-10,5	25,47	17,63	30,8	Employés de service
45 749	69 262	-51,4	1 716,8	1 688,8	1,6	26,65	41,01	-53,9	Préposé buanderie 2
48 279	36 670	24,0	1 716,1	1 842,9	-7,4	28,13	19,90	29,3	Concierge
51 128	50 235	1,7 *	1 672,1	1 754,8	-4,9	30,58	28,63	6,4 *	Cuisinier 1
51 991	55 251	-6,3 *	1 669,4	1 750,7	-4,9	31,14	31,56	-1,3 *	Cuisinier 2
41 839	37 557	10,2	1 677,6	1 846,7	-10,1	24,94	20,34	18,5	Cuisinier 3
41 463	54 628	-31,8	1 707,0	1 748,3	-2,4	24,29	31,25	-28,6	Gardien 2
44 253	32 109	27,4	1 674,5	1 806,8	-7,9	26,43	17,77	32,8	Journalier/préposé terr. 2
41 299	35 356	14,4	1 674,9	1 675,2	0,0 *	24,66	21,11	14,4	Préposé cuisine/café. 2
46 407	72 319	-55,8	1 674,9	1 702,2	-1,6 *	27,71	42,49	-53,3	Préposé entretien lourd 2
43 264	34 807	19,5	1 675,2	1 657,2	1,1 *	25,83	21,00	18,7	Ouvrier entret. mainten. 2
44 110	45 336	-2,8 *	1 685,2	1 726,4	-2,4	26,18	26,37	-0,7 *	Préposé entretien léger 2
44 735	62 517	-39,7	1 681,3	1 729,6	-2,9	26,61	36,15	-35,8	Moyenne
47 898	56 817	-18,6	1 648,2	1 961,9	-19,0	29,06	28,96	0,3 *	Ouvriers
55 483	83 647	-50,8	1 696,9	1 750,0	-3,1	32,70	47,80	-46,2	Conducteur véh. légers 2
51 131	64 626	-26,4	1 646,1	1 823,3	-10,8	31,06	35,44	-14,1 *	Conducteur véh. lourds 2
53 905	77 409	-43,6	1 632,0	1 756,6	-7,6	33,03	44,07	-33,4	Électricien entretien 2
55 551	78 863	-42,0	1 675,6	1 757,5	-4,9	33,15	44,87	-35,3	Mécanicien véh. motor. 1
53 408	73 678	-38,0	1 685,2	1 723,4	-2,3 *	31,69	42,75	-34,9	Mécanicien véh. motor. 2
44 128	67 291	-52,5	1 583,4	1 629,1	-2,9	27,87	41,30	-48,2	Mécanicien entret. Millwright 2
52 387	78 874	-50,6	1 702,9	1 714,3	-0,7 *	30,76	46,01	-49,6	Menuisier entretien 2
49 042	66 231	-35,1	1 692,6	1 727,2	-2,0	28,97	38,35	-32,3	Ouvrier de voirie 2
54 964	68 669	-24,9	1 699,2	1 741,1	-2,5 *	32,35	39,44	-21,9	Ouvrier cert. entretien 2
49 304	73 374	-48,8	1 583,4	1 621,8	-2,4	31,14	45,24	-45,3	Peintre entretien 2
52 796	74 163	-40,5	1 674,3	1 738,6	-3,8	31,54	42,80	-35,7	Machiniste 2
53 690	67 527	-25,8	1 554,7	1 610,3	-3,6	34,76	42,24	-21,5	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	80	44 131	48 180	-9,2	203	30	44 334	48 209	-8,7 *	9 448	10 953
Professionnel communic. 2	702	63 816	63 353	0,7 *	455	41	64 271	63 394	1,4 *	12 690	14 648
Professionnel communic. 3	110	76 115	99 668	-30,9	99	121	76 214	99 789	-30,9	13 880	30 231
Professionnel gest. fin. 1	159	42 082	48 790	-15,9	139	0	42 221	48 790	-15,6	8 835	11 724
Professionnel gest. fin. 2	789	61 148	67 041	-9,6	628	37	61 776	67 078	-8,6	12 432	14 644
Professionnel gest. fin. 3	152	74 646	92 364	-23,7	97	5	74 743	92 369	-23,6	13 504	23 229
Analyste proc. adm./inform. 1	383	44 709	53 355	-19,3	109	1	44 819	53 356	-19,0	9 256	12 527
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	64 958	69 416	-6,9	344	23	65 302	69 439	-6,3	12 510	14 627
Analyste proc. adm./inform. 3	1 039	77 002	90 421	-17,4	147	20	77 150	90 441	-17,2	13 876	18 090
Ingénieur 1	130	47 201	57 544	-21,9	61	11	47 262	57 555	-21,8	9 536	13 675
Ingénieur 2	391	72 834	79 412	-9,0	116	44	72 950	79 456	-8,9	13 224	19 008
Ingénieur 3	364	85 469	105 002	-22,9	111	113	85 580	105 115	-22,8	14 872	23 041
Professionnel sc. phys. 1	29	44 715	53 023	-18,6	315	58	45 030	53 082	-17,9	9 669	12 765
Professionnel sc. phys. 2	369	70 457	65 845	6,5 *	941	89	71 399	65 933	7,7	13 737	13 469
Professionnel sc. phys. 3	98	77 663	86 664	-11,6	101	211	77 764	86 875	-11,7	13 928	15 525
Avocat et notaire 1	53	51 592	69 865	-35,4	87	71	51 678	69 936	-35,3	10 480	15 344
Avocat et notaire 2	599	91 737	93 085	-1,5 *	426	104	92 163	93 189	-1,1 *	16 225	22 440
Biologiste 2	108	65 465	61 632	5,9 *	85	122	65 550	61 754	5,8 *	12 300	11 083
Moyenne	...	67 601	73 326	-8,5	325	58	67 926	73 385	-8,0	12 825	15 834
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 589	45 642	45 848	-0,5 *	449	75	46 091	45 923	0,4 *	10 270	10 480
Technicien en administration 3	194	51 824	59 929	-15,6	57	65	51 881	59 994	-15,6	10 828	12 843
Techn. documentation 1-2	740	45 315	50 606	-11,7 *	329	119	45 644	50 726	-11,1 *	10 081	13 479
Techn. laboratoire 1-2	1 899	51 669	47 806	7,5	969	127	52 638	47 933	8,9	11 747	10 786
Techn. laboratoire 3	462	55 578	61 415	-10,5 *	1 043	907	56 621	62 322	-10,1 *	12 343	13 166
Technicien en droit 1-2	366	43 177	51 446	-19,2	47	29	43 224	51 474	-19,1	9 238	12 257
Technicien génie 1-2	1 274	44 932	60 721	-35,1	320	85	45 252	60 805	-34,4	9 781	14 805
Technicien génie 3	264	51 986	77 810	-49,7	57	144	52 044	77 954	-49,8	10 703	18 222
Techn. informatique 1-2	2 243	46 878	49 242	-5,0 *	352	25	47 230	49 268	-4,3 *	10 185	9 795
Techn. informatique 3	813	52 520	62 459	-18,9	574	4	53 094	62 463	-17,6	11 228	11 435
Technicien en loisir 1-2	460	45 491	62 307	-37,0 *	570	248	46 062	62 555	-35,8 *	10 351	12 053
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	44 655	63 497	-42,2	875	40	45 530	63 537	-39,6	10 553	18 185
Moyenne	...	47 044	51 182	-8,8	501	101	47 545	51 282	-7,9	10 477	11 568
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	18	31 102	33 716	-8,4 *	19	5	31 121	33 721	-8,4 *	6 938	8 082
Magasinier 1	221	32 084	33 311	-3,8 *	314	86	32 398	33 397	-3,1 *	7 432	6 540
Magasinier 2	901	35 472	45 320	-27,8	444	108	35 916	45 428	-26,5	8 252	10 841
Magasinier 3	35	42 018	46 396	-10,4 *	227	14	42 245	46 410	-9,9 *	9 324	9 513
Personnel soutien adm. 1	4 276	34 138	28 215	17,4	512	34	34 650	28 249	18,5	8 160	6 073
Personnel soutien adm. 2	10 508	37 228	37 759	-1,4 *	458	36	37 686	37 795	-0,3 *	8 679	9 003
Personnel soutien adm. 3	3 835	41 258	43 518	-5,5	525	112	41 783	43 631	-4,4 *	9 479	8 597
Personnel secrétariat 1	1 427	35 646	38 763	-8,7	204	38	35 850	38 801	-8,2	8 100	8 277
Personnel secrétariat 2	5 540	39 316	46 109	-17,3	141	70	39 458	46 180	-17,0	8 791	11 996
Préposé aux renseign. 2	740	39 716	32 309	18,7	36	20	39 752	32 329	18,7	8 792	7 018
Préposé aux renseign. 3	92	44 779	50 945	-13,8 *	40	44	44 819	50 989	-13,8 *	9 918	14 250
Téléphoniste-récept. 2	1 009	32 423	32 523	-0,3 *	522	103	32 945	32 626	1,0 *	7 870	7 059
Acheteur 2	57	41 291	47 799	-15,8	248	45	41 539	47 843	-15,2	9 230	11 929
Moyenne	...	37 401	38 716	-3,5	385	59	37 786	38 775	-2,6 *	8 643	8 969

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 782	59 162	-10,0 *	1 496,1	1 668,3	-11,5	35,95	35,46	1,4 *	Professionnels
76 961	78 042	-1,4 *	1 511,8	1 636,9	-8,3	50,91	47,68	6,3 *	Professionnel communic. 1
90 093	130 019	-44,3	1 484,6	1 626,5	-9,6	60,68	79,94	-31,7	Professionnel communic. 2
51 057	60 513	-18,5	1 491,3	1 759,9	-18,0	34,24	34,38	-0,4 *	Professionnel communic. 3
74 208	81 721	-10,1	1 518,9	1 709,3	-12,5	48,86	47,81	2,1 *	Professionnel gest. fin. 1
88 247	115 598	-31,0	1 484,6	1 677,5	-13,0	59,44	68,91	-15,9	Professionnel gest. fin. 2
54 074	65 883	-21,8	1 489,9	1 676,2	-12,5	36,29	39,31	-8,3 *	Professionnel gest. fin. 3
77 812	84 067	-8,0	1 501,5	1 710,1	-13,9	51,82	49,16	5,1 *	Analyste proc. adm./inform. 1
91 026	108 531	-19,2	1 486,7	1 680,7	-13,0	61,23	64,57	-5,5	Analyste proc. adm./inform. 2
56 798	71 230	-25,4	1 484,6	1 772,0	-19,4	38,26	40,20	-5,1	Analyste proc. adm./inform. 3
86 175	98 464	-14,3	1 489,0	1 762,1	-18,3	57,88	55,88	3,5	Ingénieur 1
100 453	128 155	-27,6	1 484,6	1 743,7	-17,5	67,66	73,49	-8,6	Ingénieur 2
54 699	65 846	-20,4	1 502,9	1 794,6	-19,4	36,40	36,69	-0,8 *	Ingénieur 3
85 135	79 403	6,7 *	1 523,0	1 730,7	-13,6	55,90	45,88	17,9	Professionnel sc. phys. 1
91 692	102 400	-11,7	1 484,6	1 679,5	-13,1	61,76	60,97	1,3 *	Professionnel sc. phys. 2
62 158	85 280	-37,2	1 485,9	1 693,2	-13,9	41,83	50,37	-20,4	Professionnel sc. phys. 3
108 388	115 628	-6,7	1 495,5	1 655,3	-10,7	72,47	69,85	3,6	Avocat et notaire 1
77 850	72 837	6,4 *	1 484,6	1 709,0	-15,1	52,44	42,62	18,7	Avocat et notaire 2
80 751	89 218	-10,5	1 498,9	1 699,4	-13,4	53,89	52,57	2,5 *	Biologiste 2
56 361	56 403	-0,1 *	1 506,6	1 722,1	-14,3	37,41	32,75	12,4	Moyenne
62 709	72 837	-16,2	1 469,0	1 713,6	-16,6	42,69	42,51	0,4 *	Techniciens
55 725	64 205	-15,2 *	1 534,4	1 660,4	-8,2	36,32	38,67	-6,5 *	Technicien en administration 1-2
64 385	58 718	8,8	1 530,1	1 709,4	-11,7	42,08	34,35	18,4	Technicien en administration 3
68 964	75 488	-9,5 *	1 530,5	1 631,4	-6,6 *	45,06	46,27	-2,7 *	Techn. documentation 1-2
52 463	63 732	-21,5	1 469,0	1 688,7	-15,0	35,71	37,74	-5,7 *	Techn. laboratoire 1-2
55 033	75 611	-37,4	1 523,8	1 772,5	-16,3	36,12	42,66	-18,1	Techn. laboratoire 3
62 747	96 176	-53,3	1 469,0	1 747,2	-18,9	42,71	55,04	-28,9	Technicien en droit 1-2
57 415	59 063	-2,9 *	1 514,6	1 736,3	-14,6	37,91	34,02	10,3	Technicien génie 1-2
64 322	73 898	-14,9	1 530,8	1 739,1	-13,6	42,02	42,49	-1,1 *	Technicien génie 3
56 413	74 608	-32,3 *	1 542,4	1 657,9	-7,5	36,57	45,00	-23,0 *	Techn. informatique 1-2
56 083	81 722	-45,7	1 533,6	1 771,4	-15,5	36,57	46,13	-26,2	Techn. informatique 3
58 022	62 850	-8,3	1 514,9	1 720,8	-13,6	38,30	36,52	4,6	Technicien en loisir 1-2
38 059	41 803	-9,8 *	1 483,4	1 633,7	-10,1	25,66	25,59	0,3 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
39 830	39 936	-0,3 *	1 549,9	1 830,9	-18,1	25,70	21,81	15,1	Moyenne
44 168	56 269	-27,4	1 536,5	1 783,0	-16,0	28,75	31,56	-9,8 *	Employés de bureau
51 569	55 923	-8,4 *	1 549,0	1 826,3	-17,9	33,29	30,62	8,0 *	Préposé photocopie 2
42 810	34 321	19,8	1 528,5	1 786,9	-16,9	28,01	19,21	31,4	Magasinier 1
46 366	46 798	-0,9 *	1 523,1	1 708,1	-12,1	30,44	27,40	10,0	Magasinier 2
51 262	52 227	-1,9 *	1 531,4	1 729,5	-12,9	33,47	30,20	9,8	Magasinier 3
43 950	47 078	-7,1 *	1 547,4	1 704,3	-10,1	28,40	27,62	2,7 *	Personnel soutien adm. 1
48 248	58 175	-20,6	1 507,5	1 664,0	-10,4	32,01	34,96	-9,2	Personnel soutien adm. 2
48 544	39 346	18,9	1 455,3	1 783,8	-22,6	33,36	22,06	33,9	Personnel soutien adm. 3
54 737	65 239	-19,2 *	1 455,3	1 657,6	-13,9	37,61	39,36	-4,6 *	Personnel secrétariat 1
40 815	39 684	2,8 *	1 528,0	1 742,5	-14,0	26,71	22,77	14,7	Personnel secrétariat 2
50 769	59 773	-17,7	1 554,3	1 744,5	-12,2	32,66	34,26	-4,9 *	Préposé aux renseign. 2
46 430	47 744	-2,8 *	1 523,0	1 721,8	-13,1	30,50	27,82	8,8	Préposé aux renseign. 3
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	654	33 749	26 784	20,6	459	55	34 207	26 839	21,5	8 451	5 217
Concierge	2 156	36 830	33 435	9,2 *	228	294	37 059	33 730	9,0 *	8 691	8 060
Cuisinier 1	15	38 984	25 333	35,0	242	149	39 226	25 482	35,0	9 052	4 740
Cuisinier 2	932	40 803	32 599	20,1	524	335	41 327	32 934	20,3	9 801	5 652
Cuisinier 3	23	42 421	42 762	-0,8 *	184	371	42 605	43 133	-1,2 *	9 386	6 812
Gardien 2	329	33 394	31 056	7,0 *	369	40	33 764	31 097	7,9 *	8 075	5 010
Journalier/préposé terr. 2	1 463	33 362	38 633	-15,8	240	213	33 602	38 847	-15,6	7 861	6 661
Préposé cuisine/café. 2	2 471	35 072	25 677	26,8	471	88	35 543	25 765	27,5	8 710	5 147
Préposé entretien lourd 2	1 536	32 635	35 478	-8,7 *	444	222	33 079	35 700	-7,9 *	8 220	8 017
Ouvrier entret. mainten. 2	402	36 845	35 682	3,2 *	501	108	37 346	35 790	4,2 *	9 061	6 281
Préposé entretien léger 2	2 931	34 252	26 979	21,2	464	184	34 716	27 163	21,8	8 548	5 316
Moyenne	...	35 117	31 056	11,6	403	188	35 520	31 245	12,0	8 590	6 259
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	141	35 805	46 028	-28,5	379	44	36 185	46 072	-27,3	8 550	9 269
Conducteur véh. lourds 2	262	38 966	46 600	-19,6	210	37	39 175	46 637	-19,0	8 723	9 222
Électricien entretien 2	342	44 990	69 099	-53,6	349	49	45 340	69 148	-52,5	10 144	19 691
Mécanicien véh. motor. 2	71	44 362	51 532	-16,2	95	104	44 457	51 636	-16,1	9 448	11 293
Mécanicien entret. Millwright 2	235	44 407	50 687	-14,1 *	596	50	45 003	50 736	-12,7 *	10 549	11 191
Menuisier entretien 2	318	42 860	45 103	-5,2 *	483	769	43 343	45 872	-5,8 *	10 065	12 352
Ouvrier cert. entretien 2	902	42 404	45 385	-7,0 *	326	84	42 731	45 468	-6,4 *	9 656	9 561
Machiniste 2	46	44 362	52 055	-17,3	395	82	44 757	52 137	-16,5	10 207	11 044
Conducteur d'équip. lourds 2	45	40 803	47 634	-16,7 *	33	984	40 836	48 618	-19,1 *	8 469	14 922
Moyenne	...	42 508	49 555	-16,6	362	188	42 870	49 742	-16,0	9 723	11 493
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 595	45 472	-4,3	406	98	44 002	45 570	-3,6	9 684	10 141

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
42 658	32 056	24,9	1 674,9	1 868,0	-11,5	25,47	17,16	32,6	Employés de service
45 749	41 789	8,7 *	1 716,8	1 813,3	-5,6	26,65	23,05	13,5 *	Préposé buanderie 2
48 279	30 222	37,4	1 716,1	1 739,8	-1,4 *	28,13	17,37	38,3	Concierge
51 128	38 586	24,5	1 672,1	1 767,3	-5,7	30,58	21,83	28,6	Cuisinier 1
51 991	49 944	3,9 *	1 669,4	1 850,7	-10,9	31,14	26,99	13,3 *	Cuisinier 2
41 839	36 107	13,7	1 677,6	1 844,1	-9,9	24,94	19,58	21,5	Cuisinier 3
41 463	45 508	-9,8	1 707,0	1 789,3	-4,8	24,29	25,43	-4,7 *	Gardien 2
44 253	30 912	30,1	1 674,5	1 850,4	-10,5	26,43	16,71	36,8	Journalier/préposé terr. 2
41 299	43 717	-5,9 *	1 674,9	1 809,8	-8,1	24,66	24,15	2,0 *	Préposé cuisine/café. 2
46 407	42 071	9,3	1 674,9	1 847,9	-10,3	27,71	22,77	17,8	Préposé entretien lourd 2
43 264	32 478	24,9	1 675,2	1 786,8	-6,7	25,83	18,18	29,6	Ouvrier entret. mainten. 2
44 110	37 504	15,0	1 685,2	1 813,4	-7,6	26,18	20,70	20,9	Préposé entretien léger 2
44 735	55 341	-23,7	1 681,3	1 818,1	-8,1	26,61	30,44	-14,4 *	Moyenne
47 898	55 858	-16,6 *	1 648,2	2 304,7	-39,8	29,06	24,24	16,6	Ouvriers
55 483	88 839	-60,1	1 696,9	1 783,8	-5,1	32,70	49,80	-52,3	Conducteur véh. légers 2
53 905	62 929	-16,7	1 632,0	1 883,2	-15,4	33,03	33,42	-1,2 *	Conducteur véh. lourds 2
55 551	61 928	-11,5 *	1 675,6	1 841,0	-9,9	33,15	33,64	-1,5 *	Électricien entretien 2
53 408	58 225	-9,0 *	1 685,2	1 788,9	-6,1	31,69	32,55	-2,7 *	Mécanicien véh. motor. 2
52 387	55 030	-5,0 *	1 702,9	1 735,6	-1,9 *	30,76	31,71	-3,1 *	Mécanicien entret. Millwright 2
54 964	63 181	-15,0 *	1 699,2	1 839,1	-8,2	32,35	34,35	-6,2 *	Menuisier entretien 2
49 304	63 540	-28,9	1 583,4	1 762,4	-11,3	31,14	36,05	-15,8 *	Ouvrier cert. entretien 2
52 593	61 235	-16,4	1 681,0	1 828,9	-8,8	31,28	33,67	-7,7 *	Machiniste 2
53 685	55 711	-3,8	1 554,4	1 740,1	-11,9	34,76	32,22	7,3	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel gest. fin. 2	789	61 148	67 711	-10,7 *	628	0	61 776	67 711	-9,6 *	12 432	23 228
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	64 958	66 333	-2,1 *	344	74	65 302	66 407	-1,7 *	12 510	20 980
Ingénieur 2	391	72 834	78 406	-7,7 *	116	0	72 950	78 406	-7,5 *	13 224	23 565
Moyenne	...	64 358	67 685	-5,2 *	375	39	64 734	67 724	-4,6 *	12 444	22 145
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 589	45 642	52 974	-16,1	449	180	46 091	53 154	-15,3	10 270	16 467
Techn. laboratoire 1-2	1 899	51 669	58 394	-13,0	969	37	52 638	58 432	-11,0	11 747	18 070
Technicien génie 1-2	1 274	44 932	68 156	-51,7	320	181	45 252	68 337	-51,0	9 781	21 966
Technicien génie 3	264	51 986	70 950	-36,5	57	15	52 044	70 965	-36,4	10 703	24 275
Techn. informatique 1-2	2 243	46 878	51 407	-9,7	352	79	47 230	51 486	-9,0	10 185	15 945
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	44 655	67 539	-51,2	875	6	45 530	67 545	-48,4	10 553	22 127
Moyenne	...	46 768	56 226	-20,2	498	146	47 266	56 372	-19,3	10 440	17 242
Employés de bureau											
Magasinier 1	221	32 084	45 740	-42,6	314	35	32 398	45 775	-41,3	7 432	13 930
Magasinier 2	901	35 472	45 369	-27,9	444	127	35 916	45 496	-26,7	8 252	10 776
Personnel soutien adm. 1	4 276	34 138	42 282	-23,9	512	103	34 650	42 385	-22,3	8 160	12 837
Personnel soutien adm. 2	10 508	37 228	46 407	-24,7	458	146	37 686	46 552	-23,5	8 679	13 339
Personnel soutien adm. 3	3 835	41 258	49 185	-19,2 *	525	11	41 783	49 195	-17,7 *	9 479	12 477
Personnel secrétariat 1	1 427	35 646	42 737	-19,9	204	139	35 850	42 876	-19,6	8 100	12 899
Personnel secrétariat 2	5 540	39 316	45 524	-15,8	141	269	39 458	45 793	-16,1	8 791	13 453
Préposé aux renseign. 2	740	39 716	47 295	-19,1	36	129	39 752	47 423	-19,3	8 792	13 563
Préposé aux renseign. 3	92	44 779	61 666	-37,7	40	8	44 819	61 674	-37,6	9 918	18 268
Téléphoniste-récept. 2	1 009	32 423	42 669	-31,6	522	163	32 945	42 832	-30,0	7 870	10 951
Acheteur 2	57	41 291	60 527	-46,6	248	202	41 539	60 729	-46,2	9 230	16 242
Moyenne	...	37 418	45 793	-22,4	389	143	37 807	45 937	-21,5	8 650	13 035

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
74 208	90 938	-22,5	1 518,9	1 612,8	-6,2	48,86	56,38	-15,4 *	Professionnels
77 812	87 387	-12,3 *	1 501,5	1 703,5	-13,4	51,82	51,30	1,0 *	Professionnel gest. fin. 2
86 175	101 971	-18,3 *	1 489,0	1 691,1	-13,6	57,88	60,30	-4,2 *	Analyste proc. adm./inform. 2
									Ingénieur 2
77 178	89 869	-16,4	1 502,9	1 681,6	-11,9	51,35	53,49	-4,2 *	Moyenne
									Techniciens
56 361	69 621	-23,5	1 506,6	1 650,8	-9,6	37,41	42,17	-12,7	Technicien en administration 1-2
64 385	76 502	-18,8	1 530,1	1 741,1	-13,8	42,08	43,94	-4,4 *	Techn. laboratoire 1-2
55 033	90 303	-64,1	1 523,8	1 748,9	-14,8	36,12	51,63	-43,0	Technicien génie 1-2
62 747	95 241	-51,8	1 469,0	1 763,6	-20,1	42,71	54,00	-26,4	Technicien génie 3
57 415	67 431	-17,4	1 514,6	1 672,7	-10,4	37,91	40,31	-6,3	Techn. informatique 1-2
56 083	89 672	-59,9	1 533,6	1 597,8	-4,2 *	36,57	56,12	-53,5	Techn. hygiène du trav. 1-2
57 706	73 614	-27,6	1 514,1	1 667,5	-10,1	38,11	44,22	-16,0	Moyenne
									Employés de bureau
39 830	59 705	-49,9	1 549,9	1 769,2	-14,1	25,70	33,75	-31,3	Magasinier 1
44 168	56 272	-27,4	1 536,5	1 766,3	-15,0	28,75	31,86	-10,8 *	Magasinier 2
42 810	55 222	-29,0	1 528,5	1 636,6	-7,1	28,01	33,74	-20,5	Personnel soutien adm. 1
46 366	59 891	-29,2	1 523,1	1 666,0	-9,4	30,44	35,95	-18,1	Personnel soutien adm. 2
51 262	61 672	-20,3 *	1 531,4	1 620,9	-5,8 *	33,47	38,05	-13,7 *	Personnel soutien adm. 3
43 950	55 775	-26,9	1 547,4	1 607,3	-3,9	28,40	34,70	-22,2	Personnel secrétariat 1
48 248	59 246	-22,8	1 507,5	1 588,0	-5,3	32,01	37,31	-16,6	Personnel secrétariat 2
48 544	60 986	-25,6	1 455,3	1 795,7	-23,4	33,36	33,96	-1,8 *	Préposé aux renseign. 2
54 737	79 942	-46,0	1 455,3	1 857,9	-27,7	37,61	43,03	-14,4	Préposé aux renseign. 3
40 815	53 783	-31,8	1 528,0	1 668,4	-9,2	26,71	32,24	-20,7 *	Téléphoniste-récept. 2
50 769	76 971	-51,6	1 554,3	1 713,7	-10,2	32,66	44,92	-37,5	Acheteur 2
46 458	58 971	-26,9	1 522,4	1 646,3	-8,1	30,53	35,84	-17,4	Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	654	33 749	26 576	21,3	459	129	34 207	26 705	21,9	8 451	5 668
Concierge	2 156	36 830	51 175	-38,9	228	18	37 059	51 194	-38,1	8 691	21 871
Cuisinier 1	15	38 984	30 158	22,6	242	90	39 226	30 248	22,9	9 052	4 693
Cuisinier 2	932	40 803	40 490	0,8 *	524	181	41 327	40 670	1,6 *	9 801	7 639
Cuisinier 3	23	42 421	39 673	6,5 *	184	395	42 605	40 068	6,0 *	9 386	6 769
Gardien 2	329	33 394	31 472	5,8	369	302	33 764	31 775	5,9	8 075	4 716
Journalier/préposé terr. 2	1 463	33 362	43 647	-30,8	240	24	33 602	43 671	-30,0	7 861	10 432
Préposé cuisine/café. 2	2 471	35 072	24 163	31,1	471	44	35 543	24 207	31,9	8 710	4 057
Préposé entretien lourd 2	1 536	32 635	29 585	9,3	444	134	33 079	29 720	10,2	8 220	4 416
Ouvrier entret. mainten. 2	402	36 845	55 964	-51,9	501	236	37 346	56 200	-50,5	9 061	19 478
Préposé entretien léger 2	2 931	34 252	28 719	16,2	464	152	34 716	28 872	16,8	8 548	4 956
Moyenne	...	35 117	35 600	-1,4 *	403	104	35 520	35 704	-0,5 *	8 590	9 112
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	141	35 805	41 825	-16,8	379	124	36 185	41 950	-15,9	8 550	12 872
Conducteur véh. lourds 2	262	38 966	45 006	-15,5	210	121	39 175	45 128	-15,2	8 723	10 860
Électricien entretien 2	342	44 990	63 262	-40,6	349	32	45 340	63 293	-39,6	10 144	21 575
Mécanicien véh. motor. 1	22	41 835	47 738	-14,1 *	162	419	41 997	48 157	-14,7 *	9 134	13 453
Mécanicien véh. motor. 2	71	44 362	59 419	-33,9	95	85	44 457	59 504	-33,8	9 448	16 692
Mécanicien entret. Millwright 2	235	44 407	59 120	-33,1	596	61	45 003	59 181	-31,5	10 549	19 576
Ouvrier cert. entretien 2	902	42 404	61 719	-45,5	326	38	42 731	61 757	-44,5	9 656	17 046
Machiniste 2	46	44 362	53 828	-21,3	395	104	44 757	53 932	-20,5	10 207	14 623
Conducteur d'équip. lourds 2	45	40 803	59 958	-46,9	33	0	40 836	59 958	-46,8	8 469	18 581
Moyenne	...	42 619	57 696	-35,4	367	98	42 986	57 794	-34,4	9 753	17 262
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	42 261	49 204	-16,4	415	123	42 676	49 327	-15,6	9 513	14 447

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
42 658	32 373	24,1	1 674,9	1 852,7	-10,6	25,47	17,47	31,4	Employés de service
45 749	73 065	-59,7	1 716,8	1 695,2	1,3	26,65	43,10	-61,7	Préposé buanderie 2
48 279	34 941	27,6	1 716,1	1 854,3	-8,1	28,13	18,84	33,0	Concierge
51 128	48 309	5,5 *	1 672,1	1 805,6	-8,0	30,58	26,75	12,5	Cuisinier 1
51 991	46 836	9,9 *	1 669,4	1 775,5	-6,4	31,14	26,38	15,3	Cuisinier 2
41 839	36 491	12,8	1 677,6	1 852,6	-10,4	24,94	19,70	21,0	Cuisinier 3
41 463	54 103	-30,5	1 707,0	1 771,5	-3,8	24,29	30,54	-25,7	Gardien 2
44 253	28 264	36,1	1 674,5	1 840,8	-9,9	26,43	15,35	41,9	Journalier/préposé terr. 2
41 299	34 135	17,3	1 674,9	1 675,4	0,0 *	24,66	20,37	17,4	Préposé cuisine/café. 2
46 407	75 679	-63,1	1 674,9	1 731,4	-3,4	27,71	43,71	-57,8	Préposé entretien lourd 2
43 264	33 828	21,8	1 675,2	1 666,4	0,5 *	25,83	20,30	21,4	Ouvrier entret. mainten. 2
44 110	44 816	-1,6 *	1 685,2	1 743,9	-3,5	26,18	25,84	1,3 *	Préposé entretien léger 2
44 735	54 822	-22,5	1 681,3	1 820,3	-8,3	26,61	30,12	-13,2	Moyenne
47 898	55 988	-16,9	1 648,2	1 993,9	-21,0	29,06	28,08	3,4 *	Ouvriers
55 483	84 868	-53,0	1 696,9	1 766,2	-4,1	32,70	48,05	-47,0	Conducteur véh. légers 2
51 131	61 610	-20,5 *	1 646,1	1 817,0	-10,4	31,06	33,91	-9,2 *	Conducteur véh. lourds 2
53 905	76 196	-41,4	1 632,0	1 826,2	-11,9	33,03	41,72	-26,3	Électricien entretien 2
55 551	78 757	-41,8	1 675,6	1 760,3	-5,1	33,15	44,74	-35,0	Mécanicien véh. motor. 1
52 387	78 804	-50,4	1 702,9	1 764,7	-3,6	30,76	44,66	-45,2	Mécanicien véh. motor. 2
54 964	68 555	-24,7	1 699,2	1 742,1	-2,5 *	32,35	39,35	-21,7	Mécanicien entret. Millwright 2
49 304	78 539	-59,3	1 583,4	1 796,9	-13,5	31,14	43,71	-40,4	Ouvrier cert. entretien 2
52 739	75 056	-42,3	1 680,7	1 782,7	-6,1	31,37	42,27	-34,7	Machiniste 2
52 189	63 774	-22,2	1 557,3	1 680,5	-7,9	33,71	38,09	-13,0	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	80	44 131	47 100	-6,7 *	203	16	44 334	47 116	-6,3 *	9 448	10 628
Professionnel communic. 2	702	63 816	61 127	4,2 *	455	3	64 271	61 130	4,9 *	12 690	12 703
Professionnel gest. fin. 1	159	42 082	48 081	-14,3	139	0	42 221	48 081	-13,9	8 835	11 222
Professionnel gest. fin. 2	789	61 148	66 501	-8,8	628	12	61 776	66 512	-7,7	12 432	14 162
Professionnel gest. fin. 3	152	74 646	92 516	-23,9	97	0	74 743	92 517	-23,8	13 504	21 857
Analyste proc. adm./inform. 1	383	44 709	53 228	-19,1	109	0	44 819	53 228	-18,8	9 256	12 267
Analyste proc. adm./inform. 2	3 568	64 958	69 068	-6,3	344	16	65 302	69 084	-5,8	12 510	14 181
Ingénieur 1	130	47 201	57 544	-21,9	61	10	47 262	57 554	-21,8	9 536	13 699
Ingénieur 2	391	72 834	79 552	-9,2	116	38	72 950	79 589	-9,1	13 224	19 089
Ingénieur 3	364	85 469	105 366	-23,3	111	115	85 580	105 481	-23,3	14 872	23 102
Professionnel sc. phys. 2	369	70 457	65 776	6,6 *	941	87	71 399	65 863	7,8	13 737	13 419
Avocat et notaire 1	53	51 592	71 487	-38,6	87	0	51 678	71 487	-38,3	10 480	15 634
Avocat et notaire 2	599	91 737	93 770	-2,2 *	426	3	92 163	93 773	-1,7 *	16 225	20 853
Biologiste 2	108	65 465	61 018	6,8 *	85	55	65 550	61 073	6,8 *	12 300	10 619
Moyenne	...	67 601	72 949	-7,9	325	30	67 926	72 979	-7,4	12 825	15 243
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 589	45 642	44 841	1,8 *	449	49	46 091	44 890	2,6 *	10 270	9 798
Technicien en administration 3	194	51 824	59 959	-15,7	57	13	51 881	59 972	-15,6	10 828	12 321
Techn. laboratoire 1-2	1 899	51 669	47 777	7,5	969	127	52 638	47 905	9,0	11 747	10 697
Techn. laboratoire 3	462	55 578	61 406	-10,5 *	1 043	888	56 621	62 295	-10,0 *	12 343	12 992
Technicien en droit 1-2	366	43 177	51 518	-19,3	47	32	43 224	51 550	-19,3	9 238	12 411
Technicien génie 1-2	1 274	44 932	60 757	-35,2	320	84	45 252	60 841	-34,4	9 781	14 822
Technicien génie 3	264	51 986	77 930	-49,9	57	141	52 044	78 071	-50,0	10 703	18 216
Techn. informatique 1-2	2 243	46 878	49 110	-4,8 *	352	18	47 230	49 127	-4,0 *	10 185	9 611
Techn. hygiène du trav. 1-2	177	44 655	63 604	-42,4	875	41	45 530	63 645	-39,8	10 553	18 337
Moyenne	...	47 044	50 797	-8,0	501	82	47 545	50 879	-7,0	10 477	10 964
Employés de bureau											
Magasinier 1	221	32 084	33 282	-3,7 *	314	86	32 398	33 369	-3,0 *	7 432	6 533
Magasinier 2	901	35 472	45 262	-27,6	444	17	35 916	45 279	-26,1	8 252	10 597
Magasinier 3	35	42 018	46 001	-9,5 *	227	6	42 245	46 007	-8,9 *	9 324	9 344
Personnel soutien adm. 1	4 276	34 138	28 014	17,9	512	33	34 650	28 047	19,1	8 160	5 877
Personnel soutien adm. 2	10 508	37 228	37 624	-1,1 *	458	31	37 686	37 654	0,1 *	8 679	8 873
Personnel soutien adm. 3	3 835	41 258	43 228	-4,8 *	525	97	41 783	43 325	-3,7 *	9 479	8 362
Personnel secrétariat 1	1 427	35 646	38 589	-8,3	204	36	35 850	38 625	-7,7 *	8 100	8 059
Personnel secrétariat 2	5 540	39 316	45 609	-16,0	141	39	39 458	45 648	-15,7	8 791	10 836
Préposé aux renseign. 2	740	39 716	32 239	18,8	36	19	39 752	32 257	18,9	8 792	6 977
Préposé aux renseign. 3	92	44 779	52 548	-17,4 *	40	0	44 819	52 548	-17,2 *	9 918	12 029
Téléphoniste-récept. 2	1 009	32 423	32 290	0,4 *	522	97	32 945	32 387	1,7 *	7 870	6 825
Acheteur 2	57	41 291	47 799	-15,8	248	45	41 539	47 843	-15,2	9 230	11 929
Moyenne	...	37 401	38 488	-2,9 *	385	46	37 786	38 534	-2,0 *	8 643	8 608

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 782	57 743	-7,4 *	1 496,1	1 685,0	-12,6	35,95	34,27	4,7 *	Professionnels Professionnel communic. 1 Professionnel communic. 2 Professionnel gest. fin. 1 Professionnel gest. fin. 2 Professionnel gest. fin. 3 Analyste proc. adm./inform. 1 Analyste proc. adm./inform. 2 Ingénieur 1 Ingénieur 2 Ingénieur 3 Professionnel sc. phys. 2 Avocat et notaire 1 Avocat et notaire 2 Biologiste 2
76 961	73 833	4,1 *	1 511,8	1 648,8	-9,1	50,91	44,78	12,0	
51 057	59 303	-16,2	1 491,3	1 779,7	-19,3	34,24	33,32	2,7 *	
74 208	80 675	-8,7	1 518,9	1 722,6	-13,4	48,86	46,83	4,1 *	
88 247	114 374	-29,6	1 484,6	1 696,5	-14,3	59,44	67,42	-13,4	
54 074	65 495	-21,1	1 489,9	1 680,7	-12,8	36,29	38,97	-7,4 *	
77 812	83 265	-7,0	1 501,5	1 722,0	-14,7	51,82	48,35	6,7	
56 798	71 253	-25,4	1 484,6	1 772,6	-19,4	38,26	40,20	-5,1	
86 175	98 679	-14,5	1 489,0	1 765,6	-18,6	57,88	55,89	3,4	
100 453	128 583	-28,0	1 484,6	1 745,8	-17,6	67,66	73,65	-8,9	
85 135	79 282	6,9 *	1 523,0	1 731,8	-13,7	55,90	45,78	18,1	
62 158	87 121	-40,2	1 485,9	1 706,5	-14,8	41,83	51,05	-22,0	
108 388	114 626	-5,8	1 495,5	1 689,0	-12,9	72,47	67,87	6,4	
77 850	71 693	7,9 *	1 484,6	1 728,7	-16,4	52,44	41,47	20,9	
80 751	88 222	-9,3	1 498,9	1 712,9	-14,3	53,89	51,54	4,4	
56 361	54 688	3,0 *	1 506,6	1 736,3	-15,2	37,41	31,50	15,8	Techniciens Technicien en administration 1-2 Technicien en administration 3 Techn. laboratoire 1-2 Techn. laboratoire 3 Technicien en droit 1-2 Technicien génie 1-2 Technicien génie 3 Techn. informatique 1-2 Techn. hygiène du trav. 1-2
62 709	72 293	-15,3	1 469,0	1 731,6	-17,9	42,69	41,75	2,2 *	
64 385	58 602	9,0	1 530,1	1 723,7	-12,7	42,08	34,00	19,2	
68 964	75 287	-9,2 *	1 530,5	1 628,3	-6,4 *	45,06	46,24	-2,6 *	
52 463	63 961	-21,9	1 469,0	1 713,0	-16,6	35,71	37,34	-4,6 *	
55 033	75 663	-37,5	1 523,8	1 776,6	-16,6	36,12	42,59	-17,9	
62 747	96 287	-53,5	1 469,0	1 748,7	-19,0	42,71	55,06	-28,9	
57 415	58 738	-2,3 *	1 514,6	1 745,6	-15,3	37,91	33,65	11,2	
56 083	81 983	-46,2	1 533,6	1 776,4	-15,8	36,57	46,15	-26,2	
58 022	61 843	-6,6	1 514,9	1 735,6	-14,6	38,30	35,64	6,9	
39 830	39 901	-0,2 *	1 549,9	1 832,5	-18,2	25,70	21,77	15,3	Employés de bureau Magasinier 1 Magasinier 2 Magasinier 3 Personnel soutien adm. 1 Personnel soutien adm. 2 Personnel soutien adm. 3 Personnel secrétariat 1 Personnel secrétariat 2 Préposé aux renseign. 2 Préposé aux renseign. 3 Téléphoniste-récept. 2 Acheteur 2
44 168	55 876	-26,5	1 536,5	1 794,4	-16,8	28,75	31,14	-8,3 *	
51 569	55 351	-7,3 *	1 549,0	1 831,4	-18,2	33,29	30,22	9,2 *	
42 810	33 925	20,8	1 528,5	1 790,0	-17,1	28,01	18,95	32,3	
46 366	46 527	-0,3 *	1 523,1	1 711,8	-12,4	30,44	27,18	10,7	
51 262	51 687	-0,8 *	1 531,4	1 734,7	-13,3	33,47	29,80	11,0	
43 950	46 684	-6,2 *	1 547,4	1 714,7	-10,8	28,40	27,23	4,1 *	
48 248	56 484	-17,1	1 507,5	1 685,1	-11,8	32,01	33,52	-4,7 *	
48 544	39 235	19,2	1 455,3	1 785,1	-22,7	33,36	21,98	34,1	
54 737	64 578	-18,0 *	1 455,3	1 674,3	-15,0	37,61	38,57	-2,5 *	
40 815	39 212	3,9 *	1 528,0	1 748,4	-14,4	26,71	22,43	16,0	
50 769	59 773	-17,7	1 554,3	1 744,5	-12,2	32,66	34,26	-4,9 *	
46 430	47 142	-1,5 *	1 523,0	1 729,5	-13,6	30,50	27,33	10,4	

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	654	33 749	26 784	20,6	459	55	34 207	26 839	21,5	8 451	5 217
Concierge	2 156	36 830	30 096	18,3	228	0	37 059	30 096	18,8	8 691	5 512
Cuisinier 1	15	38 984	25 333	35,0	242	149	39 226	25 482	35,0	9 052	4 740
Cuisinier 2	932	40 803	32 599	20,1	524	335	41 327	32 934	20,3	9 801	5 652
Cuisinier 3	23	42 421	42 762	-0,8 *	184	371	42 605	43 133	-1,2 *	9 386	6 812
Gardien 2	329	33 394	30 502	8,7	369	29	33 764	30 531	9,6	8 075	4 751
Journalier/préposé terr. 2	1 463	33 362	38 433	-15,2	240	204	33 602	38 637	-15,0	7 861	6 398
Préposé cuisine/cafét. 2	2 471	35 072	25 677	26,8	471	88	35 543	25 765	27,5	8 710	5 147
Préposé entretien lourd 2	1 536	32 635	34 917	-7,0 *	444	171	33 079	35 088	-6,1 *	8 220	7 552
Ouvrier entret. mainten. 2	402	36 845	35 606	3,4 *	501	109	37 346	35 715	4,4 *	9 061	6 253
Préposé entretien léger 2	2 931	34 252	26 979	21,2	464	184	34 716	27 163	21,8	8 548	5 316
Moyenne	...	35 117	30 408	13,4	403	133	35 520	30 541	14,0	8 590	5 754
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	141	35 805	45 792	-27,9	379	45	36 185	45 837	-26,7	8 550	9 183
Conducteur véh. lourds 2	262	38 966	46 578	-19,5	210	30	39 175	46 608	-19,0	8 723	9 174
Électricien entretien 2	342	44 990	69 099	-53,6	349	49	45 340	69 148	-52,5	10 144	19 691
Mécanicien véh. motor. 2	71	44 362	51 350	-15,8	95	48	44 457	51 398	-15,6	9 448	10 972
Mécanicien entret. Millwright 2	235	44 407	50 687	-14,1 *	596	50	45 003	50 736	-12,7 *	10 549	11 191
Menuisier entretien 2	318	42 860	37 413	12,7	483	38	43 343	37 451	13,6	10 065	6 154
Ouvrier cert. entretien 2	902	42 404	45 385	-7,0 *	326	84	42 731	45 468	-6,4 *	9 656	9 561
Machiniste 2	46	44 362	52 055	-17,3	395	82	44 757	52 137	-16,5	10 207	11 044
Moyenne	...	42 688	48 761	-14,2	372	63	43 060	48 825	-13,4	9 788	10 587
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 605	45 080	-3,4	407	69	44 012	45 148	-2,6	9 686	9 639

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Employés de service									
42 658	32 056	24,9	1 674,9	1 868,0	-11,5	25,47	17,16	32,6	Préposé buanderie 2
45 749	35 608	22,2	1 716,8	1 855,3	-8,1	26,65	19,19	28,0	Concierge
48 279	30 222	37,4	1 716,1	1 739,8	-1,4 *	28,13	17,37	38,3	Cuisinier 1
51 128	38 586	24,5	1 672,1	1 767,3	-5,7	30,58	21,83	28,6	Cuisinier 2
51 991	49 944	3,9 *	1 669,4	1 850,7	-10,9	31,14	26,99	13,3 *	Cuisinier 3
41 839	35 282	15,7	1 677,6	1 848,6	-10,2	24,94	19,09	23,5	Gardien 2
41 463	45 035	-8,6 *	1 707,0	1 794,1	-5,1	24,29	25,10	-3,3 *	Journalier/préposé terr. 2
44 253	30 912	30,1	1 674,5	1 850,4	-10,5	26,43	16,71	36,8	Préposé cuisine/café. 2
41 299	42 640	-3,2 *	1 674,9	1 818,3	-8,6	24,66	23,45	4,9 *	Préposé entretien lourd 2
46 407	41 968	9,6	1 674,9	1 851,6	-10,6	27,71	22,67	18,2	Ouvrier entret. mainten. 2
43 264	32 478	24,9	1 675,2	1 786,8	-6,7	25,83	18,18	29,6	Préposé entretien léger 2
44 110	36 295	17,7	1 685,2	1 822,1	-8,1	26,18	19,94	23,8	Moyenne
Ouvriers									
44 735	55 019	-23,0	1 681,3	1 819,4	-8,2	26,61	30,24	-13,7 *	Conducteur véh. légers 2
47 898	55 782	-16,5 *	1 648,2	2 308,0	-40,0	29,06	24,17	16,8	Conducteur véh. lourds 2
55 483	88 839	-60,1	1 696,9	1 783,8	-5,1	32,70	49,80	-52,3	Électricien entretien 2
53 905	62 370	-15,7	1 632,0	1 887,9	-15,7	33,03	33,04	0,0 *	Mécanicien véh. motor. 2
55 551	61 928	-11,5 *	1 675,6	1 841,0	-9,9	33,15	33,64	-1,5 *	Mécanicien entret. Millwright 2
53 408	43 605	18,4	1 685,2	1 842,0	-9,3	31,69	23,67	25,3	Menuisier entretien 2
52 387	55 030	-5,0 *	1 702,9	1 735,6	-1,9 *	30,76	31,71	-3,1 *	Ouvrier cert. entretien 2
54 964	63 181	-15,0 *	1 699,2	1 839,1	-8,2	32,35	34,35	-6,2 *	Machiniste 2
52 848	59 412	-12,4	1 684,0	1 839,4	-9,2	31,38	32,49	-3,5 *	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
53 698	54 788	-2,0 *	1 554,4	1 750,4	-12,6	34,77	31,48	9,5	Moyenne

Annexe D-1

Distribution de l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, selon le nombre d'emplois, en 2012

Secteurs	Nombre d'emplois repères utilisés		Distribution des emplois repères selon le statut					
			Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	76	76	6	9	12	20	58	47
Privé	74	74	7	23	19	30	48	21
« Autre public »	74	74	0	0	2	1	72	73
Administration municipale	65	65	1	0	0	0	64	65
« Entreprises publiques »	63	63	1	4	7	8	55	51
Universitaire	59	59	7	5	7	8	45	46
Administration fédérale	55	55	0	0	0	0	55	55
Autres salariés québécois syndiqués	75	75	6	6	3	7	66	62
Autres salariés québécois non syndiqués	73	73	8	25	28	35	37	13
Privé syndiqué	60	60	8	11	10	14	42	35
Privé non syndiqué	72	72	11	30	27	32	34	10

Annexe D-2

Distribution de l'effectif utilisé pour l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, selon le pourcentage de l'effectif, en 2012

Secteurs	% de l'effectif utilisé		Distribution en % selon le statut ¹					
	Salaires	Rémunération globale	Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
			Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	100	100	11	13	14	34	75	53
Privé	100	100	12	57	28	28	61	14
« Autre public »	100	100	0	0	1	1	99	99
Administration municipale	100	100	1	0	0	0	99	100
« Entreprises publiques »	100	100	1	3	8	9	91	88
Universitaire	100	100	10	5	7	7	83	88
Administration fédérale	100	100	0	0	0	0	100	100
Autres salariés québécois syndiqués	100	100	11	11	1	5	88	84
Autres salariés québécois non syndiqués	100	100	19	59	45	27	36	14
Privé syndiqué	100	100	12	15	14	21	73	65
Privé non syndiqué	100	100	23	68	47	26	31	6

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

Annexe E-1

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-20,0	(-27,6 ; -12,4)	-16,6	(-26,6 ; -6,7)
Professionnel communic. 2	PC2	-5,6 *	(-12,6 ; 1,5)	-4,1 *	(-13,0 ; 4,9)
Professionnel communic. 3	PC3	-22,2	(-33,9 ; -10,4)	-26,5	(-39,2 ; -13,7)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-21,5	(-28,7 ; -14,2)	-9,1 *	(-18,8 ; 0,7)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-12,1	(-16,2 ; -8,1)	-4,0 *	(-9,8 ; 1,7)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-23,5	(-27,2 ; -19,7)	-24,7	(-31,2 ; -18,1)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-26,6	(-32,2 ; -21,0)	-20,6	(-27,4 ; -13,8)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-8,7	(-12,7 ; -4,7)	-1,0 *	(-6,8 ; 4,9)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-17,3	(-21,0 ; -13,7)	-12,0	(-16,8 ; -7,3)
Ingénieur 1	IN1	-22,3	(-26,4 ; -18,2)	-7,2	(-10,8 ; -3,6)
Ingénieur 2	IN2	-11,9	(-14,3 ; -9,5)	-5,6	(-8,4 ; -2,8)
Ingénieur 3	IN3	-23,3	(-26,9 ; -19,6)	-16,4	(-20,0 ; -12,7)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	-19,6	(-32,7 ; -6,4)	-2,6 *	(-16,9 ; 11,6)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-1,1 *	(-6,3 ; 4,0)	4,6 *	(-1,7 ; 10,9)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	-17,3	(-24,9 ; -9,7)	-9,8	(-18,3 ; -1,2)
Avocat et notaire 1	AN1	-47,4	(-48,9 ; -46,0)	-43,4	(-46,7 ; -40,0)
Avocat et notaire 2	AN2	-7,4	(-9,7 ; -5,1)	-7,4	(-9,7 ; -5,1)
Biologiste 1	BI1	-7,0	(-11,4 ; -2,6)	8,7	(2,9 ; 14,5)
Biologiste 2	BI2	-8,5	(-10,7 ; -6,3)	-6,1	(-9,8 ; -2,4)
Biologiste 3	BI3	-25,0	(-28,6 ; -21,3)	-31,4	(-41,2 ; -21,5)
Moyenne		-11,9	(-13,7 ; -10,1)	-6,4	(-9,1 ; -3,7)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-8,1	(-11,2 ; -5,0)	-1,0 *	(-5,3 ; 3,2)
Technicien en administration 3	TA3	-14,5	(-20,7 ; -8,3)	-1,7 *	(-8,4 ; 4,9)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-6,5	(-10,1 ; -2,9)	-11,4	(-16,0 ; -6,8)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-2,7 *	(-9,4 ; 4,0)	5,2 *	(-2,3 ; 12,7)
Techn. laboratoire 3	TL3	-14,6	(-21,4 ; -7,8)	-10,0	(-16,3 ; -3,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-24,1	(-27,2 ; -20,9)	-19,7	(-23,3 ; -16,1)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-42,8	(-46,2 ; -39,3)	-34,7	(-39,1 ; -30,3)
Technicien génie 3	TG3	-49,4	(-54,2 ; -44,6)	-48,1	(-56,7 ; -39,5)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-8,0	(-12,5 ; -3,5)	2,9 *	(-2,3 ; 8,1)
Techn. informatique 3	TI3	-18,2	(-26,4 ; -10,1)	-1,8 *	(-11,3 ; 7,6)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	-15,4	(-27,7 ; -3,1)	-14,5	(-25,8 ; -3,2)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-44,6	(-59,8 ; -29,4)	-34,1	(-51,0 ; -17,3)
Moyenne		-13,5	(-15,6 ; -11,4)	-6,0	(-8,6 ; -3,4)
Employés de Bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-10,8 *	(-29,1 ; 7,6)	-3,5 *	(-25,6 ; 18,7)
Magasinier 1	MG1	-38,2	(-47,9 ; -28,5)	-26,7	(-39,3 ; -14,0)
Magasinier 2	MG2	-33,5	(-38,7 ; -28,2)	-27,2	(-36,8 ; -17,5)
Magasinier 3	MG3	-13,4 *	(-35,9 ; 9,1)	4,4 *	(-16,5 ; 25,2)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	-23,7	(-36,3 ; -11,2)	-17,1 *	(-34,8 ; 0,7)
Personnel soutien adm. 1	PS1	8,4 *	(-9,3 ; 26,1)	18,5 *	(-2,6 ; 39,5)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-11,8	(-13,6 ; -10,0)	-7,8	(-10,7 ; -4,8)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-17,3	(-19,5 ; -15,1)	-13,9	(-16,8 ; -11,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	-13,8	(-17,0 ; -10,6)	-13,4	(-18,2 ; -8,5)
Personnel secrétariat 2	SE2	-17,7	(-20,9 ; -14,4)	-16,5	(-21,6 ; -11,5)
Préposé aux renseign. 2	PR2	2,1 *	(-11,3 ; 15,5)	16,8	(5,1 ; 28,5)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-24,0	(-37,2 ; -10,7)	-9,3	(-18,6 ; 0,0)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-5,3 *	(-13,0 ; 2,4)	7,6 *	(-1,2 ; 16,5)
Acheteur 2	AC2	-19,2	(-24,2 ; -14,1)	-12,2	(-19,5 ; -4,8)
Moyenne		-11,6	(-14,5 ; -8,7)	-6,6	(-10,1 ; -3,0)

Annexe E-1

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Préposé buanderie 2	BU2	20,7	(18,5 ; 22,8)	31,4	(29,5 ; 33,4)
Concierge	CO2	-27,9	(-40,0 ; -15,8)	-42,3	(-64,0 ; -20,7)
Cuisinier 1	CU1	22,4	(15,4 ; 29,5)	30,8	(21,3 ; 40,2)
Cuisinier 2	CU2	4,7 *	(-2,7 ; 12,2)	13,1	(5,0 ; 21,2)
Cuisinier 3	CU3	-3,5 *	(-12,8 ; 5,8)	6,8 *	(-3,2 ; 16,7)
Gardien 2	GA2	3,9	(1,8 ; 5,9)	18,6	(15,6 ; 21,5)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-27,9	(-32,2 ; -23,6)	-25,6	(-31,8 ; -19,3)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	25,4	(16,6 ; 34,2)	35,0	(25,5 ; 44,6)
Préposé entretien lourd 2	PED2	6,0	(1,8 ; 10,3)	13,6	(8,6 ; 18,6)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	-30,4	(-51,2 ; -9,5)	-29,7	(-58,3 ; -1,0)
Préposé entretien léger 2	PER2	15,4	(9,2 ; 21,7)	20,9	(12,9 ; 28,8)
Moyenne		0,7 *	(-3,1 ; 4,6)	4,3 *	(-1,2 ; 9,9)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-27,7	(-35,8 ; -19,6)	-28,3	(-36,4 ; -20,2)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-17,3	(-23,6 ; -11,1)	4,9 *	(-3,0 ; 12,8)
Électricien entretien 2	EL2	-40,0	(-51,4 ; -28,6)	-47,0	(-62,6 ; -31,3)
Électricien entretien 3	EL3	-33,5	(-37,0 ; -29,9)	-35,8	(-41,7 ; -29,8)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-8,4 *	(-20,7 ; 4,0)	1,2 *	(-15,7 ; 18,1)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-28,0	(-32,1 ; -23,8)	-24,7	(-29,6 ; -19,7)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-30,4	(-36,4 ; -24,4)	-30,5	(-39,4 ; -21,6)
Menuisier entretien 2	ME2	-22,0	(-37,3 ; -6,6)	-26,4	(-48,2 ; -4,5)
Ouvrier de voirie 2	VO2	-29,3	(-32,2 ; -26,3)	-48,0	(-50,8 ; -45,2)
Ouvrier de voirie 3	VO3	-16,5	(-19,0 ; -14,0)	-35,5	(-63,4 ; -7,6)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-37,7	(-43,1 ; -32,3)	-47,6	(-56,4 ; -38,8)
Peintre entretien 2	PE2	-29,8	(-37,2 ; -22,4)	-30,1	(-38,9 ; -21,2)
Machiniste 2	MA2	-20,5	(-31,0 ; -10,0)	-18,1	(-29,1 ; -7,1)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-26,1	(-28,8 ; -23,4)	-43,6	(-47,7 ; -39,5)
Moyenne		-28,8	(-32,8 ; -24,9)	-32,2	(-37,9 ; -26,5)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-11,2	(-12,8 ; -9,6)	-6,1	(-8,2 ; -4,0)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-6,9 *	(-16,2 ; 2,3)	4,5 *	(-3,5 ; 12,4)
Professionnel communic. 2	PC2	4,0 *	(-4,3 ; 12,3)	11,3	(3,4 ; 19,2)
Professionnel communic. 3	PC3	-33,2	(-65,3 ; -1,1)	-31,4 *	(-68,2 ; 5,5)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-14,1	(-21,9 ; -6,4)	2,7 *	(-6,4 ; 11,7)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-8,8	(-13,3 ; -4,2)	3,9 *	(-1,5 ; 9,3)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-23,7	(-31,6 ; -15,8)	-13,6	(-24,6 ; -2,6)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-20,7	(-29,4 ; -12,1)	-8,9 *	(-18,5 ; 0,7)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-6,2	(-11,4 ; -1,1)	6,6	(0,3 ; 12,9)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-17,6	(-23,2 ; -12,0)	-5,1	(-9,8 ; -0,4)
Ingénieur 1	IN1	-22,0	(-26,3 ; -17,7)	-5,1	(-8,6 ; -1,7)
Ingénieur 2	IN2	-9,2	(-12,5 ; -6,0)	3,4	(1,0 ; 5,7)
Ingénieur 3	IN3	-23,2	(-28,1 ; -18,4)	-9,0	(-13,1 ; -4,9)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	-16,0	(-29,0 ; -3,0)	2,5 *	(-10,5 ; 15,5)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	7,5	(1,5 ; 13,4)	18,7	(14,0 ; 23,4)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	-11,7	(-19,5 ; -3,8)	1,4 *	(-2,5 ; 5,2)
Avocat et notaire 1	AN1	-38,6	(-46,2 ; -30,9)	-22,0	(-32,3 ; -11,8)
Avocat et notaire 2	AN2	-2,2 *	(-7,8 ; 3,4)	6,4	(1,9 ; 10,8)
Biologiste 2	BI2	6,8 *	(-1,4 ; 15,0)	20,9	(13,2 ; 28,6)
Moyenne		-7,9	(-10,5 ; -5,3)	4,2	(1,1 ; 7,3)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-1,2 *	(-5,7 ; 3,3)	11,3	(5,8 ; 16,8)
Technicien en administration 3	TA3	-15,5	(-24,4 ; -6,6)	2,1 *	(-6,8 ; 10,9)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-3,0 *	(-11,4 ; 5,5)	7,1 *	(-1,8 ; 15,9)
Techn. laboratoire 3	TL3	-11,1 *	(-23,0 ; 0,8)	-3,6 *	(-11,2 ; 4,0)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-20,4	(-28,5 ; -12,3)	-6,5 *	(-13,6 ; 0,7)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-42,1	(-46,5 ; -37,8)	-28,3	(-33,5 ; -23,2)
Technicien génie 3	TG3	-48,5	(-58,1 ; -38,8)	-28,6	(-36,3 ; -21,0)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-5,7	(-10,7 ; -0,8)	7,8	(2,6 ; 13,1)
Techn. informatique 3	TI3	-18,9	(-27,8 ; -9,9)	-1,0 *	(-11,3 ; 9,3)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-44,2	(-62,0 ; -26,4)	-31,2	(-50,9 ; -11,4)
Moyenne		-11,0	(-14,5 ; -7,5)	2,2 *	(-1,5 ; 5,9)
Employés de Bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-8,2 *	(-32,8 ; 16,4)	0,6 *	(-28,3 ; 29,6)
Magasinier 1	MG1	-37,4	(-48,2 ; -26,6)	-24,9	(-38,8 ; -11,1)
Magasinier 2	MG2	-27,8	(-39,8 ; -15,8)	-10,0 *	(-20,2 ; 0,2)
Magasinier 3	MG3	-9,5 *	(-31,9 ; 13,0)	9,2 *	(-10,0 ; 28,5)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	-25,2	(-46,3 ; -4,0)	-15,0 *	(-43,1 ; 13,2)
Personnel soutien adm. 1	PS1	12,3 *	(-5,0 ; 29,7)	25,8	(8,2 ; 43,4)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-4,4	(-7,3 ; -1,4)	6,8	(2,7 ; 10,9)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-7,4	(-14,5 ; -0,3)	6,7 *	(-0,7 ; 14,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	-10,3	(-17,7 ; -2,9)	-0,3 *	(-8,9 ; 8,3)
Personnel secrétariat 2	SE2	-16,0	(-21,1 ; -10,9)	-5,3 *	(-10,9 ; 0,2)
Préposé aux renseign. 2	PR2	3,5 *	(-11,6 ; 18,5)	19,5	(6,4 ; 32,6)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-28,6	(-43,9 ; -13,2)	-9,4 *	(-20,7 ; 1,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-2,4 *	(-11,4 ; 6,6)	13,0	(3,3 ; 22,6)
Acheteur 2	AC2	-18,2	(-26,7 ; -9,7)	-7,4 *	(-20,2 ; 5,4)
Moyenne		-6,1	(-9,7 ; -2,6)	6,2	(2,4 ; 10,1)

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Préposé buanderie 2	BU2	21,0	(19,2 ; 22,8)	31,8	(30,2 ; 33,5)
Concierge	CO2	-29,0	(-44,7 ; -13,3)	-44,9	(-72,4 ; -17,5)
Cuisinier 1	CU1	25,0	(18,8 ; 31,1)	33,9	(26,5 ; 41,4)
Cuisinier 2	CU2	8,5 *	(-1,2 ; 18,2)	18,9	(8,7 ; 29,0)
Cuisinier 3	CU3	1,9 *	(-9,0 ; 12,7)	14,0	(2,9 ; 25,2)
Gardien 2	GA2	5,9	(4,4 ; 7,3)	21,1	(19,5 ; 22,7)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-27,9	(-34,0 ; -21,8)	-21,5	(-28,1 ; -14,8)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	28,5	(19,3 ; 37,6)	38,8	(29,2 ; 48,3)
Préposé entretien lourd 2	PED2	8,3	(5,7 ; 11,0)	16,5	(13,3 ; 19,8)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	-30,8	(-56,3 ; -5,3)	-27,5 *	(-62,6 ; 7,6)
Préposé entretien léger 2	PER2	17,2	(10,8 ; 23,6)	23,2	(14,9 ; 31,5)
Moyenne		2,1 *	(-2,5 ; 6,7)	6,6 *	(-0,1 ; 13,2)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-22,7	(-37,0 ; -8,3)	-13,4	(-24,6 ; -2,3)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-16,6	(-23,4 ; -9,7)	7,4 *	(-0,7 ; 15,6)
Électricien entretien 2	EL2	-42,7	(-56,6 ; -28,8)	-47,8	(-66,8 ; -28,8)
Électricien entretien 3	EL3	-40,4	(-46,6 ; -34,1)	-45,8	(-57,0 ; -34,7)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-3,4 *	(-15,5 ; 8,8)	7,2 *	(-9,2 ; 23,5)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-25,0	(-32,7 ; -17,3)	-13,2	(-21,7 ; -4,8)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-30,4	(-36,6 ; -24,3)	-30,0	(-39,2 ; -20,8)
Menuisier entretien 2	ME2	-16,6 *	(-48,5 ; 15,4)	-12,1 *	(-53,9 ; 29,7)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-42,0	(-53,1 ; -30,9)	-41,3	(-55,8 ; -26,9)
Peintre entretien 2	PE2	-19,2 *	(-51,5 ; 13,1)	-12,8 *	(-48,4 ; 22,9)
Machiniste 2	MA2	-20,4	(-31,0 ; -9,8)	-17,8	(-29,0 ; -6,7)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-40,6	(-54,0 ; -27,3)	-32,7	(-49,4 ; -16,0)
Moyenne		-32,2	(-39,0 ; -25,4)	-29,4	(-38,7 ; -20,2)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-7,8	(-10,0 ; -5,6)	3,3	(0,7 ; 5,9)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-3

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-33,7	(-35,2 ; -32,1)	-40,3	(-42,3 ; -38,4)
Professionnel communic. 2	PC2	-14,3	(-15,8 ; -12,9)	-18,9	(-21,9 ; -15,9)
Professionnel communic. 3	PC3	-17,2	(-18,2 ; -16,2)	-24,1	(-27,6 ; -20,7)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-37,8	(-39,9 ; -35,7)	-38,3	(-39,9 ; -36,6)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-22,0	(-24,0 ; -20,1)	-29,7	(-34,0 ; -25,4)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-23,2	(-24,3 ; -22,1)	-35,4	(-39,7 ; -31,0)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-35,3	(-36,1 ; -34,6)	-39,1	(-40,0 ; -38,2)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-15,2	(-16,5 ; -14,0)	-23,0	(-25,0 ; -21,0)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-16,8	(-17,9 ; -15,7)	-25,9	(-30,0 ; -21,8)
Ingénieur 1	IN1	-27,0	(-29,1 ; -24,8)	-42,1	(-53,7 ; -30,5)
Ingénieur 2	IN2	-20,1	(-22,2 ; -18,0)	-37,1	(-43,3 ; -30,9)
Ingénieur 3	IN3	-23,3	(-25,6 ; -21,1)	-39,5	(-46,2 ; -32,9)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-12,6	(-13,8 ; -11,3)	-15,7	(-18,7 ; -12,7)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	-26,5	(-27,2 ; -25,7)	-28,8	(-30,7 ; -26,8)
Avocat et notaire 1	AN1	-49,9	(-50,7 ; -49,0)	-49,6	(-50,5 ; -48,7)
Avocat et notaire 2	AN2	-10,1	(-12,7 ; -7,5)	-15,1	(-19,3 ; -11,0)
Biologiste 2	BI2	-13,2	(-13,6 ; -12,8)	-15,2	(-15,5 ; -14,8)
Biologiste 3	BI3	-26,9	(-30,0 ; -23,8)	-36,9	(-45,0 ; -28,8)
Moyenne		-17,7	(-18,3 ; -17,1)	-25,4	(-26,6 ; -24,1)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-17,6	(-18,2 ; -16,9)	-19,4	(-20,5 ; -18,3)
Technicien en administration 3	TA3	-12,4	(-17,0 ; -7,9)	-10,6	(-14,7 ; -6,6)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-6,4	(-8,8 ; -4,1)	-13,4	(-16,4 ; -10,4)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-1,7	(-3,2 ; -0,3)	-2,5	(-5,0 ; 0,0)
Techn. laboratoire 3	TL3	-17,3	(-20,5 ; -14,2)	-15,1	(-20,1 ; -10,1)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-26,1	(-27,7 ; -24,5)	-27,9	(-29,9 ; -25,9)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-45,2	(-48,1 ; -42,3)	-61,8	(-68,2 ; -55,5)
Technicien génie 3	TG3	-50,3	(-51,8 ; -48,9)	-69,0	(-74,0 ; -64,1)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-17,3	(-25,4 ; -9,2)	-19,7	(-29,0 ; -10,4)
Techn. informatique 3	TI3	-12,0	(-13,3 ; -10,8)	-11,0	(-12,1 ; -9,9)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	-9,9	(-18,4 ; -1,4)	-12,5	(-24,7 ; -0,4)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-46,9	(-50,2 ; -43,6)	-55,3	(-59,8 ; -50,8)
Moyenne		-18,4	(-19,6 ; -17,2)	-21,6	(-23,1 ; -20,1)
Employés de Bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-17,3	(-25,1 ; -9,5)	-14,5	(-19,5 ; -9,4)
Magasinier 1	MG1	-43,3	(-58,5 ; -28,2)	-38,5	(-56,6 ; -20,5)
Magasinier 2	MG2	-37,6	(-40,6 ; -34,6)	-40,7	(-56,1 ; -25,2)
Magasinier 3	MG3	-49,4	(-53,6 ; -45,2)	-45,7	(-49,8 ; -41,6)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	-21,6	(-22,2 ; -20,9)	-20,4	(-27,7 ; -13,1)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-14,7	(-16,5 ; -12,9)	-32,8	(-35,8 ; -29,8)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-22,6	(-23,7 ; -21,5)	-31,3	(-34,9 ; -27,8)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-21,0	(-21,9 ; -20,2)	-22,2	(-23,3 ; -21,2)
Personnel secrétariat 1	SE1	-16,2	(-17,2 ; -15,2)	-23,5	(-25,0 ; -22,0)
Personnel secrétariat 2	SE2	-19,6	(-22,9 ; -16,4)	-30,9	(-36,1 ; -25,7)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-10,5	(-14,1 ; -7,0)	-11,8	(-18,1 ; -5,4)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-6,7	(-11,7 ; -1,6)	-9,0	(-18,0 ; -0,1)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-18,4	(-23,1 ; -13,7)	-19,1	(-24,2 ; -13,9)
Acheteur 2	AC2	-20,5	(-22,7 ; -18,2)	-19,0	(-22,8 ; -15,2)
Moyenne		-20,6	(-21,5 ; -19,7)	-28,9	(-30,7 ; -27,1)

Annexe E-3

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Concierge	CO2	-24,8	(-27,8 ; -21,9)	-35,0	(-38,2 ; -31,7)
Cuisinier 2	CU2	-6,9 *	(-18,3 ; 4,6)	-5,9 *	(-12,7 ; 1,0)
Cuisinier 3	CU3	-33,5	(-36,1 ; -30,9)	-36,9	(-39,0 ; -34,8)
Gardien 2	GA2	-50,0	(-56,0 ; -44,0)	-56,4	(-73,0 ; -39,8)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-28,0	(-33,2 ; -22,7)	-32,9	(-39,9 ; -25,9)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	-9,5	(-15,4 ; -3,6)	-12,6	(-19,2 ; -6,0)
Préposé entretien lourd 2	PED2	-33,4	(-40,3 ; -26,4)	-37,5	(-46,6 ; -28,5)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	-28,7	(-35,3 ; -22,2)	-40,0	(-47,9 ; -32,0)
Préposé entretien léger 2	PER2	-2,7	(-4,0 ; -1,5)	-4,7	(-6,0 ; -3,5)
Moyenne		-19,1	(-21,0 ; -17,2)	-23,4	(-25,5 ; -21,4)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-36,7	(-39,1 ; -34,4)	-57,5	(-60,8 ; -54,2)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-24,7	(-25,3 ; -24,1)	-26,6	(-27,6 ; -25,6)
Électricien entretien 2	EL2	-28,5	(-30,8 ; -26,3)	-43,3	(-50,5 ; -36,0)
Électricien entretien 3	EL3	-30,4	(-33,1 ; -27,6)	-31,2	(-37,1 ; -25,4)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-28,1	(-34,2 ; -21,9)	-22,6	(-31,2 ; -14,1)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-31,0	(-33,5 ; -28,6)	-37,5	(-40,0 ; -34,9)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-29,5	(-34,0 ; -25,0)	-46,7	(-54,1 ; -39,3)
Menuisier entretien 2	ME2	-26,7	(-29,9 ; -23,4)	-39,5	(-45,2 ; -33,8)
Ouvrier de voirie 2	VO2	-28,4	(-31,0 ; -25,8)	-47,0	(-49,2 ; -44,8)
Ouvrier de voirie 3	VO3	-16,5	(-19,0 ; -14,0)	-35,5	(-63,4 ; -7,6)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-34,1	(-38,5 ; -29,8)	-53,0	(-67,1 ; -38,8)
Peintre entretien 2	PE2	-32,3	(-36,4 ; -28,1)	-34,1	(-37,9 ; -30,3)
Machiniste 2	MA2	-26,2	(-27,8 ; -24,7)	-33,5	(-41,1 ; -25,9)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-23,5	(-24,8 ; -22,2)	-45,8	(-49,6 ; -42,1)
Moyenne		-29,0	(-30,3 ; -27,7)	-42,4	(-46,6 ; -38,1)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-19,6	(-20,2 ; -19,1)	-26,2	(-27,1 ; -25,2)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 2	PC2	-6,4	(-8,3 ; -4,5)	-15,2	(-17,5 ; -12,9)
Professionnel communic. 3	PC3	-10,6	(-12,5 ; -8,8)	-25,4	(-28,0 ; -22,8)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-25,7	(-29,7 ; -21,6)	-45,6	(-52,4 ; -38,8)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-19,1	(-21,0 ; -17,2)	-45,1	(-48,6 ; -41,7)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-15,3	(-17,0 ; -13,5)	-32,3	(-37,8 ; -26,8)
Ingénieur 2	IN2	-7,6	(-9,1 ; -6,2)	-22,8	(-26,1 ; -19,5)
Ingénieur 3	IN3	-6,3	(-9,3 ; -3,3)	-24,7	(-31,3 ; -18,0)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-2,5	(-2,5 ; -2,5)	-22,8	(-22,8 ; -22,8)
Avocat et notaire 2	AN2	2,4	(1,8 ; 3,1)	-12,4	(-13,3 ; -11,4)
Moyenne		-14,8	(-15,8 ; -13,8)	-32,5	(-34,8 ; -30,1)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-17,5	(-19,8 ; -15,1)	-34,0	(-36,5 ; -31,4)
Technicien en administration 3	TA3	-26,8	(-31,4 ; -22,3)	-34,9	(-38,1 ; -31,7)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-7,8	(-12,9 ; -2,7)	-23,6	(-29,1 ; -18,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-2,8	(-3,3 ; -2,3)	-18,6	(-21,0 ; -16,2)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-9,5	(-10,5 ; -8,4)	-22,0	(-24,5 ; -19,4)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-30,8	(-33,1 ; -28,5)	-45,0	(-50,0 ; -39,9)
Technicien génie 3	TG3	-24,8	(-33,6 ; -16,1)	-25,2	(-38,6 ; -11,8)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-26,0	(-37,3 ; -14,7)	-37,3	(-44,2 ; -30,4)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	-12,2	(-20,2 ; -4,2)	-15,4	(-27,5 ; -3,3)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-49,4	(-52,9 ; -45,8)	-59,4	(-64,3 ; -54,5)
Moyenne		-17,7	(-19,6 ; -15,8)	-31,3	(-33,1 ; -29,4)
Employés de Bureau					
Magasinier 1	MG1	-46,5	(-66,9 ; -26,1)	-43,7	(-68,0 ; -19,3)
Magasinier 2	MG2	-38,8	(-42,0 ; -35,6)	-35,2	(-41,3 ; -29,2)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-13,5	(-14,7 ; -12,3)	-37,3	(-39,5 ; -35,1)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-19,4	(-21,4 ; -17,4)	-31,1	(-33,4 ; -28,7)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-15,1	(-18,8 ; -11,4)	-29,5	(-33,6 ; -25,4)
Personnel secrétariat 1	SE1	-16,6	(-19,3 ; -14,0)	-33,6	(-37,1 ; -30,1)
Personnel secrétariat 2	SE2	-16,1	(-17,7 ; -14,6)	-35,7	(-37,8 ; -33,7)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-23,2	(-24,2 ; -22,1)	-49,5	(-50,9 ; -48,0)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-10,8	(-17,6 ; -4,0)	-18,4	(-25,1 ; -11,7)
Acheteur 2	AC2	-22,9	(-25,1 ; -20,7)	-17,8	(-23,3 ; -12,4)
Moyenne		-18,1	(-19,2 ; -17,0)	-33,1	(-34,6 ; -31,6)

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Concierge	CO2	-25,0	(-28,0 ; -22,0)	-35,6	(-38,9 ; -32,3)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-34,4	(-35,8 ; -33,0)	-41,7	(-44,8 ; -38,6)
Préposé entretien lourd 2	PED2	-30,4	(-33,7 ; -27,1)	-32,9	(-39,6 ; -26,3)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	-35,2	(-38,2 ; -32,1)	-44,4	(-52,8 ; -35,9)
Moyenne		-30,1	(-31,7 ; -28,5)	-39,4	(-42,2 ; -36,6)
Ouvriers					
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-27,9	(-29,7 ; -26,2)	-32,7	(-37,6 ; -27,7)
Électricien entretien 2	EL2	-28,7	(-31,8 ; -25,7)	-62,3	(-79,1 ; -45,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-24,7	(-27,0 ; -22,5)	-43,1	(-48,2 ; -37,9)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-25,7	(-29,4 ; -22,1)	-45,5	(-59,4 ; -31,6)
Menuisier entretien 2	ME2	-26,5	(-30,5 ; -22,5)	-44,6	(-52,2 ; -36,9)
Ouvrier de voirie 2	VO2	-28,4	(-31,0 ; -25,8)	-47,0	(-49,2 ; -44,8)
Ouvrier de voirie 3	VO3	-16,5	(-19,0 ; -14,0)	-35,5	(-63,4 ; -7,6)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-29,7	(-31,3 ; -28,1)	-57,9	(-75,3 ; -40,4)
Peintre entretien 2	PE2	-31,7	(-36,6 ; -26,9)	-34,9	(-39,8 ; -30,1)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-23,5	(-24,8 ; -22,1)	-46,2	(-50,1 ; -42,2)
Moyenne		-27,0	(-27,9 ; -26,0)	-47,9	(-53,4 ; -42,3)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-18,6	(-19,4 ; -17,9)	-33,6	(-34,8 ; -32,4)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-25,7	(-31,2 ; -20,1)	-21,6	(-27,2 ; -16,0)
Professionnel communic. 2	PC2	-19,5	(-23,8 ; -15,2)	-30,1	(-39,0 ; -21,2)
Professionnel communic. 3	PC3	-24,6	(-25,6 ; -23,6)	-45,3	(-49,4 ; -41,1)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-29,0	(-36,0 ; -22,0)	-32,1	(-36,8 ; -27,4)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-23,2	(-26,9 ; -19,5)	-31,9	(-40,9 ; -22,8)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-25,3	(-27,4 ; -23,3)	-48,1	(-54,5 ; -41,6)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-35,7	(-42,3 ; -29,1)	-49,0	(-54,8 ; -43,1)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-19,5	(-21,9 ; -17,2)	-33,7	(-37,6 ; -29,7)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-20,8	(-22,9 ; -18,8)	-41,0	(-48,2 ; -33,7)
Ingénieur 1	IN1	-25,0	(-26,9 ; -23,0)	-44,4	(-59,6 ; -29,2)
Ingénieur 2	IN2	-19,0	(-22,1 ; -15,8)	-43,7	(-53,9 ; -33,4)
Ingénieur 3	IN3	-20,7	(-23,7 ; -17,6)	-46,3	(-58,2 ; -34,5)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-21,7	(-30,5 ; -13,0)	-40,6	(-61,1 ; -20,1)
Avocat et notaire 2	AN2	-0,9 *	(-3,1 ; 1,4)	-0,3 *	(-2,8 ; 2,2)
Moyenne		-18,9	(-20,0 ; -17,7)	-32,8	(-35,4 ; -30,1)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-20,3	(-22,6 ; -18,0)	-22,4	(-28,4 ; -16,3)
Technicien en administration 3	TA3	-9,9	(-19,8 ; -0,1)	-3,7 *	(-9,5 ; 2,1)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-7,0 *	(-16,9 ; 2,9)	-12,0 *	(-29,1 ; 5,0)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-11,1	(-18,3 ; -3,8)	-22,3	(-35,2 ; -9,5)
Techn. laboratoire 3	TL3	-30,2	(-39,6 ; -20,8)	-41,5	(-62,3 ; -20,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-19,4	(-23,9 ; -15,0)	-18,2	(-21,3 ; -15,0)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-57,5	(-62,7 ; -52,3)	-85,2	(-98,1 ; -72,3)
Technicien génie 3	TG3	-55,6	(-57,4 ; -53,8)	-90,5	(-93,6 ; -87,5)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-26,8	(-32,3 ; -21,4)	-28,2	(-36,2 ; -20,1)
Techn. informatique 3	TI3	-14,4	(-16,8 ; -12,0)	-11,5	(-13,8 ; -9,2)
Moyenne		-21,2	(-22,9 ; -19,5)	-26,4	(-30,0 ; -22,7)
Employés de Bureau					
Magasinier 2	MG2	-38,7	(-43,8 ; -33,5)	-49,7	(-79,7 ; -19,7)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-24,2	(-30,3 ; -18,1)	-35,4	(-48,8 ; -22,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-30,0	(-32,1 ; -27,9)	-59,0	(-66,0 ; -52,0)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-19,2	(-27,0 ; -11,5)	-23,6	(-36,4 ; -10,9)
Personnel secrétariat 1	SE1	-27,3	(-30,0 ; -24,6)	-30,2	(-34,2 ; -26,3)
Personnel secrétariat 2	SE2	-25,6	(-32,5 ; -18,7)	-37,2	(-48,7 ; -25,8)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-6,9 *	(-14,2 ; 0,5)	4,1 *	(-0,9 ; 9,2)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-0,6 *	(-5,2 ; 4,0)	-1,6 *	(-4,0 ; 0,8)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-8,6	(-16,7 ; -0,5)	1,1 *	(-8,5 ; 10,7)
Moyenne		-25,0	(-27,2 ; -22,9)	-39,5	(-43,9 ; -35,1)

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Cuisinier 2	CU2	4,4 *	(-8,1 ; 16,8)	6,0	(1,8 ; 10,2)
Gardien 2	GA2	-53,1	(-61,8 ; -44,5)	-57,3	(-78,7 ; -36,0)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-18,7	(-33,4 ; -4,0)	-21,3	(-39,8 ; -2,8)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	-35,9	(-48,9 ; -22,8)	-52,7	(-68,2 ; -37,2)
Préposé entretien léger 2	PER2	-2,0	(-3,2 ; -0,8)	-3,9	(-5,2 ; -2,7)
Moyenne		-22,4	(-25,2 ; -19,5)	-26,6	(-30,3 ; -22,9)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-40,2	(-41,5 ; -38,8)	-53,9	(-57,5 ; -50,4)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-24,5	(-25,0 ; -23,9)	-25,8	(-26,5 ; -25,2)
Électricien entretien 2	EL2	-32,4	(-32,6 ; -32,2)	-28,7	(-29,2 ; -28,2)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-21,9	(-23,3 ; -20,5)	-13,4	(-15,6 ; -11,1)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-34,0	(-36,8 ; -31,2)	-35,6	(-39,4 ; -31,7)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-36,3	(-45,0 ; -27,6)	-53,5	(-54,7 ; -52,4)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-36,1	(-39,8 ; -32,4)	-53,4	(-71,1 ; -35,7)
Moyenne		-31,5	(-33,2 ; -29,8)	-42,7	(-47,3 ; -38,1)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-22,7	(-23,7 ; -21,6)	-33,1	(-35,3 ; -31,0)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-6

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-35,9	(-41,0 ; -30,8)	-37,2	(-46,1 ; -28,2)
Professionnel communic. 2	PC2	-10,5	(-12,4 ; -8,6)	-10,9	(-13,1 ; -8,7)
Professionnel communic. 3	PC3	-8,2 *	(-22,1 ; 5,7)	-7,1 *	(-18,2 ; 4,0)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-39,2	(-42,9 ; -35,6)	-38,9	(-42,9 ; -34,9)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-18,7	(-24,4 ; -12,9)	-20,6	(-25,9 ; -15,3)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-20,7	(-29,9 ; -11,6)	-20,5	(-29,3 ; -11,6)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-10,6	(-14,7 ; -6,5)	-12,0	(-16,0 ; -8,1)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-8,4	(-15,8 ; -1,0)	-10,1	(-17,5 ; -2,6)
Ingénieur 2	IN2	1,3 *	(-2,1 ; 4,7)	2,4 *	(-0,4 ; 5,2)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-3,4 *	(-8,1 ; 1,2)	-5,3	(-10,2 ; -0,3)
Avocat et notaire 2	AN2	4,2 *	(-3,1 ; 11,5)	4,2 *	(-3,0 ; 11,4)
Moyenne		-7,4	(-9,4 ; -5,5)	-8,4	(-10,3 ; -6,5)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-6,7	(-9,2 ; -4,1)	-6,5	(-8,7 ; -4,2)
Technicien en administration 3	TA3	-10,2	(-14,8 ; -5,6)	-9,2	(-12,5 ; -5,9)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-4,0	(-6,6 ; -1,4)	-5,9	(-8,2 ; -3,7)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2,6	(2,2 ; 3,0)	5,7	(5,3 ; 6,1)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-12,7	(-15,6 ; -9,9)	-8,8	(-10,7 ; -7,0)
Technicien génie 3	TG3	-7,9	(-9,4 ; -6,4)	-2,8	(-4,4 ; -1,2)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-6,5 *	(-14,8 ; 1,9)	-3,7 *	(-12,2 ; 4,7)
Moyenne		-6,2	(-7,8 ; -4,5)	-4,5	(-6,0 ; -3,0)
Employés de Bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-16,1	(-25,2 ; -6,9)	-13,8	(-19,7 ; -7,9)
Magasinier 2	MG2	-16,3	(-28,5 ; -4,1)	-14,6	(-22,2 ; -7,0)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-10,3	(-13,4 ; -7,2)	-9,5	(-12,2 ; -6,9)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-11,7	(-12,3 ; -11,1)	-11,2	(-11,8 ; -10,6)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-4,3	(-6,0 ; -2,5)	-5,3	(-5,8 ; -4,8)
Personnel secrétariat 1	SE1	-14,1	(-14,9 ; -13,2)	-17,5	(-18,3 ; -16,8)
Personnel secrétariat 2	SE2	-14,7	(-16,1 ; -13,4)	-17,3	(-18,8 ; -15,7)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-1,2 *	(-4,2 ; 1,7)	0,4 *	(-3,2 ; 4,0)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-25,9	(-31,4 ; -20,4)	-24,6	(-29,5 ; -19,6)
Moyenne		-11,7	(-12,6 ; -10,8)	-12,0	(-12,7 ; -11,3)
Employés de service					
Gardien 2	GA2	-39,9	(-47,9 ; -32,0)	-35,8	(-46,7 ; -24,8)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-22,2	(-24,0 ; -20,4)	-23,5	(-25,9 ; -21,0)
Préposé entretien lourd 2	PED2	-18,7	(-22,2 ; -15,2)	-19,6	(-22,8 ; -16,4)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	-4,0	(-5,3 ; -2,7)	-9,0	(-10,2 ; -7,8)
Moyenne		-9,1	(-9,9 ; -8,3)	-12,9	(-13,8 ; -12,1)
Ouvriers					
Électricien entretien 2	EL2	-8,5	(-16,8 ; -0,1)	-8,9	(-14,6 ; -3,2)
Ménusier entretien 2	ME2	-15,9	(-18,4 ; -13,5)	-17,2	(-20,1 ; -14,3)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-10,9	(-14,5 ; -7,4)	-13,4	(-17,6 ; -9,2)
Peintre entretien 2	PE2	-12,3	(-14,8 ; -9,7)	-11,0	(-14,1 ; -7,9)
Moyenne		-9,6	(-11,6 ; -7,6)	-11,3	(-13,3 ; -9,4)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-8,9	(-9,6 ; -8,2)	-9,2	(-9,8 ; -8,5)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2012
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-25,9	(.. ; ..)	-25,0	(.. ; ..)
Professionnel communic. 2	PC2	-14,2	(.. ; ..)	-15,6	(.. ; ..)
Professionnel communic. 3	PC3	-14,8	(.. ; ..)	-16,0	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-40,5	(.. ; ..)	-40,0	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-18,8	(.. ; ..)	-19,8	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-22,2	(.. ; ..)	-23,5	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-32,8	(.. ; ..)	-32,0	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-12,7	(.. ; ..)	-13,8	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-14,0	(.. ; ..)	-15,2	(.. ; ..)
Ingénieur 1	IN1	-34,6	(.. ; ..)	-32,8	(.. ; ..)
Ingénieur 2	IN2	-31,0	(.. ; ..)	-31,1	(.. ; ..)
Ingénieur 3	IN3	-32,9	(.. ; ..)	-33,1	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	-33,3	(.. ; ..)	-31,9	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-12,4	(.. ; ..)	-13,8	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	-27,2	(.. ; ..)	-28,1	(.. ; ..)
Avocat et notaire 1	AN1	-51,9	(.. ; ..)	-51,8	(.. ; ..)
Avocat et notaire 2	AN2	-25,0	(.. ; ..)	-27,4	(.. ; ..)
Biologiste 2	BI2	-19,2	(.. ; ..)	-19,5	(.. ; ..)
Biologiste 3	BI3	-21,9	(.. ; ..)	-22,8	(.. ; ..)
Moyenne		-18,4	(.. ; ..)	-19,4	(.. ; ..)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-18,9	(.. ; ..)	-17,9	(.. ; ..)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-11,0	(.. ; ..)	-12,2	(.. ; ..)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-8,9	(.. ; ..)	-8,3	(.. ; ..)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-38,1	(.. ; ..)	-34,6	(.. ; ..)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-47,3	(.. ; ..)	-47,5	(.. ; ..)
Technicien génie 3	TG3	-46,4	(.. ; ..)	-42,4	(.. ; ..)
Pilote d'aéronefs-Hélic. 2	PH2	-28,2	(.. ; ..)	-26,3	(.. ; ..)
Moyenne		-20,9	(.. ; ..)	-20,1	(.. ; ..)
Employés de Bureau					
Magasinier 1	MG1	-40,6	(.. ; ..)	-32,0	(.. ; ..)
Magasinier 2	MG2	-37,5	(.. ; ..)	-27,6	(.. ; ..)
Magasinier 3	MG3	-35,4	(.. ; ..)	-27,8	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-23,0	(.. ; ..)	-22,3	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-23,8	(.. ; ..)	-23,9	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 1	SE1	-23,0	(.. ; ..)	-26,1	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 2	SE2	-17,1	(.. ; ..)	-17,3	(.. ; ..)
Acheteur 2	AC2	-17,6	(.. ; ..)	-20,7	(.. ; ..)
Moyenne		-20,4	(.. ; ..)	-19,8	(.. ; ..)

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Préposé buanderie 2	BU2	-52,3	(.. ; ..)	-52,0	(.. ; ..)
Cuisinier 1	CU1	-35,3	(.. ; ..)	-41,0	(.. ; ..)
Cuisinier 2	CU2	-30,5	(.. ; ..)	-31,0	(.. ; ..)
Cuisinier 3	CU3	-36,1	(.. ; ..)	-39,0	(.. ; ..)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-27,7	(.. ; ..)	-31,6	(.. ; ..)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	-12,4	(.. ; ..)	-13,3	(.. ; ..)
Préposé entretien lourd 2	PED2	-49,8	(.. ; ..)	-60,0	(.. ; ..)
Préposé entretien léger 2	PER2	-12,0	(.. ; ..)	-12,2	(.. ; ..)
Moyenne		-24,0	(.. ; ..)	-27,2	(.. ; ..)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-26,0	(.. ; ..)	-27,5	(.. ; ..)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-20,1	(.. ; ..)	-20,7	(.. ; ..)
Électricien entretien 2	EL2	-36,8	(.. ; ..)	-40,7	(.. ; ..)
Électricien entretien 3	EL3	-35,3	(.. ; ..)	-35,3	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-34,2	(.. ; ..)	-35,4	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-32,1	(.. ; ..)	-32,7	(.. ; ..)
Menuisier entretien 2	ME2	-37,7	(.. ; ..)	-39,3	(.. ; ..)
Machiniste 2	MA2	-26,0	(.. ; ..)	-29,3	(.. ; ..)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-20,0	(.. ; ..)	-17,8	(.. ; ..)
Moyenne		-31,2	(.. ; ..)	-33,2	(.. ; ..)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-20,9	(.. ; ..)	-21,2	(.. ; ..)

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-34,7	(-35,9 ; -33,6)	-42,5	(-43,9 ; -41,0)
Professionnel communic. 2	PC2	-14,0	(-14,7 ; -13,3)	-18,6	(-19,4 ; -17,7)
Professionnel communic. 3	PC3	-16,5	(-17,5 ; -15,6)	-23,0	(-26,8 ; -19,2)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-39,4	(-40,5 ; -38,3)	-39,9	(-41,2 ; -38,7)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-22,1	(-24,1 ; -20,1)	-30,9	(-36,2 ; -25,6)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-23,1	(-23,8 ; -22,4)	-36,0	(-40,3 ; -31,7)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-36,4	(-38,0 ; -34,8)	-38,0	(-40,2 ; -35,8)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-14,6	(-15,9 ; -13,2)	-22,0	(-24,2 ; -19,7)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-17,1	(-18,2 ; -16,1)	-27,2	(-31,4 ; -23,1)
Ingénieur 1	IN1	-28,6	(-31,0 ; -26,3)	-49,0	(-53,6 ; -44,4)
Ingénieur 2	IN2	-21,5	(-22,7 ; -20,4)	-40,6	(-44,3 ; -36,9)
Ingénieur 3	IN3	-24,5	(-26,2 ; -22,8)	-43,0	(-46,6 ; -39,4)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-10,3	(-14,6 ; -6,0)	-12,4	(-18,8 ; -6,1)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	-26,9	(-27,2 ; -26,5)	-29,2	(-31,0 ; -27,4)
Avocat et notaire 2	AN2	-12,4	(-16,0 ; -8,8)	-17,2	(-22,8 ; -11,6)
Biologiste 2	BI2	-13,6	(-13,6 ; -13,6)	-15,6	(-15,6 ; -15,6)
Moyenne		-17,7	(-18,4 ; -17,1)	-25,7	(-26,9 ; -24,4)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-17,0	(-18,3 ; -15,7)	-18,0	(-19,7 ; -16,2)
Technicien en administration 3	TA3	-10,4	(-15,0 ; -5,7)	-10,7	(-16,6 ; -4,8)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-5,8	(-8,2 ; -3,4)	-12,2	(-15,0 ; -9,3)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-10,0	(-17,4 ; -2,5)	-4,2 *	(-11,7 ; 3,2)
Techn. laboratoire 3	TL3	-17,8	(-21,0 ; -14,6)	-15,9	(-20,9 ; -10,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-27,1	(-28,8 ; -25,5)	-29,3	(-30,9 ; -27,7)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-49,6	(-53,2 ; -45,9)	-50,4	(-54,9 ; -45,8)
Technicien génie 3	TG3	-49,2	(-51,6 ; -46,9)	-65,0	(-73,4 ; -56,6)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-14,1	(-19,8 ; -8,4)	-13,3	(-19,9 ; -6,8)
Techn. informatique 3	TI3	-11,0	(-12,2 ; -9,9)	-10,4	(-11,3 ; -9,6)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	-9,9	(-18,1 ; -1,8)	-12,2	(-24,3 ; -0,1)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-50,3	(-61,8 ; -38,8)	-56,3	(-69,1 ; -43,6)
Moyenne		-19,1	(-20,7 ; -17,4)	-19,6	(-21,5 ; -17,6)
Employés de Bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-17,0	(-24,9 ; -9,1)	-13,8	(-18,7 ; -8,8)
Magasinier 1	MG1	-42,7	(-53,6 ; -31,8)	-32,4	(-47,0 ; -17,8)
Magasinier 2	MG2	-34,6	(-40,0 ; -29,3)	-30,8	(-42,1 ; -19,6)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	-33,3	(-47,7 ; -18,9)	-33,6	(-52,5 ; -14,7)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-18,4	(-21,5 ; -15,3)	-26,2	(-29,3 ; -23,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-23,1	(-24,6 ; -21,6)	-29,1	(-32,4 ; -25,7)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-20,9	(-22,6 ; -19,1)	-21,6	(-23,5 ; -19,6)
Personnel secrétariat 1	SE1	-16,6	(-18,3 ; -14,9)	-23,4	(-25,7 ; -21,1)
Personnel secrétariat 2	SE2	-18,4	(-22,5 ; -14,3)	-30,7	(-37,2 ; -24,2)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-17,3	(-21,1 ; -13,5)	-3,7 *	(-7,7 ; 0,3)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-34,1	(-37,8 ; -30,3)	-13,5	(-18,1 ; -9,0)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-23,6	(-30,2 ; -16,9)	-20,9	(-29,7 ; -12,1)
Acheteur 2	AC2	-23,0	(-25,7 ; -20,3)	-20,9	(-26,3 ; -15,4)
Moyenne		-21,4	(-22,7 ; -20,2)	-26,6	(-28,6 ; -24,7)

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Préposé buanderie 2	BU2	20,7	(17,4 ; 23,9)	30,8	(27,6 ; 34,0)
Concierge	CO2	-35,0	(-42,7 ; -27,4)	-53,9	(-68,3 ; -39,6)
Cuisinier 1	CU1	19,8	(9,8 ; 29,7)	29,3	(17,0 ; 41,6)
Cuisinier 2	CU2	-1,9 *	(-9,8 ; 5,9)	6,4 *	(-1,9 ; 14,6)
Cuisinier 3	CU3	-6,6 *	(-20,6 ; 7,3)	-1,3 *	(-17,6 ; 14,9)
Gardien 2	GA2	3,7	(1,6 ; 5,9)	18,5	(15,4 ; 21,6)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-29,6	(-34,1 ; -25,2)	-28,6	(-35,3 ; -22,0)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	23,7	(13,8 ; 33,6)	32,8	(20,8 ; 44,7)
Préposé entretien lourd 2	PED2	7,0	(3,5 ; 10,5)	14,4	(9,9 ; 18,9)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	-45,8	(-69,2 ; -22,3)	-53,3	(-86,1 ; -20,6)
Préposé entretien léger 2	PER2	14,1	(6,1 ; 22,1)	18,7	(8,3 ; 29,0)
Moyenne		-2,6 *	(-6,5 ; 1,2)	-0,7 *	(-6,1 ; 4,7)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-27,3	(-34,7 ; -19,9)	-35,8	(-47,3 ; -24,4)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-16,6	(-20,7 ; -12,4)	0,3 *	(-8,5 ; 9,2)
Électricien entretien 2	EL2	-38,0	(-50,4 ; -25,6)	-46,2	(-63,5 ; -28,8)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-19,2	(-37,7 ; -0,7)	-14,1 *	(-39,4 ; 11,2)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-32,1	(-35,9 ; -28,3)	-33,4	(-37,9 ; -29,0)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-33,0	(-39,2 ; -26,8)	-35,3	(-44,6 ; -26,1)
Menuisier entretien 2	ME2	-27,8	(-47,5 ; -8,0)	-34,9	(-63,0 ; -6,8)
Ouvrier de voirie 2	VO2	-29,2	(-32,3 ; -26,2)	-48,2	(-51,1 ; -45,3)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-39,0	(-44,2 ; -33,7)	-49,6	(-58,9 ; -40,2)
Peintre entretien 2	PE2	-31,8	(-39,8 ; -23,9)	-32,3	(-41,6 ; -23,1)
Machiniste 2	MA2	-21,5	(-34,1 ; -8,8)	-21,9	(-35,2 ; -8,7)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-26,7	(-29,2 ; -24,2)	-45,3	(-49,0 ; -41,6)
Moyenne		-30,3	(-34,7 ; -25,9)	-35,7	(-42,1 ; -29,3)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-17,8	(-18,8 ; -16,8)	-21,5	(-22,9 ; -20,2)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-9

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-9,2	(-18,1 ; -0,2)	1,4 *	(-7,1 ; 9,8)
Professionnel communic. 2	PC2	0,7 *	(-8,2 ; 9,7)	6,3 *	(-3,6 ; 16,3)
Professionnel communic. 3	PC3	-30,9	(-57,3 ; -4,6)	-31,7	(-61,3 ; -2,2)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-15,9	(-23,5 ; -8,3)	-0,4 *	(-9,7 ; 8,8)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-9,6	(-14,1 ; -5,2)	2,1 *	(-3,3 ; 7,6)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-23,7	(-30,6 ; -16,9)	-15,9	(-25,6 ; -6,2)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-19,3	(-28,0 ; -10,7)	-8,3 *	(-18,2 ; 1,6)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-6,9	(-11,9 ; -1,9)	5,1 *	(-1,1 ; 11,4)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-17,4	(-22,7 ; -12,1)	-5,5	(-10,0 ; -0,9)
Ingénieur 1	IN1	-21,9	(-26,2 ; -17,7)	-5,1	(-8,5 ; -1,6)
Ingénieur 2	IN2	-9,0	(-12,2 ; -5,8)	3,5	(1,1 ; 5,8)
Ingénieur 3	IN3	-22,9	(-27,7 ; -18,0)	-8,6	(-12,7 ; -4,5)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	-18,6	(-32,2 ; -4,9)	-0,8 *	(-15,2 ; 13,6)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	6,5 *	(-0,3 ; 13,4)	17,9	(12,7 ; 23,2)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	-11,6	(-19,3 ; -3,9)	1,3 *	(-2,6 ; 5,2)
Avocat et notaire 1	AN1	-35,4	(-44,2 ; -26,6)	-20,4	(-30,4 ; -10,4)
Avocat et notaire 2	AN2	-1,5 *	(-5,8 ; 2,9)	3,6	(0,2 ; 7,0)
Biologiste 2	BI2	5,9 *	(-1,3 ; 13,0)	18,7	(11,8 ; 25,6)
Moyenne		-8,5	(-11,0 ; -5,9)	2,5 *	(-0,6 ; 5,5)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-0,5 *	(-4,8 ; 3,9)	12,4	(7,4 ; 17,5)
Technicien en administration 3	TA3	-15,6	(-23,4 ; -7,9)	0,4 *	(-7,5 ; 8,3)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-11,7 *	(-36,3 ; 13,0)	-6,5 *	(-34,3 ; 21,3)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	7,5	(2,9 ; 12,0)	18,4	(14,7 ; 22,0)
Techn. laboratoire 3	TL3	-10,5 *	(-22,0 ; 1,0)	-2,7 *	(-9,9 ; 4,5)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-19,2	(-26,6 ; -11,7)	-5,7 *	(-12,5 ; 1,2)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-35,1	(-41,2 ; -29,1)	-18,1	(-24,7 ; -11,5)
Technicien génie 3	TG3	-49,7	(-60,3 ; -39,1)	-28,9	(-37,3 ; -20,4)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-5,0 *	(-10,9 ; 0,8)	10,3	(4,4 ; 16,2)
Techn. informatique 3	TI3	-18,9	(-27,8 ; -10,0)	-1,1 *	(-11,4 ; 9,1)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	-37,0 *	(-75,3 ; 1,4)	-23,0 *	(-52,4 ; 6,4)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-42,2	(-63,8 ; -20,6)	-26,2	(-50,2 ; -2,1)
Moyenne		-8,8	(-12,1 ; -5,5)	4,6	(1,2 ; 8,1)
Employés de Bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-8,4 *	(-32,8 ; 16,0)	0,3 *	(-28,5 ; 29,1)
Magasinier 1	MG1	-3,8 *	(-10,3 ; 2,7)	15,1	(9,0 ; 21,3)
Magasinier 2	MG2	-27,8	(-44,1 ; -11,4)	-9,8 *	(-27,8 ; 8,2)
Magasinier 3	MG3	-10,4 *	(-33,0 ; 12,1)	8,0 *	(-11,7 ; 27,7)
Personnel soutien adm. 1	PS1	17,4	(2,5 ; 32,2)	31,4	(17,2 ; 45,6)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-1,4 *	(-4,3 ; 1,4)	10,0	(5,5 ; 14,5)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-5,5	(-10,6 ; -0,3)	9,8	(4,0 ; 15,6)
Personnel secrétariat 1	SE1	-8,7	(-16,6 ; -0,9)	2,7 *	(-5,9 ; 11,4)
Personnel secrétariat 2	SE2	-17,3	(-21,7 ; -12,8)	-9,2	(-14,5 ; -3,9)
Préposé aux renseign. 2	PR2	18,7	(7,5 ; 29,8)	33,9	(24,2 ; 43,6)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-13,8 *	(-31,3 ; 3,8)	-4,6 *	(-22,6 ; 13,3)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-0,3 *	(-9,2 ; 8,6)	14,7	(5,1 ; 24,3)
Acheteur 2	AC2	-15,8	(-25,0 ; -6,6)	-4,9 *	(-18,8 ; 9,0)
Moyenne		-3,5	(-6,5 ; -0,5)	8,8	(5,4 ; 12,1)

Annexe E-9

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Préposé buanderie 2	BU2	20,6	(19,0 ; 22,2)	32,6	(30,3 ; 34,9)
Concierge	CO2	9,2 *	(-1,6 ; 20,0)	13,5 *	(-3,5 ; 30,5)
Cuisinier 1	CU1	35,0	(22,7 ; 47,4)	38,3	(25,5 ; 51,0)
Cuisinier 2	CU2	20,1	(8,7 ; 31,5)	28,6	(15,7 ; 41,5)
Cuisinier 3	CU3	-0,8 *	(-12,6 ; 11,0)	13,3 *	(-0,6 ; 27,2)
Gardien 2	GA2	7,0 *	(-1,4 ; 15,4)	21,5	(12,3 ; 30,7)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-15,8	(-27,2 ; -4,4)	-4,7 *	(-11,0 ; 1,6)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	26,8	(12,8 ; 40,8)	36,8	(22,5 ; 51,1)
Préposé entretien lourd 2	PED2	-8,7 *	(-18,5 ; 1,1)	2,0 *	(-9,8 ; 13,9)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	3,2 *	(-4,1 ; 10,4)	17,8	(11,5 ; 24,2)
Préposé entretien léger 2	PER2	21,2	(16,2 ; 26,3)	29,6	(23,4 ; 35,8)
Moyenne		11,6	(7,4 ; 15,7)	20,9	(15,9 ; 25,9)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-28,5	(-46,5 ; -10,6)	-14,4 *	(-30,7 ; 1,9)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-19,6	(-35,9 ; -3,3)	16,6	(9,3 ; 23,9)
Électricien entretien 2	EL2	-53,6	(-75,9 ; -31,2)	-52,3	(-83,6 ; -21,0)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-16,2	(-25,8 ; -6,5)	-1,2 *	(-11,1 ; 8,7)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-14,1 *	(-29,6 ; 1,3)	-1,5 *	(-19,7 ; 16,8)
Menuisier entretien 2	ME2	-5,2 *	(-26,8 ; 16,3)	-2,7 *	(-37,8 ; 32,4)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-7,0 *	(-20,8 ; 6,7)	-3,1 *	(-19,7 ; 13,5)
Machiniste 2	MA2	-17,3	(-32,1 ; -2,6)	-6,2 *	(-22,1 ; 9,7)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-16,7 *	(-37,5 ; 4,1)	-15,8 *	(-44,4 ; 12,8)
Moyenne		-16,6	(-23,6 ; -9,5)	-7,7 *	(-16,5 ; 1,2)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-4,3	(-6,3 ; -2,3)	7,3	(5,0 ; 9,6)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-10,7 *	(-22,6 ; 1,1)	-15,4 *	(-33,1 ; 2,3)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-2,1 *	(-14,1 ; 9,9)	1,0 *	(-17,3 ; 19,3)
Ingénieur 2	IN2	-7,7 *	(-19,0 ; 3,7)	-4,2 *	(-23,7 ; 15,3)
Moyenne		-5,2 *	(-11,9 ; 1,6)	-4,2 *	(-15,3 ; 7,0)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-16,1	(-22,3 ; -9,8)	-12,7	(-21,1 ; -4,4)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-13,0	(-23,2 ; -2,8)	-4,4 *	(-14,7 ; 5,9)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-51,7	(-57,2 ; -46,1)	-43,0	(-49,4 ; -36,6)
Technicien génie 3	TG3	-36,5	(-38,4 ; -34,6)	-26,4	(-28,3 ; -24,6)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-9,7	(-14,5 ; -4,8)	-6,3	(-11,8 ; -0,9)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-51,2	(-71,1 ; -31,4)	-53,5	(-74,0 ; -33,0)
Moyenne		-20,2	(-23,9 ; -16,6)	-16,0	(-20,9 ; -11,2)
Employés de Bureau					
Magasinier 1	MG1	-42,6	(-55,1 ; -30,0)	-31,3	(-47,8 ; -14,8)
Magasinier 2	MG2	-27,9	(-43,1 ; -12,7)	-10,8 *	(-21,8 ; 0,2)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-23,9	(-29,9 ; -17,9)	-20,5	(-26,6 ; -14,3)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-24,7	(-31,5 ; -17,8)	-18,1	(-24,0 ; -12,2)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-19,2 *	(-43,5 ; 5,1)	-13,7 *	(-34,5 ; 7,2)
Personnel secrétariat 1	SE1	-19,9	(-33,1 ; -6,7)	-22,2	(-37,8 ; -6,6)
Personnel secrétariat 2	SE2	-15,8	(-21,3 ; -10,3)	-16,6	(-22,2 ; -10,9)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-19,1	(-22,4 ; -15,7)	-1,8 *	(-5,0 ; 1,4)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-37,7	(-41,8 ; -33,6)	-14,4	(-20,6 ; -8,2)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-31,6	(-48,3 ; -14,9)	-20,7 *	(-44,2 ; 2,8)
Acheteur 2	AC2	-46,6	(-57,6 ; -35,6)	-37,5	(-61,7 ; -13,4)
Moyenne		-22,4	(-28,4 ; -16,4)	-17,4	(-22,6 ; -12,3)
Employés de service					
Préposé buanderie 2	BU2	21,3	(18,9 ; 23,6)	31,4	(29,1 ; 33,7)
Concierge	CO2	-38,9	(-46,9 ; -31,0)	-61,7	(-74,4 ; -49,1)
Cuisinier 1	CU1	22,6	(14,6 ; 30,7)	33,0	(23,7 ; 42,3)
Cuisinier 2	CU2	0,8 *	(-10,5 ; 12,1)	12,5	(0,4 ; 24,6)
Cuisinier 3	CU3	6,5 *	(-9,3 ; 22,2)	15,3	(1,3 ; 29,3)
Gardien 2	GA2	5,8	(4,3 ; 7,2)	21,0	(19,3 ; 22,7)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-30,8	(-37,6 ; -24,0)	-25,7	(-33,8 ; -17,7)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	31,1	(24,1 ; 38,2)	41,9	(34,3 ; 49,5)
Préposé entretien lourd 2	PED2	9,3	(7,6 ; 11,1)	17,4	(14,6 ; 20,1)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	-51,9	(-81,5 ; -22,3)	-57,8	(-100,1 ; -15,4)
Préposé entretien léger 2	PER2	16,2	(7,9 ; 24,4)	21,4	(10,7 ; 32,1)
Moyenne		-1,4 *	(-5,3 ; 2,6)	1,3 *	(-4,0 ; 6,6)

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-16,8	(-29,7 ; -3,9)	-13,2	(-26,3 ; 0,0)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-15,5	(-20,1 ; -10,9)	3,4 *	(-6,0 ; 12,8)
Électricien entretien 2	EL2	-40,6	(-56,3 ; -24,9)	-47,0	(-68,8 ; -25,1)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-14,1 *	(-39,6 ; 11,4)	-9,2 *	(-45,2 ; 26,9)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-33,9	(-43,7 ; -24,1)	-26,3	(-37,1 ; -15,6)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-33,1	(-39,6 ; -26,7)	-35,0	(-44,5 ; -25,4)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-45,5	(-56,7 ; -34,4)	-45,2	(-60,0 ; -30,3)
Machiniste 2	MA2	-21,3	(-34,2 ; -8,4)	-21,7	(-35,1 ; -8,2)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-46,9	(-55,3 ; -38,6)	-40,4	(-51,7 ; -29,0)
Moyenne		-35,4	(-43,6 ; -27,2)	-34,7	(-46,0 ; -23,5)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-16,4	(-19,3 ; -13,5)	-13,0	(-16,5 ; -9,5)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqués, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-6,7 *	(-16,0 ; 2,6)	4,7 *	(-3,3 ; 12,6)
Professionnel communic. 2	PC2	4,2 *	(-4,2 ; 12,6)	12,0	(4,5 ; 19,6)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-14,3	(-22,1 ; -6,4)	2,7 *	(-6,4 ; 11,8)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-8,8	(-13,4 ; -4,1)	4,1 *	(-1,3 ; 9,6)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-23,9	(-32,0 ; -15,9)	-13,4	(-24,7 ; -2,1)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-19,1	(-28,0 ; -10,1)	-7,4 *	(-17,6 ; 2,8)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-6,3	(-11,6 ; -1,1)	6,7	(0,3 ; 13,1)
Ingénieur 1	IN1	-21,9	(-26,2 ; -17,6)	-5,1	(-8,5 ; -1,6)
Ingénieur 2	IN2	-9,2	(-12,5 ; -6,0)	3,4	(1,1 ; 5,8)
Ingénieur 3	IN3	-23,3	(-28,1 ; -18,4)	-8,9	(-13,0 ; -4,7)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	6,6 *	(-0,2 ; 13,5)	18,1	(12,9 ; 23,4)
Avocat et notaire 1	AN1	-38,6	(-46,2 ; -30,9)	-22,0	(-32,3 ; -11,8)
Avocat et notaire 2	AN2	-2,2 *	(-7,8 ; 3,4)	6,4	(1,9 ; 10,8)
Biologiste 2	BI2	6,8 *	(-1,4 ; 15,0)	20,9	(13,2 ; 28,6)
Moyenne		-7,9	(-10,6 ; -5,2)	4,4	(1,2 ; 7,5)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	1,8 *	(-2,6 ; 6,1)	15,8	(10,9 ; 20,7)
Technicien en administration 3	TA3	-15,7	(-24,8 ; -6,6)	2,2 *	(-6,8 ; 11,2)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	7,5	(2,6 ; 12,4)	19,2	(15,6 ; 22,8)
Techn. laboratoire 3	TL3	-10,5 *	(-22,2 ; 1,2)	-2,6 *	(-9,9 ; 4,7)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-19,3	(-28,0 ; -10,6)	-4,6 *	(-12,1 ; 3,0)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-35,2	(-41,4 ; -29,0)	-17,9	(-24,6 ; -11,2)
Technicien génie 3	TG3	-49,9	(-60,7 ; -39,1)	-28,9	(-37,5 ; -20,3)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-4,8 *	(-10,8 ; 1,3)	11,2	(5,2 ; 17,3)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-42,4	(-64,6 ; -20,3)	-26,2	(-50,9 ; -1,5)
Moyenne		-8,0	(-11,9 ; -4,1)	6,9	(3,3 ; 10,6)
Employés de Bureau					
Magasinier 1	MG1	-3,7 *	(-10,3 ; 2,8)	15,3	(9,1 ; 21,4)
Magasinier 2	MG2	-27,6	(-46,6 ; -8,6)	-8,3 *	(-28,9 ; 12,2)
Magasinier 3	MG3	-9,5 *	(-31,9 ; 13,0)	9,2 *	(-10,0 ; 28,5)
Personnel soutien adm. 1	PS1	17,9	(3,5 ; 32,4)	32,3	(18,9 ; 45,8)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-1,1 *	(-4,0 ; 1,9)	10,7	(6,0 ; 15,4)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-4,8 *	(-10,0 ; 0,4)	11,0	(5,2 ; 16,8)
Personnel secrétariat 1	SE1	-8,3	(-16,5 ; 0,0)	4,1 *	(-4,8 ; 13,1)
Personnel secrétariat 2	SE2	-16,0	(-21,4 ; -10,7)	-4,7 *	(-10,4 ; 1,0)
Préposé aux renseign. 2	PR2	18,8	(7,7 ; 30,0)	34,1	(24,4 ; 43,8)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-17,4 *	(-43,1 ; 8,4)	-2,5 *	(-26,0 ; 20,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	0,4 *	(-8,9 ; 9,7)	16,0	(6,2 ; 25,8)
Acheteur 2	AC2	-15,8	(-25,0 ; -6,6)	-4,9 *	(-18,8 ; 9,0)
Moyenne		-2,9 *	(-6,0 ; 0,1)	10,4	(7,0 ; 13,7)

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqués, en 2012

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Préposé buanderie 2	BU2	20,6	(19,0 ; 22,2)	32,6	(30,3 ; 34,9)
Concierge	CO2	18,3	(10,6 ; 25,9)	28,0	(22,4 ; 33,5)
Cuisinier 1	CU1	35,0	(22,7 ; 47,4)	38,3	(25,5 ; 51,0)
Cuisinier 2	CU2	20,1	(8,7 ; 31,5)	28,6	(15,7 ; 41,5)
Cuisinier 3	CU3	-0,8 *	(-12,6 ; 11,0)	13,3 *	(-0,6 ; 27,2)
Gardien 2	GA2	8,7	(1,4 ; 15,9)	23,5	(15,8 ; 31,2)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-15,2	(-27,4 ; -3,0)	-3,3 *	(-10,2 ; 3,5)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	26,8	(12,8 ; 40,8)	36,8	(22,5 ; 51,1)
Préposé entretien lourd 2	PED2	-7,0 *	(-18,2 ; 4,2)	4,9 *	(-8,6 ; 18,4)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	3,4 *	(-4,0 ; 10,7)	18,2	(11,8 ; 24,6)
Préposé entretien léger 2	PER2	21,2	(16,2 ; 26,3)	29,6	(23,4 ; 35,8)
Moyenne		13,4	(9,5 ; 17,3)	23,8	(19,7 ; 28,0)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-27,9	(-46,6 ; -9,2)	-13,7 *	(-30,8 ; 3,5)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-19,5	(-36,0 ; -3,1)	16,8	(9,6 ; 24,1)
Électricien entretien 2	EL2	-53,6	(-75,9 ; -31,2)	-52,3	(-83,6 ; -21,0)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-15,8	(-25,8 ; -5,7)	0,0 *	(-10,3 ; 10,3)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-14,1 *	(-29,6 ; 1,3)	-1,5 *	(-19,7 ; 16,8)
Menuisier entretien 2	ME2	12,7	(8,2 ; 17,3)	25,3	(17,5 ; 33,1)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-7,0 *	(-20,8 ; 6,7)	-3,1 *	(-19,7 ; 13,5)
Machiniste 2	MA2	-17,3	(-32,1 ; -2,6)	-6,2 *	(-22,1 ; 9,7)
Moyenne		-14,2	(-21,2 ; -7,2)	-3,5 *	(-12,0 ; 5,0)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-3,4	(-5,5 ; -1,2)	9,5	(7,1 ; 11,8)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe F-1

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2012 et 2011

Secteurs	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2012	2011	Différence points de %	2012	2011	Différence points de %
	%			%		
Ensemble des autres salariés québécois	-11,2	-11,3	0,1 #	-6,1	-6,1	0,0 #
Privé	-7,8	-8,3	0,5 #	3,3	2,2 *	1,0 #
« Autre public »	-19,6	-17,7	-1,9	-26,2	-23,0	-3,1
Administration municipale	-18,6	-16,1	-2,5	-33,6	-29,2	-4,4
« Entreprises publiques »	-22,7	-20,9	-1,7	-33,1	-30,8	-2,3 #
Universitaire	-8,9	-7,7	-1,1	-9,2	-8,3	-0,9
Administration fédérale	-20,9	-18,5	-2,4	-21,2	-18,5	-2,8
Secteurs et syndicalisation						
Autres salariés québécois syndiqués	-17,8	-16,0	-1,8	-21,5	-18,7	-2,8
Autres salariés québécois non syndiqués	-4,3	-5,2	0,9 #	7,3	6,2	1,1 #
Privé syndiqué	-16,4	-12,7	-3,7	-13,0	-9,4	-3,6
Privé non syndiqué	-3,4	-4,8	1,4 #	9,5	7,3	2,2 #

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé

Indique la stabilité des écarts (différence non statistiquement significative)

La différence peut être plus élevée ou plus faible que le résultat de la soustraction en raison des arrondissements

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2012 et 2011
Comparaison avec l'ensemble des autres salariés québécois

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2012 %	2011	Différence points de %	2012 %	2011	Différence points de %
Ensemble des emplois repères	-11,2	-11,3	0,1 #	-6,1	-6,1	0,0 #
Professionnels	-11,9	-12,9	1,0 #	-6,4	-7,6	1,2 #
Techniciens	-13,5	-14,0	0,6 #	-6,0	-7,4	1,4 #
Employés de bureau	-11,6	-11,8	0,2 #	-6,6	-7,1	0,5 #
Employés de service	0,7 *	3,0 *	-2,3 #	4,3	9,1	-4,8
Ouvriers	-28,8	-27,8	-1,0 #	-32,2	-28,3	-3,9 #

Comparaison avec le secteur privé

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2012 %	2011	Différence points de %	2012 %	2011	Différence points de %
Ensemble des emplois repères	-7,8	-8,3	0,5 #	3,3	2,2 *	1,0 #
Professionnels	-7,9	-10,9	3,0	4,2	1,1 *	3,1 #
Techniciens	-11,0	-11,0	0,0 #	2,2 *	0,7 *	1,5 #
Employés de bureau	-6,1	-7,7	1,6 #	6,2	2,9 *	3,4 #
Employés de service	2,1 *	5,6 *	-3,5	6,6 *	13,5	-6,9
Ouvriers	-32,2	-28,9	-3,3 #	-29,4	-24,1	-5,3 #

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé

Indique la stabilité des écarts (différence non statistiquement significative)

La différence peut être plus élevée ou plus faible que le résultat de la soustraction en raison des arrondissements

Annexe F-3

Comparaison des écarts salariaux, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2012 et 2008

Secteurs	Écarts salariaux		
	2012	2008	Différence
	%		points de %
Ensemble des autres salariés québécois	-11,2	-7,7	-3,5
Privé	-7,8	-5,2	-2,6 #
« Autre public »	-19,6	-13,9	-5,8
Administration municipale	-18,6	-12,3	-6,3
« Entreprises publiques »	-22,7	-15,3	-7,4
Universitaire	-8,9	-4,7	-4,2
Administration fédérale	-20,9	-14,5	-6,5
Secteurs et syndicalisation			
Autres salariés québécois syndiqués	-17,8	-13,6	-4,2
Autres salariés québécois non syndiqués	-4,3	1,2 *	-5,5
Privé syndiqué	-16,4	-15,6	-0,8 #
Privé non syndiqué	-3,4	1,6 *	-5,0

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé

Indique la stabilité des écarts (différence non statistiquement significative)

La différence peut être plus élevée ou plus faible que le résultat de la soustraction en raison des arrondissements

Annexe G

Principaux indicateurs économiques du Québec, de 2000 à 2012

Indicateurs	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
PIB et ses composantes^{2,3}							
PIB (au prix du marché)	4,3	1,5	2,4	1,2	2,7	1,8	1,8
Consommation	3,3	2,1	3,3	3,1	2,8	2,8	3,0
Investissements	3,4	1,3	6,8	7,5	11,7	1,5	2,1
administrations publiques	- 0,4	18,1	6,6	3,1	12,0	11,1	- 2,9
entreprises	4,1	- 1,3	6,8	8,3	11,6	- 0,2	3,1
Dépenses publiques courantes en biens et services	2,9	3,7	2,1	3,4	1,0	0,8	2,9
Exportations	10,8	- 2,0	0,3	- 2,5	1,5	2,1	2,3
Importations	9,6	- 4,1	2,0	3,3	4,7	4,4	3,1
Indicateurs monétaires							
IPC (2002 = 100) ^{2,4}	2,5	2,3	2,0	2,5	2,0	2,3	1,7
Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)	5,48	3,85	2,55	2,87	2,23	2,71	4,02
Taux de change (huard en cents américains)	67,33	64,58	63,68	71,35	76,83	82,60	88,18
Autres indicateurs							
Revenu personnel disponible ²							
nominal	6,2	4,6	4,4	4,6	4,4	3,4	4,6
réel ⁵	4,0	3,0	2,5	3,0	2,7	1,6	3,3
Taux d'épargne (%)	3,8	4,7	4,0	3,9	3,8	2,4	2,7
Livraisons manufacturières ²	16,1	- 3,6	1,4	- 0,1	0,8	3,6	4,3
Bénéfices des sociétés avant impôt ²	3,0	- 5,2	2,9	- 7,0	15,6	0,1	11,2
Ventes au détail ²	5,1	4,2	6,1	4,5	4,2	5,1	4,9
Mises en chantier (en milliers)	24,7	27,7	42,5	50,3	58,4	50,9	47,9

1. Les taux de croissance trimestriels sont calculés par rapport aux trimestres précédents, ceux du cumul le sont par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Ainsi, le cumul du PIB et de ses composantes est calculé sur les six premiers mois.
2. Taux annuel de croissance (en %).
3. En termes réels (\$ enchaînés 2002).
4. Les taux de croissance trimestriels de l'IPC sont calculés par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente.
5. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et en services (2002 = 100) est utilisé pour obtenir le revenu personnel disponible réel.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

2007	2008	2009	2010	2011	2012 ¹			Indicateurs
					Cumul	T1	T2	
								PIB et ses composantes^{2,3}
2,1	1,3	- 0,7	2,5	1,7	0,6	0,1	0,2	.. PIB (au prix du marché)
4,1	3,1	0,8	3,3	2,0	1,4	- 0,2	0,1	.. Consommation
7,3	3,7	- 5,2	8,7	4,5	1,8	1,7	1,9	.. Investissements
10,4	27,5	8,6	8,3	0,9	0,1	2,6	1,5	.. administrations publiques
6,8	- 0,8	- 8,7	8,8	5,6	2,3	1,5	2,0	.. entreprises
0,5	2,8	3,2	2,8	0,3	- 0,1	0,0	- 0,1	.. Dépenses publiques courantes en biens et services
2,1	- 3,2	- 7,4	0,8	2,1	2,1	- 3,4	0,7	.. Exportations
4,9	0,1	- 6,0	5,3	4,0	2,1	- 1,3	1,8	.. Importations
								Indicateurs monétaires
1,6	2,1	0,6	1,3	3,0	2,2	1,1	0,6	- 0,2 IPC (2002 = 100) ^{2,4}
4,17	2,44	0,37	0,58	0,91	0,95	0,90	0,95	0,98 Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)
93,52	94,28	87,98	97,10	101,14	99,81	99,89	99,01	100,55 Taux de change (huard en cents américains)
								Autres indicateurs
								Revenu personnel disponible ²
5,9	5,1	1,4	4,1	2,0	2,8	0,2	0,9	.. nominal
4,7	3,7	0,9	3,1	0,4	1,4	- 0,3	0,6	.. réel ⁵
3,0	3,5	3,9	3,7	2,1	2,1	1,8	2,3	.. Taux d'épargne (%)
- 1,2	2,2	- 14,1	4,6	5,4	0,5	1,5	- 0,9	.. Livraisons manufacturières ²
- 6,8	- 2,5	- 16,4	17,1	17,1	10,4	3,0	- 0,8	.. Bénéfices des sociétés avant impôt ²
4,5	4,9	- 1,1	6,2	2,9	1,5	2,0	- 1,1	.. Ventes au détail ²
48,6	47,9	43,4	51,4	48,4	46,9	41,3	52,5	.. Mises en chantier (en milliers)

Annexe H

Principaux indicateurs du marché du travail du Québec, de 2000 à 2012

Indicateurs	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Emploi								
Population active ²	1,3	1,5	3,5	2,1	0,8	0,5	0,9	1,5
Taux d'activité (%)	63,1	63,5	65,2	66	65,8	65,5	65,4	65,7
Personnes en emploi ²	2,3	1,1	3,6	1,5	1,5	0,8	1,1	2,4
Taux d'emploi (%)	57,8	57,9	59,5	59,9	60,2	60,1	60,1	60,9
Taux de chômage (%)	8,5	8,8	8,7	9,2	8,5	8,3	8,1	7,2
Heures travaillées et rémunération								
Nombre d'heures travaillées en moyenne par semaine ³								
employés rémunérés à l'heure	30,5	30,0	29,8	30,0	29,9	29,8	29,7	29,3
employés à salaire fixe	37,1	37,5	37,2	37,0	37,1	37,2	36,9	36,7
Rémunération hebdomadaire moyenne ^{2,4} (RHbM)								
nominale	1,6	1,2	2,7	2,6	2,4	3,6	1,6	4,4
réelle ⁵	- 0,9	- 1,1	0,7	0,1	0,5	1,3	0,0	2,8
Rémunération horaire moyenne ² (RHrM)								
nominale	2,1	1,1	3,1	2,7	2,9	2,7	2,2	5,3
réelle ⁵	- 0,3	- 1,2	1,0	0,2	0,9	0,4	0,5	3,7

1. Les taux de croissance trimestriels sont calculés par rapport aux trimestres précédents; ceux du cumul le sont par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Par ailleurs, le cumul des variables d'emploi est calculé sur les neuf premiers mois de l'année (données désaisonnalisées) et celui des heures travaillées et de la rémunération, sur les huit premiers mois (données non désaisonnalisées).
2. Taux annuel de croissance (en %).
3. Pour les employés et excluant le temps supplémentaire.
4. Pour l'ensemble des salariés et excluant le temps supplémentaire.
5. L'indice des prix à la consommation (2002 = 100) est utilisé pour obtenir la rémunération hebdomadaire moyenne réelle et la rémunération horaire moyenne réelle.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada (*Enquête sur la population active* pour l'emploi et *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* pour les heures travaillées et la rémunération).

2008	2009	2010	2011	2012 ¹				Indicateurs
				Cumul	T1	T2	T3	
								Emploi
1,2	0,5	1,2	0,8	0,4	0,0	1,0	- 0,2	Population active ²
65,8	65,3	65,4	65,2	64,9	64,7	65,2	64,9	Taux d'activité (%)
1,2	-0,8	1,7	1,0	0,0	0,0	1,4	0,0	Personnes en emploi ²
61	59,8	60,2	60,1	59,8	59,4	60,1	59,9	Taux d'emploi (%)
7,2	8,5	8,0	7,8	7,9	8,2	7,8	7,7	Taux de chômage (%)
								Heures travaillées et rémunération
								Nombre d'heures travaillées en moyenne par semaine ³
29,2	29,4	29,5	29,5	29,5	29,1	29,6	..	employés rémunérés à l'heure
36,8	36,5	36,4	36,4	36,3	36,1	36,3	..	employés à salaire fixe
								Rémunération hebdomadaire moyenne ^{2,4} (RHbM)
2,0	1,9	2,8	2,3	2,2	-0,3	0,8	..	nominale
0,0	1,2	1,5	- 0,8	- 0,1	-1,4	0,2	..	réelle ⁵
								Rémunération horaire moyenne ² (RHrM)
2,6	2,9	2,8	2,1	2,7	- 0,1	0,1	..	nominale
0,5	2,3	1,6	- 0,9	0,4	- 1,2	- 0,5	..	réelle ⁵

Annexe I

Prévisions de divers organismes pour les principaux indicateurs économiques du Québec, pour 2012 et 2013

Indicateurs	BRC (Septembre)		CBC (Octobre)		Desjardins (Octobre)		BMO (Octobre)	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
PIB et ses composantes¹								
PIB (au prix du marché)	1,0	1,7	0,9	1,6	0,8	1,6	1,3	1,5
Consommation	..	..	1,4	2,2	1,5	2,3	..	..
Investissements	..	..	3,6	-0,7	..	..	..	..
administrations publiques	..	..	0,2	-5,8	..	..	..	..
entreprises	..	..	4,7	0,8	5,0	4,7	..	..
Dépenses publiques courantes en								
biens et services	..	..	-0,1	0,2	0,2	0,6	..	..
Exportations	..	..	0,2	3,7	1,1	3,4	..	..
Importations	..	..	1,7	2,6	2,1	2,7	..	..
Indicateurs monétaires								
IPC (1992 = 100) ²	2,2	1,8	2,2	2,1	2,2	2,0	2,2	1,7
Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)	1,05	2,00	0,98	1,04	0,95	1,05	0,94	1,06
Taux de change (huard en cents américains)	99,00	96,00	100,60	103,50	99,01	98,04	99,50	98,90
Indicateurs du marché du travail								
Emploi ²	0,3	1,1	0,4	1,2	0,4	1,0	0,4	0,6
Taux de chômage (%)	7,9	7,9	7,9	8,0	7,8	7,3	7,9	8,0
Rémunération hebdomadaire moyenne ² (RHbM)	..	..	3,5	3,2	2,2	2,0	..	..
Autres indicateurs								
Revenu personnel disponible ¹	..	..	2,2	2,9	1,5	2,2	..	..
Livraison manufacturière	..	..	..	..	..	..	..	..
Bénéfices des sociétés avant impôt ²	..	..	-3,0	2,2	..	..	..	..
Ventes au détail ²	2,2	4,0	1,1	3,8	1,5	4,0	..	..
Mises en chantier (en milliers)	47,0	41,0	46,8	38,4	45,5	42,0	46,0	42,0

1. Taux annuel réel de croissance.

2. Taux annuel de croissance.

BRC : Banque Royale du Canada; CBC : Conference Board du Canada; Desjardins : Mouvement des caisses Desjardins du Québec.

BMO : Banque de Montréal Groupe financier.

Annexe J

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2012

Années	Types de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »	Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	nominale	3,3	4,1	3,5	5,8	4,2	3,5	3,8	4,0	3,7
	réelle	-1,4	-0,7	-1,2	1,0	-0,6	-1,2	-1,0	-0,8	-1,0
1987	nominale	4,0	4,0	3,1	5,0	4,2	3,6	3,7	3,9	3,9
	réelle	-0,3	-0,3	-1,2	0,7	-0,1	-0,7	-0,6	-0,4	-0,4
1988	nominale	4,8	4,7	4,5	4,1	4,5	3,2	3,9	4,4	4,6
	réelle	1,1	1,0	0,8	0,4	0,8	-0,5	0,2	0,7	0,9
1989	nominale	4,1	4,3	4,0	5,2	4,4	4,9	4,6	4,4	4,2
	réelle	-0,2	0,0	-0,3	0,9	0,1	0,6	0,3	0,1	-0,1
1990	nominale	6,9	4,9	5,6	5,3	5,3	4,7	5,1	5,0	5,9
	réelle	2,5	0,6	1,2	1,0	1,0	0,4	0,8	0,7	1,5
1991	nominale	7,3	4,9	4,8	0,9	4,7	1,6	3,1	4,2	5,9
	réelle	0,0	-2,2	-2,3	-6,0	-2,4	-5,3	-3,9	-2,9	-1,3
1992	nominale	2,5	3,9	3,9	1,5	2,8	3,0	3,2	3,6	3,0
	réelle	0,6	2,0	2,0	-0,4	0,9	1,1	1,3	1,7	1,1
1993	nominale	1,0	1,4	0,4	0,8	0,8	0,8	0,7	1,2	1,1
	réelle	-0,3	0,1	-0,9	-0,5	-0,5	-0,5	-0,6	-0,1	-0,2
1994	nominale	0,0	1,3	0,3	0,0	-0,2	0,5	0,2	0,9	0,4
	réelle	1,3	2,6	1,6	1,3	1,1	1,8	1,5	2,2	1,7
1995	nominale	0,0	1,5	0,0	-0,1	1,8	0,2	0,7	1,2	0,6
	réelle	-1,7	-0,2	-1,7	-1,8	0,1	-1,5	-1,0	-0,5	-1,1
1996	nominale	0,2	1,6	0,6	0,4	1,9	0,1	0,8	1,3	0,7
	réelle	-1,4	0,0	-1,0	-1,2	0,3	-1,5	-0,8	-0,3	-0,9
1997	nominale	1,1	2,1	0,3	0,5	2,9	2,2	1,8	2,0	1,4
	réelle	-0,4	0,6	-1,2	-1,0	1,4	0,7	0,3	0,5	-0,1
1998	nominale	1,1	1,4	1,6	1,3	1,1	1,4	1,3	1,4	1,2
	réelle	-0,3	0,0	0,2	-0,1	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,2
1999	nominale	2,2	2,1	1,6	1,9	1,5	2,1	1,8	2,0	2,1
	réelle	0,7	0,6	0,1	0,4	0,0	0,6	0,3	0,5	0,6

Annexe J

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2012

Années	Types de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »	Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral			
2000	nominale	2,8	2,2	2,7	2,9	1,5	3,2	2,5	2,3	2,6
	réelle	0,3	-0,3	0,2	0,4	-1,0	0,7	0,0	-0,2	0,1
2001	nominale	2,8	3,1	2,7	2,8	2,4	3,0	2,8	3,0	2,9
	réelle	0,5	0,8	0,4	0,5	0,1	0,7	0,5	0,7	0,6
2002	nominale	2,5 ^{2,3}	2,6	2,9	2,3	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6
	réelle	0,5	0,6	0,9	0,3	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
2003	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,8	1,6	0,8	3,2	2,2	2,4	2,2
	réelle	-0,5	0,0	0,3	-0,9	-1,7	0,7	-0,3	-0,1	-0,3
2004	nominale	0,0 ^{2,3}	1,9	1,9	3,8	2,2	2,4	2,4	2,0	0,9
	réelle	-2,0	-0,1	-0,1	1,8	0,2	0,4	0,4	0,0	-1,1
2005	nominale	0,0 ^{2,3}	2,4	1,9	1,4	2,4	2,5	2,2	2,4	1,1
	réelle	-2,2	0,1	-0,4	-0,9	0,1	0,2	-0,1	0,1	-1,2
2006	nominale	2,0 ^{2,3}	2,7	2,2	3,0	2,5	2,6	2,5	2,6	2,3
	réelle	0,3	1,0	0,5	1,3	0,8	0,9	0,8	0,9	0,6
2007	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,3	3,1	1,0	2,9	2,0	2,4	2,2
	réelle	0,4	0,9	0,7	1,5	-0,6	1,3	0,4	0,8	0,6
2008	nominale	2,0 ²	2,6	2,1	2,9	2,0	1,7	2,1	2,4	2,2
	réelle	-0,1	0,5	0,0	0,8	-0,1	-0,4	0,0	0,3	0,1
2009	nominale	2,0 ²	2,5	2,3	2,3	2,2	1,5	2,0	2,3	2,2
	réelle	1,4	1,9	1,7	1,7	1,6	0,9	1,4	1,7	1,6
2010	nominale	0,5 ²	2,4	2,5	2,0	2,6	1,5	2,2	2,3	1,3
	réelle	-0,7	1,2	1,3	0,8	1,4	0,3	1,0	1,1	0,1
2011	nominale	0,8 ²	2,4	2,1	1,9	2,6	2,1 ⁴	2,3	2,4	1,5
	réelle	-2,1	-0,6	-0,9	-1,1	-0,4	-0,9	-0,7	-0,6	-1,5
2012 ⁵	nominale	1,0 ^{2,6}	2,4	2,1	1,9 ⁷	2,1	1,9 ⁴	2,0	2,3	1,6
	réelle	-1,5	-0,1	-0,4	-0,6	-0,4	-0,6	-0,5	-0,2	-0,9
2013 ⁵	nominale	1,8 ^{2,6}	2,2 ⁷	2,1	2,7 ⁷	2,3 ⁷	2,0 ⁴	2,2 ⁷	2,2 ⁷	1,9

1. Les taux « sans relativités salariales » excluant les divers rajustements sont : 4,0 %, 5,1 %, 6,0 % et 2,0 % pour 1989, 1990, 1991 et 1992 respectivement.
2. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu pour les années 2002 à 2009 est basé sur ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Pour 2010 à 2013, le nombre de salariés est basé sur ceux visés par les conventions collectives signées en 2011.
3. Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte tous les rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.
4. Le taux de croissance salariale a été calculé à partir de trois sources : le site web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec. Collecte 2012* de l'ISQ et la banque de conventions collectives du ministère du Travail du Québec.
5. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2012 (données préliminaires).
6. Les augmentations dans l'administration québécoise sont constituées de paramètres fixes et variables. La croissance nominale a été calculée à partir seulement du paramètre fixe.
7. Ce résultat est basé sur un nombre limité de salariés.

Annexe K

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2012

Années	Types de croissance	Administration québécoise ²	Autres salariés québécois							Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec ²
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral				
1986	Gel ou baisse	0,0	6,9	3,4	0,0	4,3	1,1	2,6	5,4	3,1	
	> 0 et < IPC	99,7	54,6	93,2	78,4	63,9	94,3	84,3	65,0	79,7	
	≥ IPC	0,3	38,5	3,4	21,6	31,9	4,6	13,1	29,6	17,2	
1987	Gel ou baisse	4,6	5,8	33,1	0,0	0,4	0,3	8,6	6,8	5,7	
	> 0 et < IPC	62,0	60,4	38,6	0,0	79,1	70,1	60,9	60,6	61,3	
	≥ IPC	33,4	33,7	28,3	100,0	20,5	29,6	30,5	32,6	33,0	
1988	Gel ou baisse	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	23,8	10,2	7,5	3,7	
	> 0 et < IPC	0,0	20,6	13,2	0,0	3,6	37,5	20,1	20,4	10,2	
	≥ IPC	100,0	73,5	86,8	100,0	96,4	38,8	69,7	72,1	86,1	
1989	Gel ou baisse	0,0	6,1	1,1	0,0	3,4	1,4	1,9	4,6	2,3	
	> 0 et < IPC	100,0	28,9	92,6	0,0	29,3	9,2	35,6	31,2	63,5	
	≥ IPC	0,0	65,1	6,3	100,0	67,3	89,4	62,5	64,2	34,2	
1990	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,7	
	> 0 et < IPC	0,0	22,7	13,7	0,0	7,6	14,7	11,7	18,7	9,4	
	≥ IPC	100,0	75,0	86,3	100,0	92,4	85,3	88,3	79,8	89,9	
1991	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,3	10,1	0,0	59,8	25,1	10,7	5,2	
	< 0 et > IPC	100,0	94,0	98,3	89,9	95,0	39,7	72,9	86,2	70,3	
	≥ IPC	0,0	3,7	1,3	0,0	5,1	0,5	2,0	3,1	24,3	
1992	Gel ou baisse	0,0	7,9	0,6	15,1	22,6	3,0	9,1	8,4	4,2	
	> 0 et < IPC	0,0	7,6	2,3	20,6	0,4	0,0	1,9	5,5	3,0	
	≥ IPC	100,0	84,4	97,1	64,3	77,0	97,0	89,0	86,1	92,9	
1993	Gel ou baisse	0,0 ³	43,9	77,4	23,6	67,3	72,5	68,9	53,4	24,4	
	> 0 et < IPC	99,7	6,6	12,5	76,4	4,8	0,0	8,6	7,4	57,6	
	≥ IPC	0,3	49,5	10,1	0,0	27,9	27,5	22,5	39,2	18,0	
1994	Gel ou baisse	100,0	39,1	80,5	100,0	84,1	81,9	83,2	53,3	79,6	
	augmentation	0,0	60,9	19,5	0,0	15,9	18,1	16,8	44,7	20,4	
1995	Gel ou baisse	100,0	37,5	93,5	100,0	34,8	92,3	71,9	48,9	76,2	
	> 0 et < IPC	0,0	17,3	3,5	0,0	4,0	0,9	2,6	12,4	5,8	
	≥ IPC	0,0	45,2	3,0	0,0	61,2	6,9	25,6	38,7	18,0	
1996	Gel ou baisse	77,3	33,9	47,0	55,8	14,9	92,3	56,5	42,3	62,3	
	> 0 et < IPC	22,7	15,1	48,2	44,2	38,6	0,9	24,7	18,7	21,0	
	≥ IPC	0,0	51,0	4,9	0,0	46,5	6,8	18,8	39,1	16,7	
1997	Gel ou baisse	3,1	14,3	42,3	50,5	8,7	19,4	23,9	17,5	8,6	
	> 0 et < IPC	96,9	15,8	48,5	46,8	45,2	0,0	35,5	22,4	68,5	
	≥ IPC	0,0	69,9	9,2	2,7	46,1	80,6	40,5	60,1	22,9	
1998	Gel ou baisse	0,0	31,9	8,0	20,7	40,7	21,6	24,8	29,3	15,5	
	> 0 et < IPC	99,1	9,0	38,5	12,8	12,9	40,4	28,3	16,1	55,3	
	≥ IPC	0,9	59,1	53,5	66,5	46,4	38,0	46,9	54,6	29,2	
1999	Gel ou baisse	0,3	9,9	1,9	11,5	23,0	2,3	10,6	10,2	4,5	
	> 0 et < IPC	0,2	9,5	4,8	7,7	10,9	0,0	5,9	8,2	3,6	
	≥ IPC	99,5	80,5	93,3	80,8	66,1	97,7	83,5	81,6	91,9	

Annexe K

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2012

Années	Types de croissance	Administration québécoise ²	Autres salariés québécois							Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec ²
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral				
2000	Gel ou baisse	0,0	7,4	0,0	1,4	31,5	1,9	10,9	8,7	3,9	
	> 0 et < IPC	10,5	59,4	16,5	4,1	46,3	25,8	27,8	48,3	27,2	
	≥ IPC	89,5	33,1	83,5	94,5	22,2	72,4	61,2	43,1	68,9	
2001	Gel ou baisse	0,2	4,6	0,0	0,0	1,2	0,7	0,5	3,3	1,6	
	> 0 et < IPC	0,0	33,9	11,5	4,1	55,6	6,0	19,3	29,3	13,2	
	≥ IPC	99,8	61,4	88,5	95,9	43,2	93,3	80,1	67,4	85,1	
2002	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,6	2,7	0,6	0,9	4,7	2,1	
	> 0 et < IPC	0,0	17,0	4,8	25,7	7,2	3,8	6,7	14,0	6,2	
	≥ IPC	100,0	76,7	95,2	73,7	90,1	95,6	92,4	81,2	91,7	
2003	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,8	0,0	39,3	64,0	0,0	22,5	11,5	5,2	
	> 0 et < IPC	100,0	38,3	33,6	37,8	25,9	4,9	23,0	33,6	70,3	
	≥ IPC	0,0	55,0	66,4	22,9	10,0	95,1	54,5	54,8	24,5	
2004	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	25,5	12,6	33,3	0,3	0,0	7,1	19,9	63,2	
	> 0 et < IPC	0,0	10,6	1,8	10,4	8,6	0,8	4,6	8,8	4,0	
	≥ IPC	0,0	63,9	85,6	56,4	91,1	99,2	88,4	71,3	32,8	
2005	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	13,5	16,2	36,6	0,2	0,0	8,4	11,9	59,9	
	> 0 et < IPC	0,0	23,8	50,9	43,7	23,6	12,3	30,1	25,8	11,7	
	≥ IPC	0,0	62,7	32,9	19,7	76,2	87,7	61,5	62,3	28,3	
2006	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	5,6	0,0	0,0	1,4	0,0	0,6	4,1	1,9	
	> 0 et < IPC	0,0	7,7	19,2	0,8	12,9	0,0	10,1	8,4	3,9	
	≥ IPC	100,0	86,7	80,8	99,2	85,7	100,0	89,3	87,5	94,3	
2007	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,0	54,0	0,0	21,0	10,9	5,1	
	> 0 et < IPC	0,0	4,8	5,9	0,0	0,4	0,0	1,6	3,8	1,8	
	≥ IPC	100,0	88,9	94,1	100,0	45,7	100,0	77,4	85,3	93,1	
2008	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,6	0,9	0,0	5,2	0,0	2,1	5,8	2,7	
	> 0 et < IPC	99,8	20,0	83,9	36,3	75,8	82,4	74,8	38,2	70,6	
	≥ IPC	0,2	72,4	15,2	63,7	19,0	17,6	23,1	56,0	26,7	
2009	Gel ou baisse	0,2 ⁴	7,1	0,6	11,9	1,3	0,0	1,9	5,4	2,6	
	> 0 et ≤ IPC	0,0	0,9	0,0	0,0	0,5	0,0	0,2	0,7	0,3	
	≥ IPC	99,8	92,0	99,4	88,1	98,2	100,0	97,9	94,0	97,1	
2010	Gel ou baisse	0,0 ⁴	6,7	0,0	13,1	0,0	0,0	1,3	4,9	2,3	
	> 0 et ≤ IPC	100,0	3,5	7,2	12,1	6,3	0,0	5,4	4,1	55,7	
	≥ IPC	0,0	89,8	92,8	74,8	93,7	100,0	93,2	90,9	42,0	
2011	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,0	0,0	0,0	1,1	0,0 ⁶	0,4	3,1	1,5	
	> 0 et ≤ IPC	100,0	71,8	97,5	91,5	76,7	93,8	88,1	75,9	88,2	
	≥ IPC	0,0	24,2	2,5	8,5	22,2	6,2	11,5	21,0	10,3	
2012 ⁷	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,5	1,1	0,0 ⁸	17,1	0,0 ⁶	6,2	3,4	1,5	
	> 0 et ≤ IPC	100,0	66,9	81,4	86,1	41,3	91,4	70,6	67,8	85,3	
	≥ IPC	0,0	30,5	17,5	13,9	41,6	8,6	23,2	28,8	13,2	

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

2. Les données de l'administration québécoise incluses dans la moyenne comprennent, s'il y a lieu, des rajustements liés aux relativités salariales (années 1989 à 1992).

3. Ce résultat est un arrondissement d'une proportion inférieure à 0,05 %.

4. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu pour les années 2002 à 2009 est basé sur ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Pour 2010 à 2012, le nombre de salariés est stable à partir de ceux couverts par les nouvelles conventions signées en 2011.

5. Le taux d'augmentation ne prend pas en compte tous les rajustements dont aurait pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

6. Le taux de croissance salariale a été calculé à partir de trois sources : le site web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, l'*Enquête sur le rémunération globale au Québec. Collecte 2012* de l'ISQ et la banque de conventions collectives du ministère du Travail du Québec.

7. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2012 (données préliminaires).

8. Ce résultat prend en compte un nombre limité de salariés.

Annexe L

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2012 (en %)

Années	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois						Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
		Privé	« Autre public »						
			Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
1986	..	4,4	3,3	27,3	4,3	3,8	3,8	3,8	4,2
1987	4,0	3,9	4,9	4,3	4,4	3,7	4,3	4,3	4,0
1988	4,0	4,3	4,1	5,5	4,3	4,0	4,2	4,2	4,3
1989	6,0	4,7	4,5	..	4,7	4,5	4,6	4,6	5,2
1990	5,3	5,0	5,0	4,6	5,1	7,3	5,1	5,1	5,2
1991	1,6	4,3	2,5	4,8	3,2	1,7	2,2	2,2	2,0
1992	2,2	2,4	2,5	1,9	2,8	3,3	2,9	2,9	2,3
1993	0,4	0,6	0,3	0,2	0,5	0,0	0,2	0,2	0,4
1994	..	1,2	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,3	0,7
1995	0,3	2,0	0,1	0,3	1,7	1,8	1,6	1,9	0,6
1996	0,3	1,8	0,6	0,1	2,1	1,4	1,3	1,7	1,0
1997	0,4	2,1	0,5	0,4	2,2	2,0	1,7	2,0	1,9
1998	..	1,8	2,0	0,9	0,8	2,4	1,8	1,8	1,8
1999	4,2 ²	2,4	2,0	0,7	2,0	3,9	2,8	2,5	2,5
2000	2,3	2,6	2,1	2,9	2,1	1,9	2,0	2,3	2,3
2001	3,1	3,0	2,4	2,4	2,5	3,5	3,2	3,0	3,0
2002	2,3	2,6	4,0	2,3	2,3	2,6	3,3	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,5	3,1	2,2	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,2	2,4	5,6	1,6	3,1	3,7	2,4	2,4
2005	1,5	2,4	1,9	2,2	2,7	2,7	2,6	2,4	2,4
2006 ³	0,8	2,1	1,6	3,0	2,8	2,5	2,6	2,2	1,0
2007	... ⁴	2,7	2,2	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,8	2,8
2008	... ⁴	2,9	2,1	3,6	1,8	2,3	2,1	2,6	2,6
2009	... ⁴	1,9	2,4	2,6	1,7	1,8	1,8	1,9	1,9
2010	... ⁴	2,3	2,8	2,5	2,0	2,3	2,3	2,3	2,3
2011	1,2 ⁵	2,2	1,3	2,1	2,3	... ⁴	2,2	2,2	1,2
2012 ⁶	... ⁴	2,5	2,0	4,5 ²	2,6	... ⁴	2,6	2,5	2,5

1. Le taux « sans relativités salariales » excluant les divers rajustements est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte les divers rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail du Québec.

5. Les conventions de l'administration québécoise durent cinq ans et tiennent compte de paramètres fixes et de paramètres variables en fonction de la progression de l'économie et de l'inflation. Le ministère du Travail n'a inclus dans la banque que les taux d'augmentation en fonction des paramètres fixes.

6. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2012 et prennent en compte un nombre de conventions collectives et/ou un effectif limités.

Annexe M

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2012

Années	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois						Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
		Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »		
			Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	..	4,2	3,3	20,9	4,3	3,7	3,7	4,0	4,0
1987	4,1	4,0	4,6	4,4	4,4	3,8	4,2	4,1	4,1
1988	4,0	4,5	4,0	5,1	4,4	3,9	4,2	4,4	4,3
1989	6,4	4,6	4,5	..	4,8	4,4	4,5	4,6	5,3
1990	5,7	4,9	5,2	4,1	4,9	6,6	5,0	5,0	5,4
1991	2,4	4,3	2,4	4,3	3,1	2,0	2,3	3,2	2,6
1992	2,3	2,4	2,7	2,5	2,7	3,2	2,9	2,6	2,3
1993	0,3	0,6	0,3	0,0	0,5	0,0	0,2	0,5	0,4
1994	..	1,3	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,8	0,8
1995	0,5	1,6	0,7	0,1	1,4	3,7	1,0	1,5	1,3
1996	0,5	1,7	0,7	0,1	1,4	0,8	0,9	1,6	1,4
1997	0,5	2,1	0,7	0,8	1,4	1,9	1,3	1,9	1,9
1998	..	2,0	1,9	0,9	0,9	2,3	1,7	1,9	1,9
1999	3,5 ²	2,4	2,1	0,9	2,0	3,7	2,8	2,4	2,5
2000	2,5	2,6	2,3	2,8	2,3	2,1	2,2	2,4	2,5
2001	2,8	2,9	2,3	2,5	2,5	3,3	3,1	2,9	2,9
2002	2,3	2,6	3,7	2,2	2,5	2,7	3,2	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,8	3,0	2,3	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,5	2,3	5,4	1,9	3,0	3,6	2,7	2,5
2005	1,7	2,4	2,1	2,3	2,6	2,6	2,5	2,4	2,4
2006 ³	1,2	2,1	1,8	3,0	2,7	2,5	2,6	2,2	1,3
2007	... ⁴	2,7	2,3	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,7	2,7
2008	... ⁴	2,8	2,1	3,4	2,0	2,3	2,2	2,5	2,5
2009	... ⁴	2,0	2,5	3,3	1,8	1,7	1,9	1,9	1,9
2010	... ⁴	2,4	2,7	2,7	2,1	2,3	2,3	2,4	2,4
2011	1,3 ⁵	2,2	1,0	2,0	2,3	... ⁴	2,1	2,2	1,4
2012 ⁶	... ⁴	2,5	1,9	4,6 ²	2,5	... ⁴	2,4	2,4	2,4

1. Le taux « sans relativités salariales » excluant les divers rajustements est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte les divers rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail du Québec.

5. Les conventions de l'administration québécoise durent cinq ans et tiennent compte de paramètres fixes et de paramètres variables en fonction de la progression de l'économie et de l'inflation. Le ministère du Travail n'a inclus dans la banque que les taux d'augmentation en fonction des paramètres fixes.

6. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2012 et prennent en compte un nombre de conventions collectives et/ou un effectif limités.

« L'Institut informe le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés régis par une convention collective du gouvernement, des commissions scolaires, des collèges et des établissements d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine d'autre part.

Il publie, au plus tard le 30 novembre de chaque année, un rapport de ses constatations. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui
pour le Québec de demain

Ce rapport présente les constats de l'ISQ sur la rémunération des salariés. Il contient les résultats détaillés de la comparaison des salaires, des avantages sociaux et de la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec ceux de l'ensemble des autres salariés québécois œuvrant dans les entreprises de 200 employés et plus. La comparaison est aussi effectuée avec différents secteurs du marché du travail : privé et « autre public » ainsi que les sous-secteurs de ce dernier (administrations municipale et fédérale, « entreprises publiques » et universitaire). Le point est également fait sur l'évolution des écarts salariaux et de rémunération globale de 2011 à 2012 ainsi que sur l'évolution des écarts salariaux sur une plus longue période, soit de 2008 à 2012.

Par ailleurs, le rapport contient les résultats relatifs aux tendances salariales pour l'administration québécoise et les divers secteurs de l'économie. Il s'agit de la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales, ainsi que des perspectives salariales de l'Institut pour 2012 et 2013. En toile de fond, les principaux indicateurs de l'environnement économique et du marché du travail sont fournis.

Avec l'information diffusée dans le cadre de ce rapport, les décideurs du Québec sont assurés de pouvoir compter sur des données facilitant leur prise de décision en matière de rémunération.